# LU HSIU-YI

# HISTOIRE DU P.C. TAIWANAIS SOUS LA COLONISATION JAPONAISE

Parti communiste / étude / 1928-1932

LU HSIU - YI

Histoire du Parti communiste de Taiwan sous la coloni-
sation japonaise (I928-I932).- Paris, I980.- In-4,
29,5cm, 3II ff. multigr., tabl., cartes

Bibliogr.: ff. 272-305 Q I68I6

(Thèse. Univ. Paris X. EHESS.3ème cycle.)
Chronol.: pp. 257-259 [I895-I932]

Le mouvement communiste taiwanais et son développement pendant la colonisation japonaise. Les rapports du P.C. de Taiwan avec le Komintern, avec les partis communistes japonais et chinois. Son influence sur les luttes taiwanaises contre la colonisation. En annexe: Thèses politiques du P.C.T. en 1928. Lettre au Bureau oriental du Komintern, mars 1931.

Chine (Rép. nationale) 6 Partis

BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE
臺灣軼史叢書



ÉDITIONS RENÉ VIÉNET

Lu Hsiu-yi

# Histoire du Parti communiste de Taiwan

## sous la colonisation japonaise

Maquette Loïc Chauvin
Couverture 魏延年
Imprimé à Taipei par le Pigeonnier

Bibliothèque formosane
臺 灣 軼 史 叢 書

Éditions René Viénet
Grangette de la Maison Rainally
BP 10013
46140 Belaye
France

Dépôt légal : Paris, juillet 2006

ISBN 2-84983-001-1

Lu Hsiu-yi

# Histoire du Parti communiste de Taiwan

## sous la colonisation japonaise (1928-1932)



Éditions René Viénet

Université de Paris X (Nanterre)
École des hautes études en sciences sociales

Histoire du parti communiste de Taiwan
sous la colonisation japonaise (1928-1932)
par Lu Hsiu-Yi
T 5671

Thèse de doctorat de troisième cycle
présentée à l'Université de Paris X (Nanterre)
Décembre 1980

Directeur : M. Jacques Guillermaz

*Note sur la transcription des mots chinois : nous avons employé, pour la transcription de la langue chinoise, le système anglais de romanisation dit « Wade-Giles ».*

**Remerciements**

Nous remercions vivement M. Jacques Guillermaz, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, qui a dirigé cette thèse, pour ses suggestions, commentaires et critiques attentifs et bienveillants.

Nous remercions aussi le Centre de recherches et de documentation sur la Chine contemporaine pour les matériaux qu'il nous a fournis. Nous exprimons enfin notre reconnaissance à notre famille et à nos amis français qui nous ont apporté un soutien constant.

# SOMMAIRE

# INTRODUCTION

Par le traité de Shimonoseki, le 17 avril 1895, la dynastie Ch'ing céda Taiwan au Japon. Après la reddition sans condition du Japon, le 15 août 1945, l'île fit retour à la Chine, aux termes de la déclaration du Caire de 1943. Pendant cinquante ans et quatre mois, Taiwan fut donc une colonie japonaise.

Comme certains peuples colonisés d'Asie et d'Afrique, les Taiwanais connurent de longues années de résistance contre l'étranger. Les mouvements antijaponais furent continuels et, si la forme de la lutte évolua, l'objectif, la libération du joug colonial, demeura le même. On peut cependant distinguer dans cette lutte deux grandes périodes. La première, qui commence à la proclamation d'une République de Taiwan le 23 mai 1895, et dure jusqu'à la répression qui fit suite à l'incident de Hsi-lai-yen en 1915, est caractérisée par des révoltes armées contre les Japonais. La seconde, qui va de 1914 jusqu'à la guerre du Japon contre la Chine en 1937, est marquée par le réveil d'intellectuels inspirés par des idées modernes de démocratie libérale, d'autodétermination, et par le marxisme.

La prise de conscience nationale des Taiwanais se développa. Leur résistance se transforma et prit davantage un aspect culturel et politique pour revêtir ensuite un caractère populaire. En se généralisant, elle subit enfin l'influence des événements de Chine, du Japon, et du monde extérieur en général. En fonction de la lutte et de la stratégie employées, cette seconde période peut elle-même se subdiviser en deux sous-périodes que divisent une dissidence, née en 1927 au sein de l'Association culturelle de Taiwan. La première est celle d'un « front uni » de tous les mouvements nationalistes ; la seconde, celle d'un affrontement entre mouvements nationalistes et mouvements de lutte de classes.

La lutte des classes, au cours des mouvements de résistance de Taiwan, a sans aucun douté été influencée par le mouvement

communiste mondial, particulièrement après la fondation de la IIIe Internationale (Komintern), qui fut à l'origine de la création des partis communistes en Asie et dans les pays coloniaux, et par conséquent du Parti communiste de Taiwan (PCT).

Cette thèse de recherche s'est donné pour sujet :

- le mouvement communiste taiwanais et son développement pendant la colonisation japonaise ;
- les rapports du Parti communiste de Taiwan avec le mouvement communiste international ;
- l'influence du mouvement communiste taiwanais sur les luttes taiwanaises contre la colonisation.

Dans la première partie de notre thèse, nous nous sommes proposés d'examiner les caractéristiques de la colonisation japonaise et des mouvements nationalistes de Taiwan, qui forment le contexte dans lequel s'est développé le mouvement communiste taiwanais. Nous avons décrit les courants communistes taiwanais en Chine et au Japon, ainsi qu'à Taiwan, courants qui furent à l'origine de la création du PCT, dont nous avons analysé le processus de formation.

La deuxième partie concerne l'évolution du PCT, avec ses luttes internes et sa réorientation après l'intervention du Komintern, jusqu'à sa destruction définitive.

Dans la troisième partie nous avons tenté d'analyser les rapports du PCT avec le Komintern, le Parti communiste chinois et le Parti communiste japonais afin de situer le PCT dans le cadre du mouvement communiste international. Enfin, nous avons montré le rôle joué par le PCT dans l'ensemble des mouvements politiques et sociaux de Taiwan, afin de définir son importance sur le plan régional.

Les recherches dans les domaines cités ci-dessus furent longtemps impossibles, à cause de la rareté des matériaux relatifs aux activités communistes à propos desquels les Japonais exerçaient une censure totale. Ce n'est qu'à partir de 1969 que parurent, au Japon et à Taiwan, des documents suffisamment intéressants pour la recherche.

Mais ceux-ci, de par leur nature, apportent nécessairement une limite à notre recherche. En effet, les documents accumulés par les autorités japonaises, tels que le *Taiwan sotokufu keisatsu enkakushi*

(« Histoire de la police du Gouvernement général de Taiwan »), sont bien entendu représentatifs de l'optique officielle coloniale japonaise, bien que très riches en matériaux. Il en va de même pour le *Taiwan minpao* (« Journal du peuple de Taiwan »), qui constitue, avec l'ouvrage cité précédemment, une des principales sources de nos recherches : les articles et informations ont fait l'objet avant leur publication d'une autocensure, et à leur parution, d'une censure sévère.

L'intérêt de ce travail est, d'une part, de donner une vue d'ensemble des mouvements de résistance taiwanais, face aux Japonais, et, d'autre part, de montrer l'attitude et le rôle des communistes face aux mouvements purement nationalistes.

Lu Hsiu-yi
Paris, décembre 1980.

# PREMIÈRE PARTIE

# LES ORIGINES ET LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN

## – I –
# LES CARACTÉRISTIQUES DE LA COLONISATION JAPONAISE ET LES MOUVEMENTS NATIONALISTES DE TAIWAN

## LES CARACTÉRISTIQUES DE LA COLONISATION JAPONAISE

Au cours de la colonisation japonaise, l'orientation politique de Taiwan a changé. Cependant les rapports entre la colonie et la métropole se sont organisés selon le schéma colonial classique, c'est-à-dire sur le plan politique : contrôle et répression ; sur le plan économique : subordination capitaliste ; et sur le plan culturel : discrimination. Ces trois points expriment suffisamment les caractéristiques de l'oppression japonaise de Taiwan.

### CONTRÔLE ET RÉPRESSION POLITIQUES

A partir du 17 juin 1895, jour qui marqua le début de la colonisation japonaise (et qui sera férié et célébré ensuite par les Japonais, qui créèrent un gouvernement militaire qui dura huit mois : jusqu'au 30 mars 1896, date à laquelle ils établirent le Gouvernement général de Taiwan *(Taiwan sotokufu)*. Ce même 30 mars 1896 vit la promulgation par la Diète impériale de la «loi n° 63»[1]. Cette loi a donné un pouvoir législatif et exécutif intégral au Gouvernement général de Taiwan. Il a donc le pouvoir suprême, prend lui-même toutes les décisions et gouverne par édits. Ainsi sa décision devint loi[2]. Cette loi fournit ainsi une base légale au gouvernement tyrannique japonais et fut à «l'origine de toutes les mauvaises lois à Taiwan[3]». C'est elle qui incita les Taiwanais à développer un mouvement pour l'abrogation de la loi n° 63. Le Gouvernement général de Taiwan établit un système d'administration locale pour faire appliquer ses décisions. Ce système chan-

gea plusieurs fois au cours de la colonisation. Vraisemblablement, ces évolutions correspondaient à une idée de centralisation, mais avaient aussi pour but de faciliter les rapports entre le gouverneur général et les différents échelons de l'administration locale [4].

Le contrôle et l'influence japonais pénétrèrent dans tous les villages. Un fonctionnaire japonais gouvernait à partir de chacun des niveaux de l'administration locale : la province *(shu)* et la région *(cho)* ; la municipalité *(shi)* et le district *(gun)* ; la ville *(gai)* et le canton *(sho)*. Une telle bureaucratisation ne fut pas non plus évidente dans d'autres colonies japonaises, comme la Corée, où les Coréens pouvaient être fonctionnaires bien qu'ils fussent l'objet d'une surveillance japonaise [5]. Des conseils de délibération furent créés en 1935. A chaque échelon de l'administration locale se trouvait un conseil délibératif (la moitié des membres du conseil était nommée par l'administration) qui avait pour but de conseiller le fonctionnaire principal japonais. Cependant ces conseils n'eurent aucun pouvoir, la décision appartenant au fonctionnaire japonais de l'échelon administratif en question [6].

Le contrôle politique s'exerçait aussi par le système de *Hoko* [7] (ou en chinois *pao-chia*) et la police. En 1898, le quatrième gouverneur général, Kodama Gentaro, et son chef des affaires civiles *(minsei choken)* Goto Shimpei contribuèrent à la modernisation du système policier, ce qui fut une des innovations les plus radicales des autorités japonaises [8]. Avec ce nouveau système, le policier ordinaire avait une grande variété de tâches liées à ses devoirs quotidiens. Il contrôlait l'état civil, les changements de domicile, la collecte des impôts, le recrutement militaire, etc. D'après les documents, on voit que le Japon a déployé deux fois plus d'efforts dans le domaine de la sécurité que dans celui de l'administration proprement dite [9].

La police se montrait sévère à l'égard des Taiwanais, mais l'efficacité de son contrôle a certainement contribué à renforcer la colonisation, on peut donc la considérer comme l'épine dorsale de l'administration japonaise [10]. Ce système de police dura jusqu'à l'automne 1920. Il fut alors modifié par Den Kenjiro, le premier gouverneur civil de Taiwan. Les activités des policiers dépassaient pourtant de loin la mise en œuvre de la loi. Elles durèrent jusqu'à la fin de la colonisation. Aux yeux des Taiwanais, la police faisait figure de « gouvernement général de Taiwan » *(ti-hsia tsung-tu-fu)* [11]. L'application, à Taiwan, des lois de

l'ordre policier (en 1922) et du maintien de l'ordre public (en 1925) par le gouvernement japonais, et l'augmentation (en 1928) du corps de police avec la création d'une section supérieure *(koto keisatsu)* montrent, d'une part, que les autorités voulaient renforcer leur contrôle des mouvements politiques, en particulier de la gauche, et, d'autre part, que la société coloniale était en train de changer [12].

### Subordination économique

L'économie coloniale de Taiwan était, dans l'ensemble, composée d'un secteur agricole et d'un secteur non agricole. Leur importance, si l'on veut la quantifier en termes de pourcentage d'emploi, était approximativement de 70 % pour le domaine agricole et de 30 % pour les domaines qui ne dépendaient pas de l'agriculture [13]. On peut donc dire que l'agriculture constituait alors le principal secteur d'emploi et de production. Les changements les plus significatifs et les plus importants eurent lieu dans l'agriculture. L'industrie taiwanaise, sauf en ce qui concernait l'alimentation (reflétant en grande partie la modernisation liée à l'industrie sucrière), était peu développée, ne subit pas autant de changement que l'agriculture, et demeura donc relativement sous-développée [14]. La stratégie coloniale s'était donné pour but de développer Taiwan comme pays complémentaire du Japon. C'est ainsi qu'on mit l'accent sur l'intégration économique des deux régions. En d'autres mots, Taiwan devait devenir une dépendance économique du Japon afin de l'aider à nourrir une population industrielle croissante.

Taiwan produisait et exportait son riz et son sucre au Japon. A son tour, le Japon exportait ses produits manufacturés vers Taiwan. En outre, le secteur agricole taiwanais se voyait obligé, par la force des choses, d'acheter des produits industriels et des services. Une dizaine d'années avant la colonisation, moins de 1 % des importations taiwanaises venaient du Japon et près de 10 % de ses exportations y étaient destinées. Mais peu après la colonisation, la croissance de la production agricole s'accéléra à cause de l'investissement de capitaux et de l'introduction d'une technologie avancée. La productivité de l'agriculture augmenta, en répondant, évidemment, aux besoins en produits agricoles du Japon, ce qui fit augmenter les exportations de Taiwan [15]. L'ampleur du bond économique entre Taiwan et le Japon

ainsi que la signification de l'un par rapport à l'autre peuvent être mis en évidence en considérant l'évolution des exportations de deux produits importants dans l'économie taiwanaise : le riz et le sucre. En effet, tous deux représentaient, en valeur, de 50 à 71 % des exportations de Taiwan. Chaque année, plus de 90 % de la production de sucre était exportée de Taiwan. Pratiquement toutes les exportations de riz et de sucre de Taiwan se faisaient à destination du Japon [16]. Par conséquent, les surplus des exportations taiwanaises allaient encore vers le Japon, du fait que la décision de la répartition des productions taiwanaises appartenait aux Japonais.

Le salaire réel était maintenu bas à Taiwan ainsi que la consommation tout comme les importations des biens de consommation courante. En revanche, le profit était élevé. Une part du profit était réinvestie à Taiwan, bien que la part la plus importante soit destinée au Japon. Les succès économiques de Taiwan en tant que colonie étaient en grande partie dus aux réalisations du gouvernement colonial. Il n'est pas exagéré de dire que la croissance économique pendant la période coloniale a été due à la volonté du Gouvernement général et fut soutenue par lui [17]. Le gouvernement colonial avait deux principaux objectifs économiques : promouvoir la production et l'exportation de riz et de sucre et maintenir le pouvoir économique entre les mains du Japon, afin que l'économie de Taiwan complète celle du Japon et soit « profitable » à celui-ci. Pratiquement tout ce que le gouvernement colonial a fait à Taiwan peut s'expliquer en fonction de ces objectifs [18].

Le gouvernement colonial a investi les ressources produites par l'impôt dans l'infrastructure sociale et économique nécessaire au développement économique [19]. C'est ainsi qu'il maintint et améliora les réseaux routiers et ferroviaires de l'île, développa l'irrigation, construisit les deux ports les plus importants : Keelung au nord et Kaohsiung au sud, afin de faciliter la commercialisation de l'agriculture et de relier Taiwan au Japon. Un système bancaire moderne et des institutions financières nouvelles furent établis pour servir la production, alors que le volume des échanges commerciaux augmentait. Pour mettre le surplus économique sous le contrôle du Japon, les capitalistes japonais disposèrent de moyens pour décourager l'émergence d'une classe d'entrepreneurs financiers taiwanais [20].

En autorisant la concentration du pouvoir économique à Taiwan dans les mains de quelques capitalistes japonais intimement liés au gouvernement, comme Mitsui, Mitsubishi, etc., le gouvernement colonial était en mesure d'augmenter sa capacité à diriger le développement économique de l'île [21]. Si l'on considère ce mode d'opération ainsi que les objectifs et les actions du gouvernement colonial, on peut dire que l'expérience coloniale de Taiwan est semblable à celle de beaucoup d'autres colonies.

Afin de permettre le développement du capitalisme japonais à Taiwan, le gouvernement colonial réorganisa le système de la propriété foncière : en remboursant les *ta-tsu-hu* (« grands propriétaires ») au moyen d'emprunts nationaux, il élimina les grands propriétaires pour reconnaître comme seuls propriétaires les anciens *hsiao-tsu-hu* (« petits propriétaires ») ; les fermiers conservèrent leur ancien statut. Ainsi, les relations féodales furent-elles abolies, et un système de propriété moderne fut-il institué [22]. Parallèlement des enquêtes furent menées sur les forêts et les terrains, afin d'établir les droits de propriété, et, selon le principe d'« étatisation » des terrains sans propriétaires, les Taiwanais qui ne purent fournir de titres de propriété virent leurs terres saisies. La vente de ces terrains par le gouvernement à des officiers retraités et à des compagnies japonaises provoqua des conflits, qui furent à l'origine des mouvements paysans des années 1925 et 1926 [23].

Le Gouvernement général investit pour le développement des industries sucrières taiwanaises et adopta une politique protectionniste afin de favoriser cette industrie. Des mesures comme la limitation de la création d'usines pour éviter toute concurrence et l'établissement de régions réservées à la production sucrière provoquèrent des conflits qui furent aussi à l'origine des mouvements paysans [24]. Tout cela témoigne de ce que le développement de l'infrastructure et du capitalisme japonais à Taiwan représentaient un lourd fardeau pour les Taiwanais.

### Discrimination culturelle

La domination japonaise à Taiwan se faisait non seulement sur le plan politique et sur le plan économique, mais aussi sur le plan culturel. Les Japonais ont œuvré à Taiwan pour le développe-

ment d'une éducation moderne et pour l'implantation de la langue japonaise, afin de renforcer leur domination. Avant 1922, les Japonais avaient mis en vigueur une politique de séparation éducative dans les domaines primaire et secondaire. Au niveau de l'éducation primaire, il existait deux sortes d'écoles : l'école primaire *(shogakko)*, conçue uniquement pour les enfants japonais, et l'école publique *(kogakko)*, réservée aux enfants taiwanais. Non seulement le nom en était différent, mais aussi le système éducatif et le pourcentage des enfants scolarisés[25].

Les écoles secondaires pour les Japonais étaient indépendantes, tandis que l'éducation secondaire taiwanaise, qui était assurée par l'école japonaise, établie en 1896 et transformée en 1919, avait un niveau inférieur à sa contrepartie japonaise[26].

En 1922, les écoles furent unifiées, à partir du niveau secondaire, réalisant ainsi le système de conglomération éducationnelle *(kyogakusei)*[27]. Elles furent donc pratiquement au seul usage des Japonais. L'examen d'entrée à l'école secondaire s'adressait en effet aux enfants qui sortaient de l'école primaire (Japonais) et de l'école publique (Taiwanais), mais se basait sur l'enseignement dispensé dans les écoles primaires. Le résultat était évidemment injuste pour les Taiwanais, qui avaient déjà subi une discrimination dans la qualité de leur enseignement primaire. Le tableau ci-dessous montre clairement ce fait.

**Pourcentage des réussites à l'examen d'entrée à l'école secondaire générale**

| | 1924 | | | 1929 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | inscrits (A) | acceptés (B) | (A)/(B) | inscrits (A) | acceptés (B) | (A)/(B) |
| Taiwanais | 3 878 | 832 | 21,5 % | 3 631 | 812 | 22,3 % |
| Japonais | 2 625 | 1 452 | 55,3 % | 2 912 | 1 537 | 52,7 % |
| Total | 6 503 | 2 284 | 35,1 % | 6 543 | 2 349 | 35,9 % |

D'après les matériaux de SHA Shun-boku, *Taiwanjin wa kaku miru* (« Ainsi voient les Taiwanais »), Taipei, Taiwan minposha, 1930, partie I, pp. 58-72.

L'accès à l'enseignement secondaire défavorisait déjà les Taiwanais, à plus forte raison dans les autres niveaux. Le nombre d'étudiants taiwanais augmenta dans l'ensemble à cause de la création d'écoles nouvelles ; en revanche, il diminua dans les écoles de haut niveau[28].

En apparence le système d'éducation était intégré, mais en fait, les Taiwanais étaient pratiquement écartés de l'éducation supérieure spécialisée. Avant 1922, les Japonais consolidaient leur statut dirigeant, en abaissant le niveau d'éducation des Taiwanais. Après 1922, les Taiwanais pouvaient accéder, mais avec beaucoup de restrictions, à l'éducation supérieure. Ainsi, le statut de domination des Japonais s'en trouvait plus assuré. L'université impériale de Taipei *(Taihoku teikoku daigaku)*, prévue depuis 1925 et ouverte en 1928, était destinée aux Japonais[29]. Les écoles spécialisées de haut niveau étaient monopolisées par les Japonais, et les chances d'y accéder, pour les Taiwanais, étaient très limitées. Ceci reflète un phénomène identique à celui qui existait dans l'économie, où les grands capitalistes japonais et leurs employés japonais dans les entreprises occupaient un statut privilégié dans les entreprises[30].

Avant la colonisation japonaise, il y avait par ailleurs, à Taiwan, des écoles de missionnaires et des écoles traditionnelles *shu-fang* (écoles privées, tenues par des maîtres, selon l'ancien système). Ces *shu-fang* conservaient et propageaient la culture chinoise, et en même temps, constituèrent le noyau de la prise de conscience nationaliste. Leur nombre diminua annuellement à cause de la politique de discrimination culturelle[31]. Les écoles de missionnaires, ainsi que les *shu-fang,* subissaient la même discrimination de la part des Japonais, et leur nombre diminuait par rapport à celui des écoles publiques. Ceci résultait du fait que les capitalistes japonais chassaient tous les capitaux étrangers afin d'assurer leur monopole.

La langue japonaise était non seulement l'instrument de l'éducation, mais aussi son contenu principal. Les Japonais, au moyen de l'éducation, voulaient transformer les Taiwanais, par l'assimilation de la langue, mais le degré de généralisation de la langue japonaise restait très limité[32]. Non seulement les Taiwanais adoptaient une attitude passive envers la politique d'assimilation de la langue[33], mais des personnages comme Lien Heng (Lien Ya-t'ang), le premier auteur taiwanais d'une histoire générale de Taiwan *(T'ai-wan t'ung shih)* du point de vue taiwanais, faisaient tous leurs efforts pour conserver la langue taiwanaise, et pour développer la culture taiwanaise[34].

Dans l'ensemble, les Japonais établirent un système d'éducation moderne, et généralisèrent l'éducation. Mais la caractéristique de

l'éducation japonaise réside dans sa domination au niveau supérieur. On peut donc dire que les Japonais ont exercé leur domination dans tous les domaines : politique, économique et social. Les Taiwanais qui accédèrent à l'éducation supérieure furent très peu nombreux, et trouvèrent difficilement du travail dans le gouvernement ou des sociétés japonaises[35]. Ils devinrent donc les «vagabonds de l'élite», par leur bagage intellectuel, les pionniers de la décolonisation. Les Japonais ont supprimé aussi les libertés d'opinion et de presse. Même les périodiques publiés librement au Japon devaient subir une censure stricte, et étaient parfois interdits [36] lorsqu'ils étaient importés à Taiwan. Les restrictions concernant la presse étaient particulièrement sévères. Il était également impossible de publier un journal sans l'autorisation du gouverneur général, pendant un demi-siècle, les quotidiens taiwanais ne l'obtinrent jamais à l'exception du *Taiwan minpao* («Journal du peuple de Taiwan»).

Ce journal, originellement fondé à Tokyo en 1920, était alors un mensuel, et portait le nom de *T'ai-wan ch'ing-nien* («Jeunesse de Taiwan»). En 1927, il eut l'autorisation d'étendre sa publication à Taiwan, puis, en 1932, celle de se transformer en quotidien. Mais ce journal, «l'unique porte-parole des Taiwanais», se vit obligé de supprimer son édition en langue chinoise pour finalement fusionner en 1944 avec les autres journaux[37].

Dans l'ensemble, l'essentiel de la politique de domination des Japonais consistait à séparer Taiwan de la Chine afin de l'intégrer au Japon. Le but était de conserver Taiwan comme bastion sous l'autorité du Japon, ce qui permettait à ce dernier de satisfaire ses besoins économiques, et de s'en servir comme relais vers le Sud. Le contrôle et l'oppression sur la plan politique, la subordination monopoliste sur le plan économique, et la discrimination sur le plan culturel peuvent s'expliquer en fonction de ces objectifs.

## Les mouvements nationalistes de Taiwan

La domination japonaise se heurta à la résistance des Taiwanais, qui dura pendant presque toute la période de la colonisation. La résis-

tance armée échoua, et dès 1914 se transforma en une agitation politique. On assista, au cours des années 1920-1930 au développement des mouvements nationalistes modernes, qui évoluèrent du front uni vers une confrontation entre le mouvement nationaliste proprement dit et le mouvement de classe.

### La résistance armée et son échec

La résistance taiwanaise contre les régimes étrangers peut trouver son origine au XVIIe siècle lorsque les Hollandais occupant le sud de l'île se heurtèrent à la grande révolte dirigée par Kuo Huai-i [38]. Au cours de la domination de Taiwan par la dynastie des Ch'ing, il y avait « une rébellion tous les dix ans, et un soulèvement tous les cinq ans » [39]. La résistance armée des Taiwanais contre la colonisation japonaise débuta en mai 1895, à la création de la République de Taiwan [40], et fut sévèrement réprimée [41]. Cette résistance d'action directe se termina en 1915, lorsque le dernier soulèvement à grande échelle, l'incident de His-lai-yen, dans le sud de Taiwan, fut écrasé [42]. Aucun courant d'idées n'avait pu réussir à convaincre les Taiwanais, et la résistance prit davantage la forme de xénophobie, d'une sorte d'ethnocentrisme chinois. A cette époque, Taiwan était gouverné par un gouverneur général militaire [43].

### Le développement du mouvement nationaliste

Influencé par le développement de la démocratie, de l'autodétermination et du socialisme, après la Première Guerre mondiale, un nouveau type de résistance se développa, dirigé par de jeunes intellectuels taiwanais. Absolument convaincus de l'inutilité d'une résistance armée, ils créèrent des organisations politiques, annoncèrent des buts légitimes et s'alignèrent sur une démarche juridique. Des concepts comme l'égalité raciale, l'autonomie ainsi que l'élection populaire devinrent le noyau idéologique de la résistance [44]. A l'époque de la Première Guerre mondiale, on assista à l'introduction, au Japon, des premières lois parlementaires et des premières mesures démocratiques ouvrant la voie vers le libéralisme, ce que le Japon chercha à appliquer partiellement à Taiwan. Itagaki Taisuke, avocat réputé et fondateur du Parti libéral au Japon, visita Taipei en 1914, et chercha à organiser l'Association d'assimilation de Taiwan (*T'ai-wan*

*t'ung-hua hui,* ou, en japonais, *Taiwan dokakai*) en collaboration avec Lien Hsien-t'ang[45]. Cette association avait pour but de se dévouer à la recherche de « relations harmonieuses entre Japonais et Taiwanais, basées sur le concept d'égalité raciale[46] ».

La popularité qu'atteignit l'Association inquiéta les autorités japonaises. Finalement à la fin du mois de janvier 1915, le Gouvernement général retira son autorisation en accusant l'Association d'avoir troublé l'ordre public et la brève existence de l'Association prit fin brutalement[47]. Quoi qu'il en soit, la durée de vie de ce type d'association était trop courte pour qu'elle ait le temps d'accomplir quoi que ce soit ; cependant, envisagée dans une perspective historique, l'Association incita, un peu plus tard, les Taiwanais à développer un mouvement politique en s'unissant autour de Lin Hsien-t'ang[48].

Dès 1918, des étudiants taiwanais à Tokyo tentèrent de demander l'abrogation de la loi n° 63. En 1920, l'Association du nouveau peuple (*Hsin-min hui,* ou en japonais *Shinminkai*) fut organisée afin de regrouper tous les Taiwanais au Japon et Lin Hsien-t'ang fut nommé président[49]. Lors de la réunion de mars 1920, l'Association approuva trois buts principaux[50] :

1. publier une revue pour instruire les Taiwanais et informer le public japonais de la situation véritable de l'île. En juillet 1920 parut le premier numéro d'une revue mensuelle, *Jeunesse de Taiwan (T'aiwan ch'ing-nien)* ;
2. solliciter l'aide chinoise ;
3. développer un mouvement politique basé sur la réforme du Gouvernement général.

Après la controverse qui surgit au sujet de l'abolition de la loi n° 63, le *Hsin-min hui* décida de créer un Mouvement pour l'établissement d'un Parlement à Taiwan[51].

A partir de février 1921, les Taiwanais commencèrent à envoyer des pétitions à la Diète impériale. Ce fut un mouvement de caractère autonome qui eut pour but d'obtenir, sous la domination japonaise, un certain pouvoir sur les affaires civiles de Taiwan, c'est-à-dire établir un corps législatif élu par tous les résidents de l'île et qui fonctionnerait comme une Diète miniature, ayant pouvoir de promulguer des lois et d'approuver le budget du Gouvernement général[52]. Le mouvement ainsi que ses idées reçut le soutien des intellectuels et

de la classe moyenne. Ce soutien populaire, avec l'assistance et les encouragements de plusieurs Japonais libéraux et influents, dans et hors de la Diète, permit au Mouvement de survivre pendant quinze ans, ce qui fut une performance remarquable compte tenu de l'étroit contrôle policier [53]. Cependant, la Diète ne les examina jamais, et le Gouvernement général resta hostile au mouvement [54]. A la fin de 1923, en vertu de la loi de l'ordre policier *(chian keisatsuro)*, le Gouvernement général fit arrêter des membres et des gens mêlés à la Ligue pour la réalisation du Parlement de Taiwan *(T'ai-wan i-hui ch'i-ch'eng t'ung-meng)*, établie à la fin de janvier 1923 mais interdite trois jours plus tard par les autorités japonaises. Parmi eux, une dizaine de personnes furent accusées, et ceci constitue ce que l'on appelle l'affaire de la violation de la loi de l'ordre policier. Finalement Ts'ai P'ei-huo et Chiang Wei-shui furent condamnés à une peine de quatre mois de prison, Ts'ai hui-ju et quatre autres personnes, à une peine de trois mois, et les autres furent mises à l'amende ou acquittées [55].

Cette affaire eut des conséquences inattendues pour les autorités japonaises : les Taiwanais participèrent plus activement encore au mouvement nationaliste [56]. Cette affaire fit comprendre à une partie des militants que les mouvements politiques pouvaient, en obtenant le soutien des paysans et des ouvriers, faire pression sur les autorités japonaises. Certains militants pensèrent alors au marxisme, et commencèrent à propager un mouvement de classe. Cela provoqua par la suite des dissidences dans le Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan [57]. A côté du Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan, fut établie en octobre 1921 l'Association culturelle de Taiwan *(T'ai-wan wen-hua hsieh-hui)*, avec pour responsables les mêmes Lin Hsien-t'ang, Ts'ai P'ei-huo et Chiang Wei-shui. Ainsi, le journal *Jeunesse de Taiwan*, ainsi que le Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan et l'Association culturelle, se trouvaient avoir les mêmes fondements [58].

L'Association culturelle avait pour but réel l'éveil de la conscience nationale des Taiwanais et le développement d'une atmosphère favorable au renforcement du mouvement politique [59]. Elle équipa des salles de lecture pour permettre aux gens de lire les journaux et principalement le *Taiwan minpao* et organisa des écoles d'été et des cours du soir. Elle organisa aussi des conférences dans les villes et

dans les campagnes. Les thèmes étaient variés : histoire, géographie, sciences naturelles, dénonciation de la politique coloniale, et problème agraire. Tout cela permit d'éclairer le public, d'inciter les mouvements paysans et ouvriers, et de diriger le mouvement de la jeunesse [60]. L'Association culturelle renforça étroitement ses liens avec les organisations étudiantes taiwanaises à Tokyo et en Chine afin d'éveiller la conscience natinale et de diriger la prise de conscience politique pour la libération de Taiwan.

Dès que ces mouvements prirent de l'ampleur, ils se répandirent au Japon, en Chine et à Taiwan, formant un front commun pour soutenir le Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan. Mais après la montée de l'anarchisme et du communisme, qui influencèrent les jeunes intellectuels, ces derniers se mirent à critiquer l'attitude modérée du mouvement nationaliste, doutant de ses résultats. Une nouvelle faction, formée par les jeunes, provoqua une scission et les mouvements nationalistes de Taiwan entrèrent ainsi dans une nouvelle période [61].

## LA CONFRONTATION DES MOUVEMENTS NATIONALISTES ET DES MOUVEMENTS DE CLASSE

Entre 1926 et 1928, la scission et la réorientation de l'Association culturelle en 1927, la montée des mouvements paysans et ouvriers, le développement du mouvement communiste, la fondation du Parti populaire de Taiwan *(T'ai-wan min-chung-tang)* par les anciens cadres de l'Association culturelle, et la formation de la Ligue de la jeunesse noire de Taiwan *(T'ai-wan hei-se ch'ing-nien lien-meng)* provoquèrent un vaste développement des mouvements politiques à Taiwan. Au début, on pouvait parler d'une période de front uni des mouvements nationalistes, mais par la suite, on pourra assister à une période de montée des mouvements de classe, qui s'affrontèrent avec les mouvements nationalistes. Une partie de la jeunesse, favorable au prolétariat et qui ne voulait pas que l'Association culturelle se limitât au cadre des mouvements nationalistes éclairés, sous la direction de Lien Wen-ch'ing, prit le contrôle de l'Assemblée provisoire en janvier 1927. Elle fit changer l'orientation de l'Association et la transforma en une orga-

nisation culturelle du prolétariat [62]. En plus de ses anciennes activités, l'Association remaniée suscita des conflits ouvriers de plus en plus fréquents, et se mit à multiplier les organisations ouvrières [63].

En outre, entre 1925 et 1926, à cause des conflits entre les cultivateurs de canne à sucre et les compagnies sucrières contrôlées par les Japonais, et à cause de l'opposition à la décision du Gouvernement général de vendre les terres aux officiers et fonctionnaires retraités, les syndicats paysans s'organisèrent successivement selon le modèle japonais et se réunirent, en juin 1926, en une fédération nommée *T'ai-wan nung-min tsu-he* (« Syndicat paysan de Taiwan »). Cette fédération reçut le soutien du Syndicat paysan du Japon *(Nihon nomin kumiai)*, celui du Parti ouvrier paysan *(Rodo nominto)* et sa direction, d'inspiration marxiste, soutint les mouvements de classe. Pendant que les mouvements de classe se développaient à Taiwan, les étudiants taiwanais au Japon et en Chine subissaient l'influence communiste et poursuivaient des activités gauchistes. Tout ceci permit, en 1928, la création à Shanghai du Parti communiste de Taiwan *(T'ai-wan kung-ch'an-tang)*. Le Parti communiste de Taiwan établit son organe central à Taiwan, et, peu à peu, domina sur les organisations de gauche. Mais le développement de ses activités et de sa puissance amena les autorités japonaises à détruire son organisation ainsi que des organisations de gauche. Ces événements, que nous nous proposons de développer au cours des chapitres suivants, constituent la partie principale de cette thèse.

Après la déviation vers la gauche de l'Association culturelle, les anciens cadres nationalistes, tels que Lin Hsien-t'ang, Ts'ai P'ei-huo et Chiang Wei-shui, et leurs partisans qui persistèrent dans leurs points de vue décidèrent de quitter l'Association. En juillet 1927, ils formèrent une nouvelle organisation politique, le Parti populaire, dont la ligne directrice était d'« établir une politique démocratique ; construire une organisation économique équitable et améliorer les défauts des institutions sociales [64] ». Ce parti poursuivit une politique de regroupement du peuple entier, et entra ainsi en conflit avec les organisations de gauche. Conduit par Chiang Wei-shui, qui était très inspiré par la doctrine de Sun Yat-sen, le Parti populaire s'efforça d'unir le mouvement nationaliste et le mouvement de classe [65].

Le Parti prit la direction des mouvements ouvriers afin d'obte-

nir leur soutien et de concurrencer l'Association culturelle. A partir des années 1924-1925, il y eut des conflits divers qui conduisirent à la création de syndicats. Dès 1927, on trouva à Taiwan des syndicats de mécaniciens, de menuisiers, de sidérurgistes, de travailleurs de pierres. En février 1928, sous l'influence du Parti populaire, la Fédération générale des ouvriers de Taiwan *(T'ai-wan kung-yu tsung lien-meng)* fut fondée. Cette fédération se trouvait sous la direction du Parti populaire, et put, ainsi soutenue, accroître sa force et son action [66]. Mais dès la fondation du Parti populaire, il existait déjà en son sein deux factions prônant des idées différentes. L'une avait pour but l'autonomie de la colonie et préférait suivre la voie de réformes légales et progressives. L'autre insistait, davantage sur des réalisations d'autodétermination pouvant aller jusqu'à l'emploi de moyens révolutionnaires [67]. Le Parti populaire, qui a pu exister grâce à un compromis fait avec les radicaux, vit sa direction passer aux mains de ces derniers, et ses activités devenir de plus en plus violentes. En 1930, la faction des moyens et grands propriétaires fonciers du Parti populaire quitta le parti pour créer, de son côté, une organisation plus modérée : *T'ai-wan ti-fang tzu-chih lien-meng* (« Ligue pour l'autonomie locale de Taiwan ») [68].

L'existence légale du Parti populaire avait pu être maintenue grâce à l'existence de sa faction modérée. Mais finalement, après la disparition de celle-ci, l'objectif du groupe radical fut adopté, en février 1931, par la 4e assemblée et qui encourageait ouvertement luttes de classes et mouvements nationalistes et considérait les ouvriers et les paysans comme les éléments fondamentaux de sa lutte. Aussi le Parti populaire fut-il interdit par les autorités japonaises [69]. Après la suppression du Parti populaire, la Ligue pour l'autonomie locale de Taiwan resta la seule organisation politique autorisée à Taiwan, où elle poursuivit des activités politiques symboliques jusqu'en 1937, date à laquelle elle se saborda [70]. L'ère des mouvements nationalistes de Taiwan était désormais révolue.

– 2 –

# LES MOUVEMENTS COMMUNISTES TAIWANAIS AVANT LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN

## LE MOUVEMENT COMMUNISTE TAIWANAIS AU JAPON

Des étudiants taiwanais qui se trouvaient à Tokyo et qui étaient en contact avec les communistes japonais en subirent l'influence. Ils organisèrent, à l'exemple japonais, des groupes de recherche en sciences sociales, ils propagèrent les idées communistes et prirent peu à peu la direction de l'Association de la jeunesse de Taiwan à Tokyo. Ceci permit la préparation d'une section du PCT à Tokyo.

### FORMATION DE L'ASSOCIATION DE LA JEUNESSE DE TAIWAN ET ORGANISATION DES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Vers 1901 et jusqu'en 1919, à cause de la faiblesse de l'enseignement supérieur à Taiwan, les familles riches taiwanaises commencèrent à envoyer leurs enfants étudier au Japon, notamment à Tokyo, et leur nombre augmenta d'année en année. Le nombre des étudiants taiwanais, qui ne dépassait pas 60 en 1908, atteignit 2400 en 1922. Créé en 1908, le bureau du Gouvernement général de Taiwan avait pour mission de surveiller les étudiants taiwanais. En 1912 un foyer *(Kosaryo)* pour les étudiants taiwanais fut créé à Tokyo [1]. Après la prise de conscience nationaliste qui suivit la Première Guerre mondiale, les étudiants taiwanais se lancèrent dans un mouvement politique. Lorsque l'Association du nouveau peuple fut organisée à Tokyo en 1920, la plupart de ses membres étaient des étudiants. Pour faciliter leur action politique, ils organisèrent par ailleurs l'Association de la jeunesse de Taiwan *(T'ai-wan ch'ing-nien hui)* que coiffait l'Association du nouveau peuple. Leur organe était la *Jeunesse de Taiwan*. Ils participèrent au Mouvement pour l'établissement du Parlement à Taiwan et organisèrent des conférences à Taiwan pendant les vacances, en liaison avec l'Association culturelle [2].

Au début du XXe siècle, le socialisme fut introduit au Japon. Mais ce n'est qu'après la révolution d'octobre de 1917 en Russie que l'idéologie marxiste-léniniste influença de plus en plus les étudiants, les intellectuels et les ouvriers. La période 1919-1921 fut marquée par l'émergence d'une multitude d'associations, de journaux, d'activités qui n'étaient pas sans rapport avec le marxisme-léninisme. Les étudiants de l'université de Tokyo fondèrent, en novembre 1918, l'Association des hommes nouveaux *(Shinjinkai)*, afin de poursuivre l'étude du marxisme.

Les étudiants de l'université de Waseda organisèrent aussi pour leur part, l'Association de hommes de l'aurore *(Gyominkai)*. Et, en 1920, fut fondée la Ligue des socialistes japonais, qui représentait des écoles différentes au sein du socialisme japonais [3]. Parmi les étudiants taiwanais, P'eng Hua-ying fut le premier à être séduit par le courant socialiste. Au cours de ses études à l'université Meiji, il fit partie du Gyominkai et s'inscrivit en même temps à la Ligue des socialistes japonais [4]. Il publia un premier article traitant du socialisme dans le journal *Jeunesse de Taiwan* afin de le diffuser parmi les Taiwanais [5]. Il eut en particulier des contacts avec des gauchistes coréens et des étudiants chinois. Etroitement surveillé par la police, il dut se rendre à Shanghai où il continua à poursuivre ses activités communistes [6].

Parallèlement au développement des idées socialistes au Japon, certains étudiants japonais ressentirent le besoin d'étudier le courant idéologique marxiste-léniniste. En 1923 fut fondée la Confédération nationale des étudiants *(Zenkoku gakusei rengokai)*, qui changea d'appellation à la fin de 1924 pour s'appeler Fédération des étudiants en sciences sociales *(Gakusei shakai kagaku rengokai)*. Cette fédération eut 58 subdivisions comprenant 1 500 membres dans le pays entier [7].

L'influence de ces associations socialistes se fit sentir parmi les étudiants taiwanais, qui finirent par constituer ainsi les premières dissidences au sein de l'Association de la jeunesse de Taiwan [8]. Des courants socialistes prirent forme dans l'Association de la jeunesse; les principaux étaient ceux de : Hsü Nai-ch'ang, Yang Kuei, Yang Yün-p'ing, Shang Man-sheng, Kao T'ien-ch'eng, Huang Tsung-yao, Lin Ch'ao-tsung et Lin Ch'ung [9]. Hsü Nai-ch'ang avait étudié à l'université de Shanghai en 1922.

Il fut ensuite envoyé à Moscou en 1924 par Borodine, alors conseiller politique de Sun Yat-sen, pour étudier à la KUTV (l'Université communiste des travailleurs de l'Orient). Hsü Nai-ch'ang et également Hsieh Lien-ch'ing, tous deux dirigeants de l'Association de la jeunesse taiwanaise à Shanghai, se trouvèrent être les premiers Taiwanais parmi les 150 étudiants envoyés par Borodine pour étudier à Moscou [10]. Après son retour de Moscou, Hsü se rendit à Tokyo en août 1925, pour développer le mouvement communiste taiwanais et devint un des principaux membres du groupe socialiste taiwanais [11].

Sous la direction des Hommes nouveaux, ils se réunirent régulièrement pour étudier pour l'idéologie marxiste-léniniste. On assiste, en janvier 1926, à leur organisation en Association pour la culture nouvelle de Taiwan *(T'ai-wan hsin wen-hua hsüeh-hui)*. Cette organisation était placée sous la direction des Homme nouveaux, et tenta d'étendre son influence sur les Taiwanais [12]. En mars 1927, à l'occasion d'une réunion régulière, l'Association de la jeunesse décida, sur la proposition des membres de l'Association pour la culture nouvelle, de créer une section de recherches en sciences sociales, dépendante de l'Association de la jeunesse [13].

Les membres de l'Association pour la culture nouvelle établirent un comité préparatoire pour organiser cette section, et, à la suite de leurs efforts, 80 membres furent recrutés. A la fin du mois suivant, sous la direction de Hsü Nai-ch'ang, une trentaine de partisans se réunirent secrètement pour organiser une section de recherche en sciences sociales et fixer les grandes lignes d'action suivantes [14] :

1. la poursuite des recherches serait tenue secrète ;
2. l'organisation de la section se rapprocherait de celle des partis communistes ;
3. les membres du comité préparatoire seraient membres du comité directeur et auraient les pleins pouvoirs pour réaliser des activités ;
4. des liaisons seraient maintenues avec les organisations d'étudiants de gauche au Japon ainsi qu'avec les organisations de gauche à Taiwan.

Sous la protection de l'Association de la jeunesse, cette organisation prit une forme communiste. Les dirigeants de la section étaient composés de membres permanents : Huang Chung-yao, Hsü Nai-ch'ang, Ch'en Lai-wang, Yang Yün-p'ing, Ch'en Ch'üan-sheng [15]. Six cellules locales furent établies dans la région de Tokyo, elles se réunissaient chacune une fois par semaine pour étudier et commenter les textes communistes, ou bien pour suivre les conférences des Hommes nouveaux. Des contacts furent également pris avec la Fédération des étudiants en sciences sociales, et en particulier avec l'Association culturelle, réorientée vers la gauche dès le début de l'année 1927, et le Syndicat paysan. Ils organisèrent des conférences à Taiwan pendant les vacances afin d'étendre leur influence sur les masses de Taiwan [16].

### LA DOMINATION DE GAUCHE ET SON ÉVOLUTION

Les activités secrètes de la section de recherches en sciences sociales et la répression de la Fédération des étudiants en sciences sociales par la police provoquèrent des conflits entre les cadres nationalistes de l'Association de la jeunesse de Taiwan et les membres de la section. Ils aboutirent à une scission entre l'association et la section. A la réunion d'octobre 1927, les cadres déposèrent une proposition pour la dissolution de la section. Mais la proposition ayant été rejetée, ils démissionnèrent. Les dissidences furent, de ce fait, rendues publiques [17]. Les élections du mois suivant virent donc la victoire des membres de la section [18]. Au début de l'année, après avoir perdu la direction de l'Association culturelle, le courant nationaliste taiwanais connut une nouvelle fois un échec au Japon.

Après avoir pris le contrôle de l'Association de la jeunesse, les membres de la section qui avaient propagé le mouvement communiste prirent contact avec leurs homologues japonais, et établirent des liaisons avec le Parti communiste japonais (PCJ) ; ils entrèrent également en contact avec des organisations de gauche à Taiwan. C'est à ce moment-là que commença la phase concrète du mouvement et que son organisation se développa véritablement. Lorsque la première élection de la Diète au suffrage universel masculin eut lieu, le 20 février 1928, le PCJ, qui s'était reconstitué clandestinement en 1927, présenta ses candidats sous le nom de *Roto nominto* («Parti ouvrier et paysan»).

Cette élection amena pour la première fois le PCJ à la surface de la vie politique japonaise. Cependant le gouvernement avait accru ses forces de sécurité et moins d'un mois après les élections, le 15 mars, il avait déjà fait arrêter une grande partie des dirigeants communistes [19]. Le 10 avril, le ministre de l'Intérieur ordonna la dissolution des trois organisations considérées comme communistes : *Nihon rodo hyogikai* («Conseil des syndicats ouvriers du Japon»), *Rodo nimínto* et *Nihon musanseinen domei* («Ligue de la jeunesse prolétaire du Japon»). Par la suite, les Associations des étudiants en sciences sociales furent sous l'influence des Homme nouveaux, jusqu'à leur suppression [20]. Après l'affaire du 15 mars, la situation devint de plus en plus tendue. Les anciens cadres de l'Association de la jeunesse s'apprêtèrent à reconquérir l'Association. Les dirigeants de la section considérèrent alors que leur section ne devait pas demeurer dans l'Association. A la fin de mars, ils se déclarèrent indépendants de l'Association et changèrent leur appellation en Association d'études des sciences sociales *(She-hui k'e-hsüeh yen-chiu hui)*. Mais peu après cette transformation, la nouvelle association ne put échapper aux interdictions de la police. Tout cela les obligea à prendre l'appellation Association de recherche scientifique de Taiwan *(T'ai-wan hsüeh-shu yen-chiu hui)* [21].

Cependant, aucune organisation de gauche n'ayant le droit d'exister, il n'était guère possible d'agir positivement. Malgré tout, Ch'en Lai-wang, un des militants les plus actifs, alla à Shanghai au début de février 1928, avec Lin Mu-shun (Lin Min-wei), pour participer à la fondation du Parti communiste de Taiwan [22]. Le 23 avril 1928, Ch'en Lai-wang retourna de Shanghai à Tokyo avec mission de créer une section du PCT à Tokyo. Dans une situation devenue alors défavorable, il ne put que reprendre des contacts avec ses camarades dans l'attente de pouvoir lancer son action. Le groupe des Taiwanais de gauche avait, par ses activités, préparé un terrain favorable, et l'on vit, dès le mois de septembre, la création d'une section spéciale du PCT à Tokyo. Ce groupe de Taiwanais fournit des membres à la section spéciale, et certains d'entre eux retournèrent à Taiwan où ils jouèrent un rôle important dans le mouvement communiste.

## Le mouvement communiste taiwanais en Chine

Les étudiants taiwanais qui avaient subi en Chine l'influence de la révolution chinoise commencèrent à organiser des mouvements antijaponais. Pendant la période de la collaboration nationaliste-communiste, les mouvements de libération de Taiwan, sous l'influence des communistes et sous la direction des Taiwanais qui avaient étudié à Moscou et à Shanghai, se tournèrent peu à peu vers le communisme.

### Prise de conscience nationaliste et organisation des Taiwanais en Chine

Taiwan n'est séparé de la Chine que par un étroit bras de mer, si bien que les liaisons étaient faciles, notamment avec le Fukien, dont sont originaires la plupart des Taiwanais. Pour empêcher les Taiwanais de se rendre en Chine continentale, les Japonais les obligeaient à faire une demande de passeport, qui n'était obtenu qu'après enquête de la police. Mais cette formalité n'existait pas dans le sens Japon-Chine[23]. Après 1922, il y avait de plus en plus d'étudiants qui ne pouvaient pas poursuivre des études secondaires ou supérieures à Taiwan, par suite du système éducatif mis en place par les Japonais. D'autre part, les activités de l'Association culturelle, liée à la prise de conscience nationaliste, en rapport avec la révolution chinoise de 1911, tournaient inévitablement les étudiants vers la Chine. Ils partirent donc en cachette pour le continent ou encore passèrent par le Japon, pour étudier dans les grandes villes du littoral : Canton, Amoy, Shanghai, Pékin, etc.[24].

Les Japonais avaient des consulats en Chine, et, par leur intermédiaire, exerçaient une surveillance sur les Taiwanais, les empêchant d'avoir des relations suivies avec les Chinois. Les autorités japonaises s'inquiétaient de ce que les étudiants taiwanais étaient influencés par le mouvement nationaliste révolutionnaire et surtout communiste, pour le développer à Taiwan[25]. Malgré cela, en suivant le cours de la révolution chinoise, les étudiants taiwanais en Chine travaillèrent pour la libération de Taiwan, et agirent parallèlement avec le mouvement nationaliste à Taiwan.

Ts'ai Hui-ju avait joué un rôle important dans l'évolution des mouvements des Taiwanais en Chine. Ts'ai était un des chefs nationalistes prochinois, qui espéraient voir Taiwan retourner à la Chine, et il cherchait à organiser les Taiwanais dans ce but, se déplaçant fréquemment entre Taiwan, le Japon et la Chine[26]. En juillet 1921, il se rendit à Shanghai, ainsi que P'eng Hua-ying, le premier socialiste taiwanais, dont il a déjà été question. Tous deux s'efforcèrent de développer le mouvement nationaliste taiwanais sur une base étudiante[27]. Ainsi, en janvier 1922, est organisée à Pékin l'Association de la jeunesse de Taiwan *(Pei-ching T'ai-wan ch'ing-nien hui)* ; en juin 1923, à Amoy, l'Association des volontaires de Taiwan *(T'ai-wan shang-chih she)* ; en octobre 1923, à Shanghai, l'Association de la jeunesse de Taiwan *(Shang-hai T'ai-wan ch'ing-nien hui)* ; en mai 1924, à Shanghai, l'Association pour l'autonomie de Taiwan *(T'ai-wan tzu-chih hsien-hui)* ; en mars 1926, l'Association des camarades sino-taiwanais *(Chung-t'ai t'ung-chih hui)*, à Nankin ; à la fin de 1926, l'Union des étudiants de Taiwan à Canton *(Kuang-tung t'ai-wan hsüeh-sheng lien-he hui)*, etc.[28] Parmi ces organisations, celles de Shanghai furent les plus importantes, et elles jouèrent un rôle décisif dans le mouvement communiste taiwanais.

## LES MOUVEMENTS TAIWANAIS À SHANGHAI ET LEUR ÉVOLUTION VERS LE COMMUNISME

Lorsque Ts'ai Hui-ju et P'eng Hua-ying se trouvèrent à Shanghai en 1921, ils entrèrent en contact avec des Taiwanais et prirent des liaisons avec le Kuomintang et des nationalistes des pays coloniaux asiatiques afin de trouver une aide pour le développement du mouvement nationaliste de Taiwan. Ils prirent contact, en particulier, avec des communistes coréens (tel Yo Un-hyong)[29] et des communistes chinois. Ils se rendirent souvent au consulat russe dont ils avaient reçu un soutien financier[30]. Le mouvement de libération taiwanais à Shanghai se développa grâce à eux. Enfin, en octobre 1923, l'Association de la jeunesse de Taiwan à Shanghai *(Shanghai T'ai-wan ch'ing-nien hui)* fut formée. Dès sa fondation, on assista à des réalisations concrètes, telles que l'établissement de contrats avec les Coréens et les Chinois solidaires du mouvement politique à Taiwan[31].

Au mois de mars 1924, des Taiwanais et des Coréens, qui logeaient chez un communiste chinois, Lo Huo, partagèrent ses convictions. A la fin du mois, sur la proposition de Yo Un-hyong et de P'eng Hua-ying, ils organisèrent avec la participation de Hsü Nai-ch'ang, Ts'ai Hsiao-ch'ien, etc., l'Association P'ing *(P'ing she)*. Cette association, qui avait pour but l'étude et la propagation du communisme, publia un journal, *P'ing P'ing*, qu'elle diffusa secrètement à Taiwan, et prit contact avec Chiang Wei-shui [32]. Les membres de cette organisation condamnaient le Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan, doutant de son efficacité. Ils transmirent leur opinion à Lin Hsien-t'ang, le leader du mouvement [33]. Ils préféraient organiser une grande alliance anti-impérialiste en unissant tous les peuples petits et faibles de l'Asie de l'Est pour abattre l'impérialisme japonais [34]. Hsü Nai-ch'ang et Hsieh Lien-ch'ing, les cadres de l'Association de la jeunesse, qui étaient partis à Moscou, prirent à leur retour l'initiative de développer le mouvement communiste taiwanais. Hsü se rendit à Tokyo, et Hsieh se déplaça entre Pékin, Shanghai, Amoy, Canton, etc., afin d'organiser les étudiants taiwanais de gauche. Ce dernier collabora à Shanghai, avec P'eng Hua-ying. Ils organisèrent l'Association de l'Etoile rouge *(Ch'ih hsing hui)* et publièrent également le journal *L'Etoile rouge (Ch'ih hsing)* afin de propager les idées communistes [35].

Le « mouvement du 30 mai 1925 » suscita le développement du Parti communiste chinois et étendit son influence parmi les jeunes [36]. Les étudiants taiwanais à Shanghai furent influencés par le mouvement des étudiants chinois et surtout par le courant communiste. Ceux qui étudiaient à l'Université de Shanghai, « le grand quartier général du parti communiste » [37], où Ch'ü Ch'iu-pai enseignait [38], devinrent des militants du mouvement communiste taiwanais. Par exemple, Ts'ai Hsiao-ch'ien (Ts'ai Ch'ien), financé par son père ainsi que par l'Association culturelle, se rendit à Shanghai et étudia la sociologie à l'université de Shanghai sous la direction de Ch'ü Ch'iu-pai, en 1924-1926. Il s'intéressa aussi au marxisme sous la direction de Ch'ü Ch'iu-pai et Ch'en Tu-hsiu. Il devint un membre de la Jeunesse communiste de Shanghai en 1925 [39]. Par ailleurs, Hsieh A-nü naquit dans une famille pauvre de Taichung ; à 15 ans, elle fut concubine et ouvrière dans une sucrerie, et commença à se révolter. Elle partit

au Japon, puis revint plus tard à Taiwan, et participa au mouvement des femmes de l'Association culturelle jusqu'en 1925 où, fuyant la répression japonaise, elle se rendit à Shanghai avec Lin Mu-shun. Là, ils étudièrent à l'université de Shanghai et furent très actifs pendant le « mouvement du 30 mai ». Ils eurent des contacts avec la Jeunesse communiste[40].

Pour développer le mouvement des Taiwanais, fut organisée, à la fin de 1925 et à l'initiative de P'eng Hua-ying et Ts'ai Hsiao-ch'ien, qui suivirent l'exemple des étudiants chinois, l'Union des étudiants de Taiwan à Shanghai *(Shang-hai T'ai-wan hsüeh-sheng lien-he hui)*. Cette union d'étudiants supplanta les autres organisation des Taiwanais à Shanghai et les Taiwanais de gauche qui vivaient alors à Shanghai se joignirent à cette nouvelle organisation, ce qui marqua une nouvelle étape dans l'évolution du mouvement communiste taiwanais en Chine[41]. En 1926, Hsieh-A-nü et Lin Mu-shun furent recommandés par les communistes chinois pour aller étudier à la KUTV de Moscou[42]. Leurs études terminées, à la fin de 1927, ils reçurent des directives du Komintern pour développer le mouvement communiste de Taiwan, sous la direction du PCJ, et retournèrent à Shanghai où la situation était complètement changée.

Après la rupture entre nationalistes communistes, Shanghai se trouva sous le contrôle des nationalistes, et le Parti communiste fut obligé d'entrer dans la clandestinité. La police du consulat général japonais était à la recherche des éléments antijaponais. Après leur retour à Shanghai, Hsieh et Lin devaient se cacher pour poursuivre leurs activités politiques. Par l'intermédiaire d'un agent du PCJ, Nabeyama Sadachika, ils entrèrent en liaison avec le PCJ. Ils rencontrèrent également Weng Tse-sheng, qui leur donna des informations sur la situation de Taiwan et de Shanghai [43]. Weng Tse-sheng était de Taipei et étudia à l'école secondaire de Chimei à Amoy ; il retourna à Taiwan pendant ses vacances dans le but de poursuivre des activités politiques et devint ainsi un dirigeant de la Jeunesse prolétaire. Weng s'inscrivit ensuite à l'université de Shanghai et fut un étudiant de Ch'ü Ch'iu-pai.

Devenu membre du Parti communiste chinois (PCC), il participa avec zèle aux activités de l'Union des étudiants taiwanais, et fut ainsi connu comme dirigeant [44]. Hsieh, Lin et Weng, les organisateurs du

PCT, travaillèrent ensemble à la progression du mouvement communiste. A la fin de 1972, ils organisèrent l'Association d'études de Taiwan *(T'ai-wan tu-shu hui)* avec la participation d'éléments gauchistes de l'Union des étudiants taiwanais tels que Chiang Shui-te, Ch'en Ts'u-p'i, Ch'en Mei-yü, Chang Mao-liang, Liu Shou-hung, Yang Chin-ch'üan et Lin Song-shui. Ils commencèrent à faire des recherches sur le communisme et publièrent, en janvier 1928, leur organe, *Wu nieh k'an* («Le Courrier intérieur»), qui fut distribué parmi les membres et les sympathisants. L'Association développa de plus en plus ses activités, en fournissant par là même une base solide à la création du PCT qui devait bientôt voir le jour[45].

### LES MOUVEMENTS D'ÉTUDIANTS À CANTON ET À PÉKIN

Les étudiants taiwanais à Pékin, qui étaient moins d'une trentaine, au début de 1921, organisèrent au mois de janvier l'Association de la jeunesse de Taiwan à Pékin *(Pei-ching T'ai-wan ch'ing-nien hui)*, qui entra en rapport avec l'Association culturelle de Taiwan et apporta son soutien aux pétitions pour l'établissement du Parlement de Taiwan[46]. Grâce aux efforts de Hsieh Lien-ch'ing et Hsieh Wen-ta, la plupart des membres de l'Association évoluèrent vers le communisme. Parmi ses membres, se trouvaient Fan Peng-liang, qui avait, en 1920, étudié à l'université Jochi à Tokyo, où il avait rencontré des anarchistes japonais comme Osugi Sakae, et de ce fait avait été surveillé par la police.

Il était parti étudier à l'université de Pékin en 1922 où il était devenu un militant de l'Association de la jeunesse[47]. A Pékin il se lia avec des anarchistes chinois et organisa l'Association anarchiste du nouveau Taiwan *(Hsin T'ai-wan an she)*. Il publia un journal, *Le Nouveau Taiwan (Hsin T'ai-wan)*, qui, diffusé à Taiwan, ne fut pas sans influence[48]. Au mois de juillet 1926, Fan fut arrêté à son retour à Taiwan et condamné à cinq ans de prison pour ses activités[49].

Avant que survienne en 1927 la rupture entre le Kuomintang et le PCC, Canton était la base du Kuomintang. Pourtant c'est là que le communisme était le plus actif. Ceci explique pourquoi les étudiants taiwanais subirent simultanément l'influence nationaliste et communiste. Vers la fin de 1926, quelques mois après le commencement de l'expédition du Nord, sous la direction de Tai Chi-t'ao, recteur de l'université Sun Yat-sen, l'Union des étudiants de Taiwan à Canton

*(Kuang-tung T'ai-wan hsüeh-sheng lien-he hui)* s'organisa[50]. Au mois de mars de l'année suivante, sur la base de l'Union, le Groupe de la jeunesse révolutionnaire *(Kuang-tung T'ai-wan ch'ing-nien ke-ming t'uan)* fut créé secrètement. Ses membres soutenaient le mouvement d'indépendance de Taiwan. Ils rejetaient l'idée d'un Parlement de Taiwan, la trouvant inconsistante[51]. Ils publièrent un organe, *Le Pionnier de Taiwan (T'ai-wan hsin-feng)*, dont la plupart des exemplaires étaient destinés à Taiwan[52].

En avril 1927, le Kuomintang commença sa lutte contre les communistes. Au mois de juin le Groupe de la jeunesse révolutionnaire, considéré comme une organisation de gauche, fut dissout. Les principaux dirigeants, tels que Lin Wen-t'eng, Chang Shen-ch'ieh, Kuo Te-chin, furent arrêtés sur l'ordre des Japonais et emprisonnés à Taiwan[53]. Après la dissolution de leur organisation, certains des membres devinrent communistes ou participèrent à la fondation du PCT, ou bien encore ils jouèrent un rôle important dans le mouvement communiste taiwanais.

## Le mouvement communiste à Taiwan

### L'Association d'études du problème social et l'organisation de la jeunesse

En 1921, P'eng Hua-ying publia le premier article traitant du socialisme dans le *Taiwan minpao*. La même année, au moment de la fondation à Taiwan de l'Association culturelle, il existait déjà une Association d'études marxistes, dont l'existence fut de très courte durée. Ces deux événement, précurseurs des courants socialistes à Taiwan, ne sont pas sans relation avec la fondation plus tardive de l'Association d'études du problème social. Après la fondation de l'Association culturelle, les étudiants taiwanais au Japon et en Chine en relation avec cette association subirent une influence communiste ou anarchiste qui se prolongea à leur retour à Taiwan par l'intermédiaire de l'Association culturelle.

De Taipei, Lien Wen-ch'ing était en liaison avec P'eng Hua-ying et Hsieh Wen-ta[54], qui propageaient le mouvement communiste en Chine. Lien, qui s'intéressait à l'espéranto, se pencha sur le socia-

lisme[55] par l'intermédiaire d'un espérantiste japonais, Yamaguchi Shosei, qui se trouvait à Taiwan à la fin de l'année. Il fit la connaissance de Yamakawa Hitoshi, un des fondateurs du PCJ, et subit l'influence communiste de ce dernier[56]. Chiang Wei-shui, l'un des principaux dirigeants de l'Association culturelle, était très concerné par le développement du mouvement révolutionnaire en Chine , et après l'adoption de la politique de coalition avec les communistes de Sun Yat-sen, il s'intéressa au communisme. C'est ainsi que l'influence communiste put s'étendre parmi les intellectuels taiwanais.

Dans le contexte de la dépression économique qui suivit la Première Guerre mondiale et de la montée des mouvements paysans et ouvriers, le courant d'études socialistes prit de plus en plus d'importance à Taiwan[57]. Ainsi, en juillet 1923 Lien, Hsieh Wen-ta, Chiang Wei-shui, Shih Huan-ch'ang et Ta'ai Shih-ku créèrent l'Association des études du problème social à Taipei. Pour une conférence tenue le 23 juillet, ils avaient fait imprimer et distribuer des pamphlets contenant les statuts de l'Association, mais sous prétexte de violation des règlements sur les publications le Gouvernement général avait aussitôt interdit leur distribution pour tenter d'empêcher la fondation de l'Association. Malgré cette interdiction, les activités de l'Association ne furent pas interrompues et les études continuèrent[58]. A la fin de ce même mois, sur l'initiative de Weng Tse-sheng et sous la direction de l'Association culturelle fut organisée l'Association de la jeunesse de Taipei *(T'ai-pei ch'ing-nien hui)*. Mais le Gouvernement général l'interdit tout de suite[59]. Les membres de l'Association de la jeunesse poursuivirent cependant leurs activités malgré cette interdiction. Ils mirent sur pied d'autres organisations portant des appellations telles que *Tai-pei ch'ing-nien t'i-yü hui* («Association des sports de la jeunesse de Taipei») et *T'ai-pei ch'ing-nien tu-shu hui* («Association d'études de la jeunesse de Taipei»)[60].

Les membres de ces deux dernières associations se réunirent souvent afin de poursuivre des recherches sur le problème social, sur les courants idéologiques, ainsi que sur la façon de préparer le communisme. Peu à peu, ils se séparèrent et formèrent la Jeunesse prolétaire *(Wu-ch'an ch'ing-nien)*, dont Weng Tse-sheng, Hung Ch'ao-tsung, Wang Wan-te, P'an Ch'in-hsin, Ts'ai Hsiao-ch'ien furent militants. Suivant l'exemple de Taipei, et sous la direction de l'Association cultu-

relle, les organisations de la jeunesse s'établirent progressivement dans l'ensemble de l'île. Au mois de mai 1924, Lien Wen-ch'ing se rendit au congrès espérantiste de Tokyo où il rencontra Yamakawa Hitoshi. Après son retour à Taiwan, il rallia la Jeunesse prolétaire de Taipei et de Changhua, en s'efforçant de diffuser le *Journal des prolétaires (Musansha Shimbun)*, soutenu par le PCJ, ainsi que la revue *Avançons (Susume)*, qui propageait les idées communistes de Yamakawa[61].

En janvier 1925, ce groupe de la jeunesse commença à préparer une réunion en souvenir de Lénine, et en mai, une manifestation pour la Fête du travail. Ces projets n'aboutirent pas à cause de l'intervention de la police[62]. En 1926, à l'occasion du 16 juin, jour anniversaire de l'instauration du gouvernement japonais à Taiwan, les membres de la Jeunesse prolétaire organisèrent une conférence pour le dénoncer publiquement. C'est alors que P'an Ch'in-hsin, Hung Ch'ao-tsung, Wang Wan-te et Lien Wen-ch'ing furent arrêtés par la police[63]. La Jeunesse prolétaire était mécontente du Mouvement pour l'établissement du Parlement du Taiwan et des activités de l'Association culturelle, qu'elle jugeait trop modérées. Ainsi, ses membres publièrent-ils dans *Taiwan minpao* une « Lettre ouverte de la Jeunesse prolétaire » *(Wu-ch'an ch'ing-nien kung-kai chuang)* exprimant que leur idéologie était différente de celle de l'Association culturelle[64]. Au mois d'octobre de la même année, Wang, P'an et Hung et d'autres membres de la Jeunesse prolétaire firent part de leur opposition aux dirigeants du Mouvement pour le Parlement de Taiwan. Par ailleurs, communistes et anarchistes n'étaient pas absolument opposés. Sous l'initiation de Ozawa Hajime, la Ligue de la jeunesse noire de Taiwan fut fondée à la fin 1926, avec la participation de membres de la Jeunesse prolétaire de Taipei et de Changhua, tels que Wang Wan-te, Hung Ch'ao-tsung, Wang Shih-lang, et Ts'ai Hsiao-ch'ien[65]. Mais après l'arrestation des membres de la Ligue en février 1927, l'organisation se dispersa et le courant anarchiste déclina. Parallèlement, le courant communiste s'amplifia. Certains membres de la Ligue adhérèrent par la suite au PCT[66].

### Déviation vers la gauche de l'Association culturelle

Les années 1926-1927 marquèrent un tournant dans le mouvement nationaliste de Taiwan. Sous l'influence des mouvements gauchistes taiwanais à Taiwan et hors de Taiwan, le mouvement nationaliste qui formait jusqu'alors un front uni fut inévitablement amené à un stade de désunion. Ainsi que le remarque Ts'ai Hsiao-ch'ien dans son article « Le mouvement culturel en période de transition » :

> « La plupart des étudiants taiwanais en Chine, et une bonne partie des étudiants taiwanais au Japon, ainsi que les éléments progressistes à Taiwan étaient mécontents de l'insuffisante organisation de l'Association culturelle, des actions de gentlemen des cadres, ainsi que de leurs opinions et exigences trop modérées [67]. »

Ces mécontents créèrent une atmosphère propice à la réforme, puis à la scission de l'Association.

Trois tendances existaient alors au sein de l'Association :

1. la première était constituée par le courant socialiste de Lien Wen-ch'ing et Wan Min-ch'uan, reposant sur la Jeunesse prolétaire et le Syndicat paysan ; elle avait pour but la poursuite de la lutte des classes ;
2. la deuxième était formée par les courants du « peuple entier » de Chiang Wei-shui, influencée par la révolution chinoise nationaliste. En fait, elle regroupait des petits-bourgeois et des intellectuels qui tentaient de maintenir un mouvement nationaliste uni au mouvement paysan et ouvrier ;
3. la dernière était représentée par le mouvement nationaliste modéré dont Ts'ai P'ei-huo était le représentant. Cette tendance regroupait des bourgeois de Taiwan et des propriétaires fonciers qui préféraient une voie légale pour atteindre l'autodétermination [68].

Au cours d'une assemblée générale provisoire convoquée à Taichung, les 2 et 3 janvier 1927, pour débattre des problèmes de réforme, Lien et Wang, soutenus par la Jeunesse prolétaire, obtinrent la majorité et prirent la direction de l'Association. Ts'ai et Chiang se virent obligés l'un après l'autre de quitter l'Association. Ils se mirent alors à préparer une autre organisation [69]. Avant la réforme de l'As-

sociation culturelle de janvier 1927, qui permit le développement des mouvements sociaux à Taiwan, il existait déjà deux grands courants opposés l'un à l'autre. Une grande polémique entre le capitalisme et le socialisme avait été engagée au sujet de la reconstruction de la Chine, par Ch'en Feng-yüan, d'un côté, et par Hsü Nai-chang et Ts'ai Hsiao-ch'ien, de l'autre [70].

La polémique était centrée sur le problème de la reconstruction de la Chine afin d'éviter la censure des autorité japonaises ; elle portait en réalité sur le problème de la stratégie du mouvement de libération de Taiwan. Dans son rapport à l'Association culturelle, intitulé « Taiwan en 1927 », Lien Wen-ch'ing avait ainsi résumé et commenté la situation : Ch'en, proclamant que le capitalisme n'existait pas à Taiwan, et que celui-ci devait se développer afin de résister au capitalisme japonais, ne représentait que les intérêts de minorités (les propriétaires fonciers et les capitalistes taiwanais), et ne voulait que l'établissement du Parlement de Taiwan. Au contraire, Hsü et Ts'ai soutenaient qu'il existait un capitalisme à Taiwan, dépendant de la domination capitaliste japonaise.

De plus, les ouvriers et les paysans, soit la majorité des Taiwanais, subissaient une exploitation et une oppression. Par conséquent, seule la lutte des classes pouvait libérer Taiwan [71]. La polémique dura plus de cinq mois, et constitua « un grand spectacle dans la presse actuelle [72] », qui permit de s'exprimer aux deux courants représentés à Taiwan, et de créer un climat de scission entre socialistes et nationalistes au sein de l'Association culturelle. Finalement les nationalistes se trouvèrent en minorité [73].

Après la scission, qui marqua le début de la confrontation au sein des mouvements de libération de Taiwan [74], l'Association culturelle devint une organisation pour le développement de la gauche. Sous la direction de Lien et Wang, de jeunes cadres et militants de l'Association culturelle réorientée organisèrent des conférence, pour propager l'idéologie, et critiquer la politique coloniale et développer le mouvement ouvrier. Mais dès novembre 1926, Lien Wen-ch'ing avait contribué à l'organisation d'un syndicat d'ouvriers mécaniciens à Taipei. Il fut à l'origine des organisations ouvrières taiwanaises. Le manifeste adopté par le premier congrès de l'Association culturelle, le 14 octobre 1927 à Taichung, montrait bien que l'Association était

une organisation militante formée de paysans, d'ouvriers, de petits commerçants et de petits bourgeois. C'est-à-dire que l'Association développa des mouvements de lutte de classes afin de défendre les intérêts populaires [75].

### LA MARXISATION DU SYNDICAT PAYSAN

En 1926 et 1927, les cadres du Parti ouvrier et paysan du Japon, Aso Hisashi, Fuse Tatsuji, vinrent deux fois à Taiwan pour défendre des gens mêlés à l'incident de Erhlin [76]. Guidés par Chien Chi et Chao Kang, deux responsables du Syndicat paysan de Taiwan, ils firent des conférences dans l'ensemble de l'île et propagèrent l'idée de la nécessité de la lutte des classes, ainsi que celle de l'alliance pour la lutte contre les capitalistes et les propriétaires fonciers. Du début de 1927 jusqu'en juin 1928, le mouvement paysan de Taiwan atteignit son point culminant, et intensifia ses contacts politiques avec le Japon. En février 1927, Chien et Chao se rendirent à la Diète de Tokyo, porteurs d'une pétition qui concernait les problèmes agraires. Ils prirent contact avec des groupes politiques de gauche, notamment avec le Parti ouvrier et paysan du Japon et avec le Syndicat paysan japonais. Ils se rapprochèrent du PCJ, tandis que le Parti ouvrier et paysan devenait un parti prolétarien légal lié au PCJ. Le lien avec le Parti ouvrier et paysan fut désormais assuré par un avocat installé à Taichung, Furuya Sadao, un agent du Parti ouvrier et paysan qui fit office de conseiller du Syndicat paysan de Taiwan [77].

Ainsi, le Syndicat paysan de Taiwan s'orienta de plus en plus fortement vers la gauche. Il provoqua des manifestations, s'efforça également d'organiser un front uni de gauche, et par l'intermédiaire de Furuya Sadao, il prit des contacts avec les mouvements coréens de gauche. Le mouvement paysan de Taiwan inclina de plus en plus vers le socialisme et vers la lutte des classes [78].

En décembre 1927, le Syndicat paysan tint son premier congrès à Taichung [79]. Au cours de ce congrès, plusieurs résolutions furent adoptées dont trois sont particulièrement importantes [80] :

1. soutenir le Parti ouvrier et paysan du Japon ;
2. établir des équipes d'actions spéciales afin de poursuivre la lutte du prolétariat ;
3. accélérer l'unification ouvrière et paysanne dans le cadre marxiste.

Après le congrès, le Syndicat paysan publia un article, intitulé « Passé, présent et futur du Syndicat paysan de Taiwan », dans lequel il affirmait que le mouvement paysan poursuivait désormais la voie marxiste [81]. Ainsi le Syndicat paysan renforça sa coopération avec l'Association culturelle et organisa des luttes communes. La déviation à gauche de l'Association culturelle et du Syndicat paysan constitua une page décisive du développement du PCT dans l'île.

Le mouvement communiste à Taiwan se développa principalement parmi les jeunes Taiwanais, il ne fut cependant pas sans influence sur les jeunes Japonais à Taiwan, parmi lesquels se forma un premier groupe d'études marxistes, l'Association d'études de première ligne *(Daiissen dokushokai)* en 1928 à Taipei. Ils prirent des contacts avec l'Association culturelle et le Syndicat paysan. Malgré une existence très courte, l'Association montra aux Taiwanais et aux Japonais la possibilité de réaliser une action commune basée sur l'idéologie marxiste [82].

# – 3 –
# LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN (1928)

## LA CONFÉRENCE INAUGURALE DU PARTI À SHANGHAI (15 AVRIL 1928)

### CIRCONSTANCES DE LA FONDATION DU PARTI

Le PCJ fut réorganisé en décembre 1926, sous la direction du Komintern, lors d'un congrès convoqué clandestinement. Cependant dès les préparatifs du meeting et les sessions elles-mêmes un désaccord se développa entre les participants favorables au Komintern et ceux favorables au « fukumotoïsme », c'est-à-dire à la théorie qui préconisait la « séparation » des éléments essentiels du marxisme et leur « cristallisation » avant la création d'un front uni [1]. Après ce congrès, Sano Fumio, le président du comité central, et le sept autres dirigeants du parti, dont Fukumoto Kazuo, Watanabe Masanosuke, Tokuda Kyuichi, se rendirent à Moscou pour faire part de la reconstruction du parti et recevoir les directives concernant la commission spéciale réunie pour traiter du « problème japonais ». Cependant, des changements étaient survenus au sein de la direction du Komintern : Zinoviev avait perdu ses fonctions, Trotski était discrédité et Boukharine élevé à de nouvelles responsabilités.

Le fait que Boukharine ait pris la direction de la commission spéciale est très significatif. Il rencontra Fukumoto, Sano, Watanabe, Nabeyama, etc., pour aider le PCJ à surmonter des déviations et choisir une politique et une organisation efficace. Ainsi les thèses choisies, connues sous le nom de « Thèses de Juillet » ou « Thèses de 1927 » et qui furent adoptées par le présidium du comité exécutif le 15 juillet 1927, représentaient la première analyse complète à grande échelle du Komintern sur la situation du Japon et le rôle de ses devoirs vis-à-vis du PCJ [2]. Celui-ci devait, au même titre que les autres partis communistes, aider les mouvements révolutionnaires des colonies. A la fin de 1927, deux communistes taiwanais, Lin Mu-shun et Hsieh A-nü (Hsieh Hsüeh-hung), avaient terminé leurs études à Moscou.

Ils reçurent du Komintern des directives pour le développement du mouvement communiste de Taiwan, sous la direction du PCJ et revinrent à Shanghai. Après leur retour à Shanghai, Hsieh et Lin entrèrent en liaison avec le PCJ. Ils y rencontrèrent également Weng Tse-sheng, membre du PCC, afin de se renseigner sur la situation à Taiwan et à Shanghai, et travaillèrent ensemble à la propagation du communisme.

En novembre 1927, Sano Manabu, membre permanent du comité central du PCJ, rencontra à Tokyo Watanabe Masanosuke qui rentrait de Moscou. Watanabe lui expliqua la décision émouvante du Komintern concernant l'organisation des communistes taiwanais qui appartenaient au PCJ [3]. Au mois de décembre 1927 Lin Mi-shun et Hsieh A-nü furent convoqués à Tokyo par le PCJ. Watanabe et Sano rédigèrent les «Thèses politiques» d'après les informations obtenues sur la situation de Taiwan, tandis que Watanabe rédigeait les «Thèses d'organisation» [4]. Hsieh et Lin se présentèrent également au comité central du PCJ pour y recevoir les directives suivantes :

1. le PCJ doit organiser provisoirement une «section du PCJ de a nation de Taiwan» ;
2. le PCJ étant en train de préparer la première élection parlementaire au suffrage universel, et, ne pouvant s'occuper des travaux concernant la fondation du PCT, celui-ci doit passer sous la direction du PCC [5].

Hsieh et Lin acceptèrent donc les «Thèses politiques» et les «Thèses d'organisation» adoptées par le comité central du PCJ [6], et ils retournèrent à Shanghai à la fin de janvier 1928, accompagnés de Ch'en Lai-wang, un militant de l'Association d'études sociales à Tokyo [7].

### PRÉPARATION DE LA FONDATION DU PARTI

Lorsque Hsieh et Lin se retrouvèrent à Shanghai, la situation ne leur permettait pas de poursuivre des activités ouvertes [8]. A la fin de 1925, Lin et Hsieh, alors en URSS, n'avaient pas une connaissance suffisante de la situation chinoise du développement des mouvements à Taiwan, ni de l'existence de liens sûrs avec la Chine et Taiwan. A Shanghai, la situation révolutionnaire avait évolué rapidement vers le règne de la terreur blanche après l'incident du 30 mai. A Taiwan, une période de confrontation interne se développa au sein du mou-

vement antijaponais en raison de la déviation vers la gauche de l'Association culturelle, du développement paysan et de la fondation du Parti populaire en 1927. Après leur retour de Tokyo à Shanghai, Lin et Hsieh commencèrent à préparer la fondation du parti dans deux domaines. Tout d'abord, ils commencèrent à choisir ceux qui devaient participer à la conférence d'inauguration ainsi que les premiers membres du parti. D'autre part, ils durent fixer la ligne politique à suivre à partir des deux projets de thèses.

Au cours de ce processus, Lin et Hsieh s'appuyèrent sur l'opinion de Weng Tse-sheng en ce qui concernait le choix des membres du parti et de ses délégués à la conférence [9]. Tout d'abord, grâce à son appartenance au PCC, Weng entra en liaison avec le comité central de ce parti et, par ses relations, il présenta des militants de l'Association d'études (à Shanghai) à Lin et à Hsieh, qui purent ainsi être considérés comme les premiers membres du parti. Weng demanda à Lin Jih-kao, Hung Ch'ao-tsung, Ts'ai Hsiao-ch'ien, qui se trouvaient à Taiwan, ainsi que P'an Ch'in-hsin, qui était à Amoy, de venir à Shanghai afin qu'ils participent à la fondation du PCT. Ts'ai et Hung ne pouvaient pas quitter Taiwan. Finalement Lin Jih-kao et P'an Ch'in-hsin arrivèrent au début du mois de février et habitèrent chez Weng Tse-sheng [10].

Pour la discussion des projets des thèses, Weng Tse-sheng traduisit en chinois les textes japonais donnés par Hsieh. Ensuite, au début du mois de mars, Hsieh, Lin, et Weng formèrent un comité préparatoire pour la fondation du parti afin de faire un choix parmi les « Thèses » [11] avant de les proposer à la conférence [12]. Dès lors on se mit à élaborer sous la direction de Lin des projets des textes se rapportant aux mouvements ouvriers, paysans, des femmes, de la jeunesse, du Secours rouge [13]. Le 13 avril, sur la suggestion du représentant communiste chinois, P'eng Jung, la conférence des éléments actifs des communistes taiwanais fut convoquée en tant que réunion préparatoire à la fondation du PCT. P'eng Jung [14], Lin Mu-shun, Hsieh A-nü, Weng Tse-sheng, Ch'en Lai-wang, Lin Jih-kao, P'an Ch'in-hsin, Hsieh Yü-yeh, et trois militants de l'Association d'études de Taiwan à Shanghai, Chang Mao-liang, Liu Shou-hung et Yang Ching-ch'üan, onze personnes y participèrent [15]. Au cours de cette réunion on a adopté à l'unanimité les projets choisis pour être présentés à la confé-

rence d'inauguration du PCT. Pour des raisons de sécurité, on décida pendant la réunion préparatoire que les participants de la conférence inaugurale du PCT ne devraient pas être les mêmes que ceux de la réunion préparatoire. La date fixée fut celle du 15 avril, soit deux jours après la réunion préparatoire [16].

### Conférence inaugurale du PCT

Comme prévu, la conférence inaugurale eut lieu le 15 avril 1928, au premier étage d'un studio de photo, endroit choisi par P'eng Jung [17]. Les participants, outre le représentant du Parti communiste chinois (PCC), P'eng Jung et celui des communistes coréens, Yo Un-hyong [18], furent les Taiwanais : Hsieh A-nü, Lin Mu-shun, Weng Tse-sheng, Lin Jih-kao, P'an Ch'in-hsin, Ch'en Lai-wang, et Chang Mao-liang [19]. Après l'allocution de Lin Mu-shun, qui faisait de la fondation du PCT la phase la plus significative de la révolution de Taiwan, Hsieh A-nü fut élue présidente de la conférence [20]. Dans son discours, P'eng Jung présenta une analyse de l'évolution du mouvement du prolétariat chinois depuis le «mouvement du 4 mai», et plus particulièrement de la collaboration entre communistes et nationalistes jusqu'à la rupture. Finalement il rappela que les «camarades» taiwanais devaient être mis en garde contre un compromis «bourgeois» afin d'éviter les graves erreurs «de l'opportunisme» commis par le PCC [21].

Après les rapports sur les procédures et sur les questions matérielles, on examina et adopta les «Thèses politiques» et «Thèses d'organisation» et les «Projets» pour les mouvements. Certaines modifications proposées par P'eng Jung furent adoptées [22]. Enfin, cinq membres et deux suppléants [23] furent élus au comité central :

Membres : Lin Mu-shun, Lin Jih-kao, Chung Ch'un-huo (absent), Hung Ch'ao-tsung (absent), Ts'ai Hsiao-ch'ien (absent) ;
Suppléants : Weng Tse-sheng, Hsieh A-nü ;
Secrétaire général : Lin Mu-shun.

Après la conférence, Lin Mu-shun, Weng Tse-sheng et Hsieh A-nü (Weng et Hsieh représentaient les membres du comité central absents) se réunirent le 18 avril en une première session du comité central pour élire les membres permanents et répartir les postes. On décida alors que Lin Mu-shun devait se rendre de nouveau à Tokyo afin de faire un rapport sur la fondation du parti au comité central

du PCJ [24]. Deux jours après, le 20 avril, tous les quatre se réunirent une nouvelle fois pour rédiger la déclaration de fondation du PCT et adresser une lettre au PCC pour le remercier de son aide. Le 22 avril, Ch'en Lai-wang et Lin Jih-kao partirent l'un pour Tokyo, l'autre pour Taiwan, pour commencer leurs activités. Les documents du PCT furent emportés secrètement à Taiwan pour Ts'ai Hsiao-ch'ien et Hung Ch'ao-tsung, qui n'avaient pu participer à la conférence inaugurale [25]. Dans la lettre adressée au comité central du PCC, il était signalé que les Taiwanais remerciaient le PCC de son soutien et sa direction pour la fondation du PCT et exprimaient les souhaits de continuer à recevoir ce soutien à l'avenir [26].

## Les orientations politiques du parti et ses principales résolutions

La période qui va de 1927 à 1928 fut une période de réorganisation et de confusion pour le mouvement communiste en Asie du Sud-Est, compte tenu de la situation chinoise. Après l'échec de la politique d'alliance entre communistes et nationalistes, la stratégie du Komintern se heurta alors à de nombreuses difficultés. Quant aux communistes japonais, ils connurent également des difficultés tant au niveau des relations extérieures qu'au sein du parti. Ils durent poursuivre leurs activités clandestinement afin de rétablir le parti : c'est dans ce contexte que le mouvement taiwanais décida de son orientation.

### Orientations politiques du parti

Les caractéristiques fondamentales de la ligne révolutionnaire de Taiwan apparurent dans les documents émis par le PCT. Il s'agit de la stratégie de libération coloniale de Taiwan. Elle ne faisait partie ni de la révolution japonaise ni de la révolution chinoise. On peut dire que la stratégie de libération de Taiwan était originale pour l'édification de son propre système [27]. Tout d'abord les «Thèses d'organisation» du parti avaient indiqué que :

> «Dans certaines périodes le PCT a été organisé comme une section nationale du PCJ, une section de la IIIe Internationale. Il devait donc

suivre les directives du comité exécutif du PCJ, c'est-à-dire que le PCT, en tant qu'unité de la révolution prolétarienne mondiale, réalisera ses tâches par l'intermédiaire du PCJ[28].»

C'est ainsi que les communistes taiwanais, dépendant des communistes japonais, organisèrent une section nationale appartenant au PCJ, sous la direction du Komintern. La décision de la stratégie de la révolution taiwanaise était basée sur la théorie du développement de la nation de Taiwan. La première partie des «Thèses politiques», le «Développement de la nation taiwanaise», décrivait la nation de Taiwan comme une nation formée par les Hans (Chinois), venus du sud de la Chine. Et c'est au cours de l'histoire, de Koxinga à la colonisation japonaise, que s'est formée une nation taiwanaise[29].

Bien que Taiwan n'ait pas une longue tradition d'indépendance, le problème de sa libération devait le faire considérer comme une entité[30]. L'objectif réclamé par le PCT était donc la constitution d'une république indépendante, ce qui sera le principal slogan communiste vis-à-vis des autres courants politiques de Taiwan. En analysant la société taiwanaise, le PCT avait montré que Taiwan était non seulement une colonie qui avait subi une domination coloniale, à savoir celle de l'impérialisme japonais, mais encore une société qui conservait de nombreuses survivances féodales.

Ainsi par nature, la révolution de Taiwan fut-elle une révolution nationaliste qui préconisait l'indépendance de l'île. Elle était également une révolution démocratique, dont le but était l'élimination du féodalisme. C'était donc une révolution nationaliste et démocratique qui incluait les possibilités d'une révolution sociale[31].

Ainsi, la révolution nationale et démocratique était une des conditions préalables à la dictature du prolétariat. Ainsi les slogans «gouvernement ouvrier paysan» et «dictature du prolétariat» devraient être proclamés au moment opportun. A partir d'études sur la situation économique et politique de Taiwan, les communistes avaient divisé les Taiwanais en huit catégories sociales : la bourgeoisie de l'impérialisme japonais ; la bourgeoisie réactionnaire y compris les grands propriétaires fonciers ; la bourgeoisie progressiste ; la petite bourgeoisie ; les propriétaires fonciers moyens ; les cultivateurs propriétaires ; les paysans pauvres et les ouvriers agricoles ; et la classe ouvrière[32].Les catégories sociales les plus défavorisées étaient celles

des ouvriers et des paysans pauvres, soit 80 % de la population de Taiwan, constituant ainsi la principale force révolutionnaire.

Bien entendu c'était la classe ouvrière qui devait constituer le « fer de lance » de la révolution. A l'exception des deux premières catégories sociales du schéma : bourgeoisie impérialiste japonaise et bourgeoisie réactionnaire, on peut dire que les autres classes sociales avaient un caractère révolutionnaire antijaponais. Cependant des compromis étaient prévus, pour qu'au moment où la force révolutionnaire ouvrière-paysanne constituerait une menace pour la bourgeoisie progressiste et la petite bourgeoisie,celles-ci puissent rejoindre le camp réactionnaire [33].

Pourtant, dans les conditions politiques réelles, la classe ouvrière, chef de file de la révolution, devait établir un front commun avec la bourgeoisie sans oublier d'assurer la direction de la libération de Taiwan [34]. Sur la base des orientations politiques que nous venons d'indiquer, le PCT avait présenté treize slogans fondamentaux qui ressemblaient à ceux des « Thèses de 1927 » du PCJ [35].

### RÉSOLUTIONS PRINCIPALES DU PARTI

Outre les « Thèses politiques » et les « Thèses d'organisation », la conférence inaugurale avait adopté des projets qui concernaient les mouvements ouvriers et paysans, ceux de la jeunesse, des femmes, ainsi que ceux relatifs aux problèmes internationaux et du Secours rouge, dont il va être question.

### Le mouvement ouvrier

Entre 1927 et 1928, les mouvements ouvriers de Taiwan balbutiaient et ne bénéficiaient donc pas de bases solides [36]. Après la scission qui se produisit au sein de l'Association culturelle et la fondation du Parti populaire de Taiwan, le mouvement ouvrier taiwanais se trouva divisé en deux camps : celui des syndicats « de gauche », dirigés par l'Association culturelle, subirent une influence de fukumotoïsme et commirent des erreurs de « factionnisme » [37] ; et celui des syndicats « de droite », regroupés au sein de la Fédération générale des ouvriers de Taiwan, qui se trouva sous la direction du Parti populaire et opta pour « le réformisme » [38]. Ceci explique pourquoi la préoccupation

majeure du PCT fut alors l'unification de tous les syndicats taiwanais. Cette tâche fondamentale concernait également le problème de la lutte de classes et plus particulièrement celui de l'unification de la classe ouvrière. Le parti devait envoyer certains de ses membres travailler dans les syndicats de gauche, établir ainsi un statut de direction du parti afin d'accélérer l'établissement d'un syndicat général de Taiwan qui servirait de base au front uni. Le parti devait également envoyer des membres travailler dans « les syndicats de droite » pour démasquer leurs dirigeants et conquérir les masses [39]. En vue d'unifier les syndicats il fallait réorganiser les uns et créer les autres selon le principe de la classification des entreprises afin d'unir l'ensemble de la classe ouvrière taiwanaise et organiser des fractions qui devaient assurer la direction du parti et favoriser le recrutement [40].

**Le mouvement paysan**

A propos du problème agraire, le PCT souligna deux points importants : 1. dans le mouvement de libération nationale le PCT préconisait les relations de subordination et d'alliance qui devaient se créer entre révolutionnaires, en précisant que la classe prolétaire était la classe dirigeante et la paysannerie son alliée ; 2. les principales composantes sociales de la révolution démocratique étaient celles qui devaient aboutir au règlement du problème agraire et à l'abolition des forces féodales, c'est-à-dire, qu'au cours de la période de la révolution démocratique il fallait confisquer les terres des propriétaires fonciers féodaux et les répartir entre les paysans [41]. En effet, le PCT dans ses « Thèses politiques » a montré qu'il fallait non seulement confisquer les terres pour les répartir entre les paysans, mais que le but final se trouvait dans la nationalisation des terres (les terres devaient appartenir à des soviets paysans) pour aboutir à l'abolition totale de la propriété foncière privée et parvenir finalement à la socialisation des terres [42]. Pour cette période précise le slogan était « Les terres aux paysans ». Autrement dit, le problème agraire que le PCT désirait résoudre étant un problème agraire caractéristique de la période de la révolution démocratique, on devait donc la préparer pour la période suivante, celle du régime soviétique [43].

Le mouvement paysan se développa alors sous la direction du Syndicat paysan de Taiwan : ce qui créa des conditions très favorables

pour les communistes. Le parti dut, par conséquent, envoyer ses membres pour qu'ils travaillent dans le Syndicat paysan et établissent la direction du parti au sein du mouvement paysan. Ils devaient également mettre sur pied des fractions et des sections d'organisations paysannes du parti [44].

**Le mouvement de la jeunesse**

Dès que des jeunes taiwanais, quelle que soit leur origine sociale, se trouvèrent unis face à l'impérialisme japonais, malgré des niveaux de conscience révolutionnaire différents [45], le parti dut, dans des délais très courts, accélérer l'établissement d'une organisation de la Jeunesse communiste pour diriger le mouvement de la jeunesse de Taiwan [46]. Les tâches qui incombaient au mouvement de la jeunesse concernaient tout d'abord le développement des mouvements des jeunes ouvriers et paysans.

On devait donc établir des sections de la jeunesse dans les syndicats ouvriers et paysans ainsi que dans l'Association culturelle pour rassembler et diriger ces jeunes ouvriers et paysans dans la lutte. Il fallait ensuite réorganiser toutes les organisations de la jeunesse. Cela devait se faire en trois étapes :

1. élargir les associations d'études pour parvenir à mettre sur pied une fédération ;

2. réorganiser la Jeunesse prolétaire et surmonter les erreurs précédentes, puis recruter de jeunes paysans et ouvriers pour que la Jeunesse prolétaire devienne une véritable organisation populaire regroupant toute la jeunesse [47] ;

3. développer le mouvement étudiant, surtout celui de Taiwan, pour constituer une fédération et élargir les relations entre les mouvements des jeunes chinois, japonais et taiwanais [48].

**Le mouvement des femmes**

A cause des traditions féodales, les mouvements sociaux rallièrent peu d'éléments féminins. Cependant depuis 1926 des femmes commencèrent à s'organiser pour améliorer leur condition [49]. Lorsque le mouvement féminin de Taiwan se développa, ses relations avec les autres mouvements sociaux, en particulier avec celui du « prolétariat », devinrent plus importantes [50]. C'est dans ce contexte que le PCT a déterminé l'orientation du mouvement féminin sur certains points :

1. les caractères et les statuts du mouvement féminin de Taiwan, qui constituait une partie importante du mouvement de libération de Taiwan, devait se rallier à la masse ouvrière et paysanne. En fait, l'importance du problème féminin se trouvait ainsi mis en valeur grâce au PCT, dans le cadre de la libération nationale, et non en tant que mouvement féminin pur ! En effet c'était par la voie de la libération nationale que les femmes pouvaient être libérées [51] ;

2. pour ce qui est de l'organisation des femmes, selon les théories du Komintern [52], il n'existait pas d'organisation indépendante. Il était donc nécessaire de rejeter toute forme d'organisation indépendante. En revanche il fallait établir des sections féminines dans les organisations populaires, telles que les syndicats ouvriers et paysans, et l'Association culturelle. Ces sections devaient s'établir sur la base des masses féminines ouvrières et paysannes et d'autodiriger [53] ;

3. en ce qui concerne les caractères internationaux du mouvement féminin de Taiwan, le PCT mettait l'accent sur la liaison qui existait entre le mouvement des femmes taiwanaises et le front international, et sur sa participation au Komintern, en particulier en ce qui concernait les contacts avec les mouvements de la libération des femmes chinoises, japonaises et coréennes [54] ;

4. pour ce qui était du principe d'égalité des femmes face à l'oppression traditionnelle, le PCT mettait l'accent sur tous les droits qu'ont les femmes en particulier, sur la liberté de se joindre au parti, ce qui était jusqu'alors interdit par la loi [55].

### Le Secours rouge

Lorsque les mouvements sociaux de Taiwan se développèrent, le nombre des participants et des militants opprimés par les Japonais augmenta. Ainsi le problème de l'aide à ces « victimes » devint de plus en plus urgent [56]. Dans l'« Aperçu concernant l'organisation de Secours rouge », le PCT avait défini ce problème en trois points :

1. le secours rouge avait un double aspect : une armée de réservistes composée de combattants révolutionnaires qui devaient réagir contre toute forme d'oppression et fournir une aide matérielle aux victimes et à leurs familles. Simultanément le Secours rouge, qui faisait partie du front commun de la libération, serait, par la suite, un organe de propagande et d'agitation [57] ;

2. l'organisation du Secours rouge devait être basée sur les masses paysannes et ouvrières et établir des sections locales couvrant l'ensemble de l'île. Si le Secours rouge n'avait pas la possibilité de s'organiser ouvertement, le PCT devait l'aider clandestinement dans son établissement. Si l'Association culturelle et le Syndicat paysan avaient établi leur Secours, et ne voulaient pas organiser une autre forme plus indépendante de Secours, il convenait que le parti organise une fraction communiste pour appliquer les décisions et l'aider dans ses activités [58] ;

3. le financement de l'organisation provenait des dons et cotisations des membres et de collectes spéciales. Les frais des membres étaient répartis en fonction de la situation économique de chacun [59].

**Le problème international**

L'accent mis sur la solidarité internationale constituait une des caractéristiques des décisions adoptées par la conférence inaugurale du PCT. En effet dans les « Thèses politiques » il était déjà indiqué : « Nous devons, au moyen, du slogan de solidarité internationale, faire connaître à fond les problèmes internationaux au prolétariat taiwanais [60]. » Dans les tâches du parti, il était mentionné qu'il fallait rallier le mouvement prolétarien japonais, soutenir la révolution chinoise, s'opposer à la « nouvelle guerre impérialiste » et soutenir l'URSS. La volonté de solidarité internationale se trouvait donc soulignée par le PCT dans chacune des résolutions qui concernait les mouvements sociaux. Chaque organisation devait également se tenir informée de sa contrepartie internationale afin de poursuivre une lutte commune au niveau mondial.

En outre, une résolution particulière s'adressait au problème international, dans laquelle le PCT indiquait quelles étaient les tendances erronées de tous les mouvements qui n'accordaient aucune attention au problème international, cette tendance créant un phénomène d'isolement du mouvement [61]. Ainsi le parti décida-t-il de préconiser l'organisation systématique de la lutte quotidienne pour que la masse ouvrière et paysanne prenne conscience de la solidarité internationale, par différentes activités telles que les fêtes commémoratives internationales, pour étendre l'influence du parti.

## Organisation et composition du parti

### L'organisation

Le PCT, organisé en tant que section du PCJ, devait donc comme il est indiqué dans les « Thèses d'organisation » de suivre les directives du PCJ, c'est-à-dire rester en liaison avec le Komintern par l'intermédiaire du PCJ afin de réaliser une partie de la révolution prolétarienne mondiale [62]. Le système d'organisation du PCT était fondé sur le principe de la « centralisation démocratique », et plus précisément sur la base des sections qui seront établies dans chaque usine [63]. Le congrès des membres constituait l'organe suprême du parti au-dessous duquel se trouvaient le comité central élu par le congrès et le comité des membres permanents élu par le comité central [64]. Le comité central dirigeait toutes les activités du parti au niveau idéologique comme politique.

Le comité central établissait donc des sections pour l'organisation, la propagande et l'agitation ainsi qu'un comité syndical : trois comités spéciaux pour « la politique agraire », « les mesures appropriées au mouvement féminin » et « les mouvements de la jeunesse » ; et aussi un secrétariat [65]. En fait toutes ces mesures restèrent lettre morte, car des divergences apparurent dans leurs applications trois jours après la conférence inaugurale, ne fût-ce qu'au niveau de l'attribution des postes des responsables.

Les « Thèses d'organisation » ont bien mis l'accent sur la constitution des sections en usine [66]. Cette insistance était très conforme au dessein du parti qui constituait la seule armée de libération de la classe ouvrière, celle-ci étant la force principale et directrice de la révolution de Taiwan [67]. Chaque usine devait disposer d'une base du parti, mais exceptionnellement des sections locales pouvaient être établies et contribuer à l'élargissement du parti [68]. On décida, lors de la première réunion du comité central, de la répartition des postes et de l'organisation interne [69].

Membres permanents du comité central :
Lin Mu-shun, Lin Jih-kao, Ts'ai Hsiao-ch'ien
Répartition des postes aux membres du comité central :
Secrétaire général : Lin Mu-shun ;

Section d'organisation : Lin Mu-shun ;
Section du mouvement paysan : Hun Ch'ao-tsung ;
Section du mouvement de la jeunesse : Chung Ch'un-huo ;
Section de propagande et d'agitation : Ts'ai Hsiao-ch'ien ;
Section féminine : Lin Jih-kao ;
Section spéciale du parti à Tokyo : Ch'en Lai-wang ;
Responsable de la liaison avec le PCJ à Tokyo : Hsieh A-nü (membre suppléant du comité central) ;
Responsable de la liaison avec le PCC à Shanghai : Weng Tse-sheng (membre suppléant du comité central).

Il y a été également fixé lors de la réunion que les personnalités suivantes devaient rentrer à Taiwan[70] : Lin Mu-shun, Lin Jih-kao, P'an Ch'in-hsin et Hsieh Yü-yeh. Cette distribution appelle trois remarques intéressantes :

1. tout d'abord la fondation du parti marqua la fin de la phase du mouvement communiste à l'étranger. L'organe central de celui-ci allait être transplanté à Taiwan pour y être développé. Tous les membres du comité central y compris les trois absents (Ts'ai, Hung et Chuang) décidèrent de rentrer à Taiwan pour y poursuivre leurs activités clandestines. Cette mesure montre clairement que ce parti nouvellement créé avait choisi en priorité d'avoir des activités concrètes à Taiwan et d'y fonder le noyau du mouvement communiste ;

2. cette distribution symbolique signifiait que la fondation du parti était faite en fonction de la décision du Komintern et que le parti faisait par conséquent partie du mouvement communiste international. Entre 1927 et 1928, malgré la progression du courant de gauche au sein du mouvement nationaliste de Taiwan, la réaction de ce courant à la décision de fonder le PCT – décision imposée en haut lieu – resta faible. Le PCT chercha alors à renforcer des liaisons avec la tendance gauchiste en recrutant, pour ce faire, des « gauchistes » parmi ceux qui pouvaient servir de base au PCT. C'est pourquoi Hsieh A-nü et Weng Tse-sheng, qui avaient longuement contribué à la fondation du PCT, ne furent élus que membres suppléants du comité central. Cette décision était en rapport avec la situation de Taiwan ;

3. enfin, le choix de ses correspondants, respectivement avec les Partis communistes japonais et chinois, montrait que ce nouveau

parti reconnaissait l'importance de sa liaison avec le PCJ et le PCC. De la préparation jusqu'à la fondation du PCT, l'aide et le soutien du PCJ et du PCC étaient indispensables. Pour ce qui était du développement du parti, la nécessité d'avoir des contacts avec des communistes internationaux les obligeait à renforcer et à maintenir ces mêmes liaisons. C'est pourquoi l'influence du PCJ et du PCC sur l'évolution du PCT après sa fondation devait être décisive.

Nous examinerons par la suite les rapports de force au sein du parti dès sa fondation. Parmi les cinq membres du comité central, Hung, Ts'ai et Weng avaient fait leurs études dans la même université de Shanghai ; Weng et Ts'ai furent étudiants de Chü Ch'iü-pai, ainsi que Hung vraisemblablement [71]. Au cours de leurs études à Amoy, Weng et Hung avaient organisé en avril 1924 une union des étudiants de Taiwan ; Lin Jih-kao avait déjà fait partie du PCC alors qu'il travaillait en 1925 pour le syndicat des marins à Amoy [72] ; Chuang s'était rendu à Amoy au début de 1925 pour étudier à l'école secondaire de Chimei [73]. Toutes ces personnes avaient fait partie du PCC ou d'une de ses organisations périphériques avant l'incident du Shanghai en mars 1927, ou même avaient eu des relations avec Weng [74]. Les membres du comité central, excepté Lin Mu-shun, faisaient partie des relations de Weng. Une des quatre personnes qui devaient rentrer à Taiwan, P'an, avait également étudié à l'école secondaire de l'université de Shanghai [75]. Hsieh Yü-yeh était la femme de Weng [76].

Dans l'ensemble, dès la fondation du parti, deux camps devaient s'opposer : d'une part, le courant majoritaire regroupé autour de Weng, d'autre part, le courant représenté par Hsieh et Lin, dirigeants désignés par le PCJ, ainsi que Ch'en Lai-wang qui venait de Tokyo. Toutefois la répartition organisationnelle fut impossible à réaliser à cause des rivalités personnelles. Il existait vraisemblablement une ligne d'opposition entre les personnalités qui avaient d'étroites relations avec le PCC et les membres qui étaient sous l'influence du PCJ. Cette opposition allait devenir évidente dans la lutte qui se développa au cours même de l'évolution du PCT.

### La composition

Le PCT était organisé en tant que parti du prolétariat chargé de sa libération. Mais comme un de ses organisateurs, Hsieh A-nü, l'avait

bien indiqué, aucun des membres du PCT n'était prolétaire[77]. Ceci n'a rien d'étonnant pour un nouveau parti. En effet le PCC et le PCJ présentent cette même caractéristique. Tous les participants de la «conférence des éléments actifs des communistes taiwanais» et de la conférence inaugurale du PCT étaient des intellectuels taiwanais venant du Japon, de Chine et de Taiwan, y compris les trois absents élus membres du comité central. Dans l'ensemble tous avaient reçu au moins une éducation secondaire. En outre, tous les membres de l'organe central, Hung, Lin Mu-shun, Weng, Ts'ai, Hsieh, Ch'en, avaient fait des études supérieures à l'étranger. Dès le départ le PCT était fondé sur une base d'intellectuels et dirigé par eux. On peut même dire que ceci était un caractère commun à tous les mouvements nationalistes de Taiwan[78]. Les intellectuels avaient pour tâche le développement paysan et ouvrier afin de constituer une base solide du parti :

> «Actuellement, la tâche urgente du PCT est d'absorber rapidement les communistes qui se sont répandus à Taiwan et participent au mouvement, afin de faire de Taiwan le centre des intellectuels révolutionnaires d'avant-garde en les rassemblant tout d'abord pour qu'ils s'organisent. Après la réunion préparatoire, on mettra l'accent sur le recrutement des militants ouvriers et paysans comme membres du parti, puis, sur la base des classes ouvrières et des paysans pauvres, on pourra établir un parti communiste rigoureux[79]. »

Cette intention était conforme à la stratégie de l'alliance ouvrière et paysanne qui devait constituer la principale force révolutionnaire. Cependant, l'«opportunisme» et les «compromissions» avec les intellectuels étaient évidents dès la naissance du PCT. Le représentant du PCC, P'eng Jung, avait conseillé de changer certaines phrases des «Thèses politiques», comme «intellectuels révolutionnaires d'avant-garde» par «éléments avancés»[80], ce qui montrait une certaine réserve à l'égard des intellectuels. Malgré tout le PCT avait réussi à constituer à la fin de l'année 1928 son organe central à Taiwan et à étendre peu à peu son influence dans les mouvements de gauche. Toutefois les fractions du parti au sein de l'Association culturelle et des organisations paysannes et ouvrières étaient toujours dirigées par des intellectuels. Ce n'est qu'en 1931, date de l'établissement de

la Ligue des réformes, qu'on essaya de changer cet état de fait[81].

En général, jusqu'à la destruction définitive du PCT, le pourcentage des intellectuels dans le parti resta toujours important. Ce fut toujours eux qui dirigèrent le PCT. Ainsi sur 79 personnes arrêtées en 1931 par la police japonaise et renvoyées au parquet, 49 qui se trouvaient être membres du PCT furent présentées au juge d'instruction. Si nous comparons le niveau d'instruction de ces 49 personnes (voir tableau ci-après) avec le pourcentage de scolarisation des enfants taiwanais, qui était seulement de l'ordre d'un tiers en 1931-1932[82], nous pouvons voir que les membres du PCT étaient scolarisés, puisqu'ils avaient reçu, pour la majorité d'entre eux, une éducation primaire ou secondaire.

**Degré d'instruction des membres du PCT**

| Niveau d'éducation | nombre | % |
|---|---|---|
| supérieur | 4 | 8,16 |
| secondaire | 17 | 34,69 |
| primaire | 27 | 55,10 |
| sans | 1 | 2,04 |
| total | 49 | 100,00 |
| âge moyen 26,5 (ans) | | |

D'après les matériaux in *T'ai-kung mi-shih*, pp. 22-23.

Le chef du bureau de police du Gouvernement général de Taiwan, Tomobe Hajime, ne fit que confirmer ces données. Le PCT reproduit le même phénomène que le PCJ. Pour ce qui est des professions, 52 % des membres étaient sans qualification, bien que l'on ait pu dire d'eux qu'ils étaient, en quelque sorte, des « révolutionnaires professionnels »[83].

# DEUXIÈME PARTIE

# L'ÉVOLUTION DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN ET SA DESTRUCTION (1928-1932)

# – 4 –
# LA PREMIÈRE DESTRUCTION ET LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN (1928-1930)

L'année 1928 fut une année désastreuse pour les communistes qui se trouvaient dans des pays contrôlés par le Japon [1].

L'attention portée par l'autorité japonaise aux mouvements communistes au Japon ou dans les pays qui en dépendaient incitait les leaders à la prudence. En effet, après l'affaire du 15 mars, qui avait occasionné de lourdes pertes dans le PCJ, les forces de police japonaises stationnées à Shanghai n'avaient pas relâché leur surveillance sur les communistes taiwanais. Leurs coups de filet avaient provoqué de lourdes pertes dans le nouveau parti communiste.

## LA PREMIÈRE DESTRUCTION DU PCT (AVRIL 1928)

### L'AFFAIRE DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES DE TAIWAN À SHANGHAI

Pendant la période préparatoire de la fondation du PCT, Lin Mu-shun, Weng Tse-sheng et Hsieh A-nü rassemblèrent les éléments gauchistes de la Fédération des étudiants de Taiwan à Shanghai pour organiser une association afin de poursuivre l'étude des sciences sociales. Les principaux membres de cette association, Chiang Shui-te, Yang Chin-ch'üan, Lin Song-shui, Liu Shou-hung, Chang Mao-liang, Ch'en Ts'u-p'i, Ch'en Mei-yü et Huang He-ch'i, se consacrèrent aux études de sciences sociales, tout en poursuivant leurs activités politiques. Ils prirent ainsi des contacts avec des partisans communistes chinois et, surtout, réalisèrent un front commun avec des communistes coréens, ce qui attira sur eux l'attention de la police du consulat général du Japon à Shanghai [2].

A l'occasion du 9e anniversaire de la révolte du 1er mars en Corée, Chang Mao-liang participa à la commémoration avec plusieurs mem-

bres de l'Association et reçut un message de soutien. Les Japonais furent ainsi au courant des activités clandestines des Taiwanais. Ils furent également informés du fait que Lin Mu-shun mettait sur pied une organisation clandestine, ce qui les décida à opérer des arrestations pour savoir ce qui se passait réellement [3]. Shanghai était une ville internationale qui se trouvait alors sous des contrôles différents. Cependant il existait une certaine coordination entre les représentants des divers Etats afin de maintenir l'ordre public. Cette coordination permit aux Japonais de mener trois opérations successives dans des endroits différents. La première eut lieu le 12 mars à Chapei, hors de la concession internationale, avec l'assistance des autorités chinoises, ce qui permit aux Japonais d'arrêter Huang He-ch'i, Chiang Shui-te et Ch'en Mei-yü. La deuxième opération, le 31 mars, se traduisit par l'arrestation de Ch'en Ts'u-p'i dans la concession internationale.

Au cours de la dernière, qui eut lieu dix jours après la conférence inaugurale du PCT, dans la concession française, Chang Mao-liang, Yang Chin-ch'üan, Lin Sung-shui, Liu Shou-hung, et Hsieh A-nü tombèrent aux mains de la police. A cette occasion tous les documents importants du PCT furent saisis [4] ; malgré l'absence de preuves concrètes ou officielles on peut croire qu'il existait une relation entre les arrestations qui eurent lieu pratiquement au même moment [5] au Japon et hors du Japon. Parmi les neuf membres arrêtés, se trouvait Ch'en Mei-yü, qui fut considérée comme étant sans lien avec l'affaire et libérée. Les autres furent envoyés à Taiwan où ils furent interrogés [6].

Au cours de l'instruction, Huang He-ch'i et Hsieh A-nü furent libérés pour insuffisance de preuves contre eux [7]. Les six autres membres furent accusés, le 30 avril 1929, d'avoir organisé une société secrète dirigée contre l'existence du gouvernement japonais à Taiwan et de vouloir abolir les systèmes de propriété pour établir une société communiste en violant la loi du maintien de l'ordre [8]. Le 29 juillet 1929, la Haute Cour de justice condamna Yang Chin-ch'üan et Chang Mao-liang à deux ans de prison et les quatre autres à un à deux ans de prison avec un sursis de quatre ans [9].

## La fuite des membres du parti et le renforcement du contrôle japonais

L'affaire des communistes de Shanghai, qui bouleversa les milieux politiques de Taiwan, prit fin mais les autorités restèrent vigilantes et continuèrent leur surveillance, parce que les principales personnes recherchées, Lin Mu-shun, Weng Tse-sheng et sa femme Hsieh Yü-yeh, avaient échappé à l'arrestation [10]. En outre, Hsieh A-nü, un des principaux organisateurs du PCT, était déjà entre les mains des autorités japonaises, qui ne découvrirent pas son importance tandis que son intelligence lui avait permis également de manipuler ses interrogateurs. C'est pourquoi les autorités japonaises furent obligées de reconnaître qu'au moment de l'arrestation elles n'avaient pas pu toucher au noyau du PCT [11]. En tout cas, le PCT, qui était encore dans l'enfance, subit à ce moment-là un coup sévère par la perte de certains de ses membres les plus en vue. Ceci explique aussi pourquoi tous les plans adoptés lors de la conférence inaugurale ne furent pas suivis ou bien furent modifiés. Lin Jih-kao, qui était rentré de Shanghai à Taiwan après sa participation à la conférence inaugurale, rencontra le 15 mai Chuang Ch'un-huo, Hung Ch'ao-tsung et Ts'ai Hsiao-ch'ien, qui avaient été élus membres du comité central en leur absence, pour leur dire comment avait été fondé le PCT et quelles décisions avaient été adoptées.

Conscients du danger, ils décidèrent d'arrêter provisoirement leurs activités et se séparèrent afin d'augmenter leurs chances [12]. P'an Ch'in-hsin et Hsieh Yü-yeh, qui rentrèrent de Shanghai après la fondation du parti, Ts'ai Hsiao-ch'ien et Hung Ch'ao-tsung partirent en bateau secrètement au Fukien à la fin d'août 1928. Ts'ai Hsiao-ch'ien resta à Changchou et Amoy pour poursuivre ses activités et entrer en contact avec Shanghai et cela jusqu'en 1932 quand il alla travailler dans le « soviet de Kiangsi » [13]. P'an Ch'in-hsin resta également à Amoy jusqu'en 1930, date à laquelle il retourna à Shanghai y rencontrer Weng Tse-sheng [14]. La fuite de Ts'ai Hsiao-ch'ien et de trois autres membres en Chine continentale était justifiée par Ts'ai lui-même pour éviter la destruction du parti à Taiwan [15].

Du point de vue du contrôle du gouvernement japonais, la fuite de Ts'ai était justifiée pour la survie du PCT. Mais cette décision montra

cependant la faiblesse du PCT établi sur des bases intellectuelles, comme le faisait remarquer un de ses premiers membres, Ch'en Lai-wang :

> «... le parti était dirigé par des intellectuels, et un parti dont les membres étaient à cent pour cent intellectuels ne peut que sombrer vers l'opportunisme sous les coups de la terreur blanche... A la nouvelle des arrestations on s'entend pour s'enfuir et abandonner le travail pour partir au Japon ou en Chine. Lorsqu'on a subi l'oppression, les faiblesses et l'opportunisme des intellectuels, qu'on se trouve mis à nu en plein jour ; et ces faits témoignent de l'impuissance du parti construit par des intellectuels [16]. »

Le changement d'équipe après la fuite en Chine des quatre membres du parti, qui devaient travailler à Taiwan, et le retour inattendu de Hsieh A-nü, qui devait rester en liaison avec le PCJ hors de Taiwan, n'avait pas été prévu par le PCT. Ce fait provoqua, avec l'exclusion ultérieure de ces quatre membres, une évolution nouvelle du PCT mais aussi une lutte interne. Après l'arrestation des communistes, le gouvernement japonais, tant en métropole qu'à l'extérieur, renforça les mesures de sécurité afin de contrôler davantage les mouvements de gauche. Le 29 juin 1928, la Loi du maintien de l'ordre fut amendée pour inclure la peine de mort [17], cette loi ayant déjà été mise en vigueur à Taiwan en 1925 [18]. Le mois suivant, le service spécial de haute police de Tokyo fut porté du niveau métropolitain au niveau national par la création d'un organisme indépendant et administrativement centralisé au ministère de l'Intérieur pour le contrôle des mouvements sociaux.

Plusieurs milliers d'agents travaillèrent dans différentes préfectures et districts de la métropole en collaboration étroite avec la police locale. Ils établissaient des rapports au ministère de l'Intérieur. Les mouvements nationalistes taiwanais et coréens furent également surveillés par des fonctionnaires qualifiés. Les villes internationales comme Shanghai, Londres, Vladivostok furent aussi sous la surveillance de ces fonctionnaires, surtout pour ce qui était des mouvements subversifs ou des agitateurs [19]. Pour la même raison, le Gouvernement général de Taiwan, au mois de juillet 1928, établit un système de haute police. Depuis le Gouvernement général de Taiwan

jusqu'aux échelons de l'administration locale, des agents furent chargés de contrôler les mouvements de gauche et les mouvements nationalistes ; la surveillance de la navigation entre Taiwan et les autres endroits fut renforcée [20]. Ces mesures furent à l'origine de la mort de Watanabe Masanosuke, dont il sera question ultérieurement.

## La création d'une section spéciale du parti à Tokyo et sa destruction (septembre 1928-avril 1929)

### La création de la section spéciale

La décision concernant la création d'une section spéciale du parti à Tokyo, lors de la fondation du parti à Shanghai, d'une part, reflétait le développement du mouvement communiste taiwanais au Japon ; d'autre part, elle avait pour but de renforcer la direction du PCJ à l'égard du PCT. Ainsi, l'établissement de la section spéciale se proposait d'accélérer les mouvements communistes, et d'élargir leur influence parmi les Taiwanais : et, par l'intermédiaire de relations spéciales, économiques, politiques, sociales, de poursuivre, à partir de la métropole, la pénétration communiste à Taiwan, afin d'accomplir la « tâche internationale » de libération coloniale.

Lorsque Ch'en Lai-wan se rendit à Shanghai pour participer à la fondation du PCT, la section d'études en sciences sociales de l'Association de la jeunesse de Taiwan à Tokyo, une organisation de gauche d'étudiants taiwanais, changea d'appellation sous l'impact de l'affaire du 15 mars, pour devenir l'Association d'études scientifiques de Taiwan, et arrêta provisoirement ses activités. Lors de son retour à Tokyo le 23 avril, avec la mission de créer la section spéciale, Ch'en, malgré le renversement de la situation, reprit contact avec ses camarades, et poursuivit la préparation de l'organe essentiel pour le mouvement communiste à Tokyo [21].

En août 1928, le secrétaire général du PCT, Lin Mu-shun, qui avait échappé à l'arrestation d'avril à Shanghai, se retrouva à Tokyo. Il apportait au comité central du PCJ les rapports sur la fondation du PCT et sa destruction. Il y rencontra Ch'en Lai-wang avec qui il échangea des points de vue sur la situation. Tous deux décidèrent des

mesures à prendre en vue de la fondation de la section à Tokyo. Ch'en recommanda deux militants de l'Association d'études scientifiques de Taiwan comme membres du parti, Lin Tui et Li T'ien-chin[22]. Ils se réunirent tous les quatre dans la soirée du 23 septembre pour créer la section spéciale de Tokyo, dont Ch'en Lai-wang fut le responsable. Au cours de la réunion ils décidèrent de deux tâches[23] :

1. établir l'autorité du parti au sein de l'Association d'études scientifiques de Taiwan, et de l'Association de la jeunesse de Taiwan à Tokyo pour recruter des étudiants taiwanais comme membres du parti ;
2. établir des liaisons avec le PCJ et l'organisation du PCT à Taiwan.

Lin Mu-shun, un des membres qui devait retourner à Taiwan, renonça à ce projet pour des raisons de sécurité, et à la fin du mois d'octobre, se rendit à Shanghai où il rejoignit Weng Tse-sheng pour organiser les Taiwanais à Shanghai[24]. La section spéciale du PCT, sous la direction du PCJ reconstitué, reprit progressivement ses activités[25]. Avant la fin de 1928, sur l'initiative de Ch'en, les membres du comité de l'Association d'études scientifiques se réunirent à trois reprises au *Journal des masses de Taiwan (T'ai-wan ta-chung shih pao)* de l'Association culturelle à Tokyo[26]. Des membres tels que Lin Tui, Hsiao Lai-fu, Huang Tsung-yao, He Huo-yen, Ch'en Ch'üan-sheng, Lin Shang, Su Hsin et Ch'en Lai-wang discutèrent de la ligne de conduite de l'organisation et des activités.

Ils décidèrent de[27] :

1. regrouper les Taiwanais selon les écoles ;
2. réformer l'Association de la jeunesse à Tokyo pour qu'elle devienne une organisation populaire sous la direction de la section spéciale de Tokyo ;
3. publier un journal ;
4. organiser une alliance des Taiwanais pour soutenir le *Journal du prolétaire (Musansha shinbun)* ;
5. organiser un comité de soutien pour les victimes du mouvement de libération de Taiwan ;
6. porter un soutien au congrès du Syndicat paysan de Taiwan qui aurait lieu à la fin de l'année 1928.

Le 2 janvier 1929, Ch'en Lai-wang, He Huo-yen, Su Hsin, Hsiao Lai-fu, Lin Tui, Lin T'ien-chin, Li Ch'ing-piao, Lin Chia-ts'ai et Huang Tsung-yao firent une réunion d'organisation. Ils regroupèrent les sept cellules locales en dix cellules d'école, et répartirent les postes ; ils décidèrent de renforcer le travail de recrutement des membres, et de la vente du *Journal du prolétaire*. Sous la direction de la section spéciale, les activité de l'Association d'études scientifiques se développèrent et des membres de gauche de l'Association de la jeunesse de Taiwan furent recrutés. A l'occasion de l'assemblée de l'Association de la jeunesse, le 3 février 1929, sous la direction des membres de l'Association d'études, l'assemblée adopta une résolution de réforme de l'Association, et d'établissement d'une union d'étudiants taiwanais au Japon : les membres du comité élus furent presque tous des membres de l'Association d'études. L'Association se trouva alors réformée sous la direction de la section spéciale, en tant qu'organisation gauchiste des Taiwanais[28].

### La destruction de la section spéciale

Lorsque la section spéciale établit son autorité au sein de l'Association d'études scientifiques et de l'Association de la jeunesse, elle poursuivit ses activités par leur intermédiaire, et entra en relation étroite avec des organisations de gauche à Taiwan. A la fin de novembre 1928, Lin Tui fut envoyé par la section à Taiwan, emportant des directives et les « Mesures appropriées au problème paysan » *(Nomin mondai taisaku)*, que Lin Mu-shun avait préparées[29]. Lin Tui avait établi des relations avec Chien Chi, un des leaders du Syndicat paysan, lorsqu'il était rentré à Taiwan pendant les vacances d'été 1928. A son retour à Taiwan, Lin Tui entra en collaboration avec Hsieh A-nü, qui venait de reconstituer l'organe central du PCT à Taiwan. Ils dirigèrent le deuxième congrès du Syndicat paysan de Taiwan, qui eut lieu à la fin de décembre 1929, ce qui eut pour effet de renforcer l'influence du PCT dans le mouvement paysan. Lin Tui avait refusé le poste de secrétaire du comité central du Syndicat paysan et se rendit à Tokyo en janvier 1929[30]. Lorsque, le 12 février 1929, les autorités japonaises firent arrêter les cadres du Syndicat paysan de Taiwan, lui infligeant de lourdes pertes, la section spéciale envoya à Taiwan des militants de l'Association d'études scientifiques, afin d'aider à la reconstruction du Syndicat paysan.

A la veille de l'affaire du 16 avril 1929 eut lieu l'arrestation de Maniwa Sueyoshi, chef de l'organisation du PCJ. Une liste codée des membres du parti, trouvée sur lui, fournit à la police les renseignements nécessaires à la seconde grande arrestation depuis 1927[31]. Sur cette liste était également inscrits trois Taiwanais, et, pour savoir qui ils étaient, la police de Tokyo se mit à arrêter les 43 principaux membres de l'Association d'études scientifiques de Taiwan, qu'elle considérait comme une organisation taiwanaise de gauche. Au cours de l'instruction, Ch'en Lai-wang, Lin Tui et Lin T'ien-chin furent reconnus. Les autres furent libérés, mais placés sous une surveillance étroite. La section spéciale du parti disparut brusquement après une existence d'environ six mois. Mais ceux qui étaient retournés à Taiwan avant l'arrestation (Su Hsin, Hsiao Lai-fu et Lin Ch'ao-tsung) et après l'arrestation (Chuang Shou) continuèrent à jouer un rôle important dans le mouvement communiste. Certains membres de l'Association d'études scientifiques essayèrent de reconstituer l'Association, cette tentative resta vaine. Les gauchistes taiwanais à Tokyo se tournèrent l'un après l'autre vers les activités littéraires de la gauche japonaise[32].

## La constitution de l'organe central du parti à Taiwan (novembre 1928)

L'affaire de l'Association d'étude à Shanghai aurait dû porter un coup fatal au parti communiste, mais la libération de Hsieh A-nü fut l'occasion d'un renouveau du PCT.

### Reprise des activités et liaison avec le PCJ

Lorsque Hsieh A-nü fut libérée le 2 juin 1928, elle retourna à Taichung, sa ville natale. Depuis 1914, date à laquelle les gens de cette région avaient entamé un mouvement pour l'établissement d'une école secondaire à Taichung, cette ville était restée l'un des centres du mouvement nationaliste. En 1927, l'Association culturelle et le Syndicat paysan transférèrent leur siège respectivement de Taipei et de Tainan à Taichung, si bien que cette ville devint le centre le plus important des mouvements sociaux de Taiwan.

Hsieh ne savait pas quelle était la situation réelle du parti après sa destruction. Malgré tout, elle était décidée à poursuivre ses activités et, dès son retour à Taichung, elle se rendit aux sièges de l'Association culturelle et du Syndicat paysan afin d'en rencontrer les cadres et de reprendre contact avec des membres du parti. Elle prépara, d'une part, la reconstitution du parti à Taiwan, et d'autre part, l'extension de l'influence du parti dans l'Association culturelle et le Syndicat paysan [33]. Peu après, Lin Jih-kao se rendit à Taichung et entra en contact avec Hsieh. Ils échangèrent leurs informations sur la situation, et examinèrent les décisions erronées prises le 19 mai par Ts'ai Hsiao-ch'ien, Hung Ch'ao-tsung, etc., concernant l'arrêt des activités et la fuite en Chine. Tous deux décidèrent que Lin Jih-kao irait à Tokyo afin de rétablir les liaisons avec le comité central du PCJ et obtenir de nouvelles directives relatives à la reprise du travail partisan. Le 20 juin, après son arrivée à Tokyo, Lin rencontra au journal *Ta-chung Shi Pao* Ch'en Lai-wang, responsable de la section spéciale du parti à Tokyo. Mais après l'affaire du 15 mars, qui avait infligé de lourdes pertes au PCJ et aux organisations de gauche, la liaison avec le PCJ avait été interrompue. Lin et Ch'en décidèrent d'attendre.

Au mois d'août, lorsque Lin Mu-shun, accompagné de Wang Wan-te [34], arriva de Shanghai à Tokyo, tous les quatre se réunirent à plusieurs reprises afin de réfléchir sur la situation réelle à Taiwan et en Chine. Lin Mu-shun ordonna finalement à Lin Jih-kao de retourner d'abord à Taiwan ; lui-même resterait sur place et attendrait les nouvelles directives, puis partirait pour Taiwan. A la fin du mois d'août, Lin Jih-kao se retrouvait à Taiwan, porteur de l'ordre de Lin Mu-shun à Hsieh A-nü selon lequel ils devaient poursuivre leurs activités en accord avec les tâches que le parti s'était fixées dans les « Thèses politiques » et avec les résolutions adoptées au cours de la conférence inaugurale.

### Constitution du comité central du parti et mort de Watanabe Masanosuke

En novembre 1928, les directives du PCJ parvenaient à Taiwan. Hsieh A-nü convoqua chez elle, à Taipei, une réunion des membres du comité central ; Lin Jih-kao et Chuang Ch'un-huo. D'après ces nouvelles directives, Hsieh était nommée elle aussi membre du comité central.

Tous trois décidèrent[35] :
1. d'exclure Ts'ai Hsiao-ch'ien, Hung Chao-tsung, P'an Ch'in-hsin, Hsieh Yü-yeh, « opportunistes » qui avaient abandonné leur mission et s'étaient enfuis en Chine ;
2. de recruter Yang K'e-p'ei et Yang Ch'un-sung comme membres du parti[36] ;
3. de répartir le travail entre les membres du comité central :
– secrétaire général et responsable de la section d'organisation : Lin Jih-kao ;
– responsable de la section du mouvement ouvrier et de la section de propagande et d'agitation : Chung Ch'un-huo ;
– responsable des autres affaires : Hsieh A-nü.

Lin Mu-shun ne retourna pas à Taiwan comme il l'avait prévu. Bien que Lin Jih-kao ait été désigné secrétaire général du PCT, ce fut en fait Hsieh A-nü qui prit la direction du parti. C'est ainsi que parti fin la première phase du PCT, dont Lin Mu-shun avait été le secrétaire général. On décida d'ouvrir au début de 1929 une librairie dirigée par Hsieh et Yang K'e-p'ei, *Kuo-chi shu-chü* (« Librairie internationale »), pour vendre les publications de gauche et propager l'idéologie ; elle devait aussi servir de lieu de réunion pour le parti. Sous le contrôle strict de la police japonaise, le nouveau comité central dut se cacher pour survivre, mais, en même temps, agir par l'intermédiaire de l'Association culturelle et du Syndicat paysan afin d'étendre l'influence du parti[37]. Hsieh A-nü se rendit souvent à Taichung, conservant ses contacts avec les cadres de l'Association culturelle et du Syndicat paysan, organisant une Association d'études en sciences sociales et des conférences sur le problème agraire, le mouvement antijaponais et le prolétariat [38]. Grâce à ses efforts, elle put recruter des cadres de l'Association culturelle et du Syndicat paysan comme membres du parti, et établir avec eux des fractions au sein de ces organisations. S'inspirant de l'orientation du parti, Hsieh présenta, en août 1928, trois « Aperçus »[39] concernant l'organisation des sections de la jeunesse, des femmes, et d'entraide, qui furent adoptés par le comité central du Syndicat paysan.

A la fin de 1928, à l'occasion du deuxième congrès du Syndicat paysan, Hsieh collabora avec Lin Tui afin d'établir la direction du parti au sein du Syndicat paysan. Lin Tui, membre de la section spé-

ciale du parti à Tokyo, était revenu pour transmettre les directives du secrétaire général du parti Lin Mu-shun : « Mesures appropriées au problème agraire ». Bien que le congrès fut dispersé par la police, dès le deuxième jour un manifeste fut publié secrètement par le comité central, inspiré des « Mesures appropriées au problème agraire[40] ». Au fur et à mesure que le parti s'infiltrait dans le Syndicat paysan, influençant ses activités, les autorités japonaises furent amenées à réagir. Celles-ci décidèrent qu'elles « ne pouvaient permettre l'existence du Syndicat paysan, qui propageait publiquement le communisme, empoisonnant les idées dans les campagnes[41]. Sous prétexte que la distribution de la déclaration violait les règlements concernant les publications, les autorités japonaises déclenchèrent une grande perquisition dans plus de 300 locaux et maisons. Plus de 50 personnes furent arrêtées. Des dirigeants tels que Chien Chi, Yang Ch'un-sung, Ch'en Te-hsing, Ch'en K'un-lun, Yen Shih-chi, Chang Hsing, Su Ch'ing-chiang, Chiang Tz'u-chin, Ho Ch'ao-liang, T'an Ting-fang furent emprisonnés ou condamnés avec sursis[42]. Bien que cette « affaire du 12 février » ne permît pas à la police japonaise de prouver les relations entre le Syndicat paysan et le parti, cette arrestation à grande échelle infligea un coup sévère au Syndicat paysan et aux mouvements de gauche. Le PCT fut donc obligé de se montrer encore plus prudent[43].

Le 6 octobre 1928, la police qui effectuait un contrôle sur le paquebot *Kohuku maru,* ancré au port de Keelung, et à destination du Japon, constata que les papiers d'un grainetier n'étaient pas en règle ; en fouillant ses bagages, on découvrit de nombreuses valeurs étrangères. Le grainetier fut escorté jusqu'au poste, où il brandit alors un revolver, blessant mortellement le chef de police, puis s'enfuit. La police réussit cependant à le cerner, mais le suspect se donna la mort. Une enquête effectuée au ministère de l'Intérieur révéla qu'il s'agissait en fait du nouveau secrétaire général du PCJ, Wantanabe Masanosuke[44]. Watanabe était le dirigeant communiste japonais qui avait les relations les plus étroites avec le PCT dès sa fondation. Après avoir échappé à l'arrestation du 15 mars à Tokyo, il s'était rendu à Shanghai où il avait rencontré Lin Mu-shun, qui lui avait décrit la situation du PCT.

Sans doute avait-il décidé, avec le comité central du PCJ, de la ligne de conduite concernant l'avenir du PCT. Il n'est pas impensable qu'il ait apporté à Taiwan des directives importantes aux communistes taiwanais. « Le camarade Watanabe, passant à Taiwan, avait une mission importante. Comme il ne pouvait échapper au danger, il se suicida avec détermination, afin de protéger le parti[45]. » Par la suite, certains membres du PCT se désolèrent en pensant que si Watanabe avait pu parvenir jusqu'à Taipei les activités et l'évolution du PCT auraient été autres[46]. Mais jusqu'à présent, aucun document n'a pu définir la nature de la mission de Watanabe à Taiwan[47]. La mort de Watanabe, l'arrestation des cadres du Syndicat paysan du 12 février 1929 et la destruction de la section spéciale du parti à Tokyo après l'affaire du 16 avril 1929 interrompirent les liaisons régulières entre le PCT et le PCJ. Face aux difficultés et aux problèmes provoqués par ces divers incidents, le PCT se trouva plongé dans l'isolement. Il n'avait pas d'autre issue que de rechercher une aide du PCC et les directives du Komintern, par l'intermédiaire d'un correspondant en poste à Shanghai.

## Le renouveau du parti et la conférence de Sungshan (27-29 octobre 1930)

### Renouveau du parti

La comité central du PCT, constitué par Hsieh A-nü, Lin Jih-kao, et Chuang Ch'un-huo, n'était qu'un organe de direction, le parti manquait d'organisation solide et ne comptait que très peu de membres, jusqu'au début de 1929. Mais les deux membres suppléants du parti, Su Hsin et Hsiao Lai-fu, avaient déjà été envoyés à Taiwan par la section spéciale à Tokyo avant l'arrestation du 16 avril, de même que Chuang Shou, libéré après cette arrestation[48]. Par ailleurs, ceux qui se trouvaient en Chine et participaient au PCC ou aux Jeunesses communistes, tels que Wang Wan-te, Wu Kung-chao et Liu Shou-hung, retournèrent à Taiwan et devinrent membres du PCT[49]. Des éléments de l'Association culturelle et du Syndicat paysan adhérèrent successivement au PCT, qui vit ainsi augmenter le nombre de ses membres ainsi que son influence. Lorsque la dépression économi-

que de 1929 s'accrut, le mouvement prolétarien se développa dans le monde, situation qui fut propice au développement du PCT, jusqu'alors stagnant[50]. Au mois d'octobre 1929, Hsieh A-nü, Lin Jih-kao, et Chuang Ch'un-huo, réunis dans la Librairie internationale pour débattre de la situation et redistribuer les postes, prirent les décisions suivantes[51] :

1. désignation des responsables régionaux :
Wang Wan-te, responsable de la ville de Taipei ;
Su Hsin, responsable de la région de Keelung ;
Liu Shou-hung : responsable de la région de Kaohsiung[52] ;
2. désignation des responsables de fractions au sein des organisations de gauche :
association culturelle : Wu Kung-chao et Chuang Shou ;
syndicat paysan : Yang Ch'un-sung et Chao Kang ;
3. répartition des postes du comité central :
section de propagande et d'agitation : Hsieh A-nü ;
section de mouvement ouvrier : Chuang Ch'un-huo ;
section d'organisation : Lin Jih-kao.

Ces nominations montrent bien que le PCT étendait ses activités du nord au sud de l'île, et que sa domination au sein des organisations de gauche était renforcée. L'oppression japonaise que subissaient les cadres et certains membres du Syndicat paysan lors de l'arrestation du 12 février accéléra le processus de sympathie et d'adhésion au PCT. Ainsi, la fraction au sein du Syndicat paysan renforça ses activités, et la domination du parti fut peu à peu établie[53]. La fraction au sein de l'Association culturelle établit aussi son autorité dans celle-ci. A l'occasion du IIIe congrès convoqué en novembre 1929, Lien Wen-ch'ing, un social-démocrate, adepte du yamakawaïsme, dont le courant avait déjà perdu son statut dominant au sein du PCJ, se trouva dépassé par les «étudiants de Shanghai» groupés autour de Wang Min-ch'uan. Lien Wen-ch'ing fut écarté de l'Association, où s'affirma la domination du PCT[54].

A la fin de 1929, le PCT avait déjà mis la main sur les associations d'études et de la jeunesse, et organisé les études en sciences sociales, insistant particulièrement sur l'étude et la propagande de l'idéologie marxiste, afin de préparer le recrutement de membres du parti. Dans la seconde moitié de l'année 1930, les études sociales étaient bien

développées : d'après les enquêtes de la police japonaise effectuées lors de l'arrestation communiste en 1931, il existait 17 organisations liées au PCT, et la majorité se trouvait directement sous l'influence de Hsieh A-nü[55]. Le PCT, qui prenait de l'assurance, s'opposa au Parti populaire de Taiwan et à la Ligue pour l'automne locale de Taiwan, créée en août 1929 par les groupes modérés, qui s'étaient scindés du Parti populaire. Sous la direction du PCT, les cadres de l'Association culturelle, du Syndicat paysan et des syndicats ouvriers de gauche se réunirent à la section de Changhua de l'Association culturelle et créèrent un Comité de lutte pour abattre les organisations réactionnaires *(Ta-tao fan-tung t'uan-t'i tou-cheng wei-yüan hui)*, qui organisa une tournée de conférences pour «dénoncer et démasquer» les «réformistes de droite». Cette organisation rallia un certain nombre de sympathisants[56].

Le PCT créa des revues par l'intermédiaire de ses membres, Hsieh A-nü, Yang K'e-p'ei, Kuo Te-chin, qui organisèrent le *Front de Taiwan (Tai-wan chan-hsien)* ; et Wang Wan-te, en collaboration avec Chou He-yüan, Ch'en Liang-chia, Chang Ch'ao-chi et Chiang Sen-yü, fonda le *Journal de cinq personnes (Wu Jen Pao)*[57]. Mais la censure japonaise se montra si stricte que leur publication fut pratiquement interdite.

### Conférence de Sungshan

Tandis que le PCT renforçait ses activités à Taiwan, il cherchait à rétablir ses contacts avec l'extérieur. Comme la liaison avec le PCJ restait impossible à cause de la répression dont étaient victimes le PCJ et la section spéciale à Tokyo, le PCT décida en novembre 1929 d'envoyer Lin Jih-kao à Shanghai afin qu'il puisse prendre contact avec le Komintern, par l'intermédiaire du correspondant Wang Tsesheng. Lin ne partit qu'en avril 1930. Il passa tout d'abord à Amoy, où il contacta P'an Ch'in-hsin et Hsieh Yü-yeh, et arriva au mois de mai à Shanghai où il rencontra Weng. Celui-ci se montra mécontent des activités du PCT à Taiwan : «Le parti de Taiwan est pour ainsi dire éloigné de la masse, et inactif. Il n'est actuellement qu'un groupe d'étude. Il devrait subir une réforme fondamentale. La situation de Taiwan a beaucoup changé, il est nécessaire de réexaminer les grandes lignes de conduite du parti[58].» Puis il demanda à Lin de préparer un rapport sur des activités du parti et la situation de Taiwan, qu'il

transmettrait au Bureau oriental. Après avoir remis son dossier, Lin attendit une réponse ; mais au bout de deux mois, on lui fit dire de retourner à Taiwan, et que la réponse serait transmise par un envoyé. Découragé, Lin, à son retour en juillet, écrivit à Hsieh A-nü sa volonté de quitter le parti. Chuang Ch'un-huo, lui aussi, quitta le parti[59].

Dans la seconde moitié de l'année 1929 les jeunes « radicaux », dont le nombre augmentait proportionnellement au nombre des membres du parti, ressentirent l'insuffisance de la direction du parti, et montrèrent un mécontentement qui se changea peu à peu en méfiance à l'égard du comité central, dont Hsieh restait seule représentante[60]. Après le départ de Lin et Chuang, Hsieh se sentait isolée, d'autant plus que les directives du Komintern n'étaient toujours pas arrivées ; tout ceci fit qu'elle eut besoin de l'aide de membres actifs du parti, dont Wang Wan-te, qu'elle jugea digne de confiance. Après discussion avec Wang, Hsieh convoqua le plénum élargi du comité central du parti à Sungshan (dans la région de Taipei), qui eut lieu du 27 au 29 octobre 1930. Parmi les participants se trouvaient Yang K'e-huang, Wu Kung-chao, Su Hsin, Chao Kang, Chuang Shou, Wang Wan-te ; on décida d'une ligne de conduite provisoire. Hsieh montra les raisons pour lesquelles le parti n'avait pu se développer[61] :

1. l'oppression des autorités japonaises ;
2. l'attitude passive des membres du parti ;
3. l'attitude passive du comité central.

Wang Wan-te fit état de la situation du mouvement ouvrier dans la région de Taipei ; Chao Kang et Wu Kung-chao présentèrent un rapport respectivement sur le Syndicat paysan et l'Association culturelle ; Chuang Shou et Su Hsin firent connaître les mouvements syndicaux dans les régions du Sud et du Nord. Ces rapports donnèrent lieu à des critiques, et furent suivis des décisions suivantes[62] :

1. désignation de deux responsables pour la direction du mouvement ouvrier : Wang Wan-te et Su Hsin. On devait fixer une ligne de conduite pour unifier les organisations syndicales ;
2. création ou élargissement des sections du Syndicat paysan afin qu'elles deviennent des organisations indépendantes et qu'elles participent au futur Syndicat général rouge ;
3. l'Association culturelle, qui manquait d'éléments ouvriers et paysans, et n'était en fait qu'une organisation de lutte de « petits

citadins », devait remanier son organisation ;

4. exclusion du parti de Lin Jih-kao et de Chuang Ch'un-hua. Les places vacantes du comité central seraient attribuées lors du congrès suivant.

D'une part, la conférence de Sungshan avait décidé provisoirement de la ligne de conduite du parti, et d'autre part, la faiblesse de sa direction avait été exposée devant les représentants des membres. L'autorité de Hsieh en avait donc été affaiblie. Les membres du parti firent sentir la nécessité d'avoir une direction plus solide pour faire face à la situation.

# – 5 –
# LA LIGUE DES RÉFORMES ET LE CONGRÈS PROVISOIRE (1930-1931)

## LES LUTTES AU SEIN DU PARTI ET L'INTERVENTION DU KOMINTERN

### LUTTES AU SEIN DU PARTI

La constitution de la Ligue des réformes et les luttes au sein du parti remontent à la fondation du PCT. Les trois organisateurs du parti, Hsieh A-nü, Lin Mu-shun et Weng Tse-sheng, exprimaient des forces différentes ; Hsieh et Lin représentaient le PCJ alors que Weng représentait le PCC. D'après la répartition des postes au sein du parti, il apparaît que le groupe de Weng était majoritaire et avait une certaine influence à Taiwan, alors que Lin et Hsieh, désignés comme dirigeants du parti par le PCJ, étaient soutenus par l'autorité du Komintern. C'est ainsi que Lin Mu-shun devint secrétaire général du PCT, tandis que Hsieh et Weng étaient responsables de liaison respectivement avec le PCJ et avec le PCC ; ceci permettait donc de maintenir une certaine cohésion au sein du parti récemment créé. Mais cette unité fut rapidement détruite après l'affaire de l'Association d'études de Taiwan à Shanghai.

Lors de la constitution d'un organe directeur du parti à Taiwan, Hsieh en avait exclu Ts'ai Hsiao-ch'ien, Hung Ch'ao-tsung, P'an Ch'in-hsin et Hsieh Yü-yeh, qui appartenaient au groupe de Weng, ce qui avait modifié les rapports de force au sein du parti. Hsieh était en relation étroite avec le PCJ et dominait en réalité le PCT. Elle commença peu à peu à établir son influence au sein des organisations de gauche tels que l'Association culturelle et le Syndicat paysan. Cependant le groupe de Weng se maintenait. Ainsi, après sa fuite en Chine, Ts'ai créa une section du PCT à Amoy et entra en liaison avec Weng et les autres communistes taiwanais [1]. De même P'an Ch'in-hsin retrouva

son appartenance au PCC à Amoy. De leur côté, Weng Tse-sheng et Lin Mu-shun, qui n'avaient pas été arrêtés au moment de l'affaire du 25 avril, restaient membres du PCT en retrouvant également leur appartenance au PCC. A ce titre, ils œuvrèrent pour rassembler les étudiants et les éléments du gauche taiwanais qui se trouvaient à Shanghai. De plus, sous la direction du PCC, Weng et Lin fondèrent le Groupe de la jeunesse de Taiwan de Shanghai *(Shang-hai T'ai-wan ch'ing-nien t'uan)* [2], qui faisait partie de l'Alliance de la jeunesse anti-impérialiste de Shanghai *(Shang-hai fan-ti ta t'ung-meng)* [3]. Tout en poursuivant ses activités à Shanghai, Weng attendait l'occasion d'établir son influence sur le parti à Taiwan.

Lorsque le PCJ et la section spéciale du PCT à Tokyo furent détruits, la liaison entre le PCT et le PCJ fut de nouveau interrompue. Hsieh fut alors obligée de se tourner vers le PCC pour obtenir son soutien ; c'était l'occasion qu'attendait Weng. En effet, après le retour de Wang Wan-te, Weng Tse-sheng avait tenté à plusieurs reprises d'envoyer un de ses partisans établir de nouvelles bases à Taiwan [4]. A son retour, Wang Wan-te obtint la confiance de Hsieh et établit progressivement des rapports avec d'autres membres du PCT, notamment après la conférence de Sungshan. La lutte entre Hsieh et Weng, en tant que lutte de factions, était donc engagée. Les divergences de vue sur la situation et sur la stratégie furent un élément important de cette rivalité. Entre 1926 et 1928, année de la fondation du PCT, les mouvements paysans et ouvriers se développèrent, surtout après la scission de l'Association culturelle en 1927.

La déviation à gauche de cette association et celle du Syndicat paysan entraînèrent une répression de la part des autorités japonaises ; les cadres et les militants, dont un bon nombre de jeunes, furent emprisonnés [5]. Ce fut une période de « souffrances » et de « réajustement » du mouvement antijaponais de Taiwan [6]. Ce fut aussi la période la plus difficile du développement du PCT. En effet, la ligne politique adoptée à la conférence inaugurale du parti ne pouvait pas être appliquée intégralement dans cette situation. Selon Hsieh, il fallait progresser d'un pas assuré par l'intermédiaire d'organisations légales pour renforcer le parti. En ce qui concerne l'Association culturelle par exemple, Hsieh pensait que l'existence de cette association favorisait le développement du PCT, tandis que les jeunes membres du parti

et les partisans de Weng Tse-sheng voyaient dans son existence une entrave au développement du PCT, et préconisaient sa dissolution [7].

Aux yeux des plus jeunes et des plus radicaux, et surtout de ceux qui avaient fait leurs études en Chine et au Japon, Hsieh cherchait à monopoliser le pouvoir dans le parti. Le caractère difficile de Hsieh [8] attisait leur mécontentement, et la rivalité de Weng et de Hsieh ne faisait qu'aggraver les luttes au sein du parti.

Au moment de l'affaire du 12 février 1929, certains membres du PCT avaient soulevé le problème de la dissolution de l'Association culturelle. Ce fut finalement le projet du président de cette association, Weng Min-ch'uan, soutenu par Hsieh, qui fut adopté lors de la quatrième assemblée, en 1930. Ce projet consistait à faire de l'Association culturelle une organisation de lutte pour «les citadins d'origine modeste» *(hsiao shih-min chieh-chi)*. Les membres du parti hostiles à Hsieh dénoncèrent «l'opportunisme» de cette résolution et réclamèrent la dissolution immédiate de l'Association culturelle [9]. La lutte au sein du parti était inévitable en raison de divergences de vue et de rivalités pour le pouvoir ; c'est cependant une intervention extérieure au parti qui joua un rôle déterminant dans la formation de la Ligue des réformes [10].

### L'INTERVENTION DU KOMINTERN

Les années 1927-1928 représentent une période de réajustement dans la stratégie du Komintern. Ce réajustement, rendu nécessaire par l'échec de la politique de collaboration avec les mouvements nationalistes bourgeois, fut officialisé lors de la réunion du VI^e^ congrès du Komintern à Moscou en juillet-septembre 1928 [11]. Il fallait tirer la leçon de la «catastrophe chinoise» : le VI^e^ congrès considéra que les bourgeois nationaux des pays orientaux avaient trahi la révolution et rejoint le camp impérialiste. Il fut question également des mouvements révolutionnaires dans les colonies et semi-colonies. C'est dans ces pays que la politique du Komintern s'appliquait le plus mal à cause de l'inexistence de véritables partis communistes. Il fallait donc y renforcer les activités communistes [12].

Au mois de juillet 1930, Lin Jih-kao retourna à Taiwan sans avoir obtenu de nouvelles directives du Bureau oriental du Komintern de Shanghai. Peu après, Ch'en Te-hsing, membre du comité directeur

du Syndicat paysan, devait se rendre à Moscou via Shanghai pour participer au Ve congrès du Profintern. En octobre, P'an Ch'in-hsin arriva également d'Amoy à Shanghai sur l'ordre du Bureau oriental[13]. Sous la direction de Weng, P'an et Ch'en rédigèrent pour le Bureau oriental un rapport sur la situation de Taiwan. Ce rapport soulignait que l'organisation du PCT n'avait pas évolué, qu'il n'y avait pas de distinction entre sections et factions ; que la direction de l'organe central était très faible et que les activités syndicales ne s'étaient pas développées[14]. Le 11 juin 1930, le comité central du PCC adopta une résolution intitulée « La nouvelle vague révolutionnaire et la victoire préalable dans une ou plusieurs provinces » et qui constitua le document capital de toute l'affaire du lilisanisme. A cette époque, le PCC, qui était sous la direction de Li Li-san, tenta d'organiser des soulèvements armés qui échouèrent[15]. Après la liquidation du lilisanisme, au début de décembre, Ch'ü ch'iu-pai rencontra Weng et P'an en tant que représentant du comité central du PCC. Ch'ü Ch'iu-pai avait été professeur de Weng à l'université de Shanghai. Selon ses paroles :

> « Récemment, selon le Bureau oriental, le PCT est tombé dans l'opportunisme, les membres du parti ont manqué de dynamisme, l'organisation du parti n'a pas beaucoup évolué depuis sa fondation et les activités du parti stagnent. C'est pourquoi le PCT n'a pas pu assurer sa mission de direction du mouvement révolutionnaire[16]. »

Ainsi, avec l'approbation du Bureau oriental, le comité central du PCC suggérait à tous les membres du PCT de réformer leur parti.Ch'ü Ch'iu-pai soulignait en outre que les problèmes économiques et politiques des pays capitalistes s'étaient accrus avec la dépression économique mondiale, favorisant ainsi le développement des mouvements révolutionnaires : « A Taiwan, une explosion révolution ouvrière et paysanne était inévitable. Dans ces circonstances, si le parti ne pouvait pas surmonter ses erreurs opportunistes, il ne serait pas en mesure de prendre la direction de la révolution attendue[17]. »

Puis Ch'ü donna l'opinion du PCC sur les problèmes politiques touchant à l'organisation, aux ouvriers, etc. Ch'ü concluait : « De toute façon, le PCT doit convoquer un congrès provisoire pour examiner l'ancienne ligne et adopter une nouvelle ligne juste. Pour cela, il faut que les membres prennent conscience de leur opportunisme et arri-

vent à corriger leurs erreurs avant la réunion de ce congrès [18]. » Un responsable soviétique du Bureau oriental convoqua peu après Weng et P'an, et leur répéta les instructions que Ch'ü leur avait déjà données, en précisant que le Bureau oriental allait promulguer de nouvelles directives officielles. Weng et P'an devaient donc regagner Taiwan pour transmettre les ordres du Komintern et préparer la convocation du congrès. Mais ils jugèrent préférable de demander à Ch'en Te-hsing de la faire, car il ne pouvait se rendre au Ve congrès du Profintern. Il devrait transmettre à Hsieh les directives du Komintern pour réformer le parti, et, si elle s'y refusait, en charger Wang Wan-te et Chao Kang [19]. Hsieh décida que les instructions transmises par Ch'en à la fin 1930 faisaient preuve d'aveuglement et ne correspondaient pas à la situation réelle de Taiwan. Pour elle, ces directives n'émanaient pas du Bureau oriental, mais plutôt de la faction de Weng. Elle refusa donc. Aussi, Ch'en, qui avait déjà opté pour Weng lors de son séjour à Shanghai, s'adressa à Wang Wan-te comme prévu. C'est ainsi que la lutte au sein du parti devint ouverte.

## La constitution de la Ligue des réformes (27 janvier 1931)

### Création de la Ligue des réformes

Lorsque Wang Wan-te rentra de Shanghai en 1929, il reprit ses activités dans l'Association culturelle. Il fonda un magazine, *Wu Jen Pao* (« Journal de cinq personnes ») pour entrer en rapport avec différents milieux. Wang était toujours en relation étroite avec Weng Tse-sheng et agissait librement sans être soumis à la discipline du PCT dont l'autorité ne pesait pas fortement sur les membres du parti. Le mécontentement de Wang à l'égard de la direction de Hsieh et son rapprochement avec Weng l'incitèrent à attendre l'occasion de prendre la direction du parti. Depuis la conférence de Sungshan, il s'était efforcé d'établir des contacts avec les principaux autres membres du parti. La transmission des directives du Komintern par Ch'en Te-hsing lui en fournit le moyen légal avec un soutien officiel pour préparer immédiatement la réforme du parti. Le 27 décembre 1930, Wang réunissait à son domicile, à Taipei, Su Hsin, Hsiao Lai-fu et Ch'en Te-hsing pour débattre du problème de la réforme du parti.

Sept membres furent ainsi choisis pour la préparer[20] : Su Hsin, responsable de l'organisation du syndicat des mineurs ; Hsiao Lai-fu, responsable de l'organisation du syndicat des transports ; Chao Kang et Ch'en Te-hsing, responsables de la fraction du Syndicat paysan ; Chuang Shou, responsable de la région du Sud ; Wu Kung-chao et Wang Wan-te, responsables de la fraction de l'Association culturelle ; Ch'en Te-hsing, agent de liaison du groupe chargé de contacter les autres partisans.

Le 27 janvier 1931, les sept membres susmentionnés se réunirent chez Wang pour constituer la Ligue des réformes. Au cours de cette réunion, on fit la liste des erreurs opportunistes commises par le parti[21] :

1. hermétisme de l'organisation ;
2. inactivisme politique ;
3. non-établissement de cellules et insuffisance d'organisation ;
4. absence de militantisme et de compréhension des thèses politiques du parti ;
5. confusion entre parti et fractions ;
6. insuffisance de la direction du parti à l'égard des organismes subalternes et des fractions.

Il fut décidé que la Ligue des réformes devait suivre les directives du Komintern et que cette ligue devait durer jusqu'à la convocation du congrès du parti. Par ailleurs, les sept membres définirent provisoirement les grandes lignes de conduite de parti. En gros, il fallait entretenir l'agitation et la lutte quotidienne des masses ouvrières et paysannes pour recruter des membres et développer les mouvements paysans et ouvriers et de la jeunesse afin d'étendre l'influence du parti. En outre, les sept membres préconisèrent la rupture des relations avec l'ancien organe central du parti et la dénonciation publique des agissements réactionnaires de l'ancienne direction. Les membres du parti qui reconnaîtraient leurs erreurs pourraient cependant adhérer à la Ligue des réformes[22].

Les cinq membres du comité central provisoire élus furent Ch'en Te-hsing, Hsiao Lai-fu, Su Hsin, Chao Kang, et Wang Wan-te. Ces trois derniers furent membres du comité directeur. Taiwan était organisé en cinq régions, trois d'entre elles ayant à leur tête un envoyé spécial du parti, les deux autres étant placées sous l'administration

directe du comité central du PCT[23]. La fondation de la Ligue des réformes marque la fin de la direction du PCT par Hsieh A-nü. Les principaux membres de la conférence de Sungshan, à l'exception de Yang K'e-huang, se regroupaient autour de Wang Wan-te au sein de la Ligue des réformes. Hsieh A-nü ne disposait plus que de la Librairie internationale. Elle restait seule avec les deux frères Yang, Yang K'e-huang et Yang K'e-pei[24]. La Ligue des réformes établit alors sa domination sur le Syndicat paysan par l'intermédiaire duquel elle dénonça Hsieh comme traître et réactionnaire.[25] De son côté, Hsieh fit une contre-déclaration dans laquelle elle dénonçait les dirigeants du Syndicat paysan, qui ne savaient pas faire la distinction entre mouvement légal et activités clandestines, alors que la combinaison des deux était nécessaire au développement du mouvement antijaponais[26].

### Directives du Bureau oriental du Komintern et préparation de la réforme du parti

Comme l'indiquait Wang Wan-te, le nouveau chef de file du PCT, dans le rapport qu'il adressa dès février 1931 au Bureau oriental du Komintern, Hsieh A-nü se trouvait le seul membre du comité central à refuser la réforme du parti après la fondation de la Ligue des réformes. Celle-ci recrutait activement et étendait l'influence du parti au sein des organisations de gauche[27]. Le 10 mars 1931, le Bureau oriental adressait au PCT, par l'intermédiaire du PCC, des directives intitulées : « Lettre aux communistes taiwanais[28] ». Cette lettre développait la thèse de la troisième période du capitalisme adoptée par le VIe congrès du Komintern. Le Bureau central y soulignait que la dépression économique mondiale s'accentuait, que la confrontation entre capitalisme et socialisme soviétique s'intensifiait et que les contradictions au sein des pays capitalistes augmentaient.

Une nouvelle guerre mondiale était inévitable. De plus, pour sortir de la crise, les pays capitalistes devaient sans aucun doute renforcer leur exploitation et leur oppression, favorisant ainsi le développement rapide des mouvements prolétariens et des mouvements de libération. Taiwan faisait partie des pays coloniaux et ne pouvait échapper à ce raz de marée révolutionnaire. Ainsi les camarades taiwanais devaient-ils surmonter leurs principales faiblesses : à savoir, leur passivité et le manque d'organisation et de direction de la lutte révolutionnaire.

Leurs groupuscules devaient se transformer en un parti communiste fort et unifié capable d'accomplir les tâches primordiales : diriger les mouvements ouvrier et paysan de Taiwan, assurer la libération coloniale et participer à la révolution internationale. Dans cette même lettre, le Bureau oriental énumérait les fameux dix slogans fondamentaux qui correspondaient au stade révolutionnaire actuel du PCT[29].

Après la réception de cette lettre, c'est-à-dire à partir du 20 avril 1931, les membres de la Ligue des réformes formèrent un comité chargé de préparer le congrès du parti sous la direction de Wang. Le 14 avril 1931, P'an Ch'in-hsin se rendit à Taiwan sur l'ordre du Bureau oriental et du PCC. Une semaine après, le comité préparatoire du congrès était convoqué. A ce comité participaient Wang Wan-te, Su Hsin, Hsiao Lai-fu et P'an leur transmit les directives du Bureau oriental et les suggestions du PCC relatives à la réforme du PCT. P'an fut chargé de rédiger les nouvelles thèses politiques du parti[30].

Après un mois de préparation, le comité se réunit une dernière fois pour décider que le congrès provisoire du parti serait convoqué pendant trois jours à partir du 31 mai, le choix du lieu de réunion revenant à Wang. Les participants furent les suivants[31] : P'an Ch'in-hsin, représentant du Komintern ; Wang Wan-te, représentant du comité central de la Ligue des réformes ; Hsiao Lai-fu, représentant des camarades pour le mouvement ouvrier ; Yen Shih-chi[32], représentant des camarades pour le mouvement paysan ; Liu Shou-hung et Chuang Shou, représentants de la région du Sud ; Su Hsin et Chien Er[33], représentants de la région du Nord.

Après la réunion du comité provisoire, Wang et Su contactèrent les membres du parti. Muni des projets de nouvelles thèses politiques, Su se rendit dans le sud de Taiwan vers la fin du mois de mai, pour y rencontrer des membres du parti et obtenir leur accord. Parallèlement, Wang Wan-te convoqua une réunion des membres du parti de la région nord, les 25 et 26 mai à Taipei. Ceux qui étaient favorables au projet des nouvelles thèses politiques prirent une série de résolutions qui devaient être recrutées par le congrès.

## Le congrès provisoire du parti et l'adoption de nouvelles thèses politiques (31 mai-2 juin 1931)

### Congrès provisoire du parti

En dépit de l'arrestation de certains membres du PCT, tels que Chao Kang et Ch'en Te-hsing[34], le congrès provisoire du parti fut convoqué du 31 mai au 2 juin 1931, près de Tanshui (région de Taipei). P'an Ch'in-hsin, représentant du Komintern, déclara : « Le parti ayant sombré dans l'opportunisme, il faut corriger ses erreurs et adopter de nouvelles orientations. Les grandes lignes de la réforme consistent à épurer la base « petite bourgeoise » qui est à l'origine de cet opportunisme. Il faut déceler les erreurs opportunistes par la pratique en attisant les luttes quotidiennes des ouvriers et des paysans ; ce qui devrait permettre en outre de recruter parmi les masses populaires et de consolider ainsi la base prolétaire du parti afin d'assurer la bolchévisation du PCT[35].

» P'an montra également que la Ligue des réformes était organisée comme « un parti au sein du parti » *(tang chung tang)* pour réaliser les directives du Komintern. Les motivations politiques étaient correctes, mais on n'avait pu éviter de violer certains principes d'organisation. C'est pourquoi la Ligue des réformes devait être dissoute[36]. En effet, le congrès décida de dissoudre la Ligue des réformes, tout en adoptant les nouvelles thèses politiques. Hsieh A-nü, Yang K'e-p'ei et Yang K'e-huang furent exclus du parti. On élit les membres du comité central : P'an Ch'in-hsin, Su Hsin, Yen Shih-chi, Liu Shou-hung et Wang Wan-et, et leurs suppléants : Hsiao Lai-fu et Chien Er. P'an, Su et Wan étaient membres permanents du comité central[37]. Le 4 juin, les membres permanents se réunirent à Taipei pour répartir les postes du parti[38] :

1. bureau exécutif : secrétariat, Wang Wan-te ; organisation, P'an Ch'in-hsin ; propagande et agitation, Su Hsin ;
2. responsable du mouvement ouvrier, Hsiao Lai-fu ; responsable du mouvement paysan, Yen Shih-chi ; responsable de la région du Centre, Chan I-ch'ang ; responsable de la région du Sud, Liu Shou-hung ; responsable de la région du l'Est, Lu Hsin-fa. La région du Nord était directement sous la direction du comité central.

Après le congrès, Wang Wan-te envoya un rapport au Bureau oriental du Komintern, et P'an rédigea une « Résolution concernant l'acceptation de la proposition du comité central du PCC », dans laquelle il soulignait la signification internationale du soutien que le PCC apportait à la conférence inaugurale et au congrès provisoire du PCT. Cette résolution faisait état également des espoirs que le PCT mettait dans la poursuite du soutien du PCC, afin de permettre la bolchévisation du PCT et l'établissement de liaisons étroites avec le PCC [39]. La convocation du congrès provisoire marqua non seulement la victoire des « radicaux » du PCT, mais aussi le maintien de l'autorité du Komintern. Le congrès provisoire du PCT avait exclu Hsieh A-nü qui, bien qu'ayant fait ses études à Moscou, s'était montrée réticente aux directives du Komintern. Comme l'autorité du Komintern continuait à prévaloir, les opposants devaient être éliminés. La fondation de la Ligue des réformes et sa victoire ont constitué un événement unique dans le cours du développement du PCT.

Selon les principes de l'organisation, il fallait convoquer un congrès puisqu'il y avait nécessité de faire des réformes ; ceci était d'ailleurs l'opinion du PCJ, qui doutait cependant que l'action de la Ligue des réformes ait été basée sur les directives du Komintern [40]. Mais la Ligue des réformes violait les règles, comme le soulignait P'an, l'envoyé du Komintern, dans son allocution au congrès provisoire. La formation d'un parti au sein du parti constituait une atteinte grave aux principes d'organisation. A cet égard, même si elle était restée fidèle aux directives du Komintern, et si ses motifs étaient justes, la Ligue des réformes n'en devait pas moins être dissoute [41]. Ainsi, la « Lettre adressée à tous les camarades » publiée à l'issue du congrès insistait à la fois sur le rôle que la Ligue des réformes avait joué dans la réforme du parti, et sur la nécessité de sa dissolution. Cette même lettre appelait tous les membres du PCT à agir en accord avec le parti et par la voie normale [42]. Hsieh a montré dans sa déposition à la cour d'instruction après son arrestation en juin 1931, que la Ligue des réformes avait dû reconnaître l'existence du parti après l'avoir niée. Sous prétexte de préparer le congrès provisoire, la Ligue des réformes avait bien été un complot pour gagner le pouvoir au sein du parti [43].

### Adoption de nouvelles thèses politiques

L'évolution de la Ligue des réformes est marquée par l'adoption de la nouvelle stratégie du Ve congrès du Komintern à l'égard de la révolution coloniale, et par l'existence de courants anti-Hsieh A-nü à l'intérieur du PCT. Les nouvelles thèses politiques adoptées par le congrès provisoire reflètent sans aucun doute les grandes lignes des thèses du Komintern, sur le « mouvement révolutionnaire dans les colonies et les semi-colonies », et sur la déviation vers l'extrême gauche de la stratégie révolutionnaire :

> « ... la bourgeoisie taiwanaise ne veut pas se dissocier de l'impérialisme et ne demande qu'une réforme de son statut sous la domination de l'impérialisme pour avoir un même moyen d'exploitation ; elle se développe sous la protection du pouvoir impérialiste en suivant l'évolution de celui-ci. ... La bourgeoisie taiwanaise actuelle trahit ouvertement les intérêts de la nation et se compromet publiquement avec l'impérialisme. Non seulement elle n'est plus une force révolutionnaire, mais elle constitue au contraire un obstacle à la révolution[44]. »

Par conséquent, ce sont la paysannerie, la petite bourgeoisie et la grande masse des travailleurs qui constituent la force motrice de la révolution, sous la direction du prolétariat et uniquement sous sa direction. « Dénoncer la politique réformiste de la bourgeoisie nationale et mener énergiquement la lutte de classes et la révolte armée afin de pouvoir abattre la domination impérialiste et établir un pouvoir de soviets de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans[45]. »

Les nouvelles thèses politiques, qui différaient de celles de 1928, laissaient apparaître trois objectifs principaux dans la stratégie à suivre[46] :

1. renversement de la domination impérialiste
et indépendance de Taiwan ;
2. réalisation de la révolution agraire
et élimination des survivances féodales ;
3. établissement d'un pouvoir soviétique de dictature démocratique.

Pour atteindre ces objectifs, les nouvelles thèses politiques, basées sur les directives du Bureau oriental du Komintern, fixaient un programme politique en dix points :

1. renversement de la domination impérialiste et indépendance de Taiwan ;
2. confiscation des entreprises et des banques de l'impérialisme ;
3. confiscation des terres des propriétaires fonciers, qui devaient revenir à l'usage des paysans pauvres et des paysans moyens ;
4. huit heures de travail, aide de l'Etat aux chômeurs et sécurité sociale ;
5. abolition de toute taxe lourde et de l'impôt, et établissement d'un système unifié de taxes progressives ;
6. liberté absolue d'assemblée révolutionnaire, d'association, de presse, de publication et de grève ;
7. établissement d'un pouvoir soviétique de dictature démocratique ouvrière et paysanne ;
8. égalité de toutes les races ;
9. union avec les ouvriers et paysans du Japon, de la Chine, de l'Inde et de la Corée ;
10. union avec l'URSS et le prolétariat mondial[47].

Les nouvelles thèses politiques traduisaient la théorie élaborée par le VI$^{e}$ congrès du Komintern à propos du capitalisme dans la troisième période. Elles soulignaient que le mouvement révolutionnaire de Taiwan dépendait de l'évolution de la révolution mondiale et de la situation intérieure. Ce mouvement était appelé à se développer et devait inévitablement atteindre son paroxysme. Mais la force révolutionnaire était encore très faible et l'influence du parti auprès des masses restait également réduite. La politique et l'existence du parti n'étaient pas encore reconnues par la majorité du peuple. C'est pourquoi, le parti devait s'employer à mener la lutte contre les réformistes nationalistes et les sociaux-démocrates afin de conquérir les grandes masses. Il devait s'attaquer également aux opportunistes de gauche et de droite pour que le parti suive la voie correcte du bolchevisme. Il est intéressant de souligner que les nouvelles thèses politiques marquaient un revirement à l'égard des aborigènes de Taiwan. Ceux-ci ne sont plus négligés mais considérés avec attention[48].

Cette attitude était en conformité avec les dispositions du VIe congrès du Komintern et du VIe congrès du PCC, mais elle résultait surtout du soulèvement de Wushe, qui eut lieu à la fin d'octobre 1930 [49]. C'est ainsi que les nouvelles thèses politiques mettaient l'accent sur la nécessité de donner une organisation aux aborigènes et de former un front uni pour abattre les Japonais. Selon les nouvelles thèses politiques, les erreurs opportunistes du PCT étaient dues au fait que la majorité des membres du parti était issue de la petite bourgeoisie et que le nombre des organisations était restreint. Le parti n'était donc pas en mesure de diriger la lutte révolutionnaire. Aussi la tâche principale devait-elle porter sur l'élargissement du parti, le recrutement de militants parmi les ouvriers et les paysans, et la multiplication des sections dans les entreprises [50].

Après la réunion du congrès provisoire, la nouvelle direction du parti diffusa une « Instruction concernant le recrutement de nouveaux membres », selon laquelle il fallait abandonner toute attitude opportuniste et commencer à recruter activement de nouveaux membres parmi les ouvriers des grandes entreprises, les paysans pauvres et les marginaux des villes [51]. La nouvelle direction considérait que la seconde guerre « impérialiste » et la montée des soulèvements armés révolutionnaires étaient imminentes. Il fallait donc abaisser le niveau social d'origine des membres du parti et recruter massivement ouvriers et paysans en vue de ce raz de marée révolutionnaire.

# – 6 –
# LA DESTRUCTION DÉFINITIVE ET LES TENTATIVES DE RÉORGANISATION (1931-1932)

## L'ARRESTATION DES COMMUNISTES ET LES TENTATIVES DE RÉORGANISATION DU PARTI (MARS-OCTOBRE 1931)

### ARRESTATION DES COMMUNISTES

Dès la formation de la Ligue des réformes, les jeunes éléments radicaux agirent en vue de préparer la mise sur pied du syndicat des mines de Taiwan, du syndicat des transports, et du syndicat des imprimeries. Ils établirent des cellules dans un atelier du chemin de fer à Kaohsiung[1], regroupèrent les mineurs de la région du Nord[2], et dirigèrent aussi les conflits ouvriers afin d'étendre l'influence du parti. En février 1931, ils firent déclencher la grève des imprimeries offset de Taipei, qui dura un mois[3], celle des mineurs de Shihti en avril[4], et, en juillet, celle des planteurs de canne à sucre de la sucrerie de Showa[5]. Ils dirigèrent un mouvement de refus de paiement des taxes pour l'irrigation de la région de Chia-nan, ainsi que pour l'impôt par foyer à Tainan et à P'ingtung[6].

Après le congrès provisoire, le parti avait été réorganisé, et sa direction se trouvait aux mains de ces jeunes éléments radicaux. La ligne de conduite, qui se caractérisait jusqu'alors par une attitude d'« opportunisme de fermeture » *(kuan-men chi-hui chu-i)*, évolua vers un « radicalisme d'ouverture » *(k'ai-men chi-ching chu-i)*[7]. Ainsi, les mouvements paysans et ouvriers se développèrent rapidement, le nombre des membres du parti s'accrut, et les cellules apparurent à tous les échelons ouvriers. L'association culturelle et le Syndicat paysan se trouvèrent finalement sous l'autorité du parti. On peut considérer cette période comme « l'âge d'or » du PCT[8]. Après l'affaire de l'Association d'études de Taiwan à Shanghai en avril 1928, bien que les autorités japonaises aient toujours placé sous surveillance les

activités communistes taiwanaises, celles-ci se poursuivirent dans la clandestinité, ce qui constitue une difficulté pour connaître leur évolution. Le développement des mouvements de gauche en 1929 fut interprété par les autorités japonaises comme étant en rapport avec le parti communiste.

Le retour de Shanghai de Ch'en Te-hsing à la fin de 1930 et celui de Wang His-sheng en janvier 1931 furent connus par les Japonais, qui pensaient que tous deux apportaient des directives importantes concernant le mouvement communiste à Taiwan. A l'occasion de l'anniversaire de l'armée, le 10 mars, eut lieu pour la première fois à Taiwan un exercice de défense antiaérienne. Le même jour à Taipei on distribua des tracts qui dénonçaient « la guerre impérialiste », ce qui décida les autorités japonaises à effectuer des recherches et des arrestations. Wang Jih-jung et Lin Shih-jung, les auteurs des tracts, furent arrêtés peu après par la police. Tous deux, en collaboration de Chang Ch'ao-chi, avaient organisé dès novembre 1930 des études en sciences sociales. Les contacts secrets entre Chang et Lin Tien-lieh, un membre du PCT, furent découverts, et par la suite, des documents importants concernant la fondation de la Ligue de réformes et le congrès provisoire du PCT furent également saisis. Le 24 mars, au cours de recherches policières, Chao Kang, un des dirigeants du Syndicat paysan, dont le nom figurait sur la liste noire, fut arrêté. Ch'en Te-hsing, qui était avec lui, réussit à s'échapper, mais fut repris peu après à Kaohsiung [9]. Ces arrestations, ainsi que la découverte de documents importants, permirent aux autorités japonaises de connaître l'existence de la Ligue des réformes et du congrès provisoire.

Des arrestations de communistes se produisirent dans toute l'île : d'abord Hsieh A-nü et Yang K'e-p'ei le 26 juin à Taipei, puis Wang Wan-te le 17 juillet, Hsiao Lai-fu à la fin du mois de juillet ; P'an Ch'in-hsin, Chien Er, Chuang Ch'un-huo le 1er septembre à Keelung ; Su Hsin, à Changhua à la mi-septembre ; ainsi que d'autres partisans importants tels que Yen Shih-chi, Liu Shou-hung, Chuang Shou. Au cours de cette opération, 107 personnes furent arrêtées, et 79 d'entre elles furent transférées, à partir d'octobre 1931, au bureau du procureur, parmi lesquelles 19 furent présentées à la cour et condamnées à deux à quinze ans de prison [10].

### Tentatives de réorganisation du parti

Comme la plupart des dirigeants et des membres du parti étaient tombés aux mains de la police entre le mois de juin et le mois d'août, l'organe central du PCT pouvait être considéré comme détruit. Les quelques membres du parti qui avaient échappé aux arrestations, considérant que l'organe central ne pouvait faire défaut un seul jour, tentèrent alors une reconstitution du parti. C'étaient Su Hsin, Liu Tsan-chou, les membres du parti et ceux des organisations de gauche.

Liu Tsan-chou, un marin, sympathisant communiste, adhéra en 1930 au PC à Vladivostok. En tant que représentant de Taiwan, il participa au V^e congrès du Profintern. En 1931, on lui ordonna de retourner à Taiwan afin de poursuivre l'organisation des mouvements ouvriers [11]. De retour à Taiwan, de Moscou via Shanghai, il avait pris contact avec Hsieh A-nü et Wang Wan-te, et jugé que la Ligue des réformes était une violation des règles du Komintern. Ainsi, avait-il gagné la confiance de Hsieh A-nü. Il fut envoyé par Hsieh au Japon, afin de transmettre un rapport et reprendre la liaison avec le PCJ. Ce rapport comportait six points [12] :

1. situation véritable de la Ligue des réformes ;
2. demande d'envoi d'un représentant du PCJ à Taiwan afin de restructurer le parti ;
3. confirmation par le PCJ des relations organiques entre le PCJ et le PCT ;
4. Enquête concernant les rapports entre la Ligue des réformes et le Bureau oriental ;
5. vérification concernant l'envoi de 3 000 yens au PCT par le Bureau oriental ;
6. directives concernant la dissolution de l'Association culturelle.

Hsieh A-nü voulait, en reprenant les relations avec le PCJ, contre-attaquer la ligne du PCC, Weng Tse-sheng et Wang Wan-te. Liu arriva au Japon à la fin de juin et retourna à Taiwan à la mi-août en possession des directives du PCJ : celles-ci prescrivaient que si les cadres du parti avaient commis des erreurs opportunistes il fallait convoquer un congrès pour les en corriger, et indiquaient que la formation de la Ligue des réformes, en dehors de l'organisation formelle du parti

était une faute grave. L'Association culturelle devait d'autant moins être dissoute qu'elle n'était pas devenue réactionnaire, et que des organisations telles que l'Alliance anti-impérialiste ou le Secours rouge n'avaient pas encore été créées. Enfin, il n'y avait pas de raison pour que le Bureau oriental dirigeât la formation de la Ligue des réformes. En ce qui concerne le problème fondamental des luttes de factions au sein du parti, le PCJ ne pouvait se prononcer avant d'avoir pris contact avec le Bureau oriental [13].

Mais, lorsque Liu revint du Japon, Hsieh avait déjà été arrêtée. Il entra donc lui-même en rapport avec Chang Lan-mei, Lin Liang-ch'ai, Liao Jui-fa et Ch'en Ch'ao-yang afin de les consulter sur la reconstruction du parti. A partir de la fin du mois d'août, ils distribuèrent des tracts portant le nom du « Parti communiste taiwanais ». En même temps, ils préparèrent la publication d'un journal ouvrier et paysan, *Kung Nung Pao*. Mais en novembre, Liu et les autres furent arrêtés, et leur tentative de reconstitution du parti échoua [14].

D'autre part, après l'arrestation de Hsieh Ch'i-nien à I-lan, le 19 juillet, Su Hsin, membre du comité central du PCT qui se cachait aussi à I-lan, comprit que les liaisons entre les membres du parti étaient coupées, et entraînait la destruction du comité central. A la fin de mois d'août Lu Hsin-fan, désigné par Su Hsin comme responsable de la région Est, devait s'employer à la reconstruction du parti et commencer à dissoudre les sections de l'Association culturelle pour étendre l'influence du parti [15]. Par la suite, Su Hsin se rendit à Taipei où il désigna Lin Tien-lieh et Chang Tao-fu comme responsable de la région de Taipei, leur ordonnant de dissoudre la section de Taipei de l'Association culturelle, en vue de la transformer en organisation du Secours rouge [16].

Lorsque les autorités japonaises se mirent à arrêter les communistes, les activités de l'Association culturelle et du Syndicat paysan, organisation satellite du PCT, devinrent pratiquement impossibles. Aucune des résolutions adoptées à la réunion du Syndicat paysan à Chuch'i, telles l'organisation syndicale de la paysannerie, la dissolution de l'Association culturelle, la création de l'Alliance anti-impérialiste, la publication du journal le *Combat paysan (Nung-min chan pao)*, ne put être réalisée [17]. Jusqu'au mois d'août, les activités du comité central du PCT furent paralysées. Avant même que ne se produise l'incident

de Moukden, en septembre 1932, l'intervention militaire japonaise en Chine paraissait de plus en plus probable. Les membres du parti, de l'Association culturelle et du Syndicat paysan considérèrent que, dans ce contexte, le parti ne pouvait rester inactif. Le 9 août, les cadres du Syndicat paysan, Chien Chi, Ch'en Chieh, Ch'en Kun-lun, et ceux de l'Association culturelle, Chang Mao-liang, Chan I-ch'ang, se réunirent donc à Taichung au siège de l'Association culturelle et se mirent d'accord sur les points suivants [18] :

1. rechercher les membres du comité central qui n'étaient pas encore arrêtés, et entrer en contact avec eux ;
2. envoyer un agent en Ching pour rétablir les liaisons avec le PCC ou le Bureau oriental du Komintern afin d'obtenir des directives pour reconstituer le comité central du parti ;
3. l'Association culturelle, devenue un obstacle au mouvement révolutionnaire prolétarien, devait être dissoute. Mettre un terme aux activités légales du Syndicat paysan, rendues impossibles, et transférer les membres au Secours rouge de Taiwan, dont l'établissement était prévu, et, par l'intermédiaire des activités de ce dernier, rétablir le parti ;
4. créer un comité préparatoire du Secours rouge de Taiwan.

Le 4 septembre à Changhua, Chang I-ch'ang, qui avait transmis l'accord ci-dessus à Su Hsin pour approbation, fut chargé de choisir les personnes qui seraient chargées de la reconstitution du comité central du parti [19]. A la mi-septembre, Su Hsin, qui se rendit à Changhua, fut arrêté. Le comité central qui venait d'être constitué, en mai, à l'occasion du congrès provisoire fut complètement démantelé en quatre mois.

## La constitution du Secours rouge de Taiwan (mai-décembre 1931)

### Origine du Secours rouge de Taiwan

Le Secours rouge est une organisation de soutien au mouvement communiste dans les pays non socialistes. Le IVe congrès du Komintern convoqué en 1922 avait pris la décision d'établir une organisation permanente qui s'occuperait du secours aux victimes communistes. En 1924, le Ve congrès du Komintern affirma que c'était une

organisation de « non-partisans » et demanda au PC de la soutenir ; c'est en juillet 1924 qu'eut lieu à Moscou son premier congrès mondial. Le rôle du Secours rouge consistait non seulement à aider les victimes et leurs familles, mais aussi à mener une propagande idéologique destinée à rallier les organisations « non partisanes » afin de résister à la « terreur blanche » [20]. Le nombre des victimes augmentait avec le développement des mouvements sociaux antijaponais à Taiwan, si bien qu'à la conférence inaugurale du PCT en avril 1928, on avait adopté un projet concernant l'organisation du Secours rouge. Cependant, la première destruction du PCT, survenue peu après sa fondation, ne permit pas la réalisation de ce projet. L'Association culturelle et le Syndicat paysan, qui avaient été sous l'influence du PCT, tentèrent d'organiser le Secours rouge. Ainsi l'emprisonnement de certains cadres de ces deux organisations obligea le Secours rouge à fonctionner rapidement.

En mai 1931, le congrès provisoire du PCT avait mentionné les « activités du Secours » dans les nouvelles thèses politiques [21]. Mais en fait, dès le mois de mars de la même année, alors que le parti n'était pas encore entièrement réorganisé, les autorités japonaises avaient déjà arrêté certains de ses membres ; ces arrestations n'épargnèrent aucun échelon, à partir du mois de juin. Ceux qui restaient considérèrent alors le Secours rouge comme un moyen de reconstituer le parti. Depuis 1931, l'Association culturelle et le Syndicat paysan avaient, en outre, subi des restrictions sévères quant à leurs activités, légales ou illégales et de nombreux cadres furent arrêtés. Il fallait donc reconsidérer l'idée d'organiser le Secours rouge afin de poursuivre la lutte.

Ainsi, le 13 mai 1931, certains cadres membres du parti tels que Chan I-ch'ang, Ch'en K'un-lun, Chien Chi, Yen Chin-hua et T'ang Chieh-chih se réunirent-ils au siège du Syndicat paysan à Taichung. Après examen de la situation, ils décidèrent de préparer l'organisation du Secours rouge par l'intermédiaire de l'Association culturelle et du Syndicat paysan, dont Chien Chi serait le responsable [22]. Du fait des arrestations opérées par la police japonaise dès le mois de juin, les personnes en rapport avec les organisations de gauche furent mises sous surveillance.

Au mois d'août de la même année, le comité central du PCT fut paralysé, l'organisation du Secours rouge n'en devint que plus urgente.

Chien Chi convoqua donc, le 9 août, une « réunion consultative de l'organisation du Secours rouge de Taiwan » au siège de l'Association culturelle à Taichung. Au cours de la réunion, Chien Chi souligna le fait que l'organisation du Secours avait des rapports importants avec le mouvement révolutionnaire de Taiwan, et demanda de faire en sorte que le Secours rouge taiwanais fasse partie du Secours rouge international. Cette réunion permit de prendre les décisions suivantes[23] :

1. projet d'organisation du Secours rouge ; les responsables locaux de l'Association culturelle et du Syndicat paysan seraient aussi provisoirement des organisateurs du Secours rouge. Un comité préparation serait mis en place ; des « classes » *(pan)*, puis des « corps » *(tui)* constitueraient les unités de base ;
2. nomination des responsables du comité central, Chien Chi, Chang Ma-liang, Ch'en K'ua-lun, et des responsables des organes régionaux ;
3. publication d'un organe dont Ch'en Chieh serait le responsable.

### Établissement et activités du comité préparatoire

Conformément à la décision du 9 août, Chien Chi, Ch'en K'un-lun, Chang Mao-liang, Chan I-ch'ang se rendirent clandestinement dans diverses localités afin de prendre contact avec des camarades et de transmettre leurs rapports et avoir leur avis. Chan I-ch'ang, qui était en liaison avec Shu Hsin et qui était le seul membre du comité central du PCT à ne pas avoir été arrêté, obtint de lui des directives concernant la dissolution de l'Association culturelle et l'organisation du Secours rouge. Dans la soirée du 4 septembre, Chien Chi, Yen Chin-hua, Ch'en Chieh, Ch'en Kun-lun (du Syndicat paysan), Wang Min-ch'uan, Chang Mao-liang, Chan I-ch'ang, Wu Ting-yen (de l'Association culturelle) se réunirent et décidèrent que le comité provisoire serait composé de sept membres : Chien Chi, Chang Mao-liang, Chan I-ch'ang, Ch'en Kun-lun, Li Ming-te, Lü He-pu (Chien, Ch'ang et Ch'en étant élus membres permanents, et Chien président).

En ce qui concerne les organes locaux, chaque classe comprendrait dix personnes, et cinq classes formeraient un corps. Chaque classe et chaque corps auraient un responsable, et les responsables des corps constitueraient un comité central. Un congrès serait convoqué lorsque les organisations locales existeraient dans toute

l'île, pour désigner un organe central. Les responsables des organisations locales furent désignés [24]. Après la réunion du comité préparatoire du Secours rouge, Chan I-ch'ang, Chien Chi, Ch'en Chieh, Ch'en K'un-lun, Chang Mao-liang et Wang Min-ch'uan décidèrent de constituer un comité central provisoire du PCT et d'envoyer un agent à Shanghai, par l'intermédiaire de Weng Tse-sheng, afin d'obtenir des directives du Bureau oriental. Ce comité central provisoire du parti mit l'accent sur les activités du Secours rouge, dans l'espoir de construire le parti [25].

Dès le mois d'avril 1931, Ch'en Chieh, membre du parti, membre du PCC et du Syndicat paysan, avait reconstitué les deux sections locales Chiao et Hsiaomei, en y transférant progressivement les membres du Syndicat paysan de Chuch'i. Après avoir participé le 9 août à la réunion préparatoire pour le Secours rouge, il se mit à organiser, dès son retour à Chunch'i, des « classes » et des « corps ». Au début du mois de septembre, il avait déjà recruté 80 membres, divisés en 11 classes. A Chia-i et Hsiaomei, il avait également recruté 45 membres, divisés en 7 classes. Lin Jui, après avoir été nommé responsable local à Tsengwen et Peimen, organisa 4 classes, et rassembla des fonds pour le Secours rouge [26]. Li Ming-te avait déjà collaboré avec Chuang Shou, en avril et en juin, pour organiser deux associations d'études communistes [27]. Jusqu'à la mi-septembre, il organisa 3 classes, mais lorsque Chuang Shou fut arrêté le 18 septembre, les activités cessèrent.

D'autre part, Wu Ting-yen à Peikang, Lü He-pu, Huang Shih-shun, Chang Yü-lan à Kaohsiung, Lin Shui-fu et Chang Keng-shen à Taichung, Chiang Shih-ching à Taipei, et Li Cheng-fang à Lotung avaient recruté un certain nombre de membres. Dans l'ensemble, 56 « classes » (de 5 à 10 personnes), et 16 « corps » (de 2 à 5 classes) furent organisées, marquant ainsi un succès du mouvement contre la poursuite des arrestations communistes [28].

### Arrestation des membres du Secours rouge

Lorsque Ch'en Chien fut chargé de la publication d'un journal, il se procura quelque argent, et dès la fin de septembre, avec l'aide de Ch'en Shen-chu, publia le premier numéro de *Chen-li* (« La Vérité »), *Erh tzu chi* (« Sentences en deux caractères ») et *San tzu chi* (« Sentences en trois caractères »). Le mois suivant, les deuxième et troisième numéros

de *Chen-li* paraissaient. Comme l'organisation du Secours rouge visait à organiser des paysans et des ouvriers, dont le niveau d'éducation était relativement bas, ces publications, et en particulier les *Erh tzu chi* et *San tzu chi,* étaient rédigées en langue taiwanaise, facile à comprendre et à retenir par cœur, afin de propager le communisme. Ces publications circulaient clandestinement : ce n'est qu'à l'occasion d'arrestations que la police japonaise put se rendre compte que beaucoup connaissaient ces phrases par cœur, et en déduisit que nombreux devaient être ceux qui les recevaient et les lisaient[29].

Alors que l'Association culturelle et le Syndicat paysan s'efforçaient de constituer le Secours rouge, les autorités japonaises envoyèrent des observateurs pour découvrir la nature des activités en cours. En septembre on trouva dans un magasin de fruits de Hsiaomei un exemplaire oublié de *San tzu chi*. Après enquête, Lin Shui-fu, qui s'occupait de la distribution, Ch'en Chieh et Ch'en Shen-chu, les deux rédacteurs, furent arrêtés, respectivement, en novembre et décembre[30]. Les dirigeants, ainsi que les membres de l'Association culturelle et du Syndicat paysan, qui étaient mêlés au mouvement pour la constitution du Secours rouge, tombèrent aux mains de la police. Le nombre des personnes arrêtées atteignit 310, la moitié d'entre elles furent traduites en justice ; finalement, 53 personnes comparurent devant la cour, et parmi elles Wang Min-ch'uan et Chien Chi, présidents de l'Association culturelle et du Syndicat paysan, avec les principaux dirigeants et membres de ces deux organisations.

Sur ces 53 personnes, 8 furent jugées séparément pour l'affaire du PCT, les 45 autres personnes furent accusées de participer au mouvement du Secours rouge, et condamnées à deux à sept ans de prison, dont certaines avec sursis[31]. On peut voir quel était le degré d'instruction des 45 personnes accusées d'avoir participé au Secours rouge, dans le tableau ci-dessous.

| degré d'instruction | nombre | % |
|---|---|---|
| supérieur | 1 | 2,2 |
| secondaire | 5 | 11,1 |
| primaire | 35 | 77,7 |
| sans | 4 | 8,8 |
| total | 45 | 100 |
| âge moyen : 30,1 (ans) | | |

D'après les matériaux cités dans *Enkakushi*, pp. 796-799.

Ce tableau nous permettra par la suite d'analyser l'évolution de la composition du PCT. Parmi ces 45 personnes, 6 seulement avaient au moins un niveau d'études secondaires et 4 étaient illettrées. Leur degré d'instruction, dans l'ensemble, était donc inférieur à celui des personnes accusées pour l'affaire du PCT[32]. Cependant, malgré les arrestations successives, leur courage et leur détermination à reconstruire le parti étaient étonnants, et frappèrent les autorités japonaises[33].

## Les tentatives de soulèvements armés et la destruction définitive du parti (mai 1931-avril 1932)

Lors du congrès provisoire de mai 1931, le parti, prévoyant l'éclatement imminent de la Deuxième Guerre mondiale, avait changé de direction et de tactique, et avait adopté une tactique de soulèvement armé, afin d'établir un pouvoir soviétique et d'abattre la domination japonaise. Au cours des mouvements pour la constitution du Secours rouge, Ch'en Chieh et Wu Ting-yen avaient poursuivi séparément cette préparation. Ce sont les sections locales du Syndicat paysan à Tahu et à Chunan, dans la province de Hsintsu, qui tentèrent de passer à l'application de cette manœuvre.

### Tentatives de soulèvements armés à Tahu et à Chunan

Dans le district *(gun)* de Tahu (dans la province de Hsinchu), les terres et forêts de Nanhu et Manapang, cultivées par les paysans taiwanais, avaient été saisies par l'Etat lorsque ces cultivateurs n'avaient pu présenter de titre de propriété, après une enquête réalisée par le Gouvernement général de Taiwan. Au mois d'avril 1925, la mairie de

Tahu avait obtenu la possession des terres en question, et, en juin, elle imposait un lourd fermage aux cultivateurs qui les travaillaient. Le conflit éclata entre les paysans et la mairie. Au mois d'octobre de la même année, sous la direction de Kuo Ch'ang et Chien Chi, alors membres respectivement de l'Association culturelle et du Syndicat paysan de Fengsan, les paysans poursuivirent leurs revendications pour obtenir la possession de ces terres ou la réduction des fermages[34]. A la fin de 1927, la section de Tahu du Syndicat paysan fut fondée afin de diriger le conflit. A sa fondation, celle-ci ne comptait que 28 membres, mais au bout d'un an ce nombre avait quadruplé.

Cependant, avec l'affaire du 12 février 1929, les dirigeants de la section de Tahu furent arrêtés, et ses membres dispersés. Ce n'est qu'à la fin de la même année que la section reprit ses activités, et que Liu Shuang-ting fut élu responsable[35]. Sous la direction de Ch'ien Chi et de Kuo Ch'ang, membres du PCT, il s'efforça de diriger au mieux la section, qui s'orienta progressivement vers la gauche[36].

En mai 1930, Liu Shuang-ting participa à la première réunion en comité élargi des régions du Nord, au cours de laquelle furent adoptées les nouvelles « lignes d'action » du Syndicat paysan, proposées par le PCT. A son retour, il réorganisa la section, et mit l'accent sur la propagation des idées communistes et le recrutement des membres. Au mois de janvier 1931, le Syndicat paysan avait convoqué secrètement une réunion en comité élargi à Chuch'i au cours de laquelle une résolution de soutien au PCT fut adoptée, par laquelle le Syndicat paysan devint de fait une organisation satellite du PCT. Le mois suivant eut lieu à Taipei la seconde réunion en comité élargi. Liu Shuang-ting y participa, avec les dirigeants tels que Chien Chi, T'ang Chieh-chih, etc. La résolution prise par la réunion de Chuch'i fut alors ratifiée. A son retour à Tahu, Liu Shuang-ting convoqua une réunion du comité, et, sur la base de la résolution de Chunch'i, on décida de recruter des militants afin de préparer un soulèvement armé. Au mois de mai 1931, sur ordre du Syndicat paysan, Liu Shuang-ting, qui craignait une arrestation, se rendit à Yongheshan, dans le district *(gun)* de Chunan de la province de Hsinchu ; Lin Hua-mei, le remplaçant, devint alors le responsable de la section de Tahu[37].

En janvier 1931, Chang A-yen et Lü Hung-tseng avaient sur les instructions de Kuo Ch'ang et T'ang Chieh-chih regroupé une trentaine

de paysans, et fondé une section provisoire de Yongheshan. Cette section avait approuvé la résolution adoptée par le siège du Syndicat, pour apporter un soutien au PCT. Après l'arrivée de Liu Shuang-ting, ce mouvement syndical se développa, et, en août, la section provisoire fut reconnue par le siège du Syndicat paysan comme une section de Chunan. Liu Shuang-ting fut élu responsable de la section, et par l'intermédiaire de Ku Ch'ang, il entra en relation avec le siège du Syndicat paysan et la section de Tahu.

Il réorganisa la section selon le principe de « classes » *(pan)* et « corps » *(tui)*, et s'efforça d'étendre l'influence du parti ; par la suite, les membres de la section se réclamèrent membres du PC[38]. Liu Shuang-ting fut alors désigné par le comité central provisoire du PCT, pour aller en Chine et servir d'agent de liaison. Il tenta un départ en septembre mais, empêché par une surveillance très stricte, il dut abandonner ce projet, et retourna à Yangheshan à la fin du mois, où il travailla à l'organisation d'un soulèvement armé[39]. Après l'incident de Mandchourie, le 18 septembre 1931, la situation vis-à-vis du Japon devint de plus en plus tendue. Le comité central provisoire du PCT tenta de reconstituer le parti à travers la formation du Secours rouge dont les membres commençaient à recevoir une instruction militaire. Chien Chi, Ch'en K'un-lun, par l'intermédiaire de Kuo Ch'ang, ordonèrent à Lin Hua-mei et Liu Shuang-ting de préparer une insurrection.

Lorsqu'en janvier 1932 un conflit éclata à Shangsha entre la Chine et le Japon, et que la tension internationale atteignit son paroxysme, les paysans des deux sections crurent que la « deuxième guerre impérialiste » était inévitable, que celle-ci constituerait une bonne occasion pour un soulèvement armé à Taiwan, et que l'armée communiste chinoise ne manquerait pas de venir à la rescousse[40]. Le 20 janvier 1932, Lin Hua-mei décida, au cours d'une réunion, de dissoudre la section de Tahu, dont les membres seraient rattachés au PCT ; on fixa un plan d'attaque, des objectifs, des responsables et on organisa des troupes. A partir de février, la section du Chunan commença aussi, à s'entraîner en vue des révoltes[41].

Au début du mois de mars, un policier du nom de Ch'en Cho-ch'ien, en poste à Tahu, entendit parler, par un parent, du projet de soulèvement, ce qu'il mentionna dans un rapport à son supérieur,

Chung Jih-hung. Celui-ci fit une enquête discrète, et son rapport fut transmis jusqu'au responsable de la province de Hsinchu. Ce fut le commissaire du service spécial de la province qui prit l'affaire en main [42]. Le 12 avril, on arrêta une cinquantaine de personnes mêlées à cette affaire, à l'exception de Liu Shuang-ting.

Il ne fut découvert que cinq mois plus tard, le 22 septembre, à Chutung. Au total, 92 personnes furent arrêtées à Tahu et à Chunan, dont 71 furent envoyées devant le procureur. Plus de la moitié, soit 37 personnes, comparurent devant un tribunal à partir du mois de février 1933. En juillet 1934, au terme de l'instruction, toutes furent condamnées à des peines allant de deux à huit ans de prison ; une seule personne fut relâchée. Les principaux dirigeants de cette affaire, comme Liu Shuang-ting, Kuo Ch'ang et Ch'in Ti'en-sung, furent déclarés « décédés » [43].

Nous établissons ci-dessous le tableau du degré d'instruction des personnes accusées lors de l'affaire de Tahu et Chunan :

| **degré d'instruction** | **nombre** | **%** |
|---|---:|---:|
| primaire | 16 | 43,2 |
| sans | 18 | 48,6 |
| non indiqué | 3 | 8,1 |
| total | 37 | 100 |
| âge moyen 36,3 (ans) | | |

D'après les matériaux de *Enkakushi*, pp. 812-813.

Le plan de l'insurrection fut détruit par la police japonaise avant même sa réalisation. Ceci devait non seulement empêcher le PCT d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés en 1931, mais encore conduire le mouvement paysan de Taiwan à sa perte [44]. Le tableau ci-dessus permet de voir qu'il s'agissait surtout de paysans illettrés. Bien que les autorités japonaises les aient condamnés comme des paysans ignorants suivant aveuglément la propagande de certains cadres dans le but de poursuivre une « révolution » et de coopérer aux opérations de l'armée du PCC à Taiwan [45], on peut aussi penser que le PCT, même à l'époque de sa destruction, avait une énorme influence dans les campagnes. Cependant, d'après les mémoires d'un écrivain taiwanais, Wu Cho-liu, ce « programme de révolte » n'était qu'une invention, une histoire fabriquée de toutes pièces par Chung Jih-hung, un policier taiwanais, que Wu Cho-liu connut personnellement, qui ambitionnait

un haut poste de fonctionnaire, et qui tendit un piège aux paysans. Selon les observations de Wu, il n'est pas impossible que des paysans mécontents aient rêvé d'une aide de la part de la Chine, et qu'une telle conversation, parvenant aux oreilles de Chung, lui ait donné l'idée de l'affaire en question [46].

Au cours de la domination japonaise, il y a eu des accusations non fondées comme celles qui concernent l'affaire du recrutement des soldats à Chang-hua, en 1922, l'affaire des chinois d'outre-mer à Taiwan en 1937, et celle de Tungkang en 1941 [47]. Il n'est pas impossible que l'affaire de Tahu et Chunan ait été fabriquée, mais nous n'avons pas trouvé, jusqu'à présent, de documents ou témoins qui confirmeraient l'observation du Wu Cho-liu, si bien qu'il nous faut nous en tenir aux seuls documents connus, qui sont japonais.

### Destruction définitive du parti

Le PCT avait été réorganisé après la lutte au sein du parti, et la nouvelle direction avait été établie après la convocation du congrès provisoire en mai 1931. Mais immédiatement après, à partir du mois de juin, les autorités japonaises avaient lancé une opération anti-communiste dans toute l'île, et avant l'incident de Manchourie, les principaux dirigeants du parti avaient été arrêtés et le nouvel organe central du parti, détruit. Les survivants, en organisant le Secours rouge, sur la base de l'Association culturelle et du Syndicat paysan, et avec des « classes » de dix personnes et des « corps » de classes, tentèrent de reconstituer le parti. Ils organisèrent en outre les paysans en vue d'un soulèvement armé afin de renverser la domination japonaise. Les répressions successives firent cependant échouer tous les efforts et tous les espoirs de reconstitution. Les liaisons entre les survivants du parti et le Bureau oriental du Komintern furent rompues. Après les arrestations massives, les autorités japonaises prétendaient à juste titre que l'organisation du PC avait été complètement anéantie et que le maintien de l'ordre à Taiwan était assuré [48].

Nous examinerons maintenant la situation des communistes taiwanais à l'extérieur de Taiwan. A Tokyo, après la destruction de la section spéciale du parti, qui avait suivi l'affaire du 16 avril 1929, certains membres de l'Association d'études scientifiques de Taiwan avaient réellement tenté de reconstituer l'Association. Lorsque Lin

Tui, membre du PCT, fut libéré, il réunit les étudiants taiwanais à Tokyo en décembre 1931 dans le but d'établir une organisation pour la libération nationale. Une telle organisation aurait violé le principe selon lequel un pays ne pouvait avoir qu'un seul parti, et la réunion resta sans résultat. Ainsi, à Tokyo, les Taiwanais de gauche se tournèrent-ils progressivement vers des activités littéraires axées sur le prolétariat[49].

En Chine, après l'affaire de l'Association d'études à Shanghai, Lin Mu-shun et Weng Tse-sheng étaient restés actifs. Au mois de juin 1929, ils organisèrent, dans la concession française, le Groupe de la jeunesse taiwanaise à Shanghai *(Shang-hai T'ai-wan ch'ing-nien t'uan)*. Ce groupe devint en avril 1931 l'Alliance de la jeunesse anti-impérialiste taiwanaise à Shanghai *(Lü hu T'ai-wan fan ti ch'ing-nien tung-meng)* et poursuivit ses activités en liaison avec le PCC. En septembre 1931, l'Alliance fut détruite après l'arrestation de ses membres par la police du bureau administratif de la concession internationale[50]. Dans le Fukien, sous la direction de Lin Mu-shun, Weng Tse-sheng et Ts'ai Hsiao-ch'ien, une Union d'étudiants taiwanais du sud du Fukien *(Min-nan T'ai-wan hsüeh-sheng lien-he hui)* fut fondée. Les militants de cette union créèrent en outre une branche de l'Alliance anti-impérialiste à Amoy *(Hsia-men fan ti tung-meng T'ai-wan fen meng)* en juin 1931, mais, de même que l'Alliance Shanghai, elle fut détruite peu après par la police japonaise[51]. Weng Tse-sheng, qui avait échappé plusieurs fois aux arrestations, tomba finalement aux mains de la police du bureau administratif de la concession internationale, et fut renvoyé à Taiwan [52].

En bref, que ce soit à Taiwan, au Japon ou en Chine, nous n'avons trouvé aucun document concernant la reconstitution du PCT. Les autorités japonaises, avant leur campagne contre le PCT, avaient dissout le Parti populaire de Taiwan au moment du IVe congrès de ce parti en février 1931[53]. Le leader de ce parti, Chiang Wei-shui, un médecin partisan de Sun Yat-sen, mourut au mois d'août de la même année, ce qui devait porter le coup de grâce au mouvement nationaliste[54]. Il ne restait plus que le mouvement dirigé par les moyens et grands propriétaires fonciers taiwanais, qui revendiquaient une autonomie locale limitée et poursuivaient des activités symboliques, pourtant, avant même l'éclatement de la guerre sino-japonaise en

1937, leurs activités avaient déjà pris fin [55]. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, aucune véritable organisation antijaponaise ne put jamais être reconstituée à Taiwan.

# TROISIÈME PARTIE

# LES RAPPORTS DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN AVEC LE KOMINTERN, LES PARTIS COMMUNISTES JAPONAIS ET CHINOIS, ET LES MOUVEMENTSPOLITIQUES ET SOCIAUX DE TAIWAN

## – 7 –
## LES RAPPORTS DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN AVEC LE KOMINTERN ET LES PARTIS JAPONAIS ET CHINOIS

### LE PCT SOUS LE CONTRÔLE DU KOMINTERN

#### LA STRATÉGIE DE LA RÉVOLUTION À TAIWAN

Dès sa fondation, le Komintern misa sur la révolte des peuples coloniaux et semi-coloniaux, et intégra les mouvements de libération nationale dans une perspective de révolution mondiale [1]. Lénine, ayant vu que l'Extrême-Orient colonial constituait un immense terrain propice à la pénétration communiste, lors du IIe congrès, une « commission coloniale » élabora des thèses sur « la question nationale et coloniale ». Celles-ci devaient fournir une base à la stratégie révolutionnaire en Extrême-Orient, qui avait d'autant plus d'importance aux yeux des leaders soviétiques [2] que de nombreux intellectuels et étudiants se tournaient vers l'expérience russe et le communisme.

Le mouvement communiste parvint à Taiwan tardivement, par l'intermédiaire des étudiants taiwanais du Japon et de Chine, qui participaient au mouvement communiste international. La fondation du PCT en 1928 était sans aucun doute basée sur l'idéologie et la stratégie adoptées par le Komintern, et fut réalisée sur les directives de celui-ci. L'Internationale avait si étroitement lié le phénomène japonais au contrôle impérialiste sur l'Asie et aux perspectives d'une libération de l'Asie par la destruction de la domination coloniale que toute tentative visant à séparer les deux phénomènes devait aboutir à un échec et compliquer les choses [3]. Dans les thèses de 1927 du PCJ, qui avaient été adoptées par le présidium du comité exécutif du Komintern, l'élément le plus remarquable, concernant la politique coloniale, était le principe de l'indépendance totale des colonies [4]. Cette idée maîtresse se retrouva dans les thèses politiques du PCT en 1928, qui mettaient l'accent sur l'indépendance du peuple taiwanais et la construction de la République de Taiwan [5].

La stratégie de la révolution à Taiwan devait aboutir à la libération de Taiwan en tant que colonie et cette libération ne devait faire partie ni de la révolution chinoise, ni de la révolution japonaise ; la révolution de Taiwan serait considérée comme un phénomène indépendant. C'est dans l'optique d'une révolution proprement taiwanaise que les dirigeants communistes japonais, Watanabe Masanosuke et Sano Manabu, voulurent favoriser la création d'une nation taiwanaise, en rédigeant les « Thèses politiques », projet de fondation du PCT.

L'histoire du peuple taiwanais [6] montre que celui-ci aurait été formé par des colons chinois venus du sud de la Chine. La tradition de la « nation taiwanaise » et la « tradition d'indépendance » étaient donc très faibles [7]. La notion de nation taiwanaise était encore mal assurée, la stratégie adoptée s'inspira naturellement des directives du Komintern. Celles-ci prenaient en considération le fait que l'île était sous la domination impérialiste japonaise, ce qui la plaçait dans une position fondamentalement différente de celle de la Chine [8]. Le Komintern envisageait donc de regrouper les communistes taiwanais sous la direction du PCJ, plutôt que de les rallier au PCC, ce qu'il fit dès 1925 en envoyant Hsieh A-nü et Lin Mu-shun dans la « classe » des Japonais et non dans celle des Chinois à la KUTV de Moscou, et qui se concrétise dans les « Thèses politiques » du PCT lors de sa fondation en 1928 [9].

A cette époque existaient déjà vraisemblablement des dissensions entre les tendances liées au PCC et d'autres au PCJ, mais nous n'avons, jusqu'à présent, trouvé aucun document mentionnant la réaction de Weng Tse-sheng, alors membre du PCC et leader des Taiwanais de gauche à Shanghai, à l'égard de cette stratégie imposée par le Komintern par l'intermédiaire du PCJ. Même un représentant du PCC, P'eng Jung, qui dirigeait la conférence inaugurale du PCT, accepta sans protester cette stratégie, respectant par là l'autorité absolue du Komintern. Enfin, lorsque le PCT fut réorganisé sous la direction du Bureau riental en 1931, cette stratégie concernant la révolution de Taiwan ne subit aucun changement. Entre 1927 et 1928, la stratégie de révolution coloniale du Komintern connut une période difficile, due à l'échec de la politique de coopération entre communistes et nationalistes en Chine. Le Komintern commença à réévaluer le rôle de la bourgeoisie nationale. Le IX[e] plénum du comité exécutif

du Komintern, en février 1928, marqua un tournant décisif vers la gauche, résumé dans le slogan « classe contre classe » présenté par Boukharine au XVe congrès du Parti communiste d'Union soviétique ; la tactique du « front uni », jugée comme fondée sur des conceptions erronées, était abandonnée [10]. Le VIe congrès, qui eut lieu du 17 juillet au 1er septembre à Moscou, rejetait donc la tactique d'alliance avec la bourgeoisie nationale. Il était même allé assez loin, car non seulement il rejetait la bourgeoisie nationale réformiste, mais encore il se montrait extrêmement méfiant à l'égard de la petite bourgeoisie, elle aussi, dans sa majorité, assez prête à abandonner la lutte révolutionnaire lorsqu'elle aurait pu satisfaire ses aspirations démocratiques.

Le congrès décida alors de souligner le problème des classes plutôt que celui des nations, afin d'achever la révolution démocratique bourgeoise sur la base des soviets paysans et ouvriers et dans la perspective de la développer vers une révolution socialiste [11]. En raison de ce changement de tactique du Komintern, il est évident que celle du PCT à sa fondation ne pouvait durer. La bourgeoisie nationale taiwanaise, aux yeux du PCT, gardait encore un caractère révolutionnaire antijaponais, mais le PCT n'avait pas mentionné de politique correspondant à cette affirmation pour la consolider [12].

Le PCT avait seulement affirmé que la force principale du mouvement révolutionnaire de Taiwan tendait vers l'alliance du prolétariat et de la paysannerie. Il considérait que la révolution actuelle était une révolution nationale démocratique, mais qu'elle contenait de riches perspectives en vue d'une révolution socialiste. Aussi, les slogans de « pouvoir ouvrier et paysan » et de « dictature du prolétariat » devaient-ils s'élever au moment opportun [13]. Ce qui précède montre clairement que le PCT avait été fondé après le IXe plénum du comité exécutif du Komintern, mais que la tactique adoptée suivait une ligne politique antérieure.

## Le VIe congrès du Komintern et la réforme du PCT

Le VIe congrès du Komintern avait examiné le mouvement révolutionnaire dans les colonies, et considéré que, dans l'ensemble, c'était là que les activités communistes étaient le plus faibles. Dans la plupart d'entre elles, en effet, il n'y avait pas de vrais partis communistes, et,

quand ils existaient, ces partis n'étaient constitués que de dirigeants et n'avaient pas le soutien des masses [14]. Aussi le Komintern décida-t-il de renforcer les activités communistes dans ces colonies.

Ces mesures, rédigées et présentées par Kuusinen (dont elles portent le nom), furent adoptées par le congrès le 1er septembre 1928. Elles indiquaient essentiellement que «la suppression de la disproportion extrême entre la situation révolutionnaire objective et la faiblesse du facteur subjectif constitue une des tâches les plus urgentes de l'Internationale communiste [15]», et que «la création et le développement des partis communistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux» étaient la plus fondamentale des tâches actuelles des communistes [16].

Les communistes adoptèrent donc une stratégie plus radicale dans les colonies asiatiques de 1930 à 1931. Ainsi au Vietnam, par exemple, où il existait trois organisations communistes différentes (l'une dans la région du Bac-bo, l'autre dans le Nam-bo et la troisième dans le Trung-bo), envoya Nguyen Ai Quoc (Hô Chi Minh) à Hongkong en 1930 pour les unifier en un Parti communiste vietnamien, qui serait une section du Parti communiste français [17].

En octobre de la même année, ce parti changea de nom et devint le Parti communiste indochinois, reconnu comme une section indépendante du Komintern [18]. De même, la réorganisation du PCT, en 1931, selon le plan du Komintern pour la formation ou la reconstitution des partis communistes dans les colonies asiatiques, combina les tendances anti-Hsieh A-nü à l'intérieur du parti : ces oppositions, qui remontaient à la fondation du parti, avaient intensifié la lutte au sein du parti et favorisé la formation de la Ligue des réformes [19].

En fait, le PCT abandonna son attitude ambiguë vis-à-vis de la bourgeoisie nationale, la considérant comme un groupe réactionnaire compromis avec l'impérialisme et qui constituait un obstacle à la révolution de Taiwan. Il mit l'accent sur la lutte des classes et la révolte armée sous l'hégémonie du prolétariat, dans l'idée d'établir un pouvoir soviétique [20]. Dans les thèses de Kuusinen, il était indiqué que les partis communistes des différents pays coloniaux fondés sur le prolétariat devaient être formellement et effectivement des sections indépendantes du Komintern [21]. Cela pour chasser la méfiance et le doute des peuples des colonies et des semi-colonies. Ainsi, le parti

communiste de la Grande-Bretagne et le PC de l'Inde devaient former deux partis distincts, mais le PC britannique avait effectivement pour mission d'instruire le Parti communiste indien. De même, les Partis communistes de Tunisie et d'Algérie devaient être indépendants au lieu de constituer une section du Parti communiste français [22].

En ce qui concerne le PCT, la ligne de conduite qu'il avait suivie depuis sa fondation en tant que section nationale du PCJ se trouvait donc changée. Dans aucun texte, il n'est plus fait mention de l'organiser comme une section du PCJ. Bien qu'il n'ait pas reçu de nouveaux statuts, le PCT devait donc devenir désormais un parti indépendant et une section du Komintern comme tous les autres PC des pays coloniaux. En fait, à part la « Lettre aux communistes taiwanais » (cf. Appendice II), issue du Bureau oriental et datée de mars 1931, nous n'avons pu trouver de documents prouvant que le Komintern considérait le PCT comme l'une des ses sections. Cela tient sans doute au fait que le PCT fut complètement détruit par les autorités japonaises immédiatement après la convocation de son congrès provisoire.

Malgré les différences d'application observées entre les thèses de 1928 et celles de 1931, la stratégie de la révolution de Ṭaiwan restait inchangée, Taiwan participant en tant qu'élément indépendant au mouvement de l'internationalisme. Cependant la stratégie élaborée par le Komintern ne put finalement aboutir : en effet, les membres de la Ligue des réformes, qui, suivant les directives du Bureau oriental, dénoncèrent la politique « opportuniste de fermeture », conduite par Hsieh A-nü, et poursuivirent un « radicalisme d'ouverture » dans le but d'élargir rapidement l'organisation du parti, et de correspondre à la nouvelle situation de la « troisième période », précipitèrent en fait la destruction du PCT.

## Le PCT sous la direction du PCJ

### La politique de libération coloniale

Le développement du mouvement nationaliste taiwanais fut à l'origine influencé par la démocratie de Taisho (1912-1926) [23]. En effet, cette période vit au Japon le développement d'un mouvement socialiste, qui joua un rôle non négligeable dans l'évolution des mouvements de

gauche à Taiwan. Ces mouvements avaient subi une certaine influence de la Chine, qui connaissait alors un début d'activité révolutionnaire, mais la politique coloniale japonaise tendant à couper autant que possible les liaisons entre Taiwan et le continent [24], l'influence du Japon devint naturellement plus directe et plus importante.

Au Japon, dans les années 1920, les partis prolétariens, dont le Parti social-démocrate, avaient dénoncé la politique coloniale japonaise, et préconisé la fin de la discrimination raciale, pour libérer les peuples opprimés [25]. Dans les thèses du PCJ sur le problème colonial du Japon, il était seulement demandé, au moment de la fondation du PCJ en 1922, que le Japon « retire ses armées de Corée, de Chine, de Taiwan et de Sakhaline [26] ». A cette époque, il n'était pas encore fait mention du problème de l'indépendance des colonies.

Lorsque les Taiwanais entreprirent, à partir de 1921, un mouvement d'autonomie, en portant à la Diète des pétitions pour l'établissement d'un Parlement de Taiwan, ils reçurent le soutien des libéraux et des communistes japonais. Ce mouvement d'autonomie de Taiwan, auquel le PCJ s'opposa en 1927, était alors considéré comme une étape vers l'indépendance. Sano Manbu, un des dirigeants communistes japonais, avait lancé, dans un article publié dans l'organe de l'Association de la jeunesse à Tokyo, un appel pour soutenir l'établissement du Parlement de Taiwan, et avait montré que ce n'était là que le premier pas vers l'autodétermination du peuple de Taiwan [27].

Bien que, dans les thèses de 1925, qui étaient la base de la reconstitution du PCJ, il ait été demandé que fussent libérées la Corée et les autres colonies, ce n'est que dans les thèses de 1927 que fut marqué un véritable progrès. Le PCJ sollicitait, entre autres choses, l'indépendance totale des colonies, et s'assignait comme devoir de maintenir des liaisons étroites avec les mouvements de libération des colonies japonaises, et de leur fournir un soutien tant au niveau idéologique qu'au niveau de l'organisation [28].

De ce fait, dès que Lénine eut présenté les « thèses sur les questions nationales et coloniales », le PCJ, comme tous les autres partis communistes, se trouva avoir un rôle à jouer dans la réalisation de l'Internationale, en aidant les mouvements révolutionnaires des colonies [29]. En effet, dès sa fondation, le PCJ commença à étendre son influence sur les étudiants taiwanais au Japon, en propageant les

idées marxistes, et ce fait n'était pas sans rapport avec la création par les Taiwanais de groupes d'études marxistes. Par l'intermédiaire des organisations d'étudiants de gauche, placées sous la direction du PCJ, une section d'études en sciences sociales fut créée et se développa au sein de l'Association de la jeunesse de Taiwan à Tokyo. A la fin de 1927, cette association passa sous le contrôle des éléments de gauche. Pour les Taiwanais du Japon, ceci constitua un pas important dans le communisme.

Parallèlement le PCJ se préparait à organiser un groupement des communistes taiwanais, ce qui constituait sa tâche concrète, non seulement sur le plan de la propagation idéologique, mais aussi dans le sens de l'histoire, sur le plan de l'organisation. Lorsque Hsieh A-nü et Lin Mu-shun avaient fait leurs études au KUTV à Moscou, ils étaient sans doute rentrés en rapport avec des communistes japonais. A la fin de leurs études, ils retournèrent à Shanghai, puis au Japon, en même temps que Tokuda Kyuichi, un dirigeant du PCJ, avec la mission de poursuivre le mouvement communiste taiwanais sous la direction du PCJ [30].

A la même époque, Watanabe revint de Moscou où il avait reçu des directives du Komintern pour organiser le Parti communiste taiwanais. Ainsi, le comité central du PCJ décida de créer une section nationale taiwanaise qui ferait partie du PCJ, et adopta deux projets de thèses politiques et des thèses d'organisation, rédigées par Watanabe et Sano, pour la création du PCT.

### L'AMBIGUÏTÉ DES RELATIONS D'ORGANISATION

Bien que la Corée et Taiwan se soient trouvés sous la même domination coloniale japonaise, la création du PCT se fit d'une manière différente de celle du Parti communiste coréen. Les communistes coréens s'étaient regroupés dès 1921, mais ce n'est qu'en 1925 que fut fondé, en Corée, le Parti communiste coréen, et que celui-ci fut approuvé par le comité exécutif du Komintern en 1926 en tant que section du Komintern [31]. Mais la fondation du PCT ne se fit que plus tard, et, qui plus est, sous la forme d'une section nationale du PCJ. Cette différence a été interprétée de la manière suivante : historiquement, la Corée était un pays et une nation, ce qui n'était pas le cas de Taiwan (cédé au Japon par les Ch'ing comme dédommagement, après

la première guerre sino-japonaise, en 1895)[32]. Cependant, d'après nos propres recherches, nous pensons que cette interprétation n'est pas tout à fait fondée. Dans les thèses d'organisation, en effet, on lit que : « Dans certaines périodes, le PCT fut organisé comme une section de la IIIe Internationale[33]. » Mais, dans le « Manifeste de la conférence inaugurale du PCT », il est mentionné que : « Le PCT est un parti révolutionnaire en action, armé par le marxisme-léninisme, et, comme les partis communistes de tous les pays du monde, une section de la IIIe Internationale[34]. »

D'après la première citation, le PCT était une section nationale du PCJ et, tout naturellement, une sous-section du Komintern ; mais d'après la seconde citation, il était réellement une section du Komintern. Ces deux extraits sont donc en contradiction. Toutefois, si l'on observe bien les termes utilisés, par exemple celui de « certaines périodes », que l'on retrouve dans les thèses d'organisation, on peut dire qu'il ne s'agit pas tout à fait d'énoncés contradictoires et considérer qu'après les activités d'organisation, qui eurent lieu à Taiwan, le PCT devait devenir une section indépendante du Komintern[35]. C'est certainement ce à quoi aspiraient les premiers membres du PCT lorsqu'ils firent cette déclaration.

Comme Taiwan n'avait aucune expérience d'organisation de mouvement communiste, il était important qu'elle fût d'abord organisée comme section du PCJ[36]. Selon Sano le PCT n'existait pas en tant que tel, mais c'était une appellation commode pour le groupe communiste taiwanais. Ce que l'on entendait par parti communiste devait être une section du Komintern, ce qui n'était pas le cas du PCT[37]. On voit que dès le début, les relations d'organisation entre le PCJ et le PCT ne sont pas très claires, d'autant plus que, parmi les premiers membres du PCT, un bon nombre faisaient déjà partie du PCC.

Tout ceci ne pouvait que rendre ambigus les rapports d'organisation entre le PCT et le PCJ. De plus, les communistes taiwanais, membres du PCC, avaient organisé à Taipei une section de Taiwan du PCC en octobre 1928[38]. Toutes ces complications ne sont, évidemment, pas sans rapport avec l'évolution du PCT et la lutte au sein de ce parti. C'est la raison pour laquelle Hsieh A-nü, exclue du parti après le congrès provisoire qui avait été convoqué et dominé par la Ligue des réformes, tenta de rétablir les relations officielles

d'organisation entre le PCT et le PCJ, afin de contre-attaquer la ligne PCC-Weng Tse-sheng-Wang Wan-te, dont il a été question dans le chapitre précédent.

### L'INSUFFISANCE DE LA DIRECTION DU PCJ

Le PCT, en tant que section nationale du PCJ, aurait dû recevoir des directives du PCJ. Mais, en fait, dès le début, sa direction se montra insuffisante. Lorsque Hsieh-A-nü et Lin Mu-shun se rendirent à Tokyo, dans le but de recevoir les instructions du PCJ relatives à la fondation du PCT, ils ne reçurent du PCJ que deux projets de thèses, le PCJ étant occupé par la préparation des élections parlementaires qui devaient avoir lieu en février 1928. Il leur fut donc demandé de chercher des directives et un soutien du côté du PCC. D'après le processus de fondation du PCT, nous voyons que le PCJ n'avait envoyé ni représentant ni message à l'occasion de la conférence inaugurale. Un mois avant la fondation du PCT, l'arrestation du 15 mars avait porté un coup sévère au PCJ, si bien que les membres qui y avaient échappé se trouvaient dans l'obligation de se cacher, et même si le PCT espérait un soutien ou une présence symbolique, ceci devenait impossible dans une situation aussi difficile.

Lorsque Shanghai, centre du mouvement communiste taiwanais, fut choisi comme lieu de création du PCT, la distance géographique et les difficultés de liaison entre cette ville et Tokyo constituèrent autant d'obstacles pour la transmission des directives du PCT, tandis que les choses étaient plus faciles avec le PCC, dont la direction se trouvait encore à Shanghai. Ainsi fut rendue possible une aide du PCC au PCT. Après l'inauguration du PCT, Sano rencontra à Shanghai un certain Long, membre du comité central du PCC, qui avec quelques Taiwanais avait participé aux discussions concernant l'organisation du groupe communiste taiwanais en février ou en mars 1928. Comme une direction des « camarades taiwanais » à partir du Japon était impossible, Sano demanda à ce que le PCC l'exerçât[39]. Cette direction du PCC, bien que demandée par le PCJ, fit naître des confusions dans l'organisation du PCT, constituant ainsi l'un des facteurs de la lutte au sein du parti, dans les années 1930-1931.

Avant la création de la section spéciale à Tokyo en septembre 1928, le PCJ et le PCT, sous la férule des autorités japonaises, se trouvaient

dans la même situation précaire. Leurs rapports devinrent irréguliers, surtout après la mort de Wantanabe en octobre 1928 à Taiwan, au cours d'une mission, dont l'objet reste de nos jours inconnu. Lorsque la section spéciale fut établie à Tokyo, la direction du PCJ se montra concrète et précise. Depuis son retour, le responsable de la section de Shanghai, Ch'en Lai-wang, était entré en contact avec les « camarades » de Taiwan, et avait transmis les rapports et les informations reçus du comité central du PCJ [40]. On lui avait, en retour, confié des documents importants, des tracts, ainsi que l'organe *Akahata* (« Le Drapeau rouge »), afin de développer le mouvement communiste parmi les Taiwanais à Tokyo, et par leur intermédiaire, jusqu'à Taiwan même [41]. A la fin de 1928, en suivant les directives du PCJ, Hsieh A-nü, devenue membre du comité central du PCT, en collaboration avec Lin Jih-kao et Chuang Ch'un-huo constitua l'organe central du parti à Taiwan, et exclut quatre membres du CC, qui faisaient partie de la faction de Weng Tse-sheng, laquelle était affiliée au PCC.

A cette période, la direction du PCJ se trouva prééminente. Mais l'affaire du 16 avril 1929 porta un coup sévère non seulement au PCJ, mais détruisit aussi la section spéciale du PCT à Tokyo, entraînant une rupture totale des relations entre le PCT et le PCJ. La difficulté de reprendre contact avec le PCJ avait obligé Hsieh A-nü à se tourner vers le PCC, ce qui fit intervenir le Komintern, provoqua une réforme du parti, et finalement ce fut le groupe de Weng qui rétablit sa domination au sein du parti ; à tel point que celui-ci n'était plus une section nationale du PCJ mais se trouvait directement sous la direction du Bureau oriental du Komintern.

Bien que Liu Tsan-chou ait été envoyé au Japon par Hsieh, alors déjà exclue du parti, pour rétablir la liaison avec le PCJ dans le but de s'opposer à la faction de Weng, avant même son retour à Taiwan en août 1931, le parti était déjà démantelé par les Japonais [42]. Les dirigeants du PCT étaient trop soumis aux directives du PCJ, et manquaient d'esprit d'initiative et d'indépendance. Ces faiblesses furent reconnues par Hsieh [43]. Par ailleurs, la direction du PCJ dont dépendait le PCT s'avérait insuffisante, ce qui était aux yeux de Hsieh la première raison pour laquelle le PCT était tombé dans des « erreurs opportunistes » [44]. Mais cette insuffisance était compréhensible de la part du PCJ, qui, sous une oppression policière efficace et continue,

partageait le même destin que le PCT, et devait être réduit à l'ombre de lui-même en 1933 [45].

D'après nos recherches, il apparaît que le PCJ ne fournissait aucun appui financier au PCT [46]. L'organe central de celui-ci était alimenté uniquement par la Librairie internationale de Taipei car le nombre des membres restait limité. Le PCT n'ayant pas trouvé d'autres moyens de subsistance devait chercher un soutien financier. Ne le trouvant pas, c'est ainsi que, selon Hsieh, le PCT ne put réunir un congrès pour corriger les « erreurs opportunistes [47] ».

## Les rapports entre le PCT et le PCC

### Les rapports entre le PCT et le PCC

Sous l'occupation japonaise, le mouvement communiste taiwanais, depuis ses débuts jusqu'à sa fin, a toujours témoigné de rapports étroits avec le communisme chinois. D'une part, avant la fondation du PCT en 1928, pendant la période de collaboration nationaliste communiste, les étudiants taiwanais en Chine commencèrent à organiser des mouvements antijaponais, qui, sous l'influence des communistes chinois, s'orientèrent peu à peu vers le communisme. Nous avons déjà vu qu'en 1924 avait été fondée, sous la direction de communistes chinois, l'Association P'ing, dont le but était la propagande du communisme parmi les Taiwanais ; que, parmi les organisations en Chine, celles de Shanghai, qui avaient subi une influence non négligeable de la part des communistes chinois, avaient joué un rôle important dans le développement du communisme taiwanais.

Certain militants taiwanais de gauche, après le mouvement du 30 mai 1925, adhérèrent ou entrèrent en contact avec le PCC ou la Jeunesse communiste chinoise, tels que Ts'ai Hsiao-ch'ien, Weng Tse-sheng, Lin Mu-shun, Hsieh A-nü, qui devaient par la suite devenir les premiers membres du PCT. D'autre part, le PCT reçut une aide indispensable du PCC en la personne de P'eng Jung, qui participa aux préparatifs et à la conférence inaugurale lors de sa fondation. Le PCT, reconnaissant l'importance du soutien du PCC, désigna Weng Tse-sheng comme responsable de la liaison avec le PCC à Shanghai. Dans la lettre adressée au comité central du PCC, les rapports entre le PCT et le PCC étaient clairement montrés :

« De nombreux éléments du PCT ont adhéré au PCC, et en ont reçu la direction et l'instruction. Pour cette raison, la fondation du PCT a un rapport très significatif avec le PCC, ainsi que la révolution de Taiwan avec celle de Chine. Par conséquent, nous espérons que le PCC nous accordera le plus possible sa direction et son soutien. C'est le vœu le plus chaleureux de tous les camarades de la conférence envers le PCC[48]. »

Comme nous l'avons déjà remarqué, il existait deux courants parmi les communistes taiwanais à l'époque de la fondation du PCT. Le courant majoritaire, représenté par Weng Tse-sheng, se rapprochait du PCC ; l'autre, représenté par Hsieh A-nü, se tournait vers le PCJ. Le groupe de Weng, par l'intermédiaire de la Jeunesse prolétaire, avait travaillé pour l'extension du mouvement communiste à Taiwan, et notamment Ts'ai Hsiao-ch'ien, qui se montra particulièrement efficace, jusqu'à son départ pour la Chine, après les arrestations communistes à Shanghai en avril 1928[49]. C'est ainsi que, le 18 octobre 1928, un membre du PCT créa à Taipei une section de Taiwan du PCC, dans le but d'empêcher les éléments communistes de se disperser. Cette section s'efforça de développer son organisation, et forma deux groupes ; l'un à Taipei et l'autre à Taichung [50]. Cependant, l'organe central du PCT réorganisé à la fin de 1928 à Taiwan, sous la domination de Hsieh A-nü, tenta d'absorber cette section du PCC. Mais la tendance pour le PCC persistait, tendance qu'illustre bien la création de la section du PCC.

Nous pouvons donc penser que, si le PCT n'avait pas été organisé, sous la direction du Komintern, comme une section du PCJ, il aurait sans aucun doute été organisé en tant que section du PCC. Ce n'est qu'après la rupture totale de liaison avec le PCJ, lorsque Lin Jih-kao fut envoyé par le comité central à Shanghai pour y reprendre contact avec le Komintern, par l'intermédiaire de Weng Tse-sheng, que l'importance de la direction du PCC vis-à-vis du PCT devint primordiale. La réforme du PCT fut effectuée sur la « suggestion » du PCC, et réalisée par la Ligue des réformes, que le PCC soutenait. Lors de la convocation du congrès provisoire en mai 1931, une résolution fut adoptée, dans laquelle le PCT montra encore une fois ses rapports étroits avec le PCC.

En effet, le congrès reconnaissait que l'expérience révolutionnaire du communisme chinois avait présenté, pour les Taiwanais, une leçon importante, et que l'aide et la direction du PCC envers la fondation et la réforme du PCT comportaient une très grande signification internationale. Pourtant, le PCT, après sa restructuration, devait subir une seconde destruction, qui allait lui être fatale. La plus grande partie des dirigeants et membres furent alors arrêtés et emprisonnés. Ceux qui purent échapper aux arrestations s'enfuirent en Chine, où ils entrèrent en contact avec les communistes chinois. D'après les documents du Kuomintang, Lo Ming, alors secrétaire du comité du Fukien du PCC, suivant les directives du comité central, accueillit et regroupa à Amoy les communistes taiwanais réfugiés dans le Fukien, puis les envoya vers les régions de soviets du Kiangsi où ils recevraient des instructions [51]. Ainsi, Ts'ai Hsiao-ch'ien quitta Changchou en 1932, lorsque l'Armée rouge investit cette ville, et se rendit à Juichin, où il fut nommé par la suite président de l'Alliance anti-impérialiste, une organisation chargée des liaisons avec les peuples colonisés [52].

Selon les mêmes sources du Kuomintang, le PCC avait pris la décision d'envoyer certains de ses membres du Fukien à Taiwan, avec la mission de tenter de reconstruire le PCT, et avant « la longue marche », qui eut lieu en octobre 1934, les Taiwanais qui avaient été instruits dans ses soviets [53]. Cependant, d'après nos recherches, nous n'avons trouvé aucune trace témoignant d'une reconstruction du PCT à Taiwan après 1932 et jusqu'à la fin de la colonisation japonaise.

### Le problème du statut de Taiwan

Au cours de la colonisation japonaise, les Taiwanais avaient pratiqué plusieurs formes de résistance contre le Japon. Cette résistance avait posé le problème de l'avenir de Taiwan. Les mouvements nationalistes envisageaient trois possibilités : soit rester une colonie japonaise évoluant éventuellement vers l'autonomie, soit retourner à la Chine, soit obtenir l'indépendance. La première de ces perspectives reconnaissait la domination japonaise et serait réalisée par des mouvements politiques limités dans le cadre légal. Ainsi, le Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan, et les activités du Parti populaire et de la Ligue pour l'autonomie locale de Taiwan suivaient cette orientation ; mais ils contenaient implicitement des tendances

pour le retour de Taiwan à la Chine. Les deux dernières perspectives, qui rejetaient totalement le régime colonial, se confondaient parfois, considérant l'indépendance de Taiwan comme une étape préliminaire au retour à la Chine [54].

Les slogans de « Vive l'indépendance du peuple taiwanais », et « Construire la République de Taiwan », qui exprimaient l'orientation fondamentale du PCT, provoquèrent des divergences d'interprétation. Certains pensaient que ces slogans constituaient une proclamation nette et précise sur l'avenir de Taiwan, par rapport à ceux des autres organisations taiwanaises [55]. D'autres, au contraire, considéraient que le terme « indépendance » signifiait la séparation de la domination impérialiste, et que le PCT s'opposait au retour à la Chine sous un régime réactionnaire nationaliste [56]. A ce sujet, il est intéressant d'observer la position du PCC, le PCT ayant été créé « sous l'influence et avec l'aide du PCC » [57], et les raisons pour lesquelles le PCC avait approuvé ces slogans ou leur principe : tout nous porte à penser que, ceux-ci reflétaient non seulement la stratégie concernant la révolution de Taiwan établie par le Komintern, comme nous l'avons déjà vu, mais aussi le point de vue du PCC vis-à-vis de l'île de Taiwan et de son peuple. Les dirigeants communistes chinois entre 1928 et 1943 ont toujours considéré Taiwan en tant que « nation », et reconnu que le mouvement de libération nationale de Taiwan était la lutte d'une « nation petite et faible », distincte de la révolution chinoise et potentiellement souveraine [58].

Dévoués à la lutte anti-impérialiste, ils affirmaient qu'il s'agissait bien là d'un mouvement d'indépendance contre l'impérialisme japonais [59]. Jusqu'au début des années 1940, le PCC n'avait pas revendiqué le recouvrement de Taiwan, mais accordé son soutien au mouvement d'indépendance taiwanais. Mais lorsque Chü Ch'iu-pai, alors membre du comité central du PCC, proposa aux communistes taiwanais de réformer leur parti et de remanier leur politique, il ne fut pas question de réviser le principe de l'indépendance de Taiwan. Le document le plus remarquable relatif à l'aide du PCC à l'égard de l'indépendance de Taiwan est le dialogue de Mao avec Edgar Snow, qui eut lieu le 16 juillet 1936 à Yenan, et à l'occasion duquel Mao répondit ainsi à la question posée sur le recouvrement des territoires perdus :

« La tâche immédiate de la Chine est de regagner tous ses territoires perdus, pas seulement de défendre notre souveraineté en deçà de la Grande Muraille. Cela signifie que la Mandchourie doit être reprise. Toutefois, nous n'y incluons pas la Corée, autrefois une colonie chinoise. Mais si, lorsque nous aurons rétabli l'indépendance des territoires chinois perdus, les Coréens désirent briser les chaînes de l'impérialisme nippon, nous leur prêterons une aide enthousiaste dans leur lutte pour l'indépendance. Le même principe s'appliquera à Formose [60]. »

Cette déclaration, qui n'incluait pas Taiwan dans les territoires perdus, avait une importance considérable dans le sens qu'elle reconnaissait à Taiwan son avenir dans la voie de l'indépendance. Cependant, la position du PCC changea à partir de 1943, lorsque la déclaration du Caire fut rendue publique, qui précisait que Taiwan, ainsi que d'autres territoires, serait restitué à la Chine [61]. Après cette date importante, le PCC considéra Taiwan comme une partie du territoire chinois, et dénia tout droit d'indépendance aux Taiwanais. Le PCC exigea en particulier, à partir de 1949, la libération de Taiwan, en invoquant le fait que le problème de Taiwan était une affaire domestique de la Chine [62]. Après la Deuxième Guerre mondiale, la domination japonaise ayant pris fin, Taiwan se trouvant sous le pouvoir nationaliste, la plupart des communistes taiwanais emprisonnés par les autorités japonaises furent libérés.

Le PCC s'efforça alors de regrouper ceux-ci en un « comité des activités de la province de Taiwan » *(T'ai-wan sheng kung-tso wei-yüan hui)*, afin qu'ils poursuivent leurs activités contre le régime nationaliste. Ces activités furent considérées, selon les sources nationalistes, comme la cause directe de l'incident du 28 février 1947 [63]. Après cet incident, Hsieh A-nü s'enfuit à Hongkong, où elle organisa l'Alliance pour l'autonomie démocratique de Taiwan *(T'ai-wan min-chu tzu-chih t'ung-ming)*. En 1949, elle arriva à Pékin où elle devint membre de l'Assemblée consultative politique du peuple chinois *(Chung-kuo jen-min cheng-chi hsien-shang hui)*. Mais en 1957, au cours de la lutte contre les droitistes, elle fut condamnée sous l'accusation de droitisme. Elle mourut en 1970 à Pékin [64].

Finalement, nous devons signaler que le PCT, tel que nous l'avons traité jusqu'à présent, c'est-à-dire se basant sur un contexte colonial

et ayant en vue la libération de Taiwan, avec une orientation politique qui lui était propre, n'existait plus à Taiwan lorsque son organisation fut détruite par les Japonais en 1932. Les activités poursuivies en Chine après cette date, et à Taiwan à partir de 1945, par les «éléments communistes taiwanais» doivent être traitées séparément, et ne peuvent être prises en considération dans la recherche historique qui constitue notre propos.

# – 8 –
# L'INFLUENCE DU PARTI COMMUNISTE DE TAIWAN SUR LES MOUVEMENTS POLITIQUES ET SOCIAUX TAIWANAIS

## LE PCT ET L'ASSOCIATION CULTURELLE

### POLITIQUE DU PCT À L'ÉGARD DE L'ASSOCIATION CULTURELLE

L'Association culturelle, fondée en 1921, était considérée comme une des principales organisations à l'origine du développement du mouvement nationaliste. Jusqu'à son orientation vers la gauche en 1927, elle multiplia ses activités culturelles pour faire naître au sein du peuple taiwanais une prise de conscience nationale susceptible de créer des conditions favorables à l'autodétermination de Taiwan. Mais sa tâche la plus importante fut sa collaboration avec le Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan.

Elle a contribué en outre au développement des mouvements paysans et ouvriers. Bref, avant sa déviation vers la gauche, l'Association culturelle fut le « quartier général » et la source de tous les mouvements politiques et sociaux qui se développèrent à Taiwan [1]. Après sa scission en 1927, la direction de l'Association culturelle fut assurée par Lien Wen-ch'ing et Wang Min-ch'uan. Mais 1927 représente aussi son année la plus active en ce qui concerne la création d'organisations ouvrières [2].

En octobre 1927, l'Association culturelle avait mis sur pied 23 organes locaux comptant plus de 1 500 membres [3]. En outre, en coopération avec le Syndicat paysan, elle avait favorisé le développement de la gauche à Taiwan. C'est pour toutes ces raisons que le PCT avait décidé d'accorder à l'Association culturelle un rôle d'autant plus important qu'il ne disposait pas alors d'un front uni ouvrier et paysan :

« Une union des classes ouvrière et paysanne – l'organisation d'un parti de masse – est indispensable. Maintenant il faut étendre les activités communistes en utilisant comme cadre l'Association culturelle... et, graduellement, faire de l'Association culturelle le centre du front uni de la révolution, puis à une certaine période, la transformer en un parti de masse [4]. »

Comme les principaux dirigeants de l'Association culturelle, Ts'ai Hsiao-ch'ien et Hung Ch'ao-tsung, membres du comité central du PCT, s'étaient réfugiés en Chine à cause des arrestations communistes à Shanghai, Hsieh A-nü, libérée en juin 1928, reprit contact avec d'autres dirigeants de l'Association culturelle et s'efforça d'étendre progressivement l'influence du PCT. L'Association culturelle dirigea alors certaines luttes contre les autorités japonaises, comme l'affaire de Hsinchu en 1927, ou le conflit relatif au cimetière de Tainan en 1928 [5]. De nombreux dirigeants furent alors arrêtés, entraînant une stagnation des activités, une réduction du nombre des membres et une aggravation des problèmes financiers [6]. L'Association culturelle s'en trouva affaiblie, mais en octobre 1928, dès la libération de certains dirigeants, un IIe congrès fut convoqué afin de réorienter et de réorganiser les activités [7]. Bien que ce congrès ait été interrompu par les forces de police, un plénum du comité central eut lieu au début de l'année suivante. Au cours de cette réunion on définit l'Association culturelle comme n'étant pas un « parti de masse » mais « une organisation à caractère idéologique représentant le prolétariat, et liant son action avec les luttes politiques et économiques [8] ». Cette définition reste ambiguë quant au rôle assigné par le PCT à l'Association culturelle et reflète l'existence de divergences au sein de la direction, dans laquelle le PCT ne jouissait pas encore d'un statut dominant.

Tentant de reprendre ses activités en fonction de ses nouvelles orientations, l'Association culturelle fut mêlée immédiatement à l'affaire du 12 février, ce qui rendit impossible toute réalisation des nouveaux objectifs. Lorsque l'organe central du PCT se constitua à la fin de 1928, il décida de renforcer les activités au sein de l'Association culturelle. Pour ce faire, il envoya Wu Kung-chao et Chuang Shou travailler dans l'Association culturelle et s'occuper de l'organisation d'une fraction au sein de cette association [9]. Avant la convocation du

III^e congrès de l'Association culturelle, le PCT prépara un programme visant à établir sa domination sur cette association. Ce programme avait été présenté par Chuang et Wu, sous le titre de « Projet de la section du Changhua », et fut adopté par le III^e congrès en novembre 1929. D'après ce projet, l'Association culturelle fut réorientée pour rallier les petites gens des villes et les étudiants, devenir une des ailes du mouvement prolétarien de Taiwan, et dans l'immédiat, pour s'efforcer d'abattre le Parti populaire et les sociaux-démocrates de gauche [10]. La ligne directrice était ainsi bien définie, et le projet de Changhua qui émanait à l'évidence du PCT fut approuvé par le congrès. Selon Wu Shih-lin, un des principaux dirigeants de l'Association culturelle, « la tactique de Chuang Shou était, bien entendu, une ligne de conduite bolchevique. Comme celle-ci était soutenue par une "organisation" partageant le même destin que l'Association culturelle, nous l'avons approuvée implicitement [11] ». Dans ces conditions, les dirigeants de l'Association culturelle avaient reconnu la prédominance du PCT. Concrètement, certains éléments communistes devinrent membres de l'organe directeur de cette association [12].

### Consolidation communiste au sein de l'Association culturelle

A partir de 1927, le mouvement de libération de Taiwan subit les répercussions des luttes au sein des mouvements communistes japonais et chinois. L'opposition entre le yamakawaïsme et le fukumotoïsme au sein du PCJ, réglée par les « Thèses de 1927 » adoptées par le Komintern, provoqua des dissensions parmi les cadres de l'Association culturelle, qui se divisèrent alors en deux groupes :

1. le groupe de *Shang Ta P'ai* (Groupe de l'université de Shanghai), représenté par Wang Min-ch'uan et les étudiants de Shanghai [13] ;
2. le groupe de *Fei Shang Ta P'ai* (Groupe des non-universitaires de Shanghai) r,eprésenté par Lien Wen-ch'ing.

Lien avait déjà de bonnes relations personnelles avec Yamakawa, l'idéologie de sa faction s'inspirant du yamakawaïsme tandis que celle du camp de Wang était fondée sur les « Thèses de 1927 ». Lorsque le yamakawaïsme fut éliminé, Lien vit son rôle diminuer au sein de l'Association culturelle et l'affrontement entre les deux groupes

s'aviva [14]. Le PCT voulait établir sa domination sur les mouvements de gauche et, dans ce dessein, entendait éliminer tous les obstacles à son objectif. Dans le document « Mesures appropriées au problème agraire » que Lin Tui avait transmis de Tokyo à Taiwan en vue de la réunion du II^e^ congrès du Syndicat paysan à la fin de 1928, le PCT avait déjà affirmé que le groupe des sociaux-démocrates de gauche, c'est-à-dire la faction de Lien, était un poison qui minait le développement du mouvement de gauche [15]. C'est pourquoi, lors de la réunion du III^e^ congrès de l'Association culturelle en novembre 1929, le Syndicat paysan, qui était passé sous la domination du PCT, avait émis une « Proclamation » accusant Lien Wen-ch'ing de perturber les organisations paysannes, de « collaborer » avec les autorités japonaises. Cette protestation fut acceptée par le congrès, et il fut convenu alors que le comité directeur devrait agir. Finalement, le comité directeur décida d'exclure Lien Wen-ch'ing [16]. La domination communiste était dès lors bien assurée au sein de l'Association culturelle.

### Problème de parti de masse et polémique à propos de la dissolution de l'Association culturelle

Dans les « Thèses politiques » de 1928, le PCT avait décidé de prendre la direction de l'Association culturelle et d'en faire un parti de masse. De ce fait, la déviation vers la gauche de l'Association culturelle en 1927 constituait déjà un pas en avant vers la réorganisation de l'Association culturelle en un parti de masse. Mais le projet de réorganiser l'Association culturelle étant qualifié d'erroné [17], certains membres du PCT soulevèrent la question de la dissolution de l'Association culturelle à la fin de 1929. Selon eux, après la réorientation de l'Association culturelle, la direction de celle-ci se trouvait aux mains des intellectuels et sa composition était hétérogène. Devenue un organisme de direction coupé des masses, elle constituait alors un obstacle au développement du mouvement de libération. Mais à la fin de 1929, le problème de la dissolution de l'Association culturelle qui se confondait avec celui du choix des tactiques du mouvement de libération nationale, restait théorique [18].

En septembre de l'année suivante, lorsque Chang Hsin-i se rendit à Tokyo en vue de la reprise de la publication de *T'ai-wan Ta-chung shih-pao* (« Journal des masses de Taiwan »), il rencontra des dirigeants

japonais de gauche qui critiquèrent l'orientation de l'Association culturelle : si l'Association culturelle se conduisait comme un parti, il valait mieux la dissoudre pour éviter qu'elle ne constitue un obstacle à la croissance et au développement du prolétariat : sinon, il fallait lui enlever la direction des mouvements paysans et ouvriers [19]. Chang Hsin-i avait transmis cette critique à Taiwan, à la suite de quoi les membres communistes du Syndicat paysan soulevèrent publiquement le problème de la dissolution de l'Association culturelle. Il en résulta une grande polémique dans les milieux de gauche. Certains préconisèrent la dissolution immédiate, d'autres pensèrent qu'il fallait attendre la fondation d'une fédération syndicale de gauche pour la remplacer, d'autres encore optèrent pour l'organisation d'une alliance anti-impérialiste afin d'y inclure les membres de l'Association culturelle. En bref, chacun développait sa théorie quant à la façon de provoquer la disparition de l'Association sans prendre en considération la situation réelle [20].

En raison de cette polémique, les activités de l'Association culturelle s'arrêtèrent peu à peu tandis que ses effectifs diminuaient. Wang Min-ch'uan pour sa part préférait que l'Association culturelle existât comme une organisation de lutte des petites gens des villes ; il était soutenu en cela par Hsieh A-nü, qui, par prudence, voulait conserver des moyens de lutte légaux. Cependant, Wang Wan-te qui était hostile à cette solution était en train de grouper discrètement les jeunes éléments radicaux du parti opposés à la direction de Hsieh, et de ce fait pensait que la confrontation avec Hsieh était prématurée. Finalement, Wang Wan-te et Wu Kung-chao se mirent provisoirement d'accord avec les deux principaux dirigeants de l'Association culturelle, Wang Min-ch'uan et Chang Hsin-i. C'est la proposition de Wang Min-ch'uan visant à faire de l'Association culturelle un organisme de lutte des petites gens des villes qui fut retenue et officiellement adoptée lors du IVᵉ congrès qui eut lieu au début de 1931. La polémique concernant la dissolution de l'Association culturelle prenait ainsi fin [21]. Cependant, pour l'entourage de Wang Wan-te, cette solution traduisait une tendance opportuniste, aussi, jusqu'au dernier moment de l'existence du PCT, réclama-t-il fermement la dissolution de l'Association culturelle.

La majorité des nouveaux membres du comité directeur de l'Association culturelle élus lors du IVᵉ congrès étaient membres du PCT.

Wu kung-chao et Wang Wan-te notamment devinrent membres permanents du comité directeur, ce qui témoignait une fois de plus de la mainmise du PCT sur l'Association culturelle. Le IVe congrès avait décidé de remplacer les thèses générales par un « Programme d'action » afin de mener la lutte [22]. Au cours de la réunion du comité central, qui se tint secrètement, il fut décidé de soutenir le PCT, l'Association culturelle étant devenue une organisation satellite de celui-ci [23]. En 1931, lorsque la Ligue des réformes prit en main la direction de l'Association culturelle, l'attitude des dirigeants de cette association se radicalisa, réduisant à néant les activités légales de l'Association culturelle et la soumettant davantage à l'oppression des autorités japonaises. Comme les partisans de Wang Wan-te s'efforçaient d'étendre leur influence et d'organiser une Fédération syndicale rouge, la réalisation du programme d'action devint impossible. A partir du mois de juin de la même année, la campagne anticommuniste se généralisant, les membres de l'Association culturelle et du Syndicat paysan tentèrent de reconstituer le Parti par la création du Secours rouge. Au cours de la deuxième répression anti-communiste à la fin de 1931, les membres du comité central de l'Association culturelle, dont le président Wang Min-ch'uan et certains cadres importants, furent arrêtés. Somme toute, l'Association culturelle, qui fut le point de départ du mouvement nationaliste de Taiwan, subit le même sort que le PCT dès lors qu'elle s'identifia à ce parti.

## Le PCT et le Syndicat paysan

### Établissement de la domination communiste au sein du Syndicat paysan

Au début de la colonisation, la paysannerie taiwanaise représentait plus de 70 % de la population. Bien que ce pourcentage soit allé en diminuant avec l'évolution de l'économie coloniale, la paysannerie représenta toujours la majorité de la population, jusqu'à la fin de la période coloniale. La paysannerie se trouvait divisée en trois catégories, ainsi que le montre le tableau ci-dessous.

Les fermiers et les semi-cultivateurs propriétaires représentaient environ 70 % de la population paysanne. Le fermage, très élevé, préle-

vait de 60 à 70 % de leur récolte[24]. Ces fermiers étaient, par ailleurs, astreints à d'autres impôts. Malgré le développement de l'agriculture au cours de la colonisation, cette couche de la population continuait à vivre dans des conditions difficiles. La concentration des possessions foncières était très importante. D'une part, les petits propriétaires (64 %), dont les terres ne dépassaient pas 1 *chia* (0,97 ha), ne totalisaient que 14,35 % des terres, tandis que les moyens et grands propriétaires (0,14 %) occupaient à eux seuls 16,6 % des terres[25]. D'autre part, les possessions japonaises représentaient 21 % des terres de Taiwan, dont 70 % appartenaient aux industries sucrières japonaises[26]. C'est dans un tel contexte que se développa le mouvement paysan.

**Répartition de la paysannerie** * (par milliers de foyers)

| | **total** | | **cultivateurs propriétaires** | | **semi-cultivateurs propriétaires** ** | | **fermiers** | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | foyers | % | foyers | % | foyers | % | foyers | % |
| 1922 | 385 | 100 | 117 | 30,3 | 112 | 28,9 | 157 | 40,8 |
| 1928 | 405 | 100 | 118 | 29,2 | 125 | 30,7 | 163 | 40,1 |
| 1938 | 425 | 100 | 130 | 30,7 | 136 | 31,9 | 159 | 37,4 |

* Par semi-cultivateurs propriétaires, nous désignons ici les paysans qui étaient à la fois cultivateurs propriétaires et fermiers.
** D'après les matériaux in *T'ai-wan sheng hsing-cheng chang-kuan kung-shu t'ung-chi shi* (« Bureau des statistiques de l'Office du gouverneur de la province de Taiwan ») (comp.), *T'ai-wan sheng wu-shih-i-nien lai t'ung-chi t'i-yao* (« Sommaire des statistiques de ces 51 dernières années de la province de Taiwan »), Taipei, 1946, p. 513, tableau 194.

Au milieu de l'année 1926 lorsque des syndicats paysans se regroupèrent en une fédération sous le nom de Syndicat paysan de Taiwan, la scission du mouvement nationaliste était imminente. Avec le soutien et la direction du Syndicat paysan japonais *(Nihon nomin kumiai)* et du Parti ouvrier paysan *(Rodo nominto)*, le Syndicat paysan de Taiwan connut alors un développement extrêmement rapide, inégalé par les autres formations taiwanaises[27]. Suivant le mode d'action japonais, le Syndicat paysan, abandonnant les pétitions passives, se mit à manifester en mobilisant des masses paysannes et en optant pour des actions radicales. Il s'éloigna du cadre du mouvement nationaliste proprement dit et s'allia étroitement à la lutte des classes[28].

Après la déviation vers la gauche de l'Association culturelle en 1927, le Syndicat paysan, lui aussi, se réclama de la « marxisation »,

lors de son I^er congrès, à la fin de la même année. Tous deux devinrent les organisations les plus importantes pour le mouvement des classes de Taiwan. Les conflits entre les cultivateurs de canne à sucre et les compagnies sucrières monopolisées par les Japonais, les conflits du fermage et l'opposition à la décision gouvernementale de vendre des terres aux Japonais se multiplièrent et atteignirent leur point le plus élevé, en 1927, dès la fondation du Syndicat paysan. Par exemple, sur les 431 conflits relatifs au problème du fermage, 344 (soit 79,8 %) étaient dirigés par le Syndicat paysan. Le tableau ci-dessous est représentatif de la prolifération de ces conflits.

**Les conflits du fermage**

| | nombre de conflits | nombre de participants |
|---|---|---|
| 1924 | 5 | 229 |
| 1925 | 4 (1) | 256 (20) |
| 1926 | 15 (6) | 823 (505) |
| 1927 | 431 (344) | 2127 (1469) |
| 1928 | 134 (80) | 3149 (2745) |
| 1929 | 26 (5) | 701 (65) |
| 1930 | 11 | 1245 |
| 1931 | 18 | 1533 |
| 1932 | 29 | 527 |

D'après les matériaux in ASADA Kyoji, p. 55.
*Les chiffres entre parenthèses indiquent les conflits dirigés par le Syndicat paysan.*

Le nombre des membres du Syndicat paysan passa, de 2 300 au moment de sa formation, à 21310, en novembre 1927, avant son I^er congrès, avec 23 sections locales. A la fin de 1928, lors du II^e congrès, le Syndicat paysan comptait 25 000 membres, 26 sections locales et 4 unions régionales de section[29]. En raison de cet accroissement, le PCT considéra le Syndicat paysan comme « une organisation militante des masses, la plus grande et la plus solide, au sein du mouvement révolutionnaire de Taiwan[30] ».

L'époque de l'inauguration du PCT était aussi une période d'ascension du mouvement paysan à Taiwan, que le PCT considérait comme un facteur propice au développement du communisme. Dans la résolution de « L'importance du problème agraire », directive pour le mouvement paysan adoptée lors de la fondation de celui-ci, le PCT avait signalé que le problème agraire était au cœur de la révolution

démocratique bourgeoise. Mais la paysannerie n'était pas la classe dirigeante de la révolution. Au contraire, elle devait rester sous l'hégémonie du prolétariat pour accomplir la tâche révolutionnaire [31]. En se basant sur cette définition dogmatique, le PCT remarqua que le Syndicat paysan avait commis les erreurs suivantes :

– considérer la paysannerie comme un prolétariat et comme la force principale de la libération taiwanaise ;

– pencher vers la lutte des classes, et nier l'existence de la révolution nationaliste, qui était un des aspects de la libération de Taiwan [32].

C'est pour surmonter ces erreurs, et profiter de la situation favorable créée par le Syndicat paysan, que le PCT décida d'y envoyer ses membres afin d'y étendre sa domination. Le travail fourni dans ce but par Hsieh A-nü fut considérable. L'adoption, par le comité central du Syndicat paysan, des trois « Aperçus » présentés par Hsieh A-nü, concernant le renforcement de l'organisation du Syndicat paysan, constitua une preuve concrète de la contribution de celle-ci à la pénétration communiste au sein du Syndicat paysan. Il existait des tendances différentes parmi les cadres du Syndicat paysan, notamment en ce qui concerne la tactique du mouvement paysan. La faction des « cadres dirigeants » *(Kan-pu p'ai)*, représentée par Chien Chi et Chao Kang, était favorable aux « Thèses de 1927 » du PCJ dont le PCT s'était inspiré. Une autre faction était dirigée par Yang Kuei qui suivait la ligne du yamakawaïsme, comdamnée par les « Thèses de 1927 » en raison de la limitation de ses luttes dans un cadre légal [33].

L'opposition entre ces deux groupes s'intensifia avec l'intervention du PCT. Au mois de juin 1928, lorsque la faction de Yang Kuei tenta de se lier avec les tenants du yamakawaïsme au sein de l'Association culturelle, représentée par Lien Wen-ch'ing, elle fut éliminée de la direction du Syndicat paysan. Ce conflit s'est prolongé jusqu'à la réunion du IIIe congrès de l'Association, à la fin de 1929, au cours duquel Lien Wen-ch'ing fut exclu [34]. Dans la perspective du IIe congrès du Syndicat paysan prévu pour la fin de 1928, Lin Mu-shun, alors secrétaire général du parti, avait publié secrètement à Tokyo les « Mesures appropriées au problème agraire » et avait chargé Lin Tui, membre de la section spéciale du parti à Tokyo, de transmettre ces mesures à Taiwan afin d'aider Hsieh A-nü. Selon ces mesures, le slogan

« Rendre les terres aux paysans » devait être prioritaire, et l'alliance paysans-ouvriers devenait urgente ; elles insistaient également sur la nécessité de lier le mouvement paysan taiwanais au mouvement communiste international[35]. A partir du IIe congrès du Syndicat paysan, interrompu par la police japonaise, le Syndicat paysan passa sous la direction du PCT. Premièrement, la ligne de conduite du Syndicat, traduite dans le « Manifeste » et dans les « Slogans » publiés secrètement par le comité central à l'issue de ce congrès, était identique à celle qui avait été définie dans les « Mesures appropriées au problème agraire »[36]. Deuxièmement, l'établissement des sections du secours, de la jeunesse et des femmes, destinées à renforcer l'organisation du Syndicat paysan, proposé par Hsieh A-nü et approuvé par le congrès, commença à se réaliser. Troisièmement, les principaux dirigeants du Syndicat, tels que Yang Ch'un-sung, Chao Kang, Chien Chi, Ch'en Te-hsing et Yen Shih-chi, considérés comme communistes, furent élus membres du comité central et membres permanents du comité central du Syndicat paysan au cours du IIe congrès[37].

En somme, le Syndicat paysan était passé sous l'autorité communiste, que l'on se place du point de vue de l'orientation, du renforcement de l'organisation ou de la distribution des responsabilités, mais les autorités japonaises ne pouvaient pas, même à cette époque-là, avoir connaissance de la nature des rapports entre le PCT et le Syndicat paysan. Elles remarquaient simplement que « les activités du parti étaient exprimées clairement par l'intermédiaire du Syndicat paysan[38] ».

### L'AFFAIRE DU 12 FÉVRIER ET SES CONSÉQUENCES

De 1927 à 1929, le Gouvernement général dut faire face au développement du mouvement paysan. Ainsi, en dépit de la répression exercée par les autorités japonaises, notamment lors des premier et second incidents de Chungli, respectivement en 1927 et 1928, le mouvement s'accrut[39]. C'est pourquoi les autorités japonaises décidèrent de mener une campagne contre l'organe dirigeant du Syndicat paysan afin de le détruire, d'une part, et de mettre à jour, d'autre part, la nature véritable des rapports entre le PCT et le Syndicat paysan. Cette campagne eut lieu le 12 février 1929 et fut connue par la suite sous le nom de l'affaire du 12 février. La plupart des dirigeants étant

emprisonnés, et le nombre des membres du Syndicat paysan se trouvant réduit, il ne restait que deux sections locales : celle de Hsiaying (à Tainan) et celle de P'ingtung (à Kaohsiung) susceptibles de poursuivre les activités[40]. Le PCT entendait mettre à profit cette affaire et envoya à cet effet des membres militants de l'Association d'études scientifiques à Tokyo pour contribuer à la réorganisation du Syndicat paysan. En octobre 1929, le comité central du PCT avait décidé de désigner officiellement Yang Ch'un-sung et Chao Kang comme responsables de la fraction du Syndicat paysan pour accélérer l'adhésion au PCT de ses dirigeants libérés[41]. Certains membres suspects furent éliminés, ce qui renforça la radicalisation du Syndicat paysan. D'autre part, l'action légale devenant impossible à cause du renforcement de la surveillance japonaise, les activités du Syndicat paysan durent passer à la clandestinité. Tous les moyens furent alors mis en œuvre pour réorganiser le Syndicat paysan, tels que la distribution secrète des informations, de directives de luttes et réunions non autorisées et contacts personnels[42].

### Radicalisation du mouvement paysan sous l'influence communiste

A la fin de 1929, après le départ du président du comité central Huang Hsin-kuo, qui avait changé de position après l'affaire du 12 février, et de certains membres modérés, l'organe directeur fut réorganisé sous la tutelle du PCT : Chien Chi, Chao Kang, Chang Hsing, Ch'en Te-hsing et Yang Ch'un-sung furent nommés pour constituer le comité permanent du comité central, sous la présidence de ce dernier. Le comité permanent adopta un « Programme d'action » rédigé par Chao Kang, dans lequel étaient concrètement définies des luttes dans les domaines politique, économique et international[43]. L'année 1930 fut considérée comme une année de « silence »[44] du Syndicat paysan, mais en réalité, celui-ci poursuivait son programme dans l'illégalité et la clandestinité. La dépression économique mondiale s'accrut en 1930, et atteignit Taiwan, en particulier dans le secteur agricole. Les conflits paysans augmentèrent en fréquence et en violence. La crise de la « troisième période » vit dans le monde entier une radicalisation de l'internationalisme sous la domination de Staline.

Une telle situation préparait le terrain pour le renouveau du mouvement paysan, qui se poursuivit progressivement avec la reconstitution du Syndicat paysan, dans la seconde moitié de l'année 1929. Cette même époque fut aussi une période de reprise pour le PCT. Dans un tel contexte, la fraction au sein du Syndicat publia à la fin de 1930, d'après les directives du PCT, un document relatif aux « Tâches immédiates du Syndicat paysan de Taiwan », dans lesquelles étaient portées des critiques à l'égard du Syndicat paysan, telles que l'insuffisance de la direction dans les luttes, le caractère autoritaire de certains dirigeants, la tendance syndicaliste, la passivité dans la propagation de la révolution agraire, etc. Y était aussi soulignée la nécessité de réorganiser le Syndicat, d'accélérer la formation d'une alliance anti-impérialiste, et de constituer le Secours rouge [45].

Grâce aux efforts de la fraction communiste, au cours du plénum élargi du comité central du Syndicat paysan, tenu secrètement à Chuch'i au début de l'année 1931, qui est connu sous le nom de « conférence de Chuch'i », une résolution de « Soutien au PCT » fut adoptée. Le Syndicat paysan, ainsi, devint désormais une organisation satellite du PCT [46]. Cependant, il existait déjà des divergences entre la direction de Hsieh A-nü et les dirigeants du Syndicat paysan, concernant la dissolution de l'Association culturelle. A l'époque de la « conférence de Sungshan » en octobre 1930, le mécontentement des jeunes partisans radicaux avait affaibli l'autorité de Hsieh A-nü. Lorsque, à la fin de 1930, Ch'en Te-hsing revint de Shanghai où il s'était déjà entendu avec Weng Tse-sheng, et transmit les directives du Komintern relatives à la réforme du parti, les jeunes radicaux se regroupèrent alors rapidement autour de Wang Wan-te, constituant ainsi la Ligue des réformes, juste après la conférence de Chuch'i. Le Syndicat paysan ,passant ainsi sous la direction du PCT ou, plus précisément, du groupe radical de Wang Wan-te, joua un rôle décisif dans la lutte interne du parti.

Lorsque le PCT se réorganisa et se réorienta lors du congrès provisoire en mai 1931, le Syndicat paysan décida d'une nouvelle ligne de conduite plus radicale que jamais, inspirée des nouvelles thèses politiques du PCT, qui étaient d'établir un jour un pouvoir des soviets au moyen de révoltes armées [47]. Mais finalement, à partir du mois de juin de la même année, sous l'oppression japonaise, le PCT connut ses

derniers moments. Les dirigeants et membres du parti, du Syndicat paysan ainsi que de l'Association culturelle firent de vains efforts pour tenter de reconstruire le PCT. Les activités du Syndicat paysan et de l'Association culturelle se trouvèrent totalement paralysées. Après les arrestations qui suivirent l'affaire du Secours rouge, à la fin de 1931, le Syndicat paysan ainsi que l'Association culturelle connurent le même sort que le PCT.

Le mouvement paysan de Taiwan fut dirigé du début à la fin par le Syndicat paysan. Le Parti populaire a joué un rôle important dans le mouvement ouvrier, dont nous parlerons ci-après, mais resta pour ainsi dire sans succès auprès du mouvement paysan. Le Parti populaire, qui comptait parmi ses membres des propriétaires fonciers, n'avait, mis à part quelques organisations paysannes à I-lan et Hsinchu [48], pu étendre son influence sur la paysannerie taiwanaise dans son ensemble, laquelle, monopolisée par le Syndicat paysan lié étroitement à l'Association culturelle, jouit d'une influence et d'une autorité incontestables.

## Le PCT et le mouvement ouvrier

### Division du mouvement ouvrier

La politique coloniale japonaise visait à faire de Taiwan une base qui fournirait les produits agricoles à la métropole et serait un marché pour ses produits industriels. C'est la raison pour laquelle le développement du secteur industriel, à l'exception des sucreries, reçut moins d'attention et d'encouragements de la part du pouvoir colonial, jusqu'à la fin de 1930. Cependant, à partir de cette époque, et en prévision de la guerre, les industries de guerre commencèrent à se développer. On peut ainsi expliquer le retard relatif de l'industrie, par rapport à l'agriculture dans l'ensemble de l'économie coloniale de Taiwan [49].

Avant la Deuxième Guerre mondiale, la production industrielle était insignifiante. Mais le développement économique à Taiwan, surtout après la Première Guerre mondiale, connut un accroissement dans le domaine industriel : de 1914 à 1925, le nombre des usines et des employés augmenta visiblement. Le premier tripla, et le second doubla [50]. A la fin de 1929, dans l'ensemble des usines, des mines, et

des transports, on comptait 7 059 entreprises publiques et privées, le nombre de leurs ouvriers dépassant un demi-million de personnes[51]. Il faut, cependant, remarquer que la plupart des entreprises étaient de petites usines employant moins de 10 personnes et, à la fin de 1934, le nombre des entreprises comptant plus de 300 ouvriers restait inférieur à 100[52].

Parmi ces grandes entreprises, la plupart appartenaient aux Japonais, dont 80 % à Mitsui, Mitsubishi, Okura, et au Gouvernement général de Taiwan. Cependant, plus 90 % des ouvriers étaient taiwanais, et leurs salaires étaient deux fois moins élevés que ceux des employés japonais[53]. De plus, ces employés japonais adoptaient à l'égard de leurs collègues taiwanais une attitude de « dirigeants » ou de « surveillants »[54]. On peut donc dire que le conflit qui éclata entre ouvriers taiwanais et entreprises contrôlées par les Japonais avait un caractère non seulement économique, mais aussi nationaliste. C'est dans ce contexte que se développa, dès 1926, le mouvement ouvrier de Taiwan, avec cependant un certain retard par rapport aux autres mouvements. A partir de 1927, lorsque commença la concurrence pour la direction du mouvement ouvrier entre l'Association culturelle et le Parti populaire, ce développement fut remarquable.

| | conflits ouvriers | | organisations ouvrières | |
|---|---|---|---|---|
| | nombre de conflits | nombre de participants | nombre d'organisations | nombre de membres |
| 1926 | 26 | 1 280 | 7 | 1 730 |
| 1927 | 69 | 3 312 | 57 | 8 175 |
| 1928 | 107 | 5 445 | 103 | 12 008 |
| 1929 | 49 | 1 900 | 114 | 12 993 |
| 1930 | 59 | 15 706 | 109 | 25 190 |
| 1931 | 52 | 2 256 | 114 | 21 295 |
| 1932 | 29 | 2 002 | 110 | 21 203 |

D'après les sources in *Enkakushi*, pp. 1220, 1224-1225.

Grâce aux efforts de l'Association culturelle remaniée, on assista en 1927 à la création d'un Syndicat des mécaniciens à Taipei, dont l'influence s'étendit à Tainan, Kaohsiung et Keelung, où furent établies successivement des sections[55]. Lorsque des mécaniciens de Kaohsiung commencèrent à s'organiser en un syndicat, sous la direction de Lien Wen-ch'ing, une grève générale fut provoquée à la suite

d'un conflit concernant le droit d'organisation syndicale dans une entreprise japonaise, l'Usine métallurgique de Taiwan, à Kaohsiung. Cette grève fut soutenue par une « grève de solidarité » dans l'ensemble de l'île. Des conflits se multiplièrent, et le mouvement ouvrier prit alors plus de consistance [56].

Mais ces conflits aboutirent à un échec, d'une part à cause de la répression japonaise, d'autre part parce qu'il existait des divergences entre Lien Wen-ch'ing et Wang Min-ch'uan. Tandis que les principaux dirigeants étaient arrêtés, puis emprisonnés, au cours des incidents de Hsinchu et de Tainan, les activités déclinèrent et les membres se dispersèrent. Néanmoins, certains d'entre eux furent regroupés par la Fédération générale des ouvriers de Taiwan, fondée en février 1928 [57]. A sa fondation en juillet 1927, le Parti populaire visait déjà à « aider le développement du mouvement paysan, ouvrier, et des organisations sociales [58] ». Du fait que le mouvement paysan se trouvait déjà bien encadré par le Syndicat paysan, le Parti populaire, profitant de l'échec du conflit dirigé par l'Association culturelle, organisa, sous sa direction, la Fédération générale des ouvriers. Celle-ci comptait, à son inauguration, 29 organisations, et 6 367 membres [59]. Ainsi, le mouvement ouvrier de Taiwan, à l'époque de la fondation du PCT, était divisé en deux camps opposés, celui de gauche, sous la direction de l'Association culturelle, et celui de droite, sous l'influence « réformiste » [60].

### ÉCHEC DE L'UNIFICATION DES SYNDICATS OUVRIERS

Le PCT, lors de son baptême, avait présenté un « Aperçu des mesures appropriées au mouvement ouvrier », dans lequel il mettait l'accent sur la nécessité d'unifier tous les syndicats taiwanais. Ces vues ne furent cependant pas adoptées officiellement à la conférence inaugurale, le représentant du PCC, P'eng Jung, l'ayant emporté [61]. Mais des directives concernant l'unification syndicale furent transmises à Taiwan ; elles n'eurent jamais l'occasion d'être appliquées. Face à la division du mouvement ouvrier, et à la menace du Parti populaire, les dirigeants de l'Association culturelle prirent conscience de l'importance d'unifier les syndicats de gauche. La formation de l'Union des syndicats mécaniciens de Taiwan *(T'ai-wan chi-hsien kung-hui lien-he hui)*, en janvier 1928, marqua un pas dans cette voie. Au début de juin, l'Association culturelle se hâta de réunir 25 représentants

des syndicats à Taipei, pour débattre du problème de l'unification ouvrière. Mais au cours de la réunion, deux propositions s'opposèrent : le programme du Syndicat général de Taiwan *(T'ai-wan tsung kung-hui)*, proposé par Lien Wen-ch'ing, et le projet d'une Alliance pour l'unification du mouvement ouvrier de Taiwan *(T'ai-wan lao-tung t'ung-i yün-tung lien-meng)*, préparé par Wang Min-ch'uan.

Le premier suggérait une unification immédiate de la gauche par la constitution d'une fédération syndicale de gauche. Le second préférait une unification du mouvement ouvrier par étapes afin d'éviter une division irrémédiable entre ouvriers [62]. Finalement la seconde proposition l'emporta, et un comité préparatoire fut désigné. Mais les désaccords entre les deux groupes, ajoutés aux arrestations des dirigeants qui suivirent l'affaire de Hsinchu et l'affaire du cimetière de Taiwan, firent que le comité préparatoire n'aboutit à aucun résultat [63]. En effet, la politique du PCT à l'égard du mouvement ouvrier, avant que ne parvienne la nouvelle directive du PCJ à Taiwan, était incertaine. A sa fondation à Shanghai, il n'avait pas été désigné de responsable du mouvement ouvrier. Bien que Hung Ch'ao-tsung, membre du comité central, ait participé au comité préparatoire pour l'unification du mouvement ouvrier de Taiwan, le PCT avait dénoncé à la fois les idées de Wang et celles de Lien, et mis l'accent sur la nécessité de l'unification des syndicats de gauche pour renforcer l'influence communiste [64].

### Tentatives de constitution d'une Fédération syndicale rouge

Lors de l'organisation du comité central du PCT à Taiwan à la fin de 1928, Chuang Ch'un-huo fut désigné pour diriger le mouvement ouvrier. Au début de 1929, une nouvelle directive intitulée « Formation de la classe ouvrière et tâche du parti » parvint du PCJ à Hsieh A-nü. De cette directive se dégageaient trois points essentiels [65] :

1. l'organisation de syndicats dans les industries importantes, en particulier dans les mines de charbon, les transports, et les grandes usines ;
2. la constitution d'une Fédération syndicale rouge pour unifier les syndicats de gauche sous la domination du parti ;
3. le problème de radicalisation des syndicats de droite.

Après l'affaire du 12 février, Su Hsin et Hsiao Lai-fu furent renvoyés à Taiwan par la section spéciale du parti à Tokyo, avec la mission d'aider à la reconstitution du Syndicat paysan. Mais Hsieh A-nü les désigna pour tenter d'organiser des syndicats de mineurs dans le nord de l'île. Grâce à leurs efforts, fut créé un comité préparatoire pour la création de syndicats des mines, en octobre de la même année. Selon les directives du comité central du PCT, ce comité préparatoire prit l'appellation, en mai 1930, de « comité d'organisation du syndicat des mines » *(K'uang-shan kung-hui tsu-chihchun-pei hui-i)*. Sous son égide furent publiées des informations, dans le but d'étendre son influence, et des sections furent établies [66]. Lorsque, en mars 1930, Liu Shou-hung fut nommé responsable de la section du Sud du parti, il établit à Kaohsiung un comité directeur, avec Yen Shih-chi et Ch'en Chieh, et organisa des études marxistes, tentant ainsi de regrouper des ouvriers. Après la conférence de Sungshan en octobre 1930, la section du Sud fut réorganisée sous la direction de Chuang Shou afin de renforcer ses activités parmi les ouvriers [67]. A la fin de la même année, des ouvriers de l'usine du chemin de fer à Kaohsiung, tels Chou K'un-ch'i, et trois Japonais, Yoshimatsu Koshikiyo, Miyamoto Shintaro et Tsuno Sukeyoshi, créèrent un comité préparatoire en vue de l'établissement d'un syndicat des chemins de fer. Après la constitution de la Ligue des réformes, la mission de ce comité s'élargit dans le but d'organiser un syndicat des transports de Taiwan. Grâce aux efforts de ce comité, des conflits furent provoqués et des cellules communistes furent créées, en particulier dans les usines de chemin de fer [68]. Pourtant, malgré ces efforts remarquables, et la création de cellules, les syndicats ne purent jamais voir le jour, du fait de la répression japonaise qui s'abattit en juin 1931, et qui réduisit à néant toutes les tentatives.

Dans le but d'unifier les syndicats de gauche, ce qui constituait aussi l'une des tâches présentes du PCT, une section directrice du mouvement ouvrier fut établie au cours de la conférence de Sungshan. Wang Wan-te, Su Hsin et Hsiao Lai-fu en furent nommés responsables [69]. Ils mirent au point un programme en deux étapes : tout d'abord, la constitution d'un comité préparatoire en tant qu'organe directeur pour diriger l'établissement des organisations syndicales par industries ; puis, les unifier en une Fédération syndicale rouge de Taiwan *(T'ai-wan ch'ih-se tsung kung-hui)*. Cette constitution du haut

vers le bas était opposée à l'idée de Hsieh A-nü, qui pensait qu'il n'existait pas d'organisation syndicale solide par industries : il aurait donc fallu procéder à l'inverse, du bas vers le haut, en donnant la priorité à l'organisation des syndicats dans chaque secteur d'industrie [70].

Les idées de Hsieh furent dénoncées par Wang et son entourage comme « opportunistes », et tous deux mirent en œuvre leur programme sans tenir compte de cette opposition. Lorsque la Ligue des réformes fut fondée, c'est leur programme qui fut adopté comme directive du mouvement ouvrier [71]. Ils mirent donc toute leur énergie à tenter d'organiser des syndicats des mines, des transports, de l'imprimerie, et encouragèrent des conflits plus radicaux que jamais. A la suite de leurs efforts, le mouvement se développa rapidement, et des cellules apparurent dans tous les secteurs industriels, mais la destruction du parti ôta au mouvement toute possibilité de parvenir à ses fins [72]. En ce qui concerne la Fédération générale des ouvriers de Taiwan, le PCT recherchait, d'une part, une « union par le haut », et, d'autre part, la « lutte à la base », c'est-à-dire rallier la Fédération en constituant un comité pour la lutte commune, et en même temps, envoyer des communistes travailler à l'intérieur de la Fédération pour reconquérir les masses ouvrières. Du fait que les membres du parti étaient en nombre limité, et déjà occupés par l'Association culturelle et le Syndicat paysan, c'était une illusion que de penser établir une domination dans le camp rival. Par ailleurs, bien que le Parti populaire et la Fédération générale aient mis eux aussi l'accent sur l'importance du front uni, le résultat resta, dans l'ensemble, à peu près nul.

Le développement du mouvement ouvrier sous la direction du Parti populaire a aggravé les divergences qui existaient déjà à l'origine entre la faction de Chiang Wei-shui et celle de Ts'ai P'ei-huo. Lorsque la première établit sa domination au sein du parti, s'éloignant de plus en plus d'une attitude modérée, le Parti populaire se tourna vers le mouvement de lutte de classes. Le groupe conservateur des bourgeois et des intellectuels, craignant la répression prévue, se hâta alors de quitter le parti en août 1930 [73], et de former de son côté une organisation plus modérée, dans le seul but d'obtenir l'autonomie locale. Le Parti populaire, quant à lui, pour assurer sa popularité, devint de plus en plus radical, et se réorienta, au cours de son IVe congrès en février 1931, en reconnaissant officiellement la lutte des classes.

Cette déviation vers la gauche n'était pas sans rapport avec l'influence communiste. Pourtant, cette réorientation amena la dissolution immédiate du Parti populaire par les autorités coloniales [74].

Depuis son IIIe congrès, la Fédération générale, subissant l'impact des activités communistes dans les syndicats ouvriers qui lui étaient rattachés, montrait déjà des tendances radicales. Elle se prépara donc, en prévision de son IVe congrès qui devait avoir lieu après celui du Parti populaire, à une nouvelle radicalisation mettant l'accent sur la réunification du mouvement ouvrier, et sur la solidarité des ouvriers et des paysans. Mais l'interdiction du Parti populaire et le renforcement de l'oppression japonaise firent que ce congrès n'eut jamais lieu, et bientôt la Fédération générale se désagrégea [75]. Finalement, le mouvement ouvrier de Taiwan, qui s'était développé avec un retard relatif par rapport aux autres mouvements anti-impérialistes, se vit, dès le début, divisé en deux camps. Comme l'industrie de Taiwan était restée moins développée, les activités syndicales ouvrières eurent en général moins de succès que celles du Syndicat paysan. Mais, placées dans le même contexte, elles partagèrent le même destin.

# CONCLUSION

Alors que la Chine entrait dans une ère de troubles et de difficultés, et n'était pas encore devenue une nation moderne, Taiwan en était déjà politiquement séparée. Dès la première guerre sino-japonaise jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et même jusqu'à nos jours, Taiwan et la Chine ont connu des évolutions sociales profondément différentes. Tandis que Taiwan, en tant que « colonie », résistait aux Japonais, la Chine, en tant que « semi-colonie », tâtonnait à la recherche d'une émancipation totale, vers un nouveau système politique.

Lorsque le capitalisme japonais tenta de placer Taiwan dans son système économique, il lui imposa une modernisation dont les conséquences furent lourdes pour les Taiwanais, tant sur le plan psychologique que sur le plan politique et social.

Au cours d'un demi-siècle de domination coloniale, les Taiwanais essayèrent plusieurs formes de résistance contre les Japonais. Après l'échec des soulèvements armés des deux premières décennies de la colonisation, la résistance prit la forme d'un mouvement politique sous la direction d'intellectuels influencés par les idéologies démocratiques ou marxistes et animés par l'idée d'autodétermination. Les résistants ne manquèrent pas de se poser la question des rapports entre la libération de Taiwan et la révolution chinoise. La résistance taiwanaise devait-elle être subordonnée à celle-ci et attendre la montée d'une Chine forte, susceptible de reconquérir Taiwan ; ou bien la libération de la colonie japonaise devait-elle adopter une stratégie de la Chine semi-coloniale, et tenter une décolonisation aboutissant à l'instauration d'un Etat indépendant ?

Depuis la création de l'Association d'assimilation en 1914, à travers le Mouvement pour l'établissement d'un Parlement de Taiwan, et jusqu'à la formation de la Ligue pour l'autonomie locale de Taiwan, il se

dessine une ligne politique caractérisée par l'acceptation de la domination japonaise, et restreinte au cadre légal. Cette ligne se donne comme objectifs la réforme de la politique coloniale et l'amélioration du statut des Taiwanais, dans la perspective d'une future autonomie de l'île. Telle est la première voie suivie par la résistance à la colonisation étrangère.

Ce n'est qu'avec la fondation du PCT en 1928 qu'une autre voie fut clairement définie. Dès la scission de l'Association culturelle en 1927, le mouvement de libération taiwanais vit s'opposer mouvement de classes et mouvement nationaliste proprement dit, et vit naître une nouvelle tendance qui cherchait à renverser la domination japonaise par l'action révolutionnaire. Le mouvement communiste appartient à cette seconde voie.

Après la Première Guerre mondiale, survint la première dépression monétaire, suivie de la crise économique. La paupérisation des masses taiwanaises s'accentua. La domination économique des capitalistes japonais se renforça et la bourgeoisie taiwanaise fut amenée à investir des capitaux dans l'industrie coloniale. Ainsi la majorité de la bourgeoisie, composée de propriétaires fonciers, se trouvait-elle plus ou moins liée aux intérêts japonais. Les compromis qui en résultèrent modérèrent l'attitude de la bourgeoisie dans ses revendications vis-à-vis des Japonais. C'est l'une des principales causes de la scission au sein du mouvement nationaliste.

Mais la seconde voie représentée par le mouvement communiste comportait en elle-même les éléments qui la conduisirent à l'échec. On peut dire en effet que, dès sa fondation, le PCT n'était pas une organisation viable, et ceci pour cinq raisons principales.

### La direction du Komintern

La décision du Komintern de fonder un Parti communiste taiwanais en 1927 se fondait sur la stratégie de libération des pays coloniaux exprimée par Lénine dans ses thèses sur « La question nationale et coloniale ». Bien qu'à la même époque la direction du Komintern ait connu une période de troubles internes et que des dissensions aient suivi l'échec de la politique de front uni en Chine, la stratégie de libération des pays coloniaux devait rester la même au cours des quelques années d'existence du PCT, et ce en dépit des luttes au sein

du parti et des changements de direction. Mais si la stratégie restait la même, son application changeait de contenu. En 1928, Staline établit sa domination au sein du Komintern, et, avec l'élimination de Trotski, la tendance internationaliste disparut. Le mouvement communiste et la radicalisation des mouvements communistes dans les pays coloniaux ne servaient plus qu'à combattre l'impérialisme, afin de protéger les intérêts de l'Union soviétique – patrie du socialisme. A Taiwan, cela coïncide avec l'élimination de la ligne de Hsieh A-nü, qui préconisait une politique plus prudente et donc mieux adaptée à la situation de Taiwan, mais en opposition avec la ligne officielle du Komintern. C'est donc la radicalisation imposée par le Komintern qui précipita la destruction du PCT.

### La double subordination du PCT

A sa fondation, le PCT pouvait compter en principe sur l'aide et le soutien des Partis communistes japonais et chinois. Mais, alors qu'il fut tout d'abord une section nationale du PCJ, destinée à devenir une section du Komintern, le PCT se trouva aussi sous la direction de fait du PCC. Ni l'un ni l'autre des deux grands partis n'étaient réellement en mesure d'apporter aux communistes taiwanais l'aide efficace et concrète qu'ils étaient en droit d'attendre. Les années 1928-1932 furent difficiles pour les Partis communistes en Chine et au Japon. Plutôt qu'un soutien, la double subordination du PCT se révéla une charge, et elle entraîna la formation de tendances rivales en son sein, la tendance proche du PCC s'opposant à la tendance proche du PCJ. La double allégeance constitua une entrave au développement du PCT, à sa cohésion interne et à la consolidation de sa direction, déjà bien fragiles.

### La faiblesse du recrutement

Le PCT fut fondé par une dizaine d'intellectuels ayant subi une influence communiste qui en Chine, qui au Japon, qui à Moscou. Les effectifs du parti ne furent jamais très élevés : d'après notre estimation, le nombre de ses membres ne dépassa pas quelques centaines. Ce faible effectif était dû aux répressions successives qui ne permettaient pas un développement normal du parti, et il y eut même une période où le comité central ne fut constitué que d'une seule personne. Les membres issus de milieux intellectuels et petits-bourgeois étaient en majorité des

jeunes fascinés par l'idée de la révolution, tandis que le recrutement parmi les ouvriers et les paysans s'effectuait difficilement.

**Des conditions peu favorables**

A cause de la petite taille de l'île, les possibilités de lutte révolutionnaire étaient bien plus réduites à Taiwan qu'en Chine continentale. Aussi les Japonais eurent-ils rapidement raison de la résistance armée. Le système colonial répressif qu'ils établirent à tous les échelons et dans toute l'île se révéla extrêmement efficace. Le gouvernement colonial contrôlait ainsi la vie sociale, économique, politique et culturelle sous tous ses aspects. Le mouvement social était maintenu à l'état embryonnaire, le prolétariat restait marginal, et la proclamation des théories marxistes de la lutte des classes et de la solidarité prolétarienne internationale ne pouvait apparaître que comme une doctrine d'importation peu ou mal adaptée à la société taiwanaise.

**Une action clandestine de portée limitée**

Contraint à la clandestinité, le PCT se trouva incapable de s'exprimer en son nom propre et de présenter un programme politique communiste. Son action se limita donc à noyauter les organisations de gauche tolérées par le pouvoir colonial, comme l'Association culturelle et le Syndicat paysan, afin d'en faire des satellites. Il réussit en effet à radicaliser ces mouvements et à précipiter la rupture avec les organisations nationalistes, mais il ne put aller plus loin ni s'établir comme une organisation de masse.

Les raisons de l'échec du PCT sont claires. Les difficultés qu'il a dû affronter et qu'il n'a pu surmonter sont celles qu'ont connues les mouvements de libération de tous les peuples colonisés, luttant à armes inégales contre des systèmes répressifs bien organisés. A Taiwan comme dans les autres pays colonisés, l'oppression coloniale créait un milieu favorable aux thèmes de la propagande anti-impérialiste et à l'agitation communiste, mais empêchait son développement révolutionnaire. Pourtant, le mouvement communiste, né pour abattre l'impérialisme japonais, avait pour objectif à long terme de reconstruire la société taiwanaise. Il n'a réussi ni l'un ni l'autre, au cours de sa brève existence, mais les thèmes de la libération nationale et de la reconstruction lui ont survécu.

# APPENDICE I

## « Thèses politiques »[1]
*(adoptées par la conférence inaugurale du PCT à Shanghai, le 15 avril 1928)*

### *I. Développement de la nation taiwanaise*

*1. Les premiers habitants de Taiwan étaient des aborigènes. Cette île de primitifs a été occupée dans la première moitié du XVI^e siècle par des pays occidentaux avancés : les Hollandais s'installèrent dans la partie sud, et les Espagnols dans la partie nord. C'est alors que commença l'histoire coloniale de Taiwan. Dans les années 1660, Koxinga, battu par les Mandchous, se dirigea vers l'est en direction de Taiwan avec ses soldats. Les Hollandais ainsi que les Espagnols, qui étaient peu nombreux, furent chassés de l'île. Par la suite, les aborigènes furent de plus en plus opprimés, leurs terres furent saisies ; ils furent finalement forcés par les Hans (Chinois) de s'enfuir dans les montagnes. Ainsi, les terres furent réparties entre les grands paysans : la famille de Koxinga et ses subordonnés. A partir de ce moment le nombre des Hans venus du sud de la Chine augmenta : c'est ainsi que se forma progressivement la nation taiwanaise. La domination de Taiwan par la famille de Koxinga fut alors réalisée sur des bases féodales. En même temps, les mœurs traditionnelles de la nation étaient conservées.*

*2. Ensuite, la dynastie Ch'ing conserva le système féodal, en envoyant des seigneurs féodaux gouverner Taiwan. Cependant, le système féodal devint de plus en plus instable. Le facteur social et les influences principales qui firent évoluer l'histoire de Taiwan sont : le début du commerce entre Taiwan et pays occidentaux et l'augmentation progressive des capitaux du commerce intérieur ; ceci en effet a entraîné le déclin du système féodal.*

*3. De cette manière, dès la fin du XVII^e siècle, Taiwan devint une dépendance du système féodal chinois. A partir du milieu du XIX^e siècle,*

*les relations commerciales entre Taiwan et la Chine, l'Angleterre, la Hollande, etc., devinrent plus florissantes. L'aube de l'ère capitaliste fut marquée par des transformations économiques, mais aussi par le déclin du système féodal. C'est à ce moment que commença la guerre sino-japonaise. La capitalisme, né du système féodal, et s'y développant, fit apparaître naturellement des mutations politiques, économiques et sociales. En outre, la guerre sino-japonaise eut pour conséquence l'augmentation de la tension au sein du mouvement nationaliste, qui s'opposait, à l'origine, à la domination mandchoue ; une crise éclata.*

*4. Ainsi, lorsque le climat révolutionnaire s'intensifia, les Mandchous furent vaincus et Taiwan fut cédé au Japon comme dommage de guerre. C'est dans cette ambiance révolutionnaire que la République de Taiwan vit le jour. Sa mission essentielle était de résister à l'invasion japonaise. La force principale du mouvement révolutionnaire était constituée par les «moyens propriétaires fonciers» capitalistes, commerçants et militaires. C'était une forme de révolution nationale ainsi qu'une action massive du peuple. Cependant, comme la bourgeoisie de Taiwan n'était pas encore sûre, la révolution nationale fut écrasée brutalement par l'impérialisme japonais. La révolution démocratique échoua au cours de cette révolution. Le problème fondamental de la propriété foncière subit un grand changement en se heurtant à la croissance du capitalisme interne et aux réformes arbitraires de l'impérialisme japonais. Ce fut le seul résultat obtenu par cette évolution.*

*5. Face à une telle situation, la République de Taiwan désira devenir un pays indépendant et suivre la voie du capitalisme. Mais dans cette période de transition économique et politique, la guerre sino-japonaise se solda par la colonisation de Taiwan par les Japonais. Ainsi, d'une part la révolution démocratique échoua et Taiwan se trouva gouvernéepar l'impérialisme japonais qui conservait lui-même beaucoup de survivances féodales. D'autre part, le développement du capitalisme taiwanais dépendait entièrement du développement du capitalisme japonais. C'est pour cela que Taiwan a encore beaucoup de survivances féodales. En résumé, la nation taiwanaise a évolué au cours de ces étapes historiques dans un processus de développement économique particulier.*

## II. Situation économique et politique actuelle

### A. Situation économique de Taiwan

*Le développement du capitalisme taiwanais a suivi la progression rapide du capitalisme japonais. C'est-à-dire que la bourgeoisie japonaise s'occupant elle-même de la croissance industrielle de Taiwan, celle-ci ne s'est pas développée par elle-même. Voyons où en était l'industrie de Taiwan. L'entreprise de production la plus importante, celle des chemins de fer, qui était de l'ordre de 60,5 miles en 1899, est passée à 244,4 miles en 1925. De nombreuses autres entreprises et industries urbaines ont aussi fortement progressé.*

*En 1912, le nombre total des entreprises était de 147, mais leurs capitaux n'atteignaient que 125 891 650 yens, alors qu'en 1924, on comptait 634 entreprises, dont les capitaux s'élevaient à 600 002 000 yens. Les investissements de capitaux bancaires, qui n'étaient que de 54 724 961 yens en 1909, atteignaient 498 145 215 yens en 1919. Nous devons considérer aussi que la plupart des capitaux étaient ceux des capitalistes bancaires, et que 80 % venaient du capital des monopoles extrêmement peu nombreux, tels que Mitsui, Mitsubishi, Okura et le Gouvernement général. D'après les faits importants mentionnés ci-dessus, nous pouvons voir à quel point la situation économique de Taiwan était développée et, en même temps, comment l'ensemble économique taiwanais avait subi la domination totale du capital bancaire des monopoles de l'impérialisme japonais.*

*A Taiwan, d'un côté il y avait une grande concentration de capitaux émanant du Japon ; de l'autre il y avait une part de capitaux proprement taiwanais ; de plus des éléments économiques non capitalistes assez nombreux subsistaient encore dans les villages. Il existe une contradiction importante et difficile à résoudre entre les grandes concentrations de capitaux d'un côté ; les capitaux peu développés et primitifs, et l'économie non capitaliste de l'autre. Ces contradictions constituent le facteur principal du développement de la révolution taiwanaise.*

### B. Situation politique

*En 1895, la République démocratique de Taiwan fut renversée par l'impérialisme japonais. Cette révolution fut écrasée par l'impérialisme japonais avant d'avoir vaincu la tyrannie féodale. De ce fait, il existe encore, à Taiwan, de nombreuses survivances féodales, et le pouvoir politique qui gouverne*

*actuellement Taiwan est le pouvoir de l'Etat japonais, basé sur l'alliance entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers féodaux : le Gouvernement général de Taiwan. Le régime autonome que le Gouvernement général de Taiwan, démon de la tyrannie, a donné au peuple taiwanais, n'est en fait rien d'autre qu'une façade servant à tromper les masses.*

*Ce régime autonome du nom de Conseil du Gouvernement général (Sotokufu kyogikai) et Conseils des provinces et des arrondissements (Shugun kyogikai) a été institué dans l'ensemble de l'île. Le système féodal consistait en une nomination par l'échelon supérieur. De plus, parmi les membres, on voit des capitalistes et des fonctionnaires japonais en majorité.*

*Les Taiwanais qui y participent sont tous de grands capitalistes et de grands propriétaires fonciers réactionnaires assimilés (sur les 27 membres du Conseil du Gouvernement général de Taiwan, il y a 9 capitalistes japonais, 9 fonctionnaires supérieurs japonais du Gouvernement général, et 9 notables, pantins réactionnaires taiwanais). Un tel régime autonome, qu'est-il d'autre qu'un masque servant à abuser les masses ? S'il en est ainsi, le peuple entier de Taiwan ne jouit d'aucune liberté politique, et la liberté du peuple entier est violée par l'impérialisme japonais.*

*C. Relations de classes*

*I. La bourgeoisie de l'impérialisme japonais : les grands capitalistes banquiers, qui sont très peu nombreux, contrôlent 80 % des capitaux dont 42 % sont investis dans les entreprises industrielles des villages (sucreries, etc.). Ces parasites impérialistes sont les grancs ennemis du peuple taiwanais.*

*II. La bourgeoisie réactionnaire : Ceux qui appartiennent à cette catégorie sont, d'une part, les capitalistes, d'autre part, les propriétaires fonciers qui, pour l'essentiel sont des capitalistes taiwanais ayant de très fortes racines féodales, ainsi que des capitalistes taiwanais étroitement liés aux capitaux financiers japonais. Ils forment la partie réactionnaire de la bourgeoisie.*

*III. La bourgeoisie progressiste : ceux qui appartiennent à cette catégorie sont pour la plupart, à l'origine, des propriétaires fonciers. Mais leur base économique est encore en partie fondée sur les propriétés foncières. Il s'agit d'une bourgeoisie commerciale et industrielle des villes déjà capitalistes. Ce point, très important, ne doit pas être négligé. Par exemple, leurs capitaux sont pour la plupart investis dans les petites entreprises de*

*commerce, de négoce et les banques. S'ils ne forment pas une base économique importante sur des méthodes d'exploitation capitalistes, ils ne peuvent pas subsister. Lorsque l'impérialisme japonais empêche leur libre développement, il leur arrive souvent de tenter d'échapper, mais en vain, à la domination des capitaux monopolistes de l'impérialisme japonais pour devenir une grande bourgeoisie. Sur ce point, ils subissent encore une oppression nationale et conservent encore une tendance révolutionnaire.*

*IV. La petite bourgeoisie : ce sont, pour la plupart, des petits commerçants et des industriels modestes. Leur situation économique est très précaire, et ils risquent de plus en plus de faire faillite à cause de l'oppression de l'impérialisme japonais sur les plans économique et politique. Ils ont un esprit révolutionnaire, instable, mais plus enthousiaste, comparé à la bourgeoisie. Les intellectuels, qui sont enseignants et fonctionnaires, appartiennent aussi à cette petite bourgeoisie.*

*V. Grands propriétaires fonciers : ces catégories sont des chiens courants révolutionnaires entièrement liés à l'impérialisme japonais. Ces propriétaires fonciers féodaux sont des parasites féodaux établis sur les rapports d'exploitation de la production ; ce sont les éléments les plus réactionnaires.*

*VI. Propriétaires fonciers moyens : cette couche sociale constitue 8% de la population rurale et possède 28,8% de la surface cultivable. Ils exploitent leurs terres eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'ouvriers agricoles, mais ils louent la plupart de leurs terres aux paysans pauvres et aux cultivateurs propriétaires. Ils maintiennent avec les paysans des rapports d'exploitation féodaux. Mais comme dans ces dernières années ils tendent vers des rapports de production capitalistes, ils ont des relations très étroites avec la bourgeoisie progressiste.*

*VII. Cultivateurs propriétaires : ils représentent 30,1% de la population rurale, et possèdent 23% de la surface cultivable. Récemment, à cause du développement de l'industrie agricole, de la concentration et de la confiscation arbitraire des terres par l'impérialisme japonais, leur statut économique est devenu si précaire qu'il tend inéluctablement vers la ruine. Maintenant, pour subvenir aux besoins de leurs familles, ils sont obligés de louer de plus en plus de terres aux propriétaires fonciers. Dans de telles circonstances, avec la peur du lendemain, ils évoluent progressivement vers la faillite, et deviennent rapidement des ouvriers agricoles ou des paysans pauvres.*

*VIII. Paysans pauvres et ouvriers agricoles : la plus grande partie de leurs terres ayant été spoliée par les capitalistes japonais et les propriétaires fonciers féodaux de Taiwan, ils ne possèdent rien. Ce sont les paysans les plus pauvres des villages, qui représentent 70 % de la population rurale. La plupart des ouvriers agricoles travaillent dans les usines des villages, les autres travaillent dans les fermes ou bien en tant qu'ouvriers libres dans les villages. Les cultivateurs propriétaires, les ouvriers agricoles, les paysans pauvres ont entamé une lutte à mort contre l'impérialisme japonais, déjà unis sous le drapeau du Syndicat paysan.*

*IX. Classe ouvrière : elle représente 30 % de la population totale. Depuis la rationalisation de la production et la grande peur capitaliste de l'année dernière, les ouvriers ont acquis rapidement une conscience sur le plan de la politique et de l'organisation. Mais comme ils ne sont pas encore unis en une force politique indépendante, ils demeurent sous l'influence de la bourgeoisie libérale.*

### *III. Situation du mouvement d'indépendance nationale*

*Le mouvement révolutionnaire par lequel le peuple taiwanais s'oppose à l'impérialisme japonais devait nécessairement apparaître quand on regarde les faits historiques : après l'écrasement par l'impérialisme japonais de la République démocratique de Taiwan, apparue avec le mouvement révolutionnaire national en 1895, le mouvement révolutionnaire nationaliste continua sa progression. Dès 1907, les principaux mouvements révolutionnaires se livrèrent à des actions brutales. Les grands soulèvements qui eurent lieu successivement en 1912 et 1915 réunirent quelques dizaines de milliers de participants. Ceux-ci étaient comparativement mieux organisés, mais ils manquaient encore de contrôle et de direction politiques. Ces deux grands soulèvements s'opposaient en apparence à l'impérialisme, mais après une analyse stricte du contenu du processus révolutionnaire, le motif principal de l'éclatement était la demande faite par les masses paysannes d'une solution démocratique au problème agraire. En outre, lorsque nous examinons l'histoire de Taiwan, nous nous apercevons que la tradition d'indépendance de la nation taiwanaise était faible. Ce fait, qui se reflète sur le mouvement révolutionnaire nationaliste de Taiwan, a une très grande signification.*

*A partir du renversement de la révolution démocratique de 1895 par l'impérialisme japonais, le développement du capitalisme taiwanais a entièrement découlé de l'entreprise de la bourgeoisie japonaise. De ce fait, la formation politique de la bourgeoisie de Taiwan demeura infantile et, jusqu'à présent, elle a graduellement renforcé son établissement en tant que classe. Cependant, dans le processus de consolidation de classe, elle se trouve absorbée non seulement par l'impérialisme japonais, mais aussi par sa propre politique, tendance de tout temps présente. Ce sont les principales raisons pour lesquelles le mouvement d'indépendance démocratique taiwanais n'a pu se développer intensément.*

*En restant originellement un mouvement réformiste, le mouvement nationaliste de Taiwan, qui demandait l'autonomie et la généralisation de la culture, n'est pas entièrement accidentel ; il résulte de conditions historiques. En 1919, l'Association culturelle s'organise sous la direction de la bourgeoisie. En 1923, le mouvement de pétition pour l'établissement du Parlement de Taiwan dont l'Association était le centre, fut le précurseur du mouvement politique de celle-ci. Les grèves du prolétariat paysan et ouvrier qui ont eu lieu au printemps de 1926 ont fait monter une nouvelle classe sur la scène politique. Actuellement, la bourgeoisie taiwanaise maintient dans cette situation politique une tendance révolutionnaire nationaliste, mais son action révolutionnaire reste extrêmement limitée :*

*1. elle entretient encore de nombreux rapports d'exploitation féodale ;*

*2. comparée à la bourgeoisie japonaise, la bourgeoisie taiwanaise est infantile et faible et ne lui est finalement pas comparable. Elle n'est pas unie politiquement et, dans le processus d'union politique, elle subit l'assimilation de l'impérialisme japonais ;*

*3. récemment, la force du mouvement révolutionnaire du prolétariat et des paysans a augmenté rapidement. Cette force a menacé la base économique de la bourgeoisie. Tout cela a non seulement limité la volonté révolutionnaire de la bourgeoisie, mais encore, avant même que la bourgeoisie de Taiwan ait réalisé son unification politique révolutionnaire, apparaissait déjà une scission de l'Association culturelle. En même temps, la force principale du mouvement révolutionnaire taiwanais avait tendance à s'acheminer vers une alliance entre le prolétariat et la paysannerie.*

*La scission de l'Association culturelle en 1927 révèle très clairement cette réalité historique. A cette époque, la droite qui avait quitté l'Association culturelle organisa le Parti populaire de Taiwan. Le but et le thème du Parti populaire sont la généralisation de la culture et l'autonomie de Taiwan. La conséquence fut que la petite bourgeoisie adhéra au mouvement réformiste et s'est publiquement déclarée contre le parti communiste et pour le gouvernement (nationaliste) de Nankin. Actuellement, elle est encore utile sur le plan révolutionnaire, mais, comme il a déjà été dit, son utilité est très limitée. De plus, nous pouvons prévoir facilement les faits suivants pour un proche avenir. Comme la force militante révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie s'est développée et qu'elle menace la bourgeoisie, il est clair que, dans un avenir proche, elle se trouvera rapidement et naturellement vers le camp des contre-révolutionnaires, comme l'a fait la bourgeoisie chinoise.*

*Il faut remarquer que depuis que l'Association culturelle est contrôlée par la gauche, son organisation a été radicalement transformée, ce qui lui a permis de progresser, déjà à partir du slogan de la généralisation de la culture et de l'autonomie, dans le développement du mouvement ouvrier et paysan. Par ses principaux slogans : généralisation de la culture populaire, renversement du Gouvernement général oppresseur, demande de liberté politique et opposition à la vente des terres par l'Etat, l'Association culturelle avait fait de sérieux progrès par rapport à l'ancienne association et s'était développée dans le sens d'une action révolutionnaire.*

*Du point de vue de classe, ses principaux éléments de base sont toujours la bourgeoisie commerçante et industrielle et la petite bourgeoisie. Les jeunes révolutionnaires et marxistes ont par ailleurs organisé des associations de jeunes prolétaires et des associations d'études. Dans la classe ouvrière et paysanne, forces principales de la révolution, les paysans s'étaient déjà unis au niveau de l'ensemble de l'île : leur organisation comptait plus d'une vingtaine de syndicats grands et petits, elle comptait plus de 10 000 membres, mais leur organisation était très disparate. Récemment, pour répondre à la pénétration plus forte des capitaux, la classe ouvrière a pris conscience de la nécessité d'unifier toutes les organisations de la classe ouvrière. Cet appel est à présent proposé par l'Union des ouvriers-mécaniciens. Après cela, l'accélération de l'organisation d'un syndicat général de Taiwan sera l'objectif concret.*

## *IV. Processus de croissance du prolétariat*

*Les ouvriers de Taiwan (y compris les ouvriers des villages) représentent environ 30 % de la population totale. Sur ces 30 %, plus de 10 000 ouvriers environ se sont groupés en syndicats, mais les autres ne sont pas encore organisés. Actuellement, la création d'un syndicat général de Taiwan qui unifiera toutes les organisations est le problème clé des luttes ouvrières à Taiwan. Si le problème agraire n'est pas résolu, la paysannerie, l'alliance militante du prolétariat, ferait toujours la révolution.*

*Elle représente 50 % de la population (dont les paysans pauvres représentent 69,9 % et les cultivateurs propriétaires 30,1 %), sous la direction du Syndicat paysan elle regroupe plus de 30 000 personnes. On trouve, dissimulée parmi les dirigeants révolutionnaires, une tendance extrêmement dangereuse, comme celle de l'infantilisme qui existe au sein du Syndicat paysan lorsqu'il refuse publiquement, par exemple, la révolution nationaliste. Il s'agit d'une tendance erronée de la gauche qui consiste en un démenti passif du mouvement de libération en prônant la révolution sociale. Par ce fait, ils peuvent difficilement expliquer que :*

*1. Taiwan est une colonie du Japon impérialiste ;*

*2. il existe encore beaucoup de survivances féodales à Taiwan même.*

*Les dirigeants intellectuels révolutionnaires passent facilement sur l'importance de ces points principaux, qu'ils étudient superficiellement. C'est-à-dire qu'ils ne voient pas dans Taiwan un prolongement de l'impérialisme japonais et ils considèrent que l'économie et la politique capitalistes ainsi que la division en classes sont déjà accomplies. Cette observation superficielle est une erreur de la gauche taiwanaise. Objectivement, on voit que la direction du mouvement entier est passé de la bourgeoisie au prolétariat, mais nous ne devons, en aucun cas, oublier que le prolétariat taiwanais n'a pas encore d'unité politique et que l'organisation de la lutte économique des masses est dans sa première phase de développement.*

*Dans ces conditions, l'organisation des pionniers (Parti communiste de Taiwan) du mouvement révolutionnaire entier est actuellement la tâche la plus urgente. Si les pionniers de la classe ouvrière, c'est-à-dire l'avant-garde du prolétariat, ne s'unissent pas, dans les conditions révolutionnaires actuelles le prolétariat ne deviendra pas une classe fondamentale de la lutte révolutionnaire. Le Parti communiste de Taiwan est maintenant en train de s'organiser en tant que section nationale du Parti communiste*

*du Japon. Du fait que Taiwan n'avait pas dans le passé d'expérience d'un parti communiste, l'organisation en tant que section du PCJ est très importante. Dorénavant, le but du PCT est d'absorber rapidement les communistes répandus dans Taiwan pour les faire participer au mouvement sous la direction de ces intellectuels révolutionnaires avancés*[2]*, en les ayant rassemblés et préparés aux tâches d'organisation. Il faudra, après une réunion préparatoire, s'efforcer d'observer les militants ouvriers et paysans qui sont membres du parti ; ensuite, établir un parti communiste rigoureux et solide.*

## V. PERSPECTIVE DE LA RÉVOLUTION

*Il existe encore beaucoup de survivances féodales à Taiwan. Par exemple, sur le plan économique, la plupart des paysans subissent le pillage de l'exploitation féodale ; sur le plan politique, la forme de dictature, comme démon de la tyrannie, témoigne aussi des survivances féodales. De plus, le pouvoir politique qui domine l'ensemble de Taiwan, l'organe d'Etat de l'impérialisme japonais, est encore un régime mixte de propriétaires fonciers féodaux et de capitalistes, malgré la prédominance de capitaux financiers. De ce point de vue, on ne peut décider arbitrairement que le mouvement d'indépendance de Taiwan est un simple mouvement de libération nationale ; dans son contenu social, il s'agit aussi d'une révolution démocratique. La révolution de la bourgeoisie taiwanaise est en même temps un mouvement d'indépendance qui renversera l'impérialisme japonais, et le développement de ce mouvement d'indépendance doit ébranler en même temps la base de l'impérialisme japonais. Cependant, on ne peut pas dire, dans une situation historique et actuelle aussi complexe, que l'ébranlement de l'impérialisme japonais ne soit qu'une idée. Maintenant, la bourgeoisie financière de l'impérialisme japonais s'efforce d'industrialiser frénétiquement toute l'île de Taiwan. Par conséquent, cela revient à détruire l'influence des survivances féodales qui empêchent son développement.*

*Ainsi, il va sans dire que nous devons détruire l'oppression brutale et éhontée subie par le peuple taiwanais. Récemment, après la nationalisation de la production par l'impérialisme japonais, on peut dire que les crimes les plus insupportables et brutaux subis par le peuple dans les villages sont : la confiscation des terres des paysans et l'expulsion de la majorité des paysans pauvres, destinés ainsi à mourir de faim. C'est la*

*raison pour laquelle le mouvement paysan actuel se développe en une lutte révolutionnaire sans merci contre l'impérialisme japonais.*

*L'impérialisme japonais, qui ne parvient pas à abolir les survivances féodales, ne peut qu'imposer violemment, à partir du haut, le développement du capitalisme (y compris de nombreux éléments non capitalistes). Ce genre de fait historique dissimule une contradiction fondamentale qui, n'étant pas encore résolue à Taiwan, doit y produire une crise révolutionnaire. Les rapports de production des survivances féodales dans l'économie de Taiwan n'évoluent pas au cours du développement de l'histoire, mais les capitalistes financiers l'exigent. Cela a, naturellement provoqué la mobilisation de la masse paysanne pour la lutte révolutionnaire contre la concentration industrielle des terres, ainsi que leur revendication pour les posséder ; c'est actuellement le désir de toute la paysannerie de Taiwan ainsi que le facteur principal de la révolution.*

*Ce mouvement de paysans non seulement est opposé au pillage des terres par les capitalistes, mais demande aussi la répartition, entre les paysans, des terres confisquées après la libération de l'oppression des propriétaires fonciers féodaux. L'un et l'autre sont étroitement liés. Pour résoudre le problème agraire, le PCT peut soit confisquer les terres pour les répartir entre les paysans, soit, en vue d'une solution finale, les nationaliser. L'actuelle proposition de « rendre les terres aux paysans » est convenable, mais un tel slogan ne peut être envisagé qu'une fois le développement révolutionnaire parvenu à un certain stade. Au cours du mouvement révolutionnaire en lutte contre l'oppression de l'impérialisme japonais, la masse ouvrière de Taiwan a pris conscience de la nécessité d'une union de classe. Une fois la classe paysanne et ouvrière développée, la bourgeoisie commerçante et industrielle, révolutionnaire et libérale aujourd'hui, abandonnera la ligne révolutionnaire et se prêtera aux compromis lorsqu'elle rencontrera la nouvelle force révolutionnaire. Après quoi, il n'y aura aucun doute que le prolétariat soit la force principale et la classe dirigeante de la révolution de Taiwan. En effet, le prolétariat se transforme lui-même, jour après jour, en force révolutionnaire, pour former la classe fondamentale du mouvement populaire bien qu'il reste encore des efforts à faire pour y parvenir. Or, le prolétariat de Taiwan doit s'allier étroitement avec les paysans pauvres pour accomplir la révolution démocratique de Taiwan.*

*La bourgeoisie de Taiwan est dans l'enfance et son influence révolutionnaire relativement faible. La grande entreprise de l'indépendance nationaliste est supportée par le prolétariat et le succès de la révolution taiwanaise devrait renverser l'impérialisme japonais ; par conséquent, la révolution nationaliste taiwanaise comporte de nombreux aspects d'une révolution sociale. En effet, du point de vue de la condition sociale, comme la force de la révolution est constituée par la classe ouvrière, le mouvement révolutionnaire a la possibilité de se développer dans le sens d'une révolution sociale. Deuxièmement, du point de vue de la condition internationale, les révolutions chinoise et japonaise sont déjà et d'une manière évidente tournées vers une révolution sociale. Ces deux aspects maintiennent la révolution nationaliste taiwanaise sur le chemin d'une révolution sociale. Donc, la révolution nationaliste est la genèse d'une dictature du prolétariat.*

*VI. Les tâches présentes du parti*

*1. Unifier les grands et petits syndicats de Taiwan ; réformer selon les catégories toutes les organisations qui ne sont ni régionales ni d'entreprises, et s'efforcer d'absorber tous les ouvriers pour qu'ils participent aux syndicats.*

*2. S'efforcer d'unir la classe ouvrière et la paysannerie en absorbant la force révolutionnaire de la paysannerie pour créer une alliance militante.*

*3. S'efforcer d'absorber toutes les forces révolutionnaires opposées à l'impérialisme japonais pour établir une alliance anti-impérialiste dont les ouvriers et les paysans sont le noyau. L'union des classes ouvrière et paysanne est indispensable à l'organisation d'un parti de masse. Dorénavant, il faut étendre les activités communistes en utilisant comme cadre l'Association culturelle. C'est-à-dire, d'une part, attirer les éléments avancés, ouvriers et paysans, ainsi que les jeunes, pour venir à bout de l'infantilisme de l'Association culturelle, et d'autre part, dévoiler la politique trompeuse du Parti populaire, en faisant dévier vers la gauche la masse qui se trouva sous sa direction ; et graduellement, faire de l'Association culturelle le centre du front uni de la révolution, puis à une certaine période la transformer en un parti de masse.*

*4. Le mouvement révolutionnaire de Taiwan n'est pas encore étroitement lié avec celui du prolétariat japonais. Nous devons nous efforcer de consolider les liens existant entre le prolétariat japonais et notre mouvement révolutionnaire.*

*5. Soutenir la révolution chinoise. Ceci est extrêmement important. Aussi la tâche principale de notre parti est de s'efforcer à faire connaître les aspects de la révolution chinoise afin de mobiliser la masse le moment venu, en utilisant des méthodes telles que les manifestations et s'engager ainsi sur la voie de la révolution chinoise dans la lutte contre l'impérialisme.*

*6. Au sujet de l'anti-nouvel impérialisme, notre parti doit analyser minutieusement les caractères de la guerre impérialiste et ses rapports d'intérêt avec les nations petites et faibles, plus particulièrement les rapports d'intérêt avec la masse ouvrière et paysanne, et en donner une explication concrète. En même temps, notre parti doit mettre à nu la préparation des complots de guerre de chaque impérialisme et présenter les slogans : soutenir les nations opprimées et le prolétariat, et combattre ensemble l'impérialisme, etc. A un moment donné, nous devons mobiliser les masses en utilisant des méthodes telles que les manifestations.*

*7. Soutenir l'Union soviétique, pays des ouvriers. Le PCT doit présenter, selon ses possibilités, l'histoire de la victoire de la révolution d'Octobre, la situation actuelle de l'édification du socialisme et les rapports étroits qui existent entre la classe ouvrière et le parti communiste, pour que les masses révolutionnaires de Taiwan connaissent le pays des ouvriers et qu'elles puissent soutenir, par des actions efficaces, l'Union soviétique.*

*Notre parti doit maintenant faire attention au fait que l'impérialisme mondial prépare partout des complots pour attaquer l'Union soviétique (certains ont déjà commencé) et pour détruire la révolution nationale chinoise. En effet, cette sorte de complots impérialistes est liée à la nouvelle guerre impérialiste. Nous devons, au moyen de slogans de solidarité internationale, faire connaître à fond les problèmes internationaux au prolétariat taiwanais.*

*8. Notre parti doit mobiliser les masses pour tous les mouvements qui réclament la liberté politique.*

*Les slogans actuels du PCT sont :*

*1. A bas la dictature du Gouvernement général, à bas l'impérialisme japonais !*

*2. Vive l'indépendance du peuple taiwanais !*
*3. Construire la République de Taiwan !*
*4. Annuler les mauvaises lois qui oppriment les ouvriers et les paysans !*
*5. Sept heures de travail quotidien ! Pas de travail, pas de nourriture !*
*6. Liberté de grève, d'assemblée, d'association, d'opinion, de presse !*
*7. Rendre les terres aux paysans pauvres !*
*8. A bas les survivances féodales !*
*9. Etablir une loi de protection des chômeurs !*
*10. S'opposer aux mauvaises lois qui oppriment les prolétariats japonais et coréen !*
*11. Soutenir l'Union soviétique !*
*12. Soutenir la révolution chinoise !*
*13. S'opposer à une nouvelle guerre impérialiste !*

*Comme ces slogans sont en étroit rapport avec les slogans «gouvernement ouvrier et paysan» et «dictature du prolétariat», notre parti doit présenter ceux-ci, dans des conditions objectives et au moment opportun.*

## *VII. Le PCT et le mouvement d'indépendance nationaliste*

*La bourgeoisie et ses chiens courants prêchent souvent et partout l'égalité des nations ou l'autodétermination des nations, mais en fait, ce ne sont, du début à la fin, que les expressions favorites des nations petites et faibles. Le parti communiste veut briser ces masques. Parce que la demande de l'indépendance nationale n'a de sens que dans la demande d'abolition des classes. Du point de vue historique, le mouvement d'indépendance nationale (autrement dit, le mouvement d'indépendance taiwanais) ne peut absolument pas se réaliser avec des moyens pacifiques ou des réformes progressives. Il est absolument clair que la soumission à la direction de la bourgeoisie est impossible.*

*L'expérience et les leçons du passé, tirées des mouvements révolutionnaires du monde entier, prouvent que, s'il n'y a pas de soutien positif de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés, et de l'Union soviétique, s'il*

*n'y pas de révolte de la part des ouvriers et des paysans des colonies, et s'il n'y a pas de direction du parti communiste, l'indépendance nationale ne peut aboutir. Le PCT est établi sur la base du prolétariat, c'est-à-dire qu'il est le parti révolutionnaire du prolétariat ; ses devoirs et travaux actuels sont d'inciter à la lutte des classes et de déployer l'influence révolutionnaire des ouvriers et des paysans. La théorie révolutionnaire de la masse ouvrière et paysanne consiste, au moyen de la lutte des classes, à pousser la classe ouvrière et paysanne à participer à la révolution nationaliste, en se constituant l'armée principale.*

*Non seulement la lutte des classes n'est absolument pas en contradiction avec la révolution nationaliste, mais, en plus, elle aide la révolution nationaliste à se développer. Ainsi, s'opposer à la lutte des classes a pour conséquence de s'opposer à ce que la plus grande partie de la masse ouvrière et paysanne révolutionnaire participe à la révolution. Cependant, s'il n'y a pas de participation ouvrière et paysanne, ni de direction de la classe ouvrière, la révolution nationaliste taiwanaise ne pourra se réaliser. Par conséquent, s'opposer à la lutte des classes, c'est servir la contre-révolution.*

*La bourgeoisie de Taiwan s'oppose aujourd'hui à la lutte des classes en disant que la lutte des classes détruit le front uni du mouvement du peuple entier, et qu'elle est en grande contradiction avec la révolution nationaliste. Ceci est bien entendu une ruse pour tromper les masses ouvrières et paysannes taiwanaises et, en même temps, c'est l'expression très claire des compromis de la bourgeoisie taiwanaise. Le PCT doit absolument briser cette vile théorie contre-révolutionnaire, mener à fond la lutte des classes, pousser les masses ouvrières et paysannes à participer à la révolution et placer la classe ouvrière en avant-garde pour diriger la révolution nationaliste. Par ailleurs, la classe ouvrière doit combattre pour l'indépendance nationale afin de diriger les masses révolutionnaires. En outre, il faut faire attention au fait que la bourgeoisie (Parti populaire), avec toutes sortes de compromis, et de mensonges, s'efforce de prendre la direction de la révolution. Nous savons déjà que la bourgeoisie taiwanaise n'a pas la possibilité de diriger la révolution nationaliste taiwanaise, ni d'être l'armée principale de la révolution. Nous devons, d'une part, briser totalement les compromis et les vils complots de la bourgeoisie, d'autre part, établir un front uni avec elle, pour qu'elle soit sous l'influence de la classe ouvrière.*

*Dans les conditions politiques actuelles, c'est-à-dire en période de lutte pour la direction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, le PCT doit gagner un vrai statut de dirigeant de la classe ouvrière, en évitant que cette direction ne tombe entre les mains de la bourgeoisie ; ainsi le PCT pourra enfin permettre à la révolution nationaliste de se développer. Dans la situation de colonie qui est celle de Taiwan, non seulement la masse paysanne révolutionnaire, mais aussi, dans certaines conditions, un grand nombre de petits commerçants, de petits entrepreneurs, de bourgeois et de paysans moyens éprouvent un ressentiment à l'égard de la domination impérialiste. Le PCT doit, suivant les conditions objectives révolutionnaires, fixer une tactique pour l'utiliser concrètement.*

*Le prolétariat taiwanais ne peut étendre la lutte pour libérer sa propre classe s'il ne se rallie pas à la lutte pour l'indépendance nationale, ainsi le parti communiste pourra constituer l'avant-garde des luttes révolutionnaires. Il faut mettre en évidence, dans tous les travaux de propagande et d'agitation du Parti communiste, en réunion ou ailleurs, la violation faite par le capitalisme du droit à l'égalité des nations, qu'elles soient petites ou faibles, par l'ignorance de la constitution démocratique.*

*Premièrement, il n'y a que le système soviétique qui réunisse le prolétariat et les masses laborieuses sur une base égalitaire pour la réalisation de l'égalité des nations. Deuxièmement, les partis communistes de tous les pays doivent soutenir les mouvements de libération nationale des nations colonisées et opprimées par les pays impérialistes.*

*Aperçu du premier congrès*

*D'après les principes indiqués par les thèses politiques, nous devons convoquer rapidement le premier congrès pour discuter et décider de tous les problèmes. Le prolétariat révolutionnaire de Taiwan et le PCJ doivent s'unir étroitement. Le PCT doit développer très correctement et courageusement ses luttes et mettre le prolétariat au faîte de la direction, comme nous l'avons déjà souligné dans le mouvement d'indépendance nationale, pour que cette direction ne tombe pas aux mains de la bourgeoisie. Afin de construire des soviets révolutionnaires, nous devons unir les ouvriers et la paysannerie, les instruire et les entraîner et nous devons avoir également des organisations communistes.*

# APPENDICE II

## « Lettre aux communistes taiwanais »[1]

*(du Bureau oriental du Komintern, mars 1931)*

*Chers camarades,*

*Depuis longtemps, nous n'avons pas reçu d'informations sur vos activités. Le premier rapport qui nous était parvenu n'était pas complet, cependant, nous pouvons avoir, grâce à lui, une idée de la situation concernant les événements révolutionnaires et les activités communistes à Taiwan.*

*Selon votre rapport, la « terreur blanche » exercée par l'impérialisme japonais est très dure et la liaison avec le Komintern a été perdue. Néanmoins, les communistes taiwanais continuent héroïquement leur lutte révolutionnaire dont la signification est importante pour l'histoire mondiale. Ils poursuivent également une lutte intense contre l'impérialisme japonais et la classe exploitante taiwanaise, ce dont nous sommes profondément satisfaits. Toutefois, nous constatons que le mouvement communiste taiwanais connaît encore des défauts et des faiblesses. Nous devons vous les signaler. Nous ne pouvons que vous répondre brièvement car les informations que nous avons manquent de détails. Si nous pouvions rester en liaison avec vous et avoir plus de nouvelles de votre part, nous arriverions à vous donner une explication plus concrète et plus détaillée sur tous les problèmes que vous ne soulevez pas dans vos lettres.*

*Par la présente, nous vous signalons d'abord vos insuffisances ; la lutte révolutionnaire taiwanaise n'est pas suffisamment positive, mais plutôt négative, sans direction, ni organisation. Comme vous le savez, dans certaines régions, il serait possible de faire grève. Pendant la grève des mineurs, en décembre dernier, nos camarades ont abandonné la direction de la lutte et se sont appliqués à la direction du syndicat jaune (de droite). En*

*conséquence, la grève a échoué. Certains camarades estiment qu'il ne faut pas faire grève lorsqu'il n'y a pas de chance de victoire. Cette tendance apparaît aussi dans le mouvement paysan. Pourtant, nos camarades ne parviennent pas à élargir l'union et à organiser la masse paysanne mécontente. En outre, certains communistes taiwanais, membres d'un comité paysan, ne dirigent pas les mouvements paysans individuels et paralysent même la masse militante.*

*Si nous attirons votre attention sur ces faits, c'est pour vous en signaler l'importance et vous rendre capables de remporter une victoire décisive rapidement. Le fait que vous êtes empoisonnés par le négativisme et l'opportunisme vient de ce que vous ne reconnaissez pas clairement que ce sont seulement les communistes qui peuvent diriger et organiser la lutte révolutionnaire et qu'ils sont seuls capables de diriger la classe ouvrière et paysanne à Taiwan pour remporter la victoire finale contre l'impérialisme japonais et la classe exploitante de Taiwan. Par conséquent, ceci ne sera possible que lorsque les communistes taiwanais se seront libérés de leur négativisme. Sinon, cela retardera le mouvement révolutionnaire. Aucune attitude négative ne peut être permise dans la situation internationale actuelle. Toutes les contradictions de l'impérialisme international contemporain s'aggravent de plus en plus à cause de la crise économique mondiale. D'autre part, la lutte parmi les pays impérialistes s'intensifie et c'est pourquoi l'éclatement d'une nouvelle guerre impérialiste est inévitable.*

*Face à cette crise économique, la bourgeoisie internationale devient plus agressive. Elle poursuit une lutte cruelle et cherche à obtenir des colonies pour élargir sa sphère d'influence. Ce fait eut beaucoup d'influence dans la politique mondiale et imposa une nouvelle tâche à l'ensemble du prolétariat. Pour sortir de cette crise économique, la bourgeoisie internationale opprime la classe ouvrière. Des millions d'ouvriers se retrouvent à la rue. Le nombre des chômeurs s'est accru récemment d'une manière qui ne connaît pas de précédent, si bien que la contradiction entre capitalistes et ouvriers s'aggrave de plus en plus dans tous les domaines. Dans les pays avancés, dont les industries sont très développées, la lutte des classes existe déjà en tant que phénomène général. La classe ouvrière engage une lutte âpre contre l'exploitation du capitalisme.*

*Enfin, le fossé entre le monde capitaliste et l'Union soviétique devient de plus en plus profond. L'édification du socialisme en Union soviétique s'est réalisé rapidement. Cette réalisation a renforcé les sympathies de la*

*masse ouvrière vis-à-vis de l'Union soviétique. L'influence de la Russie soviétique se fait ressentir sur le mouvement de la révolution mondiale. Malgré la réussite de la Russie soviétique dans l'édification du socialisme, la bourgeoisie internationale persiste à ne pas admettre l'existence de son régime. Alors que la Russie soviétique actuelle a remporté de grands succès, tous les pays capitalistes ont à faire face à une crise économique extraordinaire. L'annonce à Moscou de la création du parti ouvrier prouve clairement que la bourgeoisie internationale est en train de préparer une intervention militaire contre la Russie soviétique. La Russie soviétique reste cependant le centre du mouvement socialiste international et son succès constitue une menace contre les marchés des pays capitalistes, actuellement en crise. Du point de vue de la situation internationale actuelle, il faut faire remarquer que la contradiction entre l'impérialisme et les pays colonisés s'est accrue. La bourgeoisie impose de plus en plus violemment sa pression et son exploitation sur les pays colonisés à cause de la crise économique. Il s'ensuit que la révolte et le mouvement révolutionnaire des pays colonisés s'amplifient et s'opposent à tout impérialisme.*

*En conséquence, les pays orientaux opprimés ont connu depuis ces dernières années un mouvement révolutionnaire sans précédent. Le développement de la lutte de libération nationale de la Chine et de l'Inde, tout comme la lutte révolutionnaire dans les pays noirs et dans l'Arabie orientale, mais principalement celle de la Chine, a permis une évolution particulière de la guerre paysanne ; non seulement le drapeau soviétique a été hissé, mais la vaillante Armée rouge chinoise organisée pour le prolétariat et dirigée par lui poursuit la guerre contre les forces révolutionnaires des impérialistes et celles de la bourgeoisie chinoise. Elle est en train de libérer progressivement la masse laborieuse de l'oppression des impérialistes militaristes et propriétaires fonciers. Etant aussi un pays colonisé, votre pays ne peut être exclu de la lutte révolutionnaire, qui est généralement en marée montante. L'impérialisme japonais s'est renforcé pendant la guerre mondiale, mais actuellement, comme dans les autres pays capitalistes, il fait face à une crise économique grave. Au Japon, et dans tous les autres pays, le nombre de chômeurs augmente. L'oppression économique et politique sur les ouvriers s'amplifie. L'impérialisme japonais poursuit l'oppression et l'exploitation en décuplant sa présence militaire dans ses colonies et dans les pays non indépendants de sa sphère d'influence. A Taiwan, surtout, la domination de l'impérialisme japonais fait reculer le*

*niveau de vie des ouvriers, augmente l'exploitation par l'impôt, chasse brutalement les habitants de leurs propres terres et les laisse mourir de faim. S'emparant publiquement et brutalement des biens des paysans taiwanais, il les oblige à vendre le produit de leur travail à des prix inférieurs et en même temps à payer des frais d'irrigation très élevés.*

*C'est pour compenser les pertes entraînées par la crise économique que l'impérialisme japonais exploite de plus en plus les masses laborieuses de Taiwan. En outre, il s'empare d'une grande quantité d'or des Taiwanais dont il se sert pour utiliser Taiwan comme base militaire et préparer une guerre imminente. Il est clair que pour lutter contre l'exploitation de l'impérialisme japonais les masses laborieuses de Taiwan ont fait naître une grande révolution. Dans la conjoncture révolutionnaire internationale et dans la situation actuelle, vous êtes appelés à organiser et à diriger les masses ouvrières et paysannes pour conduire une action positive maximale. Vous devez organiser les masses pour qu'elles s'opposent à une nouvelle guerre mondiale qui menace le monde et résistent aux préparatifs de la guerre mondiale impérialiste, aider au succès de l'édification socialiste de l'URSS, organiser les masses laborieuses taiwanaises pour qu'elles s'opposent à une intervention militaire impérialiste contre l'URSS et protègent le mouvement soviétique en Chine et le mouvement révolutionnaire en Inde.*

*Vous devez rallier les masses laborieuses taiwanaises pour éliminer l'oppression et l'exploitation impérialistes dans le pays. La situation internationale étant actuellement très compliquée et tendue, vous devez accomplir toutes les tâches présentes avec le maximum d'efforts. Ainsi vous pourrez participer au mouvement révolutionnaire mondial et vous associer à la lutte du prolétariat international et des masses opprimées des colonies. Votre devoir fondamental est de gagner la masse. Vous devez répandre au maximum votre influence parmi les masses ouvrières et les consolider en les organisant autour de vous. Avec une préparation et des mesures appropriées pour combattre l'impérialisme japonais, vous pourrez alors diriger la lutte contre l'impérialisme et changer la base du système des propriétés foncières. Cette révolution est inévitable. C'est uniquement grâce à elle que la domination impérialiste japonaise peut être renversée et c'est à travers elle que Taiwan peut atteindre complètement l'indépendance politique et économique. Seule la révolution peut liquider le système des propriétés foncières et toutes les survivances féodales protégées par*

*l'impérialisme japonais et liées étroitement à celui-ci. Seule la révolution peut améliorer radicalement la vie des masses ouvrières et paysannes de Taiwan. L'anti-impérialisme y changerait le système des propriétés foncières, engendrerait la révolution et déploierait la lutte socialiste aux yeux des masses laborieuses.*

*Ainsi, la lutte fondamentale dans les rapports sociaux pourrait connaître une issue favorable. Les résultats de la révolution taiwanaise devraient dépendre du niveau atteint par la masse que vous influencez et organisez. Est-ce possible ? Les conditions révolutionnaires sont-elles remplies ? Les masses ont-elles été attirées par le parti communiste ? Le mécontentement actuel des masses laborieuses à Taiwan en est le témoignage. Les mouvements paysans, l'émeute récente de « Mu-sha », puis les grèves politiques et économiques dans diverses entreprises importantes en sont autant de témoignages. Les conditions étant favorables pour une révolution, tout dépendra de la façon dont vous pourrez les utiliser. Dans la lutte pour obtenir l'approbation des masses, vous devez mener des actions maximales.*

*Vous devez, en utilisant toutes les mesures de contrainte de l'impérialisme japonais, inciter la haine des masses et élargir la lutte des masses laborieuses face à l'oppression impérialiste. Vous devez, en utilisant tous les conflits entre ouvriers et capitalistes, soldats et officiers, paysans et propriétaires fonciers, organiser les masses pour les opposer à leur ennemi de classe. Dans les luttes politiques et économiques quotidiennes, vous devez essentiellement gagner les masses laborieuses et pousser les luttes au stade suprême. Dans les luttes des masses paysannes et ouvrières, vous devez, suivant leurs demandes, leur indiquer les slogans fondamentaux qui correspondent au stade actuel de votre parti :*

1. *renverser la domination impérialiste, confisquer les entreprises de l'impérialisme japonais pour assurer l'indépendance économique et politique totale de Taiwan ;*
2. *confisquer toutes les propriétés foncières sans compensation et en donner l'usage aux paysans pauvres et moyens des villages ;*
3. *éliminer la classe exploitante et toutes les survivances féodales ;*
4. *renverser le régime des propriétaires fonciers locaux et des capitalistes de l'impérialisme puis établir des soviets paysans et ouvriers ;*
5. *annuler toutes les taxes et tous les lourds impôts de l'impérialisme ;*
6. *effectuer au maximum 8 heures de travail et obtenir la garantie de*

*la sécurité sociale afin d'améliorer la vie de la classe ouvrière ;*
*7. liberté totale d'organisation et d'action pour les syndicats de classe ;*
*8. protéger l'Union soviétique, la patrie du prolétariat international et les masses laborieuses opprimées ;*
*9. vous lier à la lutte révolutionnaire du prolétariat international et vous unir au prolétariat japonais contre l'impérialisme japonais : l'ennemi commun ;*
*10. soutenir le mouvement socialiste de Chine, la révolution de l'Inde et la lutte de la masse laborieuse de tous les pays colonisés et semi-colonisés.*

*Vous devez, dans les manifestations et la propagande orale ou écrite, expliquer ces slogans aux masses, les unir sous ces slogans et développer leurs luttes.*

*Les choix sont clairs. Si vous ne transformez pas cette petite organisation en un parti solide et uni, vous n'aurez pas les moyens de gagner les masses, tâche difficile mais indispensable pour constituer le parti. Vos cadres ne sont, en effet, pas suffisants. Vous devez vous efforcer de recruter des partisans. D'abord parmi les ouvriers et les paysans pauvres des villages qui sont les plus importants. Il faut recruter des participants et des organisateurs parmi les plus progressistes dans les mouvements paysans et les grèves ouvrières et organiser des sections du parti dans chaque entreprise, en priorité dans les grandes entreprises. Ces sections du parti dans les entreprises vous serviront de base, vous devrez élire des camarades pour la direction du travail et organiser en même temps des comités locaux solides. Ainsi, vous pourrez diriger la lutte des masses dans toutes les parties du pays. Par la parole et par l'écrit, vous devez exploiter tous les incidents de caractère politique. En indiquant à la masse des slogans clairs et concrets, vous la rallierez à la lutte révolutionnaire, mais il faut veiller aux activités de propagande et à l'instruction des cadres du parti.*

*A notre avis, vous devez publier un journal. Il pourrait paraître deux à trois fois par mois, même dans des conditions difficiles. Il faut créer un quotidien du parti, propager nos slogans fondamentaux et faire en sorte que les dirigeants soient des organisateurs des masses ouvrières. Il va sans dire qu'il faut garder le secret de l'organisation et développer le travail à l'intérieur du parti.*

*Au fur et à mesure de la construction du parti, notre tâche sera de développer le mouvement ouvrier et d'en consolider la direction. Selon certains renseignements, vous avez récemment affaibli votre propre position dans le mouvement ouvrier après avoir détruit les syndicats. Vous devez consolider les syndicats rouges existants et organiser à nouveau des syndicats dans les entreprises où il n'y en a pas encore. Cette organisation ne devrait pas être effectuée à partir de l'organisme supérieur, mais de l'organisme inférieur. Nous devons faire du syndicat une véritable forteresse pour la masse. Par ailleurs, vous devez détruire les syndicats jaunes en y introduisant des camarades spécialement choisis. En ce qui concerne l'influence et la direction du mouvement ouvrier, nous devons garantir l'organisation d'une fraction communiste. Cette fraction devrait agir conformément à toutes les instructions du comité du parti. Du point de vue de l'aspect fondamental du mouvement ouvrier, nous devons devenir des précurseurs, organisateurs et dirigeants de la lutte par la grève, et ceci est entièrement déterminé par le degré de notre influence dans la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Nous devons organiser les ouvriers agricoles, leur lutte a une signification particulière dans votre pays et produit des effets particulièrement importants.*

*Enfin, d'après votre rapport, vous n'avez pas, jusqu'à présent, eu d'activités concernant l'organisation et la direction des chômeurs. Il faut trouver rapidement un remède à ce défaut. Pour cela, il y a lieu d'organiser spécialement un comité de chômeurs par lequel le travail devra être systématiquement développé et poursuivi. En ce moment, nous ne pouvons présenter de slogans pour unir les chômeurs. Nous vous les indiquerons par correspondance spéciale. Dans le travail de masse, il est très significatif que vous utilisiez toutes les formes publiques possibles. En établissant dans toutes sortes de lieux, des soirées, des écoles d'ouvriers, classes spéciales d'ouvrières, clubs, salles de lecture, équipes sportives, restaurants, salons de thé..., nous pourrons nous rapprocher des masses et même, dans les conditions de terreur policière, nous associer à elles et les influencer.*

*Pour ce qui est du mouvement paysan, il est clair que les syndicats paysans existent dans votre pays d'une façon permanente, qu'ils possèdent jusqu'à un certain point une tradition révolutionnaire et que cela vous permet d'accomplir facilement votre tâche. Vous devez propager l'idée de syndicat paysan dans tout le pays. Il est nécessaire d'organiser et d'unir toute la masse paysanne (paysans pauvres et paysans moyens). Il faut*

*unifier les luttes fragmentaires des syndicats paysans de toutes les régions en mettant l'accent sur la direction de tous les mouvements paysans : les revendications précises ; la diminution des impôts, l'abaissement du fermage et le refus du paiement de la taxe d'irrigation pour les terrains appartenant à l'impérialisme japonais. Vous devez unir autour du parti communiste l'importante masse paysanne, lier la lutte avec celle de la classe ouvrière et élever graduellement leur niveau de lutte politique avec des slogans révolutionnaires fondamentaux. En même temps, vous devez rédiger à leur intention des slogans concrets, envoyer des camarades chez les aborigènes ; organiser la liaison avec nous dans la lutte contre l'impérialisme japonais et consolider notre direction.*

*En outre, pour ce qui est du mouvement anti-impérialiste, on peut voir qu'une large partie de la masse paysanne et ouvrière, les aborigènes et les pauvres des villages et des villes participent à ce mouvement. Afin d'accélérer le développement de ce mouvement, vous devez vous efforcer d'organiser une grande alliance anti-impérialiste. Nous savons que l'Association culturelle avait, dans le passé, joué un certain rôle révolutionnaire dans la lutte anti-impérialiste. Elle avait aussi dirigé la lutte contre l'impérialisme japonais à Taiwan d'une façon plus ou moins continuelle. Les ouvriers avaient cependant participé à cette organisation et l'avaient dirigée. En fait, c'était une organisation de la petite bourgeoisie et elle ne pouvait pas assurer une lutte sûre et totale. Vous devez participer à la grande alliance anti-impérialiste. Vous devez, à tout prix, organiser la grande alliance anti-impérialiste après avoir organisé les masses avec les syndicats ouvriers et paysans et suivre ses résolutions. Si l'Association culturelle n'adopte pas l'avis de l'alliance anti- impérialiste, vous vous devez de diriger vers l'alliance les membres de votre organisation parmi les paysans et les ouvriers qui ont une conscience révolutionnaire et progressiste. Vous devez organiser plusieurs sections de l'alliance dans toutes les entreprises et dans chaque région et chaque village à partir des fractions du parti qui doivent assurer leur propre influence et la direction. Enfin, nous souhaitons que vous portiez votre attention à l'organisation de la masse paysanne et ouvrière. Nous savons bien qu'il existe à Taiwan des organisations révolutionnaires de la jeunesse ouvrière qui seront à la base de notre travail. Nous regrettons vraiment de ne pas connaître la situation actuelle des groupes de la jeunesse à Taiwan. Les renseignements que nous recevons n'en font pas mention. Si ces organisations n'existent plus, n'hé-*

*sitez pas à les organiser immédiatement. Si elles ont des difficultés pour exister, aidez-les naturellement à se développer au maximum.*

*La jeunesse communiste doit comprendre que les éléments progressistes, paysans et ouvriers, organisent et dirigent sa lutte, mais constituent aussi l'armée de réserve du parti. Ce groupe est anti-impérialiste et joue un rôle très important dans la destruction de l'œuvre de l'armée japonaise. De même vous devez organiser les ouvrières (d'abord les ouvrières et les paysannes pauvres), les diriger et les faire participer à la lutte politique et économique. Nous espérons avoir vos opinions sur chacune des questions que nous venons de soulever.*

*Nous vous prions de nous décrire de façon détaillée la situation économique et le mouvement révolutionnaire dans le pays. Nous avons présenté plusieurs tâches difficiles et compliquées. Nous sommes certains que vous allez mobiliser toutes vos forces, agir et élever la combativité de l'avant-garde communiste. Votre victoire dépend de l'accomplissement de vos tâches et de la garantie du développement du mouvement révolutionnaire taiwanais.*

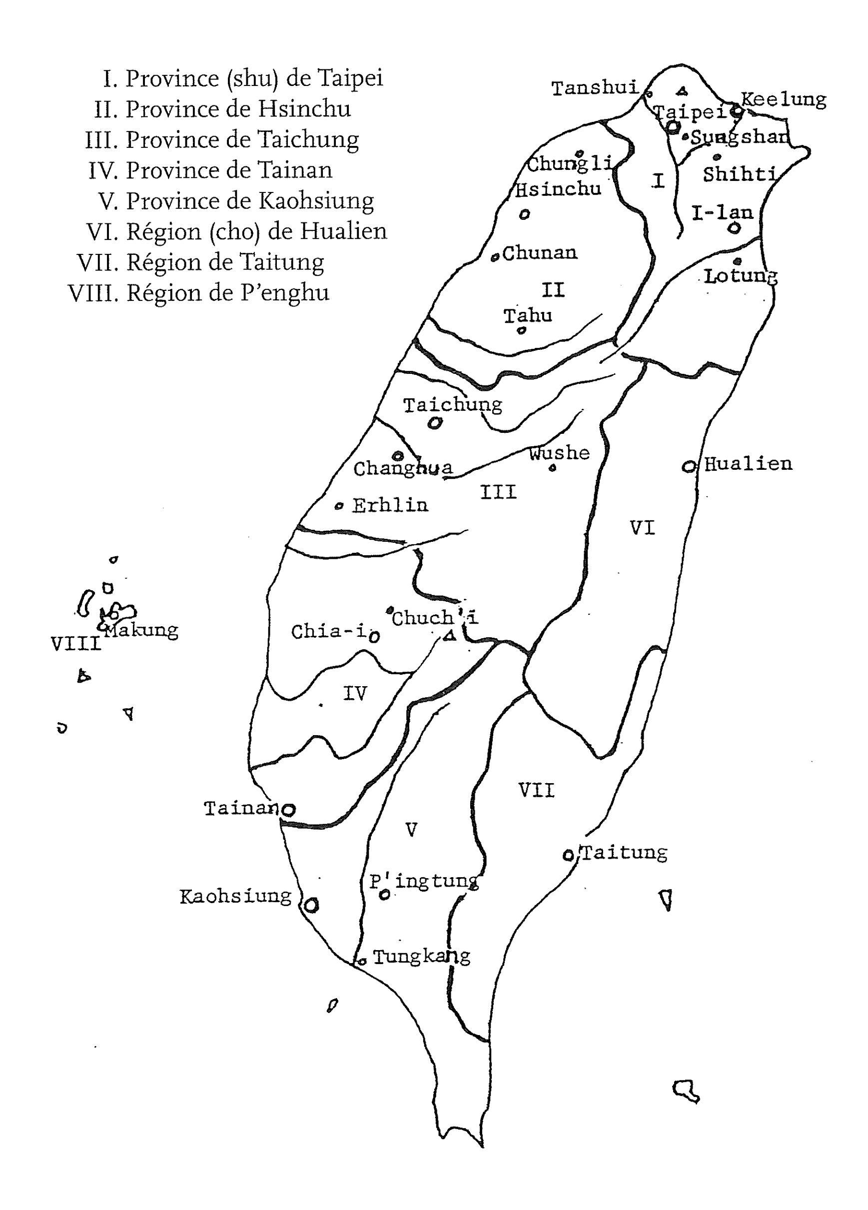
*Salutation communiste !*
*Le Bureau oriental du Komintern.*

## Chronologie sommaire

| | | |
|---|---|---|
| **1895** | **avril** | Traité de Shimososeki |
| | **mai** | Proclamation de la République de Taiwan et début de la résistance armée contre les Japonais |
| **1914** | **décembre** | Formation de l'Association d'assimilation de Taiwan |
| **1915** | **mai-août** | Incident de Hsi-lai-yen à Tainan |
| **1919** | **27 mars** | Premier congrès de la IIIe Internationale (Komintern) à Moscou |
| **1921** | **février** | Début du Mouvement pour l'établissement du Parlement de Taiwan |
| | **octobre** | Fondation de l'Association culturelle |
| **1926** | **juin** | Formation du Syndicat paysan |
| **1927** | **janvier** | Déviation vers la gauche de l'Association culturelle et scission au sein du mouvement nationaliste |
| | **avril** | Rupture de l'Alliance communiste nationaliste en Chine |
| | **10 juillet** | Organisation du Parti populaire de Taiwan |
| | **15 juillet** | Adoption de « Thèses de 1927 » du PCJ |
| **1927** | **4 décembre** | Marxisation du Syndicat paysan |
| | **décembre** | Décision du PCJ d'organiser les communistes taiwanais |
| **1928** | **15 avril** | Conférence inaugurale du PCT à Shanghai |
| | **25 avril** | Arrestation des communistes taiwanais à Shanghai |
| | **juillet-septembre** | VIe congrès du Komintern à Moscou |

| | | |
|---|---|---|
| | **23 septembre** | Création de la section spéciale du PCT à Tokyo |
| | **novembre** | Constitution du comité central du PCT à Taiwan sous la direction de Hsieh A-nü |
| | **30-31 décembre** | IIe congrès du Syndicat paysan et établissement de la domination communiste |
| **1929** | **12 février** | Arrestation des cadres du Syndicat paysan |
| | **16 avril** | Arrestation des communistes au Japon et destruction de la section spéciale du PCT à Tokyo |
| | **17 août** | Formation de la Ligue pour l'autonomie locale de Taiwan |
| | **novembre** | Exclusion des sociaux-démocrates et consolidation communiste au sein de l'Association culturelle |
| **1930** | **mai** | Prise de contact du PCT avec le Bureau oriental du Komintern |
| | **27-29 octobre** | Intervention du Komintern |
| **1931** | **27 janvier** | Constitution de la Ligue des réformes |
| | **18 février** | Réorientation du Parti populaire, interdiction de ce parti |
| **1931** | **mars** | « Lettre aux communistes taiwanais » du Bureau oriental du Komintern |
| | **31 mai-2 juin** | Congrès provisoire du PCT |
| | **juin-septembre** | Arrestation des communistes et destruction du comité central du PCT |
| | **août-décembre** | Tentatives de reconstitution du PCT par le Secours rouge |
| | **septembre** | Arrestation des membres de l'Alliance de la jeunesse anti-impérialiste à Taiwan et à Shanghai |

*CARTE DE TAIWAN*
*(DIVISIONS ADMINISTRATIVES DE 1926 À 1945)*



# GLOSSAIRE

## A

Akahata 赤旗

Amoy 廈門

An she 安社

Aso Hisashi 麻生久

## B

Bun-kyo kaisho mondai ni tsute 文協解消問題に就て

## C

Chan I-ch'ang 詹以昌

Chang A-yen 張阿艷

Chang Ch'ao-chi 張朝基

Changchou 漳州

Chang Hsing 張行

Changhua 彰化

Chang Keng-shen 張庚申

Chang Lan-mei 張欄梅

Chang Mao-liang 張茂良

Chang Shen-ch'ieh 張深切

Chang Tao-fu 張道福

Chang Yü-lan 張玉蘭

Chang Yüeh-ch'eng 張月澄

Ch'angch'un 長春

Chao Kang 趙港

"Che-li" 真理

Ch'en Ch'ao-yang 陳朝陽

Ch'en Chieh 陳結

Ch'en Cho-ch'ien 陳卓乾

Ch'en Ch'üan-sheng 陳銓生

Ch'en Feng-yüan (Fang-yüan) 陳逢源(芳園)

Ch'en K'un-lun 陳崑崙

Ch'en Lai-wang 陳來旺

Ch'en Liang-chia 陳兩家

Ch'en Mei-yü 陳美玉

Ch'en Shen-chu 陳神助

Ch'en Te-hsing 陳德興

Ch'en Ts'u-p'i 陳粗皮

Ch'en Yen-t'ien 陳炎田

Cheng Shih-tan 鄭石蛋

Cheng Sung-yün 正松筠

Chian keisatsuho 治安警察法

Chianan 嘉南

Chiang Shih-ching 江賜金

Chiang Shui-te 江水得

Chiang Wei-shui 蔣渭水

Chiayi 嘉義

Chien Chi 簡吉

Chien Er 簡娥

Chi Fan lieh-shih Pen-liang 記范烈士本梁

Ch'in-hsing hui 赤星會

Chimei 集美

Ch'ing 清

Chin Rai-o choshusho 陳來旺聽取書

Chiu T'ien-sung 邱天送

cho 廳

chokunin 敕任

Cho He-yüan 周合源

Chou K'un-chi 周坤棋

Chü Ch'iu-pai 瞿秋白

Chuang Shou 莊守
Ch'uang Ch'un-huo 莊春火
Chuch'i 竹崎
Chugoku kyosanto chuo ni itaseru shin 中國共產党中央に致せる信
Chugoku tochuo no teigi o setsuju suru to ketsugian
中國党中央の提議を接受する決議案
Chunan (jap. Chikunana) 竹南
Chuang Jih-hung 鍾日紅
Chungkuo jen-min cheng-chih hsieh-shang hui 中國人民政治協商會
Chungli 中壢
Chung-t'ai t'ung-chih hui 中台同志會
Chung-yang jih-pao 中央日報

D

Daiissen dokushokai 第一線讀書會
Den Kenjiro 田 健治郎

E

Erh tzu-chi 二字集
Erhlin 二林

F

Fan Pen-liang (T'ieh-niu) 范本梁 (鐵牛)
Fei shang ta p'ai 非上大派
Fujo mondai giketsuan 婦女問題決議案
Fukumoto Kazuo 福本和夫
Fukumotoisme 福本主義
Furuya Sadao 古屋貞雄
Fuse Tatsuji 布施辰治
Futatabi Taiwan mondai o danzu 再び台灣問題を談ず

## G

gai 街

Gakusei shakai kagaku rengokai 學生社會科學連合會

gikai 議會

Goto Shimpei 後藤新平

gun 郡

Gyominkai 曉民會

## H

hannin 判任

Han(s) 漢

He Ching-liao 何景寮

He Huo-yen 何火炎

He Ting-sheng 何鼎盛

Ho Ch'ao-tsung 何朝宗

hoko (chin. pao-chia) 保甲

Hsi-lai-yen 西來庵

Hsia ch'ao 夏潮

Hsiamen fan-ti t'ung-meng T'aiwan fen meng 廈門反帝國同盟台灣分盟

Hsiamen T'aiwan shang-chih she 廈門台灣尚志社

Hsiao Lai-fu 蕭來福

Hsiaomei 小梅

hsiao shih-min chieh-chi 小市民階級

hsiao-tsu-hu 小租戶

Hsiaying 下營

Hsieh A-nü (Hsieh Hsüeh-hung) 謝阿女 (謝雪紅)

Hsieh Ch'i-nien 謝祈年

Hsieh Ch'un-mu 謝春木

Hsieh Lien-ch'ing 謝廉清

Hsieh Wen-ta 謝文達

Hsieh Yü-yeh 謝玉葉

Hsin T'aiwan 新台灣
Hsin T'aiwan an she 新台灣安社
Hsin T'aiwan chan-hsien 新台灣戰線
Hsin T'aiwan ta-chung shih-pao 新台灣大眾時報
Hsinchu 新竹
Hsin-min-hui 新民會
Hsü Nai-ch'ang 許乃昌
Hualien 花蓮
Huang He-ch'i 黃和氣
Huang Hsin-kuo 黃信國
Huang Shih-ch'iao 黃師樵
Huang Shih-shun 黃石順
Huang Tsung-yao 黃宗堯
Huang Wen-hsiung 黃文雄
Hung Ch'ao-tsung 洪朝宗
Hung Shao-t'an 洪紹潭
Hyogikai 評議會

## I

Ichikawa Shoichi 市川正一
I-lan (Yilan) 宜蘭
Itagaki Taisuke 板垣退助

## J

Jen-min jih-pao 人民日報
Juichin 瑞金

## K

k'ai-men chi-ching chu-i 開門急進主義
Kaisetsu 解說
K'ang-jih p'ien 抗日篇

Kaohsiung 高雄
Kao T'ien-ch'eng 高天成
Katayama 片山潛
Keelung (Chilung) 基隆
Ke-ming chih 革命志
Kiangsi (Chianghsi) 江西
Kodama Gentaro 兒玉源太郎
Kodama Shiro 兒玉四郎
Kohuku Maru 湖北丸
Kogakko 公學校
kokumin gakko 國民學校
Kokusai mondai teiko 國際問題提綱
Kosaryo 高砂寮
Koshoku kyusaikai soshiki teiko 紅色救濟組織提綱
koto keisatsu 高等警察
Kuan-hsi kuan-li kan-hsiang t'an 關係官吏感想談
Kuangtung T'aiwan hsüeh-sheng lien-he hui 廣東台灣學生聯合會
Kuangtung T'aiwan ke-ming ch'ing-nien t'uan 廣東台灣革命青年團
K'uangshan tsu-chih chun-pei hui-i 礦山組織準備會議
Ku-hun lien-meng 孤魂聯盟
kuan-men chi-hui chu-i 關門機會主義
Kung-ming she 共鳴社
Kung nung hsien-feng 工農先鋒
Kung-nung pao 工農報
Kuo Ch'ang 郭常
Kuo-chi shu-chü 國際書局
Kuo Huai-i 郭懷一
Kuo Jung-ch'ang 郭榮昌
Kuo Ping-hsin 郭丙辛
Kuo Te-chin 郭德金
kyogakusei 共學制

kyosanshugi 共產主義
kyosanto 共產党
kyosantoin 共產党員

L

Lan A-ying 藍阿嬰
Lan Huan-ch'eng 藍煥呈
Li Chen-fang 李振芳
Li Ch'ing-piao 李清標
Li Li-san 李立三
Li Ming-te 李明德
Li Mu-fang 李木芳
Liao Jui-fa 廖瑞發
Lien Heng (Lien Ya-t'ang) 連橫 (連雅堂)
Lien Wen-ch'ing 連溫卿
Lin Ch'ao-tsung 林朝宗
Lin Ch'eng-lu 林呈祿
Lin Chia-ts'ai 林加才
Lin Ch'ung 林聰
Lin Hsien-t'ang 林獻堂
Lin Hua-mei 林華梅
Lin Jih-kao 林日高
Lin Jui 林銳
Lin Liang-ts'ai 林梁材
Lin Mu-shun (Lin Min-wei) 林木順 (林民逶)
Lin Pen-yuan 林本源
Lin Shang 林裳
Lin Shih-jung 林式鎔
Lin Shui-fu 林水福
Lin Song-shui 林松水
Lin Tien-lieh 林殿烈

Lin T'ien-chin 林添進

Lin Tui (jap. Rin Da) 林兌

Lin Wen-t'eng 林文騰

Liu Shou-hung 劉守鴻

Liu Shuang-ting 劉雙鼎

Liu Tsan-chou 劉纘周

Lo Huo 羅豁

Lo Ming 羅明

Lu Hsin-fa 盧新發

Lü hu T'aiwan fan-ti ch'ing-nien t'ung-meng 旅滬台灣反帝青年同盟

Lü hu T'aiwant'ung-hsiang hui 旅滬台灣同鄉會

Lü He-pu 呂和布

Lü Hung-tseng 呂鴻增

**M**

Manapang 馬那邦

Maniwa Sueyoshi 間庭末吉

Min-nan T'aiwan hsieh-sheng lien-hi hui 閩南台灣學生聯合會

Minsei chokan 民政長官

Miyamoto Shintaro 宮本新太郎

Mo Yün 沫雲

Musanseinen domei 無產青年同盟

Musansha shimbun 無產者新聞

**N**

Nabeyama Sadachika 鍋山貞親

Nanhu 南湖

Nihon musanseinen domei 日本無產青年同盟

Nihon nomin kumiai 日本農民組合

Nihon rodo hyogikai 日本勞動評議會

Nomin mondai no juyosie 農民問題の重要性

Nomin mondai taisaku 農民問題對策

Nung-min chan pao 農民戰報

## O

Ozawa Hajime 小澤一

## P

pan 班

P'an Ch'in-shin 潘欽信

P'an Ch'in-te 潘欽德

pao-chia 保甲

Peiching T'aiwan ch'ing-nien hui 北京台灣青年會

Peimen 北門

P'eng Hua-ying 彭華英

P'enghu 澎湖

P'eng Jung 彭榮

P'ing she 平社

P'ing P'ing 平平

p'ingtung 屏東

## R

Rekishi hyoron 歴史評論

Rempa no konponteki gobyu to giadoku oyobi sono han-hyosan-shugi teki shinso 連派ノ根本的誤謬ト害毒及其ノ反共主義的真相

Rin Da daiikkai choshusho 林兌第一回聽取書

Rin Da daisankai choshusho 林兌第二回聽取書

Rin Tenshin daiikkai choshusho 林添進第一回聽取書

Rodo kaiyu no kaikyuteki kessei to to no (tomen) ninmu 勞動階級の階級的結成と党の（當面）任務

Rodo nominto 勞動農民党

Rodo undo sha 勞動運動社

Rodo undo taisaku teiko 勞動運動對策提綱

## S

San tsu chi 三字集

Sangyo rodo jiho 產業勞動時報

Sano Fumio 佐野文夫

Sano Manabu 佐野學

Seinen undo teiko 青年運動提綱

Sekishoku kyuenkai kenkyo ni kansuru Ishigaki keimukyokucho seimei 赤色救援會檢舉に關する石垣警務局長聲明

Shakai kaguku kenkyukai ichiranhyo 社會科學研究會一覽表

Shanghai ni okeru Nihonjin oyobi Taiwanjin kyosanshugi undoshi 上海に於ける日本人及台灣人共產主義運動史

Shanghai fan-ti ta t'ung-meng 上海反帝大同盟

Shanghai T'aiwan ch'ing-nien hui 上海台灣青年會

Shanghai T'aiwan ch'ing-nien t'uan 上海台灣青年團

Shanghai T'aiwan hsüeh-sheng lien-he hui 上海台灣學生聯合會

Shang Man-sheng 商滿生

Shang Ta P'ai 上大派

Sha-shi Ajo (Hsieh A-nü) 謝氏阿女 (謝阿女)

Sha-shi Ajo yoshintei ni okeru kyojutsu yoshi 謝氏阿女豫審廷に於ける供述要旨

She-hui K'e-hsüeh yen-chiu hui 社會科學研究會

She-hui wen-t'i yen-chiu hui 社會問題研究會

shi 市

Shien 史苑

Shiso 思想

Shih Huan-ch'ang 石煥長

Shihti 石底

Shimonoseki 馬關

Shinchiku-shu bodo keikaku ni kansaru Ishigaki keimukyoku cho seimei 新竹州暴動計畫に關する石垣警務局長聲明

Shinjinkai 新人會
Shisei kinenbi 始政紀念日
sho 庄
shogakko 小學校
Showa 昭和
shu 州
shu-fang 書房
sonin 奏任
Soshiki taiko 組織大綱
Soshiki taiko giketsuan 組織大綱議決案
So Shu daiikkai choshusho 莊守第一回聽取書
Su Hsin 蘇新
Su Pi-hui 蘇璧輝
Sun Yat-sen (Sun Yi-hsien) 孫逸仙
Sungshan 松山
Susume 進め

## T

Ta-hsüeh tsa-chih 大學雜誌
Tahu (jap. Taiko) 大湖
T'an Ting-fang 譚廷芳
T'ang Chieh-chih 湯接枝
tang chung tang 党中党
Tanshui 淡水
Ta-tao fan-fung t'uan-ti tou-cheng wei-yüan hui
打倒反動團体鬥爭委員會
Ta-tsu-hu 大租戶
Tai Chi-t'ao 戴季陶
T'aichung (jap. Taichu) 台中
Taihoku kokusai shokyoku dojin hando ni kansuru seimeisho
台北國際書局同人反動に關する聲明書

Taihoku seinenkai shuisho 台北青年趣意書
Taihoku teikoku daigaku 台北帝國大學
T'ai-pao tsai tsu-kuo chih huo-tung 台胞在祖國之活動
Taipei (jap. Taihoku) 台北
T'aipei ch'ing-nien hui 台北青年會
T'aipei ch'ing-nien t'i-yü hui 台北青年体育會
T'aipei ch'ing-nien tu'shu hui 台北青年讀書會
T'aipei wen-wu 台北文物
Taisho 大正
T'aitung 台東
Taiwan bunka kyokai nit suite 台灣文化協會に就いて
Taiwan bunka kyokai nomin kumiai no jin'ei to sekishoku kyisenkai soshiki undo no hatten 台灣文化協會農民組合ノ陣營ト赤色救援會組織運動發展
T'aiwan chan'hsien 台灣戰線
T'aiwan chi-hsieh kung-hui lien-he hui 台灣機械工會聯合會
T'aiwan ch'ih-se tsung kung-hui 台灣赤色總工會
T'aiwan ch'ing-nien 台灣青年
T'aiwan ch'ing-nien hui 台灣青年會
T'aiwan feng-wu 台灣風物
Taiwan gikaiyori kakumei undo made 台灣議會より革命運動まで
T'aiwan hei-se ch'ing-nien lien-meng 台灣黑色青年聯盟
T'aiwan hsien-feng 台灣先鋒
T'aiwan hsin wen-hua hsüeh-hui 台灣新文化協會
T'aiwan hsüeh-shu yen-chiu hui 台灣學生聯合會
T'aiwan i-hui ch'i-ch'eng t'ung-meng 台灣議會期成同盟
T'aiwan kung-ch'an-tang 台灣共產党
T'aiwan kung-yu tsung lien-meng 台灣工友總聯盟
Taiwan kyosanshugisha ni itasu no sho 台灣共產主義者に致すの書
Taiwan kyosanto jiken ni kansuru tomobe keimukyojucho seimei 台灣共產党事件に關する友部警務局長聲明

Taiwan kyosanto seiji teze 台灣共產党政治テーゼ
Taiwan kyosanto seiritsu taikai kiroku 台灣共產党成立大會紀錄
Taiwan kyosanto seiritsutsikai no sengen 台灣共產党成立大會の宣言
T'aiwan lao-tung fu-chu she 台灣勞動互助社
T'aiwan lao-tung yün-tung t'ung-i lien meng 台灣勞動運動統一聯盟
T'aiwan min-chung-tang 台灣民眾党
T'aiwan min-chu tsu-chih t'ung-meng 台灣民主自治同盟
T'aiwan minpao 台灣民報
Taiwan minshuto kinshi riyu 台灣民眾党禁止理由
Taiwan ni okeru rodo kumiai toitsu undo to sayoku tomen no ninmu
台灣に於ける勞動組合統一運動と左翼當面の任務
Taiwan ni shiko subeki horei kansaru horitsu
台灣に施行すべき法令關する法律
Taiwan nichi-chi shimpo 台灣日日新報
Taiwan no tosohiki katsudo hoshin oyobi sono soshiki jotai
台灣の党組織活動方針及びその組織狀態
Taiwan nomin kumiai dainiji zento taikai sengen
台灣農民組合第二次全島大會宣言
Taiwan nomin kumiai fujobu soshiki teiko
台灣農民組合婦女部組織提綱
Taiwan nomin kumiai kodo koryoan 台灣農民組合行動綱領案
Taiwan nomin kumiai kyusaibu soshiki teiko
台灣農民組合救濟部組織提綱
Taiwan nomin kumiai no seimeisho ni taisuru seimei
台灣農民組合の聲明書に對する聲明
Taiwan nomin kumiai seinenbu soshiki teiko
台灣農民組合青年部組織提綱
Taiwan nomin kumiai tomen no ninmu 台灣農民組合當面の任務
Taiwan nomin kumiai tomen no undo hoshin
台灣農民組合當面の運動方針

T'aiwan nung-min tsu-he (jap. Taiwan nomin kuniai) 台灣農民組合
T'aiwan shang-chih she 台灣尚志社
T'aiwan sheng kung-tso wei-yüan hui 台灣省工作委員會
T'aiwan she-hui wen-t'i yen-chiu hui 台灣社會問題研究會
Taiwan sotokufu 台灣總督府
T'aiwan ta-chung shih-pao 台灣大眾時報
T'aiwan ti-fang tzu-chih lien-meng 台灣地方自治聯盟
T'aiwan tsung kung-hui 台灣總工會
T'aiwan tu-shu hui 台灣讀書會
T'aiwan t'ung-hua hui 台灣同化會
T'aiwan tzu-chih hsieh-hui 台灣自治協協
T'aiwan wen-hsien 台灣文獻
T'aiwan wen-hua hsieh-hui 台灣文化協會
T'aiwan wen-i 台灣文藝
T'aiwan yin-hang chi-k'an 台灣銀行季刊
Teng Chung-hsia 鄧中夏
T'ieh-niu chuan 鐵牛傳
Toin kattoku ni kansuru shirei 党員獲得に關する指令
Tokuda Kyuichi 德田球一
Tokyo Taiwan seinenkai tsushin 東京台灣青年會通信
Tomobe Hajime 友部 元
To no kiso : Shibu o Kensetsu 党の基礎：支部を建設
Ts'ai Hsiao-ch'ien (Ts'ai Ch'ien) 蔡孝乾 (蔡乾)
T'sai Hui-ju 蔡惠如
Ts'ai Ping-yao 蔡炳耀
Ts'ai P'ei-huo 蔡培火
Ts'ai Shih-ku 蔡式穀
Tsengwen 曾文
Tsuno Sukeyoshi 津野助好
tui 對
T'ung-ch'in 童琴

Tungkang 東港

## W

Wang Hsi-sen 王溪森

Wang Hsi-sung 王細松

Wang Jih-jung 王日榮

Wang Min-ch'uan 王敏川

Wang Shih-lang 王詩琅

Wang Wan-te 王萬得

Waseda dagaku 早稲田大學

Watanabe Masanosuke 渡邊政之輔

Wen-yün ke-hsin hui 文運革新會

Weng Tse-sheng 翁澤生

Wu-ch'an ch'ing-nien kung-kai chuang 無產青年公開狀

Wu Jen Pao 伍人報

Wu Kung-chao 吳拱照

Wu Li-shui 吳麗水

Wuneik'an 屋內刊

Wushe (jap. Musha) 霧社

Wu Shih-lin 吳石麟

Wu Sung-ku 吳松谷

Wu Ting-yen 吳丁炎

## Y

Yamaguchi Shosei 山口小靜

Yamakawa Hitoshi 山川 均

Yamakawaisme 山川主義

Yang Ch'ao-hua 楊朝華

Yang Chin-ch'üan 楊金泉

Yang Ch'un-sung 楊春松

Yang K'e-huang 楊克煌

Yang K'e-p'ei 楊克培
Yang Kuei (Yang K'uei) 楊貴 (楊逵)
Yang Yün-p'ing 楊雲萍
Yen Chin-hua 顏錦華
Yen Shih-chi 顏石吉
Yoshimatsu Yoshikiyo 吉松喜清
Yo Un-hyong 呂運亨
Yongheshan 永和山
Yü Ch'ing-fang 余清芳

## Z

Zenkoku gakusei rengokai 全國學生連合會
Zentai dosho ni tsuguru sho 全体同志に告ぐ書

# NOTES

## CHAPITRE I

1. La « loi n° 63 » ou « Taiwan ni shiko subeki horei kansuru horitsu » (Loi relative aux lois et aux décrets appliqués à Taiwan), qui ne contient que six articles. Cf. IDE Kiwata, *Jih-chü hsia chih T'ai cheng* (Administration de Taiwan sous l'occupation japonaise), trad. et adapté du japonais *Taiwan chiseikishi* (Histoire du gouvernement de Taiwan) par Kuo Hui, Taipei, T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1956, t. 1, pp. 246-247.

2. Taiwan sotoku kambo bunshoka (Service des archives de l'Office du gouverneur général de Taiwan) (comp.), Taiwan tochi soran (Vue générale du gouvernement de Taiwan), Tokyo, 1908, p. 49.

3. YEH Jung-chung, TS'AI P'ei-huo, LIN Po-shou, CH'EN Feng-yüan, WU San-lien, *T'ai-wan min-tsu yün-tung shih* (Histoire des mouvements nationalistes de Taiwan), Taipei, Tzu-li wan-pao ts'ung-shu pien-chi wei-yüan hui, 1971, p. 53. La « loi n° 63 » eut un amendement en 1921 et devint la « loi n° 3 ». Selon l'article 1, 2e paragraphe, la « loi n° 3 » eut pour but d'inciter le gouverneur général à introduire les lois japonaises autant que possible. La loi lui permettait également d'utiliser son pouvoir législatif lorsqu'il n'existait pas de loi japonaise appropriée ou que son application était, selon lui, difficile, *ibid.*, pp. 58-60.

4. Ramon H. MYERS, « Taiwan as an Imperial Colony of Japan : 1895-1945 », The Chinese University of Hong Kong, *Journal of the Institute of Chinese Studies* 6(2), décembre 1973, p. 426.

5. Edward I-te CHEN, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa : A Comparison of the System of Political Control », *Harvard Journal of Asiatic Studies* (30), 1970, p. 144.

6. Ramon H. MYERS, p. 427.

7. C'est un système de responsabilité collective, analogue au vieux « pao-chia » patriarcal de la Chine ancienne et qui fut introduit en 1898 par Kodama Gentaro. Cf. CHEN Ching-chih, « The Japanese Adaptation of the Pao-chia System in Taiwan, 1895-1945 », *Journal of Asian Studies* 34(2), février 1975, pp. 391-416.

8. Hyman KUBLIN, « Taiwan's Japanese Interlude, 1895-1945 », in Paul K.T. SIH (éd. avec une introduction), *Taiwan in Modern Times*, New York, St. John's University Press, 1973, p. 323.

9. Sur l'ensemble du budget de la section civile, la police en retenait à elle seule 40 à 50 % jusqu'en 1904, mais, en réalité, elle dépassait les 50 %. De plus, de 1898 à 1913, dans les budgets locaux, la dépense pour la police s'élevait de 50 à 70 %, c'est-à-dire que la moitié des charges fiscales des Taiwanais était destinée à la surveillance policière de ces mêmes Taiwanais. Cf. CHOU Hsien-wen, *Jih-chü shih-tai T'ai-wan ching-chi shih* (Histoire économique de Taiwan sous l'occupation japonaise), Taipei, T'ai-wan yin-hang, 1958, t. 1, pp. 3-4 ; t. 2, p. 368.

10. LIU Hui-hsiang, *Jih-chü shih-ch'i T'ai-wan ching-ch'a chih yen-chiu* (Etude de la police de Taiwan sous l'occupation japonaise), Taipei, T'ai-wan sheng ching-wu ts'u, 1952, pp. 41-42.

11. YEH Jung-chung, « Jih-chü shih-tia T'ai-wan te jih-pen ching-ch'a » (Police japonaise à Taiwan pendant l'occupation japonaise) in YEH Jung-chung, *Hsiao-wu ta-ch'e chi* (Recueil de petite maison et grande voiture), Taichung, Chung-yang shu-chü, 1967, p. 168.

12. *Ibid.*, p. 171. Cf. aussi : HUANG Ching-chia, *Jih-chü shih-ch'i T'ai-wan chih-min-ti fa-chih yü chih-min t'ung-chih* (Système légal et gouvernement coloniaux de Taiwan sous l'occupation japonaise), Taipei, 1960, pp. 133, 200-202.

13. CHOU Hsien-wen, t. 1, p. 14.

14. On ne peut pas affirmer que le Japon ait cherché à industrialiser particulièrement Taiwan, sauf en ce qui concernait la préparation de la guerre dans la fin des années 1930, lorsqu'il devint nécessaire d'installer des bases industrielles dans la colonie. Cf. Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan : Evidence and Interpretation », *Journal of Asian Studies* 34(2), février 1975, p. 421.

15. Samuel P.S. Ho, *The Economic Development of Colonial Taiwan, 1860-1970*, New Haven, Yale University Press, 1978, p. 29.

16. Environ 29 % des importations japonaises provenaient, au milieu des années 1930, de la Corée, de Taiwan et de Mandchourie. Le riz et le sucre entraient pour 15 à 20 % dans le volume des importations japonaises. Taiwan fournissait près de 75 % du sucre consommé au Japon. Cf. William W. LOCKWOOD, *The Economic Development of Japan*, éd. augm. Princeton, N.J. Princeton University Press, 1968, p. 536. On peut résumer la dépendance économique de Taiwan par rapport au Japon dans le tableau suivant :

| | **% de riz et de sucre dans les exportations taiwanaises** | | | **% de riz et de sucre destinés au Japon** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | riz | sucre | total | riz | sucre | ratio vers Japon |
| 1905 | 24,3 | 24,2 | 48,5 | 89,9 | 99,6 | 56,2 |
| 1915 | 11,0 | 48,0 | 59,0 | 97,0 | 99,1 | 79,6 |
| 1925 | 27,4 | 42,4 | 69,8 | 99,9 | 94,7 | 81,9 |
| 1935 | 30,1 | 43,2 | 73,3 | 99,9 | 96,3 | 90,0 |

D'après les tableaux in TO Sho-en, *Nihon teikokushugika no Taiwan* (Taiwan sous la domination de l'impérialisme japonais), Tokyo daigaku shuppankai, 1975, pp. 61, 62, 163.

17. CHANG Han-yu et Ramon H. MYERS, «Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906 : A Case of Bureaucratic Entrepreneurship», *Journal of Asian Studies* 22(4), août 1963, pp. 448-449.

18. Samuel P.S. Ho, *op. cit.*, p. 32.

19. YANAIHARA Tadao, *Jih-pen ti-kuo-chu-i hsia chih T'ai-wan* (Taiwan sous la domination de l'impérialisme japonais), trad. du japonais : *Teikokushugika no Taiwan* (Taiwan sous la domination de l'impérialisme) (1re éd. 1929), par Chou Hsien-wen, Taipei T'ai-wan yin-hang, 1956, pp. 5-42.

20. Jusqu'en 1924, les Taiwanais n'avaient pas le droit d'organiser ou de travailler en corporation ou de créer une société sans participation japonaise. Cf. CHANG Han-yü, «Jih-chü shih-tai T'ai-wan ching-chi chih yen-pien» (Evolution de l'économie de Taiwan sous l'occupation japonaise), (comp.), *T'ai-wan ching-chi shih erh-chi* (Collection de documents sur l'histoire économique de Taiwan, n° 2), Taipei, T'ai-wan yin-hang, 1955, p. 96.

21. Samuel P.S. HO, *op. cit.*, p. 39.

22. A la fin de la dynastie des Ch'ing, le système de propriété foncière était constitué par des relations complexes. Sur un même terrain il y avait en haut de l'échelle les «ta-tsu-hu» ou grands propriétaires ; au milieu étaient les «hsiao-tsu-hu» ou petits propriétaires ; en bas se trouvaient les fermiers, les cultivateurs réels. Cf. WANG I-t'ao, «Kuang-fu ch'ien T'ai-wan chi t'u-ti chih-tu yü t'u-ti cheng-ts'e» (Le système de propriété foncière et la politique agraire de Taiwan avant la reconquête), in T'ai-wan yin-hang ching-chi yen-chiu shih (comp.), *T'ai-wan ching-chi shih shih-chi* (Collection de documents sur l'histoire économique de Taiwan, n° 10), Taipei, T'ai-wan yin-hang, 1966, pp. 62-70. Cf. aussi : Ramon H. MYERS et Adrienne CHING, «Agriculture Development in Taiwan under Japanese Colonial Rule», *Journal of Asian Studies* 23(4), août 1964, pp. 560-562.

23. WANG I-t'ao, pp. 71-72. IZUMI Furo, *Taiwan no minzoku undo* (Mouvements nationalistes de Taiwan), Taichung, Taiwan tosho insatsu goshi kaisha, 1928, pp. 193-230. Pour l'ensemble du mouvement paysan, cf. Edgar WICKBERG, «The Taiwan Peasant Movement, 1923-1932 : Chinese Rural Radicalism Under Japanese Development Prograns», *Pacific Affairs* 48(4), juin 1975, pp. 558-582.

24 Le développement et le monopole japonais sur l'industrie sucrière furent décrits par Yanaihara Tadao en tant qu'«impérialisme sur le sucre», comme l'indique le titre de la deuxième partie de son ouvrage. Cf. deuxième partie, *T'ai-wan t'ang-yeh ti-kuo-chu-i* (Sucrerie de l'impérialisme à Taiwan), pp. 96-134. Cf. aussi : TO Sho-en, pp. 60-73.

25. Le pourcentage des enfants scolarisés taiwanais était, en 1899, de 2,04 % ; il passa à 20,69 % en 1919, puis à 30,68 % en 1929. Cependant, celui des enfants japonais scolarisés était de 23,71% en 1899, et de 95,57% en 1919, puis de 98,64 % en 1929. Cf. le tableau des pourcentages relatifs à l'éducation primaire, IDE Kieata, t. 1, p. 44.

26. YANAIHARA Tadao, p. 73.

Cette discrimination éducative provoqua un mouvement pour l'établissement d'une école secondaire à Taichung. Cf. YEH Jung-chung et al., pp. 35-52.

27. YANAIHARA Tadao, pp. 73-74. Ce n'est qu'après l'éclatement de la guerre du Pacifique en 1941 que les Japonais ont unifié les écoles primaires et publiques sous le nom de « kokumin gakko » (école nationale), dans une intention égalitaire. Mais en fait, les écoles restaient séparées avec des cours différents. Cf. SHENG Ch'ing-i, WANG Shih-lang, et KAO Shu-fan, *T'ai-wan shih* (Histoire de Taiwan), Taiwan, T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1977, p. 591.

28. Selon le 25e rapport annuel des affaires scolaires du Gouvernement général de Taiwan, le nombre d'étudiants japonais triplait entre 1921 et 1928, passant de 224 à 606, tandis que le nombre d'étudiants taiwanais diminuait de deux tiers, passant de 640 à 220, dans le domaine de l'éducation spécialisée, y compris l'école de médecine et les écoles supérieures de commerce et d'agriculture. Cf. SHA Shun-boku, partie I, pp. 59-60.

29. TSURUMI Patricia E., *Japanese Colonial Education in Taiwan, 1895-1945*, Cambridge, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1977, pp. 122-124.

30. YANAIHARA Tadao, p. 75.

31. WANG Shih-lang, « Pei-shih shu-fang tsui-huo shu-tzu » (Derniers chiffres des écoles privées de Taipei), réimpression (1re apparition : *T'ai-pei wen-wu* (Patrimoine culturel de Taipei) 5(4), juin 1957) in WANG Shih-lang, *Jih-pen chih-min-ti t'i-chih hsia te T'ai-wan* (Taiwan sous le régime colonial japonais), Taipei, T'ai-wan feng-wu tsa-chih she, 1978, p. 186. Cf. aussi : TSURUMI, *op. cit.*, pp. 30-32.

32. D'après une enquête du Gouvernement général de Taiwan, à la fin de 1935, les Taiwanais qui comprenaient le japonais étaient au nombre de 1 400 000, soit 29,7 % de la population. Cf. IDE Kieata, t. 1, p. 78.

33. SAI Bai-ka, *Nihon honkokumin ni atau* (Aux citoyens japonais), Tokyo, Taiwan mondai kenkyukai, 1928, p. 50.

34. LU Hsiu-yi, « Lien Ya-t'ang min-tsu shih-hsiang chih yen-chiu » (Etude des idées nationalistes de Lien Ya-t'ang), *T'ai-wan wen-hsien* (Documentation historique de Taiwan) 18(4), déc. 1967, pp. 91-95.

35. A la fin de la colonisation en 1945, on trouvait parmi les 167 fonctionnaires de la classe « chokunin » un Taiwanais, parmi les 2 120 fontionnaires de la classe

« sonin » il n'y avait que 29 Taiwanais, et 3 726 (17 %) parmi les 21 798 fonciton-naires de la classe « hannin ». Cf. SHIOMI Shunji, « Jih-chü shih-tai T'ai-wan ching-ch'a yü ching-chi » (Police et économie de Taiwan sous l'occupation japonaise), trad. du japonais par CHOU Hsien-wen, in T'ai-wan yin-hang ching-chi yen-chiu shih (comp.), *T'ai-wan ching-chi shih ch'u-chi* (Collection de documents sur l'histoire économique de Taiwan, n° 1), Taipei, T'ai-wan yin-hang, 1954, pp. 145-146.

36. Les principaux décrets qui restreignaient la publication et la presse étaient : « règlement des publications de Taiwan » et « ordonnance de la presse de Taiwan », promulgués en 1900. Cf. HUANG Ching-chia, pp. 179-180.

37. Cf. YANG Chao-chia, « Tai-wan hsin-min-pao hsiao shih » (Petite histoire du Journal du nouveau peuple de Taiwan), in YANG Chao-chia, *Yang Chao-chia hui-i-lu* (Mémoires de Yang Chao-chia), 3e éd., Taipei, San-min shu-chü, t. 2, pp. 407-440. La réimpression du *Taiwan minpao* en 1973, à Taipei, nous permit d'élargir nos recherches sur les mouvements nationalistes de Taiwan au cours de la colonisation japonaise, en complétant les rares sources taiwanaises de première main de cette période.

38. La révolte dirigée par Juo Huai-i ( « Capitain Fayec » d'après les documents hollandais) fit un millier de morts parmi les Hollandais et environ 4 000parmi les Taiwanais. Cf. LIEN Hen (Lien Ya-t'ung), *T'ai-wan t'ung-shih* (Histoire générale de Taiwan), réimpression (1re éd. en 3 vol., 1920-1921) en un volume, Taipei, Ku-t'ing shu-wu, 1973, pp. 22-23.

39. CHANG T'an, « T'ai-wan fan-ch'ing min-pien te pu-t'ung hsing-chih chi ch'i fen-lei » (Différentes caractéristiques des révoltes anti-Ch'ing de Taiwan et leur classification), T'ai-wan yin-hang chi-k'an (trimestriel de la banque de Taiwan) 27(3), sept. 1976, p. 305.

40. Trois articles de Harry J. LAMLEY présentent une description excellente de la République de Taiwan et de la résistance taiwanaise :

a. « The 1895 Taiwan Republic : A Significant Episode in Modern Chinese History », *Journal of Asian Studies* 27(4), août 1968, pp. 739-762.
b. « The 1895 Taiwan War of Resistance : Local Chinese Effort against a Foreign Power », in Leonard H.D. GORDON (éd.), *Taiwan : Studies in Chinese Local History*, New York/London, Columbia University Press, 1970, pp. 23-77.
c. « A Short-lived Republic and War, 1895 : Taiwan Resistance against Japan », in Paul K.T. SIH (éd.), pp.241-316.
On peut également citer une étude plus détaillée : N.G. Yujin Chiaotong, *Taiwan minshukoku no kenkyu* (Etude de la République de Taiwan), Tokyo, Tokyo daigaku shuppenkai, 1970.

41. D'après les statistiques, en cinq ans, de 1898 à 1902, il y eut 2 999 condamnations à mort et 8 951 exécutions sans jugement. On voit ainsi l'opiniâtreté des résistants et la cruauté de l'oppression. Cf. YAMABE Kentaro (éd. avec un

commentaire), *Gendaishi shiryo* (Matériaux d'histoire contemporaine), t. 21, *Taiwan I*, Tokyo, Misuzu shobo, 1971, p. XXXI. Nous citerons par la suite cette source sous l'abréviation : *Taiwan I.*

42. Pour l'incident de His-lai-yen, connu aussi comme l'affaire de Yü Ch'ing-fang, cf. WANG Shih-lang, et WU Chia-hsien (trad. et comp. du japonais), *Yü ch'ing-fang k'ang-jih ke-ming an ch'üan-tan* (Dossier complet de l'affaire révolutionnaire anti-japonaise de Yü Ch'ing-fang), Taichung, T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1974, 2 vol.

43. Edward I-te CHEN, « Formosa Political Movements under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *Journal of Asian Studies* 31(3), mai 1972, p. 477.

44. *Ibid.*

45. Lin Hsien-t'ang était un propriétaire terrien issu d'une famille riche et respectée, établie au centre de Taiwan. Cf. Johanna M. MESKILL, « The Lins of Wufeng : The Rise of a Taiwanese Gentry Family », in Leonard H.D. GORDON (éd.), pp. 6-22. Ses convictions politiques et son attitude modérée envers le gouvernement japonais furent profondément influencées par Liang Ch'i-ch'ao, un réformateur connu, et Tai Chi-t'ao, un compagnon de Sun Yat-sen, rencontrés séparément au Japon en 1907 et en 1913. Liang et Tai estimaient que les Taiwanais ne pouvaient espérer aucune aide de la Chine dans un avenir proche, car elle n'avait, alors, pas les moyens de les aider. Tous deux l'encouragèrent à trouver de l'aide auprès des Japonais libéraux afin de restreindre l'oppression que faisait subir le Gouvernement général aux Taiwanais. Cf. *Lin Hsien-t'ang hsien-sheng chi pien-ts'uan wei-yüan hui* (Commission de rédaction de la collection commémorative de Lin Hsien-t'ang) (comp. éd. actuellement par YEH Jung-chung), *Lin Hsien-t'ang hsien-sheng chi-nien chi* (Collection commémorative de Lin Hsien-t'ang), t. 1, *Lin Hsien-t'ang hsien-sheng nien-p'u* (Biographie chronologique de Lin Hsien-t'ang), Taipei, 1960, p. 15 (recto et verso).

46. Douglas MENDEL, *The Politics of Formosa Nationalism*, Berkeley et Los Angeles, Cal., University of California Press, 1970, p. 22. Cf. aussi : la charte de l'Association d'assimilation de Taiwan, in Taiwan sotokufu keimukyoku (Bureau des affaires de police du Gouvernement général de Taiwan) (comp. et éd. actuellement par WASHIZU Atsuya), *Taiwan sotokufu keisatsu enkakushi* (Histoire de la police du Gouvernement général de Taiwan), seconde partie, t. 2, *Ryotai igo no chian jokyo : Taiwan Shakai undoshi* (Situation de l'ordre public après l'annexion de Taiwan : Histoire des mouvements sociaux de Taiwan), réimpression (1re éd. Taipei, 1939, Tokyo, Ryukei shosha, 1973, pp. 17-18), que nous citerons par la suite sous l'abréviation de *Enkakushi*. Il existe une autre réimpression identique de ce document par Taiwan shiryo hozonkai (Association pour la conservation des matériaux historiques de Taiwan), sous le nouveau titre de *Nihon tochika no minzoku undo* (Mouvements nationalistes sous la domination japonaise), t. 2, *Seiji undo-hen* (Histoire des mouvements politiques), Tokyo, Furin shobo, 1969.

47. KUO Shui-t'an, « Tai-wan t'ung-hua yün-tung shih-hua » (Histoire du mouvement d'assimilation à Taiwan), *T'ai-pei wen-wu* 4(1), mai 1955, p. 109.

48. TS 'AI P'ei-huo, « Jih-chü shih-ch'i T'ai-wan min-tsu yün-tung » (Mouvements nationalistes de Taiwan sous l'occupation japonaise), *T'ai-wan wen-hsien* 16(2), juin 1965, p. 175. Cf. aussi : YANAIHARA Tadao, p. 89.

49. SHA Shun-boku, *Taiwanjin no yokyu : Minshuto no hatten katei o tsuzite* (Revendications des Taiwanais : A travers le développement du Parti populaire), Taipei, Taiwan shinminposha, 1931, p. 8.

50. *Enkakushi*, p. 27.

51. *Ibid.*, pp. 311-312. Cf. aussi : LIN Ts'u-chou (Lin Ch'eng-lu), « Liu-san wen-ti chih yün-ming » (Destin du problème de la loi n° 63), *T'ai-wan ch'ing-nien* 1(5), 15 déc. 1920, éd. chinoise, pp. 16-29.

52. Douglas MENDEL, p. 3.

53. Edward I-te CHEN, « Formosa Political Movement... », p. 484.

54. Des pétitions furent soumises à la Diète régulièrement jusqu'en 1934. Elles étaient enregistrées par le comité chargé de l'examen des pétitions, mais ne furent jamais à l'ordre du jour de la Diète. Cf. George K. KERR, *Formosa, Licensed Revolution and Home Rule Movement 1895-1945*, Honolulu, Hawaii, University of Hawaii Press, 1974, p. 129.

55. Cf. KAO Jih-wen, « Chih-an ching-ch'a fa wei-fan shih-chien chih fa-t'ing pien-lun ching-kuo » (Démarche du débat au tribunal de l'affaire de la violation de la loi de l'ordre policier), *T'ai-wan wen-hsien* 17 (1), mars 1966, pp. 81-108 ; 18(1), mars 1967, pp. 156-176.

56. Le nombre des signataires de la 6e pétition, en 1925, tripla (cf. *Enkakushi*, pp. 330-331), et la vente du *Taiwan minpao* augmenta brusquement pour atteindre les 10 000 exemplaires (cf. SHA Shun-boku, *Taiwanjin no yokyu...*, p. 23).

57. Edward I-te CHEN, *Formosa Political Movement...*, p. 488.

58. YANAIHARA Tadao, p. 90.

59. T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yün hui (Commission de documentation historique de la Province de Taiwan) (comp.), *T'ai-wan sheng t'ung-chih* (Histoire générale de la Province de Taiwan), t. 9, *Ke-ming-chih* (Histoire révolutionnaire), *K'ang-jih p'ien* (Histoire de la résistance anti-japonaise), Taipei, 1971, p. 62 (recto et verso). Cité par la suite sous l'abréviation de *K'ang-jih p'ien*.

60. Pour les activités de l'Association culturelle, cf. YEH Jung-chung et al., pp. 295-319.

61. Cf. HUANG Huang-hsiung, « Wen-hua hsieh-hui te fen-lieh chi ying-hsiang » (La scission de l'Association culturelle et son influence), in CHANG Chün-hung

(éd.), *Ch'un-fong ts'ung-shu* (Collection de Ch'un-fong), n° 1, Taipei, Ch'un-fong ch'u-pan she, 1978, pp. 68-84.

62. Cf. « Wen-hsien hui-tse ta kai » (Grand amendement du statut de l'Association culturelle », *Taiwan minpao* (141), 23 janvier 1927, pp. 5-8.

63. *Enkakushi*, pp. 222-223.

64. SHA Shun-boku, *Taiwan in no yokyu...*, p. 87.

65. Dans la biographie de Chiang Wei-shui, Huang Huang-hsiung a fait une comparaison des idées de Sun Yat-sen et de ChiangWei-shui, pour montrer l'influence de Sun Yat-sen sur Chiang Wei-shui, l'auteur considérant ce dernier comme le « Sun Yat-sen de Taiwan ». Cf. *T'ai-wan te hsien-chih hsien-chüeh che : Chiang Wei-shui hsien-sheng* (Chiang Wei-shui, prophète et homme éclairé de Taiwan), Taipei, 1976, pp. 261-281.

66. CHIEN Chiung-jen, *T'ai-wan min-chung-tang chih yen chiu* (Etude sur le Parti populaire de Taiwan), mémoire de maîtrise, Taipei, Institut des sciences politiques, Université nationale de Taiwan, 1977, pp. 83-84.

67. SHA Shun-boku, pp. 39-40.

68. *K'ang-jih p'ien*, p. 92 (recto et verso).

69. *Taiwan hsinminpao* (352), 21 février 1931, p. 3. Cf. aussi : « Taiwan minshuto kinshi riyu » (Raisons de l'interdiction du Parti populaire de Taiwan), *Enkakushi*, pp. 514-516.

70. YANG Chao-chia, t. 2, p. 318.

## CHAPITRE 2

1. *Enkakushi*, pp. 23-24. Cf. aussi l'autobiographie de CHANG Shen-ch'ieh, *Li-ch'eng-pei : hei-se te t'ai-yang* (Bornes : soleil noir), Taichung, Sheng-kung ch'u-pan she, 1961, t. 1, p. 125.

2. SHENG Ch'ing-i et al., pp. 680-681. *Enkakushi*, pp. 28, 31, 33.

3. Robert A. SCALAPINO, *The Japanese Communist Movement, 1920-1966*, Berkeley et Los Angeles, Cal., University of California Press, 1967, pp. 10-11. Cf. aussi : George M. BECKMANN et OKUBO Genji, *The Japanese Communist Party, 1922-1945*, Stanford, Cal., Stanford University Press, 1969, p. 24.

4. YAMABE Kenrato (éd. avec un commentaire), *Gendaidhi shiryo*, t. 22, *Taiwan II*, Tokyo : Misuzu shobo, 1971, p. XXXI. Cité par la suite sous l'abréviation de : *Taiwan II*.

5. Cf. P'ENG Hua-ying, « Shakaishugi no gaisetsu » (Introduction au socialisme) (I), *T'ai-wan Ch'ing-nien* 2(4), mai 1921, pp. 50-57. Cet article a été commenté par

Lien Wen-ch'ing, en 1927, comme étant le début du courant des idées socialistes de Taiwan, Cf. aussi : LIEN Wen-ch'ing, «Kuo-ch'ü T'ai-wan chih she-hui yün-t'ung» (Mouvements sociaux taiwanais d'hier), *Taiwan minpao* (138), 2 janvier 1927, p. 12.

6. *Enkakushi*, p. 584.

7. SCALAPINO, p. 26.

8. YANG Chao-chia, t. 1, p. 231.

9. *Enkakushi*, pp. 37-38. Cf. aussi : LIN Fan, *Yang K'uei hua-hsiang* (Portrait de Yang K'uei [Yang Kuei]), Taipei, Pi-chia-shan ch'u-pan she, 1978, p. 76.

10. D'après *Enkakushi*, p. 38, Hsü resta en Russie d'août 1924 à juin 1925, pour étudier dans une école communiste. Cependant, à la page 584 on lit qu'il resta d'octobre 1924 à juillet 1925, pour étudier à l'université de Sun Yat-sen. Cependant à la page 184, il est dit qu'il s'inscrivit à l'université de Shanghai en septembre 1923, et fit la connaissance de Ch'en tu-hsiu, puis, qu'en août 1924 il fut recommandé par ce dernier pour étudier à l'université Su Yat-sen de Moscou, où il resta jusqu'en juin 1925. Mais les recherches permettent d'établir que Hsü étudia à la KUTV parce que l'université Sun Yat-sen n'a été fondée qu'en 1925 et n'a ouvert ses portes qu'en 1926. Cf. aussi : Xenia J. EUDIN et Robert C. NORTH, *Soviet Russia and the East*, 1920-1927, Stanford, Cal., Stanford University Press, 1957, pp. 84-87 ; YANG Tzu-lieh, *Chang Kuo-t'ao fu-jen hui-i-lu* (Mémoires de Madame Chang Kuo-t'ao), Hongkong, Jih-lien ch'u-pan she, 1970, chap. 11 ; SHENG Yueh (SHENG Chung-liang), *Sun Yat-sen University in Moscow and the Chinese Revolution, A Personal Account*, Kansas, Center for East Asian Studies, University of Kansas, 1971, p. 31 ; WANG Chien-min, *Chung-kuo kung-ch'an-tan' shih-kao* (Histoire du Parti communiste chinois), éd. rev. et augm., Hongkong, Chung-wen t'u-shu kung-ying shi, 1975, t. 2, pp. 81-82.

11. *Enkakushi*, p. 38.

12. *Ibid*, pp. 36, 663.

13. YANG Chao-chia, t. 1, p. 231. *Taiwan minpao* (151), 3 avril 1927, p. 4.

14. *Enkakushi*, p. 39.

15. *Enkakushi*, p. 40, «Chin Rai-o choshusho» (Interrogatoires de Ch'en Lai-wang), in Tokyo keishicho tokubetsu kotoka naisen kotokakkri (Service de métropole et de Corée de la section de sécurité spéciale de la préfecture de police de Tokyo) (comp.), *Nihon kyosanto Taiwan minzoku shibu Tokyo tokubetsu shibuin kenkyo tenmatsu* (Détails de l'arrestation des membres de la section spéciale de Tokyo de la section de la nation taiwanaise du PCJ, réimpression (1re éd. 1929), in *Taiwan II*, p. 85. Nous le citerons désormais sous l'abréviation : *Détails de l'arrestation*.

16. *Enkakushi*, pp. 39-40. *Détails de l'arrestation*.

17. *Taiwan minpao* (182), 13 nov. 1927, p. 3 ; *Enkakushi*, p. 40.

18. YANG Chao-chia, t. 1, pp. 231-232. Pour la liste des membres élus, cf. *Taiwan minpao* (184), 27 nov. 1927, p. 3.

19. SCALAPINO, pp. 33-34. Cf. aussi : BECKMANN et OKUBO, pp. 153-154.

20. BECKMANN et OKUBO, pp. 155-156. Cf. aussi : TACHIBANA Takashi, *Nihon kyosanto no kenkyu* (Etudes sur le Parti communiste japonais), Tokyo, Kodansha, 1978, t. 1, pp. 214-215, 218.

21. *Enkakushi*, pp. 41-42, 667.

22. « Chin Rai-o choshusho », in *Taiwan II*, pp. 85-86.

23. *K'ang-jih p'ien*, p. 98 (recto).

24. *K'ang-jih p'ien*, p. 98 (recto), SHENG Ch'ing-i et al., p. 702. D'après l'enquête, à la fin de 1920, les étudiants taiwanais en Chine étaient 19 et, en 1923, 273 (cf. *Enkakushi*, p. 174.)

25. En mai 1923, à la 4e réunion des consuls envoyés dans le sud de la Chine, le gouverneur général Den Kenjiro demanda de faire attention à ce phénomène en développement. Cité sans référence par LIEN Wen-ch'ing dans son article « T'ai-wan wen-hua chih t'e-chih » (Caractéristiques de la culture taiwanaise), *T'ai-pei wen-wu* 3(2), août 1954, p. 129.

26. LO Yu-kuei, « Tai-wan min-tzu ying-hsiung jen-wu : Ta'ai Hui-ju » (Ts'ai Hui-ju : personnage héroïque nationaliste de Taiwan), Taipei, *Ta-hsüeh tsa-chih* (Magazine des intellectuels) (100), sept. 1976, p. 26.

27. *Enkakushi*, pp. 68-69.

28. K'ang-jih p'ien, chap. 6, « T'ai-pao tsai tsu-kuo chih huo-tung » (Activités des compatriotes taiwanais dans la patrie), pp. 98-117 (recto et verso).

29. C'était le premier groupe des communistes coréens, connu comme Groupe de Shanghai. Cf. SUH Dac-sook (trad. et éd.), *Document of Korea Communism*, 1918-1948, Princeton, N.J. Princeton University Press, 1970, p. 8.

30. D'après la source des autorités japonaises, en septembre 1921, P'eng et Ts'ai ont reçu 3 000 yens de la part des Russes, par l'intermédiaire d'un communiste coréen (cf. *Enkakushi*, p. 584). Mais, selon un autre document, les communistes taiwanais et chinois ont perçu 11 000 yens qui figurent dans la partie dépenses de Yi Tong-hwi, communiste coréen du Groupe de Shanghai, en 1921-1922. Cf. « Item 7 : Income and Expenditure of the Korean Communiste Party », in SHU Dac-sook (éd.), p. 40.

31. *Taiwan minpao* (15), 1 janvier 1924, p. 13. *K'ang-jih p'ien*, p. 100 (recto).

32. *Enkakushi*, pp. 77-78, 183.

33. Les pétitions pour l'établissement du Parlement de Taiwan ne furent jamais examinées par la Diète, le renouvellement annuel des pétitions correspondant à un geste quasi rituel. Cf. KERR, p. 129.

34. Cf. *Enkakushi*, p. 77. Deux articles de Mo Yün, «Taiwan gikaiyori kakumei undo made» (Du Parlement de Taiwan jusqu'au mouvement révolutionnaire), dans le 1[er] numéro de *P'ing P'ing* (cf. *ibid.*, pp. 79-80) ; et «Futatabi Taiwan mondai o danzu» (Pour parler encore du problème de Taiwan) dans le 2[e] numéro de *P'ing P'ing* (cf. *ibid.*, pp. 80-82.)

35. *Enkakushi*, p. 585.

36. Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, t. 1 : *Des origines à la République soviétique chinoise (1921-1934)*, nouvelle éd. rev. et augm., Paris, Payot (coll. «Petite bibliothèque»), 1975, p. 90.

37. WANG Chien-min, t. 1, p. 171.

38. Ch'ü Ch'iu-pai était le directeur du département de sociologie. Cf. SZU MA Lu (Smarlo Ma), *Ch'ü Ch'iu-pai chuan* (Biographie de Ch'ü Ch'iu-pai),

39. Cf. TS'AI Hsiao-ch'ien, *Chiang-his su-ch'ü-chün his ts'uan chih hui-i* (Souvenirs des soviets du Kiangsi et la fuite vers l'ouest de l'Armée rouge), Taipei, Chung-kung yen-chiu tsa-chih she, p. 140. Cf. aussi : Edgar SNOW, *Random Notes on Red China, 1936-1945,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1957, p. 10 ; Helen Fost SNOW (pseud. Nym WALES), *The Chinese Communists : Sketches and Autobiographies of the Old Guard*, Wesport, Conn., Greenwood Publishing, 1972, Book II, *Autobiographical Profiles and Biographical Sketches*, p. 325.

40. O Iku-toku, *Taiwan* : *kumon-suru sono rekishi* (Taiwan : histoire de son angoisse), Tokyo, Kobundo, 1964, p. 126. Cf. aussi : HUANg Shih-ch'iao, *T'ai-wan kung-ch'an-tang mi-shih* (Histoire secrète du Parti communiste de Taiwan), T'aoyün, Taiwan, 1933, pp. 16, 29, que nous citerons par la suite sous l'abréviation de : *T'ai-kung mi-shih.*

41. *K'ang-jih p'ien*, p. 103 (recto).

42. D'après les sources japonaises Lin était membre du PCC, donc recommandé par le PCC. Il étudia à l'université Sun Yat-sen (cf. *Enkakushi*, p. 588). Mais d'après Chang Shen-ch'ieh, qui se trouvait au même moment à Shanghai, Lin et Hsieh auraient été dotés d'une bourse d'études. Les bourses destinées aux étudiants chinois provenaient des indemnités versées après la guerre des Boxeurs (cf. CHANG Shen-ch'ieh, *Li-ch'eng-pei...*, t. 1, p. 157). Il existe des témoignages concernant le présence de Lin et de Hsieh à la KUTV de Moscou. Madame Chang Kuo-t'ao partagea, pendant ses études à Moscou à la KUTV, la même chambre que Hsieh. Cf. YANG Tzu-lieh, pp. 155, 156, 161.

43. *Enkakushi*, pp. 588-589.

44. TS'AI Hsiao-ch'ien, p. 160. *Enkakushi*, pp. 87, 588.

45. *Enkakushi, ibid.*

46. *K'ang-jih p'ien*, p. 98 et 99. *Enkakushi*, p. 876.

47. *Enkakushi, ibid.* CHANG Shen-ch'ieh, t. 1, p. 163.

48. CHANG Shen-ch'ieh, *Wo yü wo-te shih-hsiang* (Ma vie et ma pensée), Taichung, Chung-yang shu-chu, 1965, p. 210. *Enkakushi*, pp. 876-877.

49. *Enkakushi*, p. 882. *Taiwan minpao* (188), 25 déc. 1927, p. 3 ; (198), 4 mars 1928, p. 3. Fan Peng-liang (T'ieh-niu) fut arrêté pour la deuxième fois en 1937 au début de la guerre sino-japonaise, et mourut en prison. Dans ses deux ouvrages CHANG Shen-ch 'ieh avait donné une biographie de Fan : « T 'ieh-niu chuan » (Biographie de T 'ieh-niu), in *Li-ch'eng-pei...*, t. 1, pp. 163-181 ; « Chi Fan lieh-shih Peng-liang » (Le martyr Fan Peng-liang), in *Wo yü wo-tw shih-hsiang*, pp. 201-208.

50. *Enkakushi*, p. 119. *K'ang-jih p'ien*, p. 109 (recto).

51. Cf. l'ouvrage de CHANG Shen-ch'ieh, un des principaux dirigeants de ce groupe. *Kuang-tung T'ai-wan tu-li ke-ming yün-tung shih-lüeh : tsai Kuang-tung fa-tung te T'ai-wan ke-ming yün-tung shih lüeh* (Histoire abrégée du mouvement révolutionnaire pour l'indépendance de Taiwan à Canton : Histoire abrégée du mouvement révolutionnaire de Taiwan développé à partir de Canton), Taichung, Chung-yang shu-chü, 1947, pp. 9-10.

52. Le tirage du « Pionnier de Taiwan » destiné à Taiwan dépassait les 2 000 exemplaires. Il en résulte que ce groupe eut beaucoup d'influence à Taiwan. Cf. *Enkakushi*, pp. 121, 126-128. Cf. aussi : CHANG Shen-ch'ieh, *op. cit.*, p. 17.

53. *Enkakushi*, pp. 122-123, 135-137. Cf. aussi : CHANG Shen-ch'ieh, *op. cit*, pp. 17, 23-24.

54. Hsieh fut le premier aviateur taiwanais et militant de l'Association de la jeunesse de Taiwan à Pékin. Il s'intéressa au communisme et resta constamment en liaison étroite avec Hsieh Lien-ch'ing. En mars 1923, à Tokyo, il rédigea le *Taiwan minpao*. Cf. *Enkakushi*, pp. 183-184. Cf. aussi : *Taiwan minpao* (15), 1er janvier 1924, p. 16.

55. Le mouvement de l'espéranto à Taiwan commença en 1913, Kodama Shiro créa une branche de l'AEJ à Taipei. Lien et Su Pi-hui prirent la direction de l'organisation après Kodama. Ils transformèrent cette branche en Association ESP de Taiwan et publièrent un mensuel, *Verdo Ombro* (Lü Yin – Ombre verte), de 1919 à 1924, dont Lien était l'éditeur en chef. Cf. SHIH K'e-ch'eng, « Jih-chü shih ch'i t'ai-wan ESP yün-tung » (Mouvement espéranto à Taiwan sous l'occupation japonaise), *T'ai-wan feng-wu* (Folklore de Taiwan) 17 (4), août 1967, pp. 53-58 ; « Jen-lei chih chia : T'ai-wan ESP hsüeh-hui » (Foyer d'hommes : l'Association d'ESP de Taiwan), *T'ai-pei wen-wu* 3(1), mai 1954, pp. 91-93. Cf. aussi : TAI Kuo-hui, « Taiwan ko-nichi saha shidosha Ren Onkyo to sono kobon » (Lien Wen-ch'ing : dirigeant de gauche anti-

japonais de Taiwan et son manuscrit), *Shien* (Journal of Historical Studies, Rikkyo University, Tokyo) 35 (2), mars 1975, pp. 57-58.

56. Lorsque Lin se rendit en 1924 à Tokyo pour participer au congrès espérantiste, il logea chez Yamakawa. Lien fournit à Yamakawa des matériaux sur la situation de Taiwan, grâce auxquels Yamakawa publia en 1926 un article intitulé « Shokumin seisakuka no Taiwan » (Taiwan sous la politique coloniale). Cf. note sur cet article par l'éditeur dans *Yamakawa Hitoshi zenshu* (Les œuvres complètes de Yamakawa Hitoshi), Tokyo, Keiso shobo, 1966, p. 258. Cf. aussi : TAI Kuo-hui, *op. cit.*, pp. 58-59 ; et *Enkakushi*, p. 183.

57. LIEN Wen-ch'ing, *op. cit.*, pp. 12-13.

58. HUANG Shih-ch'iao, « Chiang Wei-shui chi ch'i cheng-chih yün-tung » (Chiang Wei-shui et son mouvement politique), *T'ai-pei wen-wu* 3 (1), mai 1954, p. 81. Cf. aussi : *Enkakushi*, p. 184.

59. *Enkakushi*, pp. 185-186, 882-883. Cf. aussi : HUANG Shih-ch'iao, p. 81 : HUANG Wen-hsiung, « Tai-pei ch'ing-nien hui, tu-shu hui, t'i-yü hui » (Association de la jeunesse, Association d'études, Association des sports de Taipei), *T'ai-pei wen-wu* 3 (2), août 1954, p. 137.

60. *Enkakushi*, pp. 187-188. Cf. aussi : HUANG Shih-ch'iao, p. 81 ; HUANG Wen-hsiung, pp. 137-138.

61. *Enkakushi*, pp. 183, 884.

62. *Ibid.*, pp. 189, 884.

63. *Ibid.*, pp. 189-190, 886. Cf. aussi : *Taiwan minpao* (113), 11 juin 1926, pp. 6-7 ; HUANG Huang-hsiung, *Pei ya-p'o te t'ai pas k'ang-jih shih hua* (Propos historiques anti-japonais de compatriotes taiwanais : les opprimés), Taipei, 1977, pp. 81-82.

64. La lettre se trouvait dans *Taiwan minpao* (116), 1er août 1926, p. 13.

65. *Enkakushi*, pp. 885, 887.

66. Pour l'arrestation des membres de la Ligue, cf. MIYAKAWA Jiro, *Taiwan no shokai undo*, pp. 128-129, et, du même auteur, *Taiwan no seiji undo*, pp. 82-83 ; Cf. aussi : *Taiwan minpao* (197), 26 février 1928, p. 5.

67. TS'AI Hsiao-ch'ien, « Ch'uan-huan ch'i te wen-hua yün-tung » (Le mouvement culturel en période de transition) (3), *Taiwan minpao* (144), 13 février 1927, p. 7.

68. Dans *Taiwan minpao* (138), 2 janv.1927, se trouvaient trois articles présentant les différents points de vue politiques de ces trois courants :

1. TS'AI P'ei-huo, « Wo tsai wen-hua yün-tung so tien te mu-piao » (Le but que j'ai choisi pour le mouvement culturel). pp. 8-11.

2. CHIANG Wei-shui, « Chin-nien chih k'uo-hao : t'ung-pao hsü t'uan-chieh, t'uan-chieh ch'eng yu-li » (Les slogans de cette année : les compatriotes doivent s'unir, l'union fait la force), pp. 11-12.
3. LIEN Wen-ch'ing, « Kuo-ch'ü T'ai-wan chih she-hui yün-tung » (Les mouvements sociaux taiwanais d'hier), pp. 12-13.

69. Cf. *Taiwan minpao* (141), 23 janvier 1927, pp. 5-8.

70. Ch'en, membre du conseil de l'Association et journaliste du *Taiwan minpao*, préconisait la reconstruction de la Chine sur la base du capitalisme. En janvier 1927, il démissionna du *Taiwan minpao* pour travailler dans la première société financière des Taiwanais avec une participation japonaise, « Ta Tung ». Lin Hsian-t'ang et Ch'en Hsin possédaient la moitié des capitaux. Cf. KO Se-kai, *Nihon tochika no Taiwan : teiko no dan'atsu* (Taiwan sous le gouvernement japonais : résistance et oppression), Tokyo, Tokyo daigaku shuppankai, 1972, p. 282. Hsü était un dirigeant gauchiste de la Jeunesse de Taiwan à Tokyo, et Ts'ai un cadre de l'Association culturelle. Hsü et Ts'ai préconisaient la reconstruction de la Chine par le socialisme.
Pour la polémique entre les deux opinions, consulter les articles suivants, parus dans le journal *Taiwan minpao* :
1. CH'EN Feng-yüan (Fang Yüan), « Tsui-ch'in chih kan-hsian (2) : wo-te chung-kuo kai-tsao-lun » (Impressions récentes (2) : ma thèse sur la reconstruction de la Chine), *Taiwan minpao* (120), 29 août 1926, pp. 8-10.
2. HSU Nai-ch'ang, « Po Ch'en Feng-yüan shih te chung-kuo kai-tsao lun » (Réplique à la thèse sur la reconstruction de la Chine de Ch'en Feng-yüan), *Taiwan minpao* (126), 10 oct. 1926, pp. 9-11 ; (129), 31 oct. 1926, pp. 9-11.
3. CH'EN Feng-yüan « Ta Hsü Nai-ch'ang shih te 'po Ch'en Feng-yüan shih te chung-kuo kai-tsao lun' » (Réponse à la réplique de la thèse sur la reconstruction de la Chine de Hsu Nai-ch'ang'), *Taiwan minpao* (130), 7 nov. 1926, pp. 11-12 ; (131), 14 nov. 1926, pp. 11-12 ; (132), 21 nov. 1926, pp. 10-11 ; (133), 28 nove. 1926, pp. 11-14 ; (135), 12 déc. 1926, pp. 8-9 ; (136), 19 déc. 1926, p. 11 ; (137), 26 déc. 1926, pp. 11-12 ; (139), 9 janvier 1927, pp. 12-13.
4. TS'AI Hsiao-ch'ien, « Po Fang-yüanchün te 'chung-kuo kai-tsao-lun' » (Réplique de la thèse sur la reconstruction de la Chine de Fang-yüan), *Taiwan minpao* (134), 5 déc. 1926, pp. 10-13.
5. HSU Nai-ch'ang, « Kei Ch'en Feng-yüan shih te kung-kai-chuang » (Lettre ouverte à Ch'en Feng-yüan), *Taiwan minpao* (142), 30 janvier 1927, pp. 11-12 ; (143), 6 février 1927, pp. 11-14.

71. LIEN Wen-ch'ing, « Sen kyuhyaku nijunana nen no Taiwan » (Taiwan en 1927), in *Enkakushi*, pp. 203-204.

72. YANG Ch'ao-chia, « T'ai-wan hsin min-pao hsiao shih », in YANG Ch'ao-chia, t. 2, p. 425.

73. TS'AI Hsiao-ch'ien a commenté dans son article « Ch'uan-huan ch'i te wen-hua yün-tung » (Mouvements culturels en période de transition) (2) : « Comme il

y avait transition dans les milieux idéologiques, la réorganisation significative de l'Association culturelle s'accéléra. Parallèlement, il y avait une réorganisation de l'Association culturelle qui témoignait de la transition significative des milieux idéologiques». Cf. *Taiwan minpao* (143) 6 février 1927, p. 11.

74. HUANG Huang-hsiung, «Wen-hua hsieh-hui...», p. 83.

75. Le manifeste a mis en évidence les tâches suivantes :
1. accélérer la réalisation d'une culture populaire ;
2. organiser les paysans et les ouvriers ;
3. rallier les petits commerçants et la petite bourgeoisie ;
4. unir les organisations qui défendent les intérêts des Taiwanais ;
5. éliminer les traîtres qui trahissent les intérêts du peuple. et détruire le front commun ;
6. unifier les forces de combat et affronter les ennemis.
Cf. *Enkakushi*, p. 206.

76. Incident qui eut lieu à Erhlin (province de Taichung) à la suite de différends entre les planteurs de canne à sucre et la société de Lin Pen-yüan. Cf. WICKBERG, p. 564.

77. *Ibid.*, pp. 568-569.

78. YEH Jung-chung et al., pp. 530-531. Cf. aussi : SHA Shun-hoku, *Taiwanjin no yokyu...*, pp. 36-37.

79. Ce congrès réunit beaucoup de membres dont 155 représentants de diverses branches du Syndicat paysan et environ 2 000 assistants ; il fut l'un des plus remarquables que connurent les mouvements sociaux à Taiwan. Son impact se ressentit jusqu'au Japon et en Corée. Cf. *Taiwan minpao* (186), 11 déc.1927, p. 3. Cf. aussi : *Enkakushi*, p. 1052.

80. *Enkakushi*, pp. 1054-1056. Cf. aussi : *Taiwan minpao* (186), 11 déc. 1927, p. 3.

81. *Taiwan minpao* (189), 1er janvier 1928, p. 14 ; (190), 8 janvier 1938, p. 13.

82. Pour l'Association d'études, cf. *Enkakushi*, pp. 578-588. Cf. aussi : MIYAKAWA Jiro, Taiwan no seiji undo, pp. 83-85.

**CHAPITRE 3**

1. Xenia J. EUDIN et Robert E. NORTH, *Soviet Russia and the East, 1920-1927*, Stanford, Cal., Stanford University Press, 1957, p. 277.

2. *Ibid.*, pp. 277-278. Pour les thèses, et le texte le plus complet, cf. «Annexe D», in George M. BECKMANN et OKUBU Genji, *The Japanese Communist Party 1922-1945*, Stanford, Cal., Stanford University Presse, 1969, pp. 295-308.

3. En ce qui concerne la réponse se rapportant au problème du PCT que Sano Manabu, arrêté en 1929, fit lors de ses interrogatoires, cf. « Sano Manabu yoshin jinmon chosho, daihakkai » (Huitième interrogatoire du jugement préliminaire de Sano Manabu), in YAMABE Kentaro (éd.), *Gendaishi shiryo* (Matériaux d'histoire contemporaine), t. 20, *Shakaishugi undo* (Mouvements socialistes VII), Tokyo, Misuzu shobo, 1968, p. 236. Dans cet interrogatoire de la même source, Sano Manabu expliqua qu'il était au VI[e] congrès du Komintern en juillet 1928 et qu'il n'avait rien trouvé, parmi les documents, concernant le PCJ et la décision de fonder le PCT. On peut déduire de cette affirmation que la décision de fonder le PCT était, de la part du Komintern, officieuse. Cf. WAKABAYAYAHI Masahiro, « 'Taiwan kakumei' to Komintern : Taiwan kyosanto no kessei to saisoshiki o megutte » (Révolution taiwanaise et le Komintern : à propos de l'organisation et la reconstitution du PCT), *Shiso* (Idées) (610), Tokyo, avril 1975, p. 133.

4. « Sano Manabu yoshin jinmon chosho, daihakkai », *ibid.*

5. *Enkakushi*, p. 589.

6. D'après Hsieh A-nü, c'est lui seul qui entra directement en contact avec Watanabe et reçut les thèses. Cf. *Taiwan nichi-nichi shimpo* (Nouveau quotidien de Taiwan), 10 nov. 1934, p. 7.

7. *Enkakushi*, p. 589.

8. WAKABAYASHI Masahiro, pp. 134-135.

9. Weng était alors membre du PCC et s'était vu chargé des gauchistes taiwanais qui fuyaient Canton pour Shanghai après la rupture entre communistes et nationalistes. Cf. *Enkakushi*, pp. 588, 662. Il était en même temps le correspondant à Shanghai du *T'ai-wan ta-chung shih-pao* (Journal des masses de Taiwan) publié par l'Association culturelle et conserva ainsi toujours des liaisons avec les organisations de gauche de Taiwan.

10. *Enkakushi*, p. 589.

11. Une partie des modifications se trouve dans le « Keisetsu » (Commentaire) de Yamabe Kentaro, in *Taiwan II*, pp. XXI-XXVI.

12. Les thèses politiques et d'organisation sont exposées dans *Enkakushi* (pp. 595-613) et celles qui figurent dans le Sommaire des arrestations (in *Taiwan II*, pp. 256-271) ont été traduites par les autorités japonaises à partir des mêmes textes chinois. Cependant, « Taiwan kyosanto seiritsutaikai kiroku » (Le rapport de la conférence d'inauguration du Parti communiste de Taiwan) permet de voir que le représentant du PCC a fait des commentaires pour modifier les thèses, mais il n'y a pas de traces des modifications (cf. *Taiwan II*, pp. 252-253). On peut donc considérer que les thèses qui se trouvent dans *Enkakushi* et dans *Sommaire des arrestations* sont des textes préliminaires présentés à la conférence. Comme les commentaires de P'eng Jung n'ont pas beaucoup de signification, nous pouvons déduire que les thèses préliminaires qui ont été

adoptées lors de la conférence sont les thèses authentiques et par suite fonder notre analyse sur celles-ci.

13. *Enkakushi*, pp. 589-590.

14. Dans son ouvrage, *Nihon tochika no Taiwan : teiko do dan'atsu* (Taiwan sous la domination japonaise : résistance et oppression), Tokyo, Tokyo daigaku shuppankai, 1972. KO se-kai considère que P'eng Jung était en réalité P'eng Pai, un dirigeant très connu du mouvement paysan communiste pour la commune de Hai-lu-feng (cf. p. 328). Mais les recherches ne permettent pas d'identifier P'eng Pai, P'eng Jung. Moriyama Akio conteste notamment cette assimilation. Cf. MORIYAMA Akio, « A Study on the Chinese Communists' Attitude toward Formosa : from 'Independence of Formosa' to 'Liberation of Formosa' », Mitaka, Tokyo : International Christian University, *Journal of Social Science* (12), mai 1974, p. 130, note 12.

15. *Enkakushi*, pp. 589-590.

16. *Ibid.*, p. 590.

17. Ce studio se trouvait dans la concession française de Shanghai à l'intersection de la rue du Père-Robert et de l'avenue Joffre.

18. Yo Un-hyong était « ministre des affaires étrangères » du Gouvernement provisoire coréen (en exil) à Shanghai, et participa au premier congrès des peuples d'Orient tenu à Baku en 1920. Cf. CHANG Kuo-t'ao « Wo-te hui-i » (Mes souvenirs), Hongkong, Min-pao yüeh-k'an she, 1971, t. 1, p. 182. Dès 1920, Yo Un-hyong eut des liaisons à Shanghai avec les nationalistes taiwanais comme Ts'ai Hui-ju, P'eng Hua-ying et participa à la fondation de « l'Association P'ing », avec des Taiwanais pour propager le communisme (cf. *Enkakushi*, pp. 68, 77).

19. *Enkakushi*, p. 590. Parmi les sept Taiwanais, Hsieh A-nü, Lin Mu-shen et Weng Tse-sheng, sont membres du comité préparatoire (cf. *Enkakushi*, p. 589) ; Lin Jih-kao, P'eng Ch'in-hsin, Ch'en Lai-Wang, Chang Mao-liang peuvent être considérés comme des représentants des éléments actifs de Taiwan, d'Amoy, de Tokyo et de Shanghai (cf. WAKABAYASHI Masahiro, p. 136).

Chang Mao-liang de Taichung est un des survivants du Groupe de la jeunesse révolutionnaire de Taiwan fondé en mars 1927 à Canton et détruit par les autorités chinoises nationalistes et les polices japonaises. Cf. « Taiwan kyosanto jiken no zenbo » (Tous les aspects de l'affaire du PCT), *Taiwan nichi-nichi shimpo* gogai (édition spéciale du Nouveau Quotidien de Taiwan), 24 juil. 1933, p. 2. Nous le citerons ultérieurement sous l'abréviation de « Taiwan kyosanto jiken ». Cf. aussi : CHANG Shen-ch'ieh, *Kuang-tung T'ai-wan...*, p. 24.

20. *Taiwan nichi-nichi shimpo*, 10 nov. 1934, p. 7. Mais selon *Enkakushi* (cf. pp. 590-591), ce fut Lin le président. Cependant, dans le « Rapport de la conférence d'inauguration du PCT », un nommé Wu fut élu président. Selon l'auteur, il était évident que ce nom représente Hsieh A-nü.

21. « Rapport de la conférence d'inauguration du PCT », in *Taiwan II*, pp. 246-251.

22. Des commentaires et modifications sur les « Thèses » furent proposés par P'eng Jung. Cependant le projet concernant le mouvement ouvrier serat rédigé par P'eng Jung. *Ibid.*, pp, 252-253.

23. *Enkakushi*, p. 592.

24. *Ibid.*, pp. 657-658.

25. *Ibid.*, p. 658.

26. « Chugoku kyosanto chuo ni itaseru shin » (Lettre adressée au comité central du PCC), in *Enkakushi*, p. 661.

27. WAKABAYASHI Masahiro, p. 139.

28. Cf. « Thèses d'organisation », in *Enkakushi*, p. 595 ; et *Taiwan II*, p. 256.

29. Cf. *Appendice I*, « Thèses politiques ».

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

33. Cf. *Appendice I*, « Thèses politiques ».

34. *Ibid.*

35. Les treize slogans du PCT étaient :
1. A bas la dictature du Gouvernement général, à bas l'impérialisme japonais !
2. Vive l'indépendance du peuple taiwanais !
3. Construire la République de Taiwan!
4. Annuler les mauvaises lois qui oppriment les ouvriers et les paysans !
5. Sept heures de travail quotidien ! Pas de travail, pas de nourriture !
6. Liberté de grève, d'assemblée, d'association, d'opinion, de presse !
7. Rendre les terres aux paysans pauvres !
8. A bas les survivances feodales !
9. Etablir une loi de protection des chômeurs !
10. S'opposer aux mauvaises lois qui oppriment les prolétaires japonais et coréens !
11. Soutenir l'Union soviétique !
12. Soutenir la révolution chinoise !
13. S'opposer à une nouvelle guerre impérialiste !
*Cf. ibid.*

«Thèses sur le Japon», adoptées par le Praesidium du comité exécutif du Komintern, le 15 juillet 1927, qui avait désigné une série de treize points sur lesquels les communistes japonais devaient se battre :
1. Lutte contre la menace d'une guerre impérialiste.
2. S'écarter de la révolution chinoise.
3. Défense de l'U.R.S.S.
4. Indépendance totale des colonies.
5. Dissolution du parlement.
6. Abolition de la monarchie.
7. Suffrage universel à partir de 18 ans.
8. Droit de réunion, d'association, de coalition, etc., liberté de parole et de presse.
9. Journée de travail de huit heures.
10. Assurance chômage.
11. Abrogation des lois contre le travail.
12. Confiscation des biens de l'empereur, des propriétaires fonciers, de l'église et de l'Etat.
13. Instauration d'un impôt progressif sur le revenu.
Cf. BECKMAN et OKUBO, p. 308.

36. CHIANG Wei-shui, « Li-ming ch'i T'ai-wan lao-tung yün-tung » (Aube du mouvement ouvrier de Taiwan), *Taiwan minpao* (152), 10 avril 1927, p. 2.

37. *Enkakushi*, pp. 222-223. Cf. aussi : YEH Jung-chung et al., pp. 351-352.

38. « Rodo undo taisaku teiko » (Aperçu des mesures appropriées au mouvement ouvrier), in *Enkakushi*, p. 614.

39. *Ibid.*, pp. 620-621.

40. *Ibid.*, pp. 617, 622-623.

41. Cf. « Nomin mondai no juyosei » (Importance du problème agraire) in *Enkakushi*, p. 263.

42. Cf. *Appendice I* « Thèses politiques ».

43. Dans « l'Importance du problème agraire » le PCT a mis en valeur des principes directeurs, basés sur ceux du Komintern, relatifs au problème agraire : 1. le problème agraire de la révolution démocratique ; 2. le problème agraire de la révolution prolétarienne ; 3. le problème agraire de la période de régime soviétique. Cf. *Enkakushi*, p. 623.

44. *Ibid.*

45. « Seinen undo teiko (Aperçu du mouvement de la jeunesse), in *Enkakushi*, pp. 635-636.

46. *Ibid.*, pp. 637-638.

47. D'après «l'Aperçu du mouvement de la jeunesse», la Jeunesse prolétaire avait commis les erreurs suivantes :

1. les revendications de la jeunesse ne furent pas proclamées clairement ;
2. la participation des jeunes paysans et ouvriers resta faible ;
3. il y eut confusion avec la Jeunesse communiste ;
4. la Jeunesse prolétaire manqua d'organisation. Cf. *Enkakushi*, p. 640.

48. *Ibid.*, pp. 640-643.

49. Cf. éditorial du *T'aiwan minpao* (117), 8 août 1926, «T'ai-wan fu-nü chieh-fang yün-tung te hsien-sheng» (La première voie du mouvement de libération de femmes de Taiwan), dans lequel un appel était lancé pour l'organisation des femmes de l'ensemble de l'île.

50. Article de Yü Chüan, «Fu-nü yün-tung te ts'u-chin yü fu-nü pu te she-li» (L'accélération du mouvement féminin et l'établissement de la section féminine), *T'aiwan minpao* (138), 2 janvier 1927, pp. 15-17 ; et celui de CHANG Yüeh-ch'eng, «Fu-nü yün-tung te jen-shih» (Connaissance du mouvement féminin), *T'aiwan minpao* (145), 20 février 1927, pp. 9-11.

51. «Fujo mondai giketsuan» (Résolution concernant le problème féminin) du PCT, in *Enkakushi*, p. 647.

52. *Ibid.* Cf. aussi : CHENG Hsüeh-chia, *Ti-san kuo-chi shi* (Histoire de la III^e^ Internationale), Taipei, T'ai-wan Shang-wu yin-shu kuan, 1977, t. 3, p. 1235.

53. Cf. «Fujo mondai giketsuan», in *Enkakushi*, pp. 647-648.

54. *Ibid.*, p. 649.

55. Dans «Fujo mondai giketsuan», telle que le concevait le PCT, se trouvait le slogan (4^e^) : «Liberté d'adhérer au parti pour les femmes» (cf. *Enkakushi*, p. 649). Le 5^e^ article de la «Loi de l'ordre policier» interdisait aux femmes de participer à des organisations politiques. Cf. «She-hui yün-tung kuan-his chu fa-kuei» (Lois et règlements concernant les mouvements sociaux), in «T'ai-wan min-chung-tang hsüan-ch'uan pu (Section de propagande du Parti populaire de Taiwan) (comp.), *T'ai-wan min-chung-tang t'e k'an* (édition spéciale du Parti populaire de Taiwan), n° 1, Taipei, 1930, p. 122.

56. Shui Tsao, «Wo-men-tw i-ke t'i-i : ch'ing he-li tsu-chih wei T'ai-wan his-sheng te jen-men chih chiu-chi chi-kuan» (Notre proposition d'organisation de secours pour les gens qui se sont sacrifiés pour Taiwan), *T'aiwan minpao* (116), 1^er^ août 1926, pp. 12-13. Le comité central du Syndicat paysan de Taiwan avait adopté le 5 avril 1927 une résolution concernant le problème du Secours. Cf. *T'aiwan minpao* (154), 24 avril 1927, p. 6.

57. «Koshoku kyusaikai soshiki teiko» (Aperçu concernant l'organisation de Secours rouge) du PCT, in *Enkakushi*, pp. 650-652. Cf. aussi : les «Thèses d'organisation» du PCT, *ibid.*, p. 599.

58. *Ibid.*, pp. 650-651, 654-655.

59. *Ibid.*

60. Cf. *Appendice I*, «Thèses politiques»

61. «Kokusai mondai teiko» (Aperçu du problème international) du PCT, in *Enkakushi*, p. 655.

62. «Thèses d'organisation», in *Taiwan II*, p. 256.

63. *Ibid.*, pp. 257-258.

64. *Ibid.*, p. 260. Dans les mêmes thèses, il est aussi indiqué qu'avant la convocation du congrès tous les constituants de chaque département devaient être responsables devant l'organisation de la direction centrale fondée par le comité central du PCJ. Evidemment, nous pouvons affirmer que Lin Mu-shun et Hsieh A-nü faisaient partie du premier organe de la direction du PCT.

65. *Ibid.*

66. Cf. la partie «To no kiso : Shibu o kensetsu» (Base du parti : constitution des sections) des «Thèses d'organisation», in *Taiwan II*, pp. 258-260.

67. «Taiwan kyosanto seritsutaikai no sengen» (Manifeste de la conférence inaugurale du Parti communiste de Taiwan), in *Taiwan II*, p. 253.

68. «Thèses d'organisation» in *Taiwan II*, pp. 259-260. Cf. aussi : *Enkakushi*, pp. 599-600.

69. *Enkakushi.*

70. *Ibid.*

71. D'après *Enkakushi*, Hung n'avait pas terminé ses études à l'université de Shanghai (cf. *Enkakushi*, p. 213).

72. *T'ai-kung mi-shih*, pp. 36-37.

73. *Ibid.*, p. 56.

74. Ts'ai Hsiao-ch'ien fit partie en 1925 des Jeunesses communistes chinoises. Cf. SNOW, Book II, p. 325.

75. T'ai-kung mi-shih, p. 35.

76. *Enkakushi*, p. 662.

77. Cf. « Sha-shi Ajo yoshintei ni okeru kyojutsu yoshi» (Essentiel de la déposition de Hsieh A-nü à la cour d'instruction), in *Enkakushi*, p. 683. Lin Mu-shun

avait fait la même remarque quant au manque d'éléments paysans et ouvriers lors de la conférence inaugurale du parti. Cf. « Rapport de la conférence inaugurale du PCT », in *Taiwan II*, p. 252.

78. Cf. « Fan-li » (Notice), in YEH Jung-chung et al., p. i. Edward I-te CHEN, « Formosa Political Movement », p. 477.

79. *Appendice I*, « Thèses politiques ».

80. « Rapport de la conférence inaugurale du PCT », in *Taiwan II*, p. 251.

81. *Enkakushi*, p. 753.

82. En 1971, 13,1 % des enfants taiwanais étaient scolarisés, 29,2 % en 1922, 29,7 % en 1927 et 35,9 % en 1932. Cf. le tableau « Li nien hsüeh ling erh-t'ung – pen ti jen » (Situation de chaque année des enfants d'âge scolaire – Taiwanais), in CH'EN Cheng-hsiang et TUAN Chi-hsien, *T'ai-wan chih jen-k'ou* (Population de Taiwan), Taipei, T'ai-wan yin-hang, 1951, p. 121.

83. Cf. « Taiwan kyosanto jiken ni kansuru Tomobe keimukyokucho semei » (Déclaration de Tomobe, chef du Bureau des affaires de police, concernant l'affaire du Parti communiste de Taiwan), in *Taiwan sotokufu keimukyoku* (Bureau des affaires de police du Gouvernement général de Taiwan) (comp.), *Taiwan sotokufu keisatsu Enkakushi* (Histoire du développement de la police du Gouvernement général du Taiwan), *Bestsuhen : shochoku, reishi, yukoku, kuntatsu ruisan* (Annexe : Classement des proclamations impériales, d'ordonnances, d'avis, et d'instructions), Taipei, 1941, pp. 644-645. Nous le citerons ci-après sous l'abréviation *Annexe de Enkakushi*. Cf. aussi « Kuan-hsi kuan-li kan-hsieng t'an », in *T'ai-kung mi-shih*, pp. 67-68.

## Chapitre 4

1. Depuis la mise en vigueur de la loi sur la police et de la loi sur le maintien de l'ordre, le pouvoir de la police s'était renforcé et causait énormément de pertes dans les mouvements de gauche. Ce phénomène continua à donner l'impression que le Japon était réellement un Etat policier. Les auteurs de « Red Flag in Japan » estimaient que « ...le Japon de la fin des années vingt, malgré une apparence d'Etat parlementaire était en fait un Etat policier ». Cf. Rodger SWEARINGEN et Paul LANGER, *Red Flag in Japan : International Communism in Action 1919-1951*, New York, Greenwood Press, 1968, pp. 31-32.

2. *Sommaire des arrestations*, in *Taiwan II*, pp. 237-238. Cf. aussi : *Enkakushi*, pp. 86, 661.

3. *Enkakushi*, pp. 661-662 ; *Taiwan II*, pp. 237-238.

4. *Enkakushi*, p. 662 ; *Taiwan II*, pp. 244-245.

5. Les principaux dirigeants communistes japonais, comme Sano Manabu, Watanabe Masanosukem, Ichikawa Shoichi, Yamamoto Kenzo, et Nanba Hideo, échappèrent à l'arrestation du 15 mars. Cf. SCALAPINO, p. 34.

6. *Taiwan II*, p. 245 ; *Enkakushi*, p. 662.

7. T'ai-kung mi-shih, p. 29 ; *Enkakushi*, p. 662.

8. *Taiwan minpao* (259), 5 mai 1929 ; p. 3. Cf. aussi : MIYAKAWA Jiro, *Taiwan no shakai undo*, pp. 328-330.

9. *Ibid.*

10. *Taiwan II*, p. 245.

11. *Enkakushi*, p. 663.

12. *Ibid.*

13. TA'AI Hsiao-ch'ien, *Chiang-his su-ch'ü...*, pp. 1-3. E. SNOW, p. 103. Cf. aussi : H.F. SNOW, pp. 324-325.

14. *Enkakushi*, pp. 673-674.

15. TA'AI Hsiao-ch'ien, Chiang-hsi su-ch'ü..., p. 3.

16. CH'EN Lai-wang, «Taiwan no tosohiki katsudo hoshin oyobi sono soshiki jotai» (Direction des activités d'organisation du parti de Taiwan et sa situation d'organisation), annexe de *Sommaire des arrestations*, in *Taiwan II*, p. 272. Il s'agit d'un rapport des partisans de Taiwan pour le comité central du PCJ. Ce rapport fut trouvé par la police de Tokyo chez Ichikawa Shoichi le 27 avril 1929.

17. SWEARINGEN et LANGER, p. 32.

18. HUANG Ching-chia, p. 132.

19. SWEARINGEN et LANGER, pp. 32-33. TACHIBANA Takashi, t. 1, pp. 255-258.

20. IDE Kiwata, t. 2, pp. 849-850.

21. *Enkakushi*, pp. 43, 664. Cf. aussi : « Chin Rai-o daikkai choshusho » (Premier interrogatoire de Ch'en Lai-wang), in Tokyo keishicho tokubetsu kotoka naisen kotokaei (Service de sécurité de Corée et de la métropole du Bureau spécial de la préfecture de police de Tokyo), Nihon kyosanto Taiwan minzoku shibu Tokyo tokubetsu shibuin kenkyo tenmatsu (Détails de l'arrestation des membres de la section spéciale de Tokyo de la section de la nation taiwanaise du parti communiste japonais). Réimpression (1re éd. 1929), in YAMABE Kentaro (éd.) *Taiwan II*, pp. 87-88. Nous citerons cet ouvrage sous l'abréviation *Détails de l'arrestation*.

22. Lin Tui, originaire de Taichung, était étudiant en 3e année en commerce à l'université Nihon. Alors qu'il était encore à l'Ecole normale de Taipei, il participa à la grève en octobre 1924 organisée par les étudiants de 3e année contre la dis-

crimination de l'éducation, et fut renvoyé. L'année suivante, il alla à Tokyo pour continuer ses études. « Rin Da daiikkai choshusho » (Premier interrogatoire de Lin Tui), in *Taiwan II*, pp. 101-102. Lin T'ien-chin, originaire de Taichung, fut dans le même cas que Lin Tui. Il dut lui aussi se rendre à Tokyo pour terminer ses études. « Rin Tenshin daiikkai choshusho » (Premier interrogatoire de Lin T'ien-chin), in *Taiwan II*, pp. 111-112.

23. Pour l'établissement de la section spéciale à Tokyo, les interrogatoires de Ch'en Lai-wang, de Lin Tui, et de Lin T'ien-chin, cf. *Taiwan II*, pp. 87-88, 103, 112.

24. *Enkakushi*, pp. 664, 813.

25. « Chin Rai-o daiikkai choshucho », in *Taiwan II*, p. 90.

26. Après la scission de l'Association culturelle, le *Taiwan minpao*, le seul organe du mouvement nationaliste taiwanais, était resté sous le contrôle des anciens cadres ayant quitté l'Association et organisé le Parti populaire de Taiwan. L'Association fonda une société du « Journal des masses de Taiwan » en mars 1928 à Taichung. Comme elle n'obtenait pas l'autorisation de publier à Taiwan, elle se transféra à Tokyo. Le premier numéro y parut le 7 mai, secrètement destiné à Taiwan. A cause des difficultés, la publication s'arrêta au 10e numéro, daté du 9 juillet 1928. Cf. *Enkakushi*, pp. 219-220.

27. *Ibid.*, pp. 43-45.

28. La réforme de l'Association de la jeunesse était réalisée sur la base des « cellules d'études », afin de poursuivre le mouvement communiste. Cf. MIYAKAWA Jiro, *Taiwan no shakai undo*, pp. 340-347. Cf. aussi : « Tokyo Taiwan seinenkai tsushin » (Correspondance de l'Association de la jeunesse de Taiwan à Tokyo), in *Taiwan II*, pp. 214-228.

29. « Rin Da daiikkai choshusho » (Troisième interrogatoire de Lin Tui), in *Taiwan II*, pp. 109-111 ; et « Chin Rai-o daiikkai choshusho », *ibid.*, p. 91. « Les mesures appropriées au problème agraire » était un document aussi important que « l'Importance du problème paysan » adopté au cours de la conférence inaugurale du PCT. Mais il est plus concret et plus précis que le second, dans l'essentiel, pour réorganiser le Syndicat paysan de Taiwan afin qu'il soit réformé en un syndicat paysan « rouge ». Pour le texte intégral, cf. *Taiwan II*, pp. 156-164. Cf. aussi : *Enkakushi*, pp. 1088-1098.

30. « Rin Da daisankai choshusho », *Taiwan II*, pp. 108-109, 111.

31. SWEARINGEN et LANGER, p. 37.

32. *Enkakushi*, p. 49

33. Cf. « *Taiwan kyosanto jiken* », p. 2. Cf. aussi : *K'ang-jih p'ian*, p. 158 ; *Enkakushi*, pp. 667, 1071.

34. Wang Wan-te, originaire de Taipei, était un dirigeant de l'Association culturelle. Il se rendit en Chine au mois de janvier 1927 et devint un membre du PCC à Wuhan. En mars 1928, il se rendit à Nankin pour ses activités. Cf. YEH Jung-chung et al., p. 351 ; T'ai-kung mi shih, p. 35.

35. *Enkakushi*, pp. 668-669.

36. YANG K'e-pei, originaire de Changhua, sorti de l'université de Meiji (Tokyo), section politique, en 1927. Il se rendit en Chine, où il devint membre du PCC à Wuhan. Au mois d'août 1928, il retourna à Taiwan, et adhéra au PCT par l'intermédiaire de Hsieh A-nü. Cf. *T'ai-kung mi-shih*, pp. 37-38. YANG Ch'un-sung, originaire de Hsinchu, était membre du comité central du Syndicat paysan. Cf. *Enkakushi*, p. 1085.

37. *Enkakushi*, p. 669 ; «Taiwan kyosanto jiken», p. 2.

38. Hsieh A-nü organisa l'Association d'études en sciences sociales» ( «She-hui k'e-hsüeh yen-chiu hui») au siège du Syndicat paysan à Taichung, à la fin de septembre 1928, dont les principaux membres outre Hsieh étaient Chien Chi, Ch'en Te-hsing, Yang K'e-p'ei. Cf. *Enkakushi*, p. 669. En collaboration avec le Syndicat paysan, Hsieh organisa des conférences sur les problèmes de la jeunesse, des femmes, de la stratégie du Syndicat paysan, du mouvement prolétarien international, de la critique de la politique coloniale, etc. Cf. *K'ang-jih p'ien*, p. 158.

39. Cf. «Taiwan nomin kumiai seinenbu soshiki teiko» (Aperçu concernant l'organisation de section de la jeunesse du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1072-1073 ; «Taiwan nomin kumiai fujobu soshiki teiko» (Aperçu concernant l'organisation de section des femmes du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1073-1076 ; «Taiwan nomin kumiai kyusaibu soshiki teiko» (Aperçu concernant l'organisation de section du secours du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1076-1078.

40. Cf. *Enkakushi*, pp. 1071-1072, 1084-1085, 1087-1088, 1098-1099. «Rin Da daisankai choshusho, in *Taiwan II*, pp. 109-111. A propos des «Mesures appropriées au problème agraire» (Nomin mondai taisaku), cf. *Taiwan II*, pp. 156-164 ; et *Enkakushi*, pp. 1088-1098. En ce qui concerne la «Déclaration du deuxième congrès du Syndicat paysan de Taiwan» ( «Taiwan nomin kumiai dainiji zento taikai sengen»), cf. *Enkakushi*, pp. 1099-1101.

41. Cité sans référence dans : YEH Jung-chung et al., p. 534.

42. *Taiwan minpao* (239), 29 déc. 1929, p. 2. Cf. : MIYAKAWA Jiro, Taiwan no shakai undo, pp. 368-371.

43. *Enkakushi*, pp. 669, 1102-1103. Cf. aussi : YEH Jung-chung et al., p. 534.

44. Cf. Naimusho (ministère de l'Intérieur), Gokusa bunshi no buki shiyo ni yoru keisatsu-kan shogai-cho (Matériaux sur les officiers de police blessés par

des éléments de gauche), Miméographie, 1934, p. 1. Cité in SWEARINGEN et LANGER, p. 36.

45. *Enkakushi*, pp. 669-670.

46. *Ibid.*

47. Dans sa publication de l'histoire du parti, le PCJ avait toujours proclamé le fait que Watanabe avait été «assassiné» par la police. Mais en 1972, cette version fut changée en un suicide de Watanabe. Cf. TACHIBANA Takashi, t. 1, pp. 297-298. Selon BECKMANN et OKUBO, le voyage de Watanabe à Taiwan avait pour but d'aider au développement et à l'organisation du PCT (cf. p. 171). Mais ils n'apportent aucune preuve de cette affirmation,

48. Su Hsin était originaire de Tainan. En octobre 1928, il devint un membre suppléant de la section spéciale à Tokyo. Cf. *T'ai-kung mi-shih*, p. 39 ; *Taiwan kyosanto jiken*, p. 2. Hsiao Lai-fu était originaire de Tainan. Membre suppléant du parti, il était responsable de la section de Taiwan du «Journal du prolétaire» («Musansha shimbun») pour sa distribution parmi les Taiwanais. Il retourna à Taiwan au mois de mars 1929, et, au mois d'octobre de la même année, devint membre du PCT. Cf. *T'ai-kung mi-shih*, pp. 40-41 ; «*Taiwan kyosanto jiken*», p. 2 ; «*So Shu daiikkai choshusho*» (Premier interrogatoire de Chuang Shou), in *Taiwan II*, p. 149. Chuang Shou était originaire de Changhua. Il s'inscrivit à l'université Waseda en mars 1928 et participa à l'Association d'études scientifiques de Taiwan en octobre de la même année. Après le retour à Taiwan de Hsiao Lai-fu, il prit sa place et s'occupa de la distribution du «Journal du prolétaire». Cf. *T'ai-kung mi-shih*, p. 50 ; «*So Shu daiikkai choshusho*», in *Taiwan II*, pp. 147-150.

49. Wu Kung-chao était originaire de Hsinchu. En mai 1928, alors qu'il séjournait à Shanghai, il devint membre du PCT, mais comme il faisait partie du groupe de la «Jeunesse révolutionnaire de Taiwan à Canton», il fut arrêté par la police japonaise et renvoyé à Taiwan, où il fut condamné à un an de prison avec quatre années de sursis. Libéré le 8 novembre 1928, il contacta Hsieh A-nü qui le désigna pour participer aux activités de l'Association culturelle. Cf. MIYAKAWA Jiro, *Taiwan no shakaiundo*, p. 332. cf. aussi : *T'ai-kung mi-shih*, pp. 62-63 ; *Enkakushi*, p. 245. Liu Shou-hung participa à la conférence des éléments taiwanais. Arrêté lors de l'affaire de l'Association d'étude à Shanghai, il fut condamné à deux ans de prison avec quatre années de sursis, et libéré en août 1929. Il travailla dans la LibrairieiInternationale sous la direction de Hsieh. Cf. *T'ai-kung mi-shih*, pp. 49-50 ; «*Taiwan kyosanto jiken*», p. 2.

50. *Enkakushi*, p. 670.

51. *Ibid.*

52. Liu fut désigné pour ce poste en mars 1930. Cf. *Enkakushi*, pp. 670-671.

53. Cf. « T'ai-wan she-hui yün-tung t'uan-t'i » (Organisation des mouvements sociaux de Taiwan), *Taiwan minpao* (294), 1er janvier 1930, p. 8. Cf. aussi : Ko Se-kai, pp. 335-336.

54. Cf. « T'ai-wan she-hui yün-tung t'uan-t'i » et Ko Se-kai, p. 336. L'affrontement entre le groupe de Lien Wen-ch'ing et celui de Wang Min-ch'uan reflétait l'opposition entre les sociaux-démocrates et les communistes au Japon dès 1927. Cf. Le commentaire de YAMABE Kentaro, in *Taiwan II*, pp. VXIII-XIV.

55. Cf. « Shakai kagaku kenkyukai ichiranhyo » (Tableau des associations d'études en sciences sociales), in *Enkakushi*, pp. 753-756.

56. *Enkakushi*, pp. 756-759.

57. « Wu Jen Pao », qui fut créé en juin 1930, ne dura que six mois. A partir du n° 15, il changea de titre et devint le journal « Kung nung hsien-feng » (« Pionnier ouvrier et paysan »). Peu après il fusionna avec le magazine « T'ai-wan chan-hsien ». « T'ai-wan chan-hsien » fut créé en août 1930 mais sa publication fut interdite. Il changea de titre et devint le magazine « Hsin T'ai-wan chan-hsien » (Nouveau Front de Taiwan) en décembre mais sa parution fut toujours interdite par la police. Cf. WANG I-kang, pseudonyme (Wang Shih-lang), « Szu-hsiang ting li shih-ch'i te tsa-chih » (Les magazines de la période de confrontation des idées), *T'ai-pei wen-wu* 3(3), déc. 1954, pp. 131-133. Cf. aussi : TS'AO Chieh-i, « Jih-chü shih-ch'i te T'ai-pei wen-i tsa-chih » (Les magazines littéraires de Taipei sous l'occupation japonaise), *T'ai-pei wen-wu* 3(2), août 1954, p. 47 ; OZAKI Hotsuki, « Kesssenka no Taiwan bungaku » (Littérature de Taiwan pendant la bataille décisive), in OZAKI Hotsuki, *Kyu shokuminchi bungaku no kenkyu* (Etude sur la littérature des anciennes colonies), Tokyo, Keiso shobo, 1971, p. 207, note 23.

58. Cité dans *Enkakushi*, p. 671.

59. *Ibid.*, pp. 672-673. On peut supposer que Lin et Chuang ont quitté le parti d'une part parce que les activités clandestines subissaient constamment l'oppression japonaise, d'autre part à cause du découragement de Lin dû aux réflexions de Weng, et à son attente vaine à Shanghai ; par ailleurs, Lin et Chuang avaient montré un certain manque d'initiative lors de la Ire destruction du parti en avril 1928. Enfin, il n'est pas impossible que la domination de Hsieh au sein du parti, soit une des raisons de leur départ.

60. KUO Ch'ien-hui (Warren KUO), T'ai-kung p'an-luan shih (Histoire de la rébellion du PCT), Taipei, Nei-cheng pu tiao-ch'a chü, 1955, pp. 39-40.

61. *Enkakushi*, p. 672.

62. *Ibid.*, p. 673.

CHAPITRE 5

1. TA'AI Hsiao-ch'ien, *Chiang-hsi su-chü...*, pp. I, II.

2. *Enkakushi*, p. 673.

3. *Enkakushi*, pp. 813-815. Cette alliance comprenait environ 70 organisations de Chinois, de Coréens et de Taiwanais.

4. Cf. *Enkakushi*, p. 820, et la déposition de Hsieh A-nü à la cour d'instruction, p. 684.

5. « T'ai-wan chieh-fang yün-tung ke t'uan-t'i te hsien-shih » (Tendances actuelles de chaque organisation du mouvement de libération de Taiwan), *Taiwan hsinminpao* (345), 1er janvier 1931, p. 3.

6. « T'ai-wan she-hui yün-tung t'uan-t'i » (Organisations des mouvements sociaux de Taiwan), *Taiwan minpao* (294), 1er janvier 1930, p. 8.

7. Pour cela, Weng Tse-sheng chargea un de ses partisans de transmettre cette idée aux membres du PCT. Cf. *Enkakushi*, p. 820.

8. Yang Tzu-lieh avait souligné le caractère autoritaire et sévère de Hsieh vis-à-vis de son « cousin » (Lin Mu-shun) lorsqu'ils faisaient tous trois leurs études à la KWTU. Cf. YANG Tzu-lieh, p. 156.

9. *Enkakushi*, pp. 264-265. Cf. aussi : YEH Jung-chung et al., pp. 352-353.

10. KUO Ch'ien-hui, p. 40.

11. Cette stratégie avait été dénoncée par Trotski qui était déjà exclu de la direction du Komintern à cause de sa rivalité avec Staline. Cf. CARRÈRE D'ENCAUSSE et SCHRAM, pp. 85-86.

12. Cf. infra, chap. 7, A (II).

13. *Enkakushi*, pp. 673-674. Ch'en Te-hsing, originaire de Kaohsiung, devint membre du PCT sur recommandation de Chao Kang en avril 1930, Cf. *T'ai-kung mi-shih*, p. 43.

14. *Enkakushi*, p. 674.

15. Cf. GUILLERMAZ, *Histoire du parti communiste chinois*, t. I, pp. 198-204.

16. Les aveux de P'an Ch'in-hsin après son arrestation par la police japonaise, cité dans *Enkakushi*, p. 674.

17. *Enkakushi*, pp. 674-675.

18. *Enkakushi*, p. 675.

19. *Ibid.*, pp. 675-676. Hsieh dément cette version. Selon elle, Ch'en a d'abord contacté Wang et s'est mis d'accord avec lui pour former la Ligue des réformes,

avant de l'en informer. Cf. la déposition de Hsieh A-nü à la cour d'instruction, in *Enkakushi*, pp. 684-685.

20. *Ibid.*, p. 676.

21. *Ibid.*, pp. 677-678.

22. *Ibid.*, pp. 678-680.

23. Région de l'Est (I-lan, Hualian, Taitung) avec Lu Hsin-fa ; région du Sud (Tainan) et région de Kaohsiung et des Pescadores (P'enghu) avec Liu Shou-hung ; région du Nord (Taipei, Hsinchu) et région du Centre (Taichung) sous l'administration directe du comité central. Cf. *Enkakushi*, p. 680.

24. *Ibid.*, p. 633. Dans son rapport destiné au Bureau oriental du Komintern, Wang Wan-te a souligné que la plupart des membres du parti appartenaient à la Ligue des réformes. Seuls quelques isolés restèrent sous l'influence de Hsieh.

25. Cf. « Taihoku kokusai shokyoku dojin hando ni kansuru seimeisho » (Déclaration sur le personnel réactionnaire de la Librairie internationale de Taipei), in *Enkakushi*, pp. 689-690.

26. Cf. « Taiwan nomin kumiai no seimeisho ni taisuru seimei » (Réplique à la déclaration du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 690-692.

27. Pour le rapport de Wang Wan-te, cf. *Enkakushi*, pp. 692-694.

28. « Taiwan kyosanshugisha ni itasu no sho » (Lettre aux communistes taiwanais), in *Enkakushi*, pp. 694-701. Pour la version française, cf. *Appendice II*. Le comité central remit cette « Lettre » à Wang Tse-sheng qui chargea Li Ch'ing-ch'i, membre de la Jeunesse communiste chinoise et de l'Alliance anti-impérialiste de Taiwan à Shanghai, de se rendre à Taiwan et de transmettre les directives du Bureau oriental à Wang Wan-te. Cf. *Enkakushi*, p. 694.

29. Cf. *Appendice II*.

30. *Enkakushi*, p. 712.

31. *Ibid.*, pp. 712-713.

32. Yen Shih-chi était originaire de P'ingtung où il avait établi en septembre 1927 une section locale du Syndicat paysan. Il fut élu membre du comité central du Syndicat paysan, au cours de la réunion du Ier congrès à la fin de 1928. Arrêté par la police japonaise au moment de l'affaire du 12 février, il fut libéré peu après. Recruté par Chao Kang, il devint membre du PCT en mars 1930. Cf. T'ai-kung mi-shih, p. 48 ; « Taiwan kyosanto jiken », p. 2 ; *Enkakushi*, pp. 1098, 1103.

33. Chien Er était originaire de Kaohsiung. Pendant ses études à l'école secondaire, elle se lia avec Chang Yü-lan. Ensemble, elles participèrent aux activités du Syndicat paysan. Pour cette raison, elle fut renvoyée de l'école en juillet 1928. Elle acquit une grande notoriété en tant que femme et membre du Syndicat

paysan. Recrutée par Yen Shih-chi, elle devint membre du PCT en novembre 1930. Cf. *Taiwan hsinminpao* (345), 1er janvier 1931, p. 26 ; *T'ai-kung mi-shih*, pp. 31-33 ; « Taiwan kyosanto jiken », p. 2.

34. A ce sujet, cf. infra, chap. 6, A.

35. *Enkakushi*, p. 714.

36. *Ibid.*

37. *Ibid.*, pp. 714-715.

38. *Ibid.*, p. 715.

39. « Chugoku tochuo no teigi o setauju-suru ketsugian » (Résolution concernant l'acceptation de la proposition du comité central du PCC), in *Enkakushi*, p. 716.

40. Voir les directives du PCJ (dont il a été question dans notre 6e chapitre) que Liu Tsan-chou avait transmises en août 1931, in *Enkakushi*, p. 741.

41. *Enkakushi*, p. 714.

42. « Zentai doshi ni tsuguru sho » (Lettre adressée à tous les camarades), in *Enkakushi*, pp. 716-718.

43. Cf. la déposition de Hsieh à la cour d'instruction, *Enkakushi*, pp. 787-688.

44. « Taiwan kyosanto seiji teze » (Thèses politiques du PCT) (1931), in *Enkakushi*, pp. 722-723.

45. *Ibid.*, p. 722.

46. *Ibid.*, pp. 721-722.

47. Ces dix points sont inspirés de la Résolution politique adoptée lors de la réunion, à Moscou, du VIe congrès du PCC en juillet 1928 :

1. Renverser la domination impérialiste.
2. Confisquer entreprises et banques étrangères.
3. Unifier la Chine et reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples.
4. Renverser le gouvernement des militaristes du Kuomintang.
5. Etablir le gouvernement représentatif des ouvriers, paysans et soldats (un gouvernement soviétique).
6. Réaliser le système de 8 heures de travail, accroître les salaires, instaurer l'aide au chômage et la sécurité sociale.
7. Réquisitionner toutes les terres des propriétaires ; rendre la terre aux paysans.
8. Améliorer la vie des soldats, leur donner de la terre et du travail.
9. Abolir les taxes des gouvernements militaires locaux, établir une taxe progressive unique.
10. S'unir avec le prolétariat du monde entier et avec l'Union soviétique.

Cf. « Cheng-chi chüeh-i » (Résolution politique) du V[e] congrès du PCC, in Nihon kokusai mondai kenkyujo Chugoku bukai (Section de Chine, Institut japonais des problèmes internationaux) (comp.), *Chugoku kyosantoshi shiryoshu* (Collection des matériaux de l'histoire du PCC), Tokyo, Keiso shobo, 1972, t. 4, p. 7.

48. Les habitants de Taiwan provenaient de trois origines : les colons chinois des provinces de Canton et du Fukien, les aborigènes assimilés ou « pépo-houan », et les aborigènes non assimilés ou « tch'e-houan », qui occupent la chaîne centrale de l'île. Cf. C. IMBAULT-HUART, *L'île Formose, histoire et description*, réimpression (1[re] édition Paris : Ernest Leroux, 1893), Taipei, Ch'eng-wen ch'u-pan she, 1968, p. 233. C'est de la troisième classe, celle des indigènes non assimilés, qu'il est question ici.

49. Le 27 octobre 1930, les aborigènes de Wushe dans la région centrale s'insurgèrent contre les Japonais, tuant une centaine de personnes. La répression qui s'ensuivit fit plus d'un millier de victimes parmi les aborigènes. Ce soulèvement contraignit les dirigeants du mouvement taiwanais à modifier leur attitude et à soutenir les révoltés. Cf. TAI Kuo-hui, Musha hoki tochugoku kakumei : Kanzokukei Wushe et la révolution chinoise (« Le problème de la minorité pour les Chinois), *Shiso* (596), février 1974, pp. 66-77 ; (597), mars 1974, pp. 93-107.

50. *Enkakushi*, pp. 729-730.

51. Cf. « Toin kattoku ni kansuru shirei » (Instruction concernant le recrutement de nouveaux membres), in *Enkakushi*, p. 734.

## Chapitre 6

1. Les cellules furent organisées par trois membres japonais du parti, Yoshimatsu Koshikiyo, Miyamoto Shintaro, Tsuno Sukeyoshi. Cf. *T'ai-kung mi-shih*, pp. 60-61.

2. Hsieh Ch'i-nien, originaire de Taipei, fut élu membre du comité central de l'Association culturelle en janvier 1931, et, recruté par Su Hsin il devint membre du parti. Il organisa un syndicat des mineurs à Shihti. Cf. *T'ai-kung mi-shih*, p. 63.

3. *Taiwan hsinminpao* (351), 14 février1931, p. 14 ; (352), 21 février 1931, p. 13.

4. *Taiwan minpao* (360), 18 avril 1931, p. 3 ; (361), 25 avril 1931, p. 3.

5. « *Tainan kyosanto jiken* », p. 1 ; T'ai-kung mi-shih, p. 7.

6. *Ibid.*

7. KUO Ch'ien-hui, p. 42.

8. *Ibid.*

9. «*Taiwan kyosanto jiken*», p. 2.

10. *Enkakushi*, pp. 734-737. La liste de ces 49 personnes s'est trouvée dans *Enkakushi*, pp. 737-739.

11. *T'ai-kung mi-shih*, p. 30-31 ; *Enkakushi*, p. 740.

12. *Enkakushi*, p. 740.

13. *Ibid.*, p. 741.

14. *T'ai-kung mi-shih*, pp. 8-9, 58 ; *Enkakushi*, p. 741. On rapporta que Lin était «mort de maladie» au cours de l'instruction. D'après *Enkakushi*, pp. 737-739, sur la liste des arrestations de communistes taiwanais, se trouvaient cinq noms accompagnés de la mention «accusation levée» sans autres commentaire, si bien que l'on peut considérer qu'ils sont morts sous la torture.

15. *Enkakushi*, pp. 748-749.

16. *Ibid.*, pp. 749-750.

17. *Ibid.*, pp. 750-751.

18. *Ibid.*, p. 751.

19. *Ibid.*, p. 750.

20. CHENG Hsüeh-chia, t. 3, p. 1233-1234. Cf. aussi : Witold S. SWORAKOSKI, The Communist International and its Front Organisations, Stanford, Cal., The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1965, p. 440, note sur International Red Aid.

21. Cf. Les nouvelles thèses politiques, in *Enkakushi*, pp. 731-732.

22. *Enkakushi*, p. 769.

23. *Ibid.*, pp. 768-770.

24. *Ibid.*, pp. 770-771.

25. *Ibid.*, pp. 751-752.

26. *Ibid.*, pp. 771-773.

27. «Tableau des Associations d'études en sciences sociales», in *Enkakushi*, pp. 755-756.

28. Cf. le tableau de «Taiwan bunka kyokai nomin kumiai no jin'ei to sekishoku kyuenkai soshiki undo no hatten» (Evolution du mouvement de constitution du Secours rouge et des campements de l'Association culturelle et du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 766-767.

29. *Ibid.*, pp. 776-777. Les «San tzu chi» en deux parties, dans leur version originale, sont reproduits dans *Enkakushi*, pp. 777-780.

30. *Ibid.*, p. 796

31. *Ibid.*, pp. 796-797.

32. Cf. le tableau dans le chap. 3, A.

33. Cf. « Sekishoku kyuenkai kenkyo ni kansuru Ishigaki keimykyokucho seimei » (Déclaration d'Ishigaki, chef du Bureau des affaires policières, concernant l'arrestation du Secours rouge), Annexe d'*Enkakushi*, pp. 681-682.

34. *K'ang-jih p'ien*, p. 72 (recto).

35. *Enkakushi*, pp. 800-801. Cf. aussi : « Taiko Chikunan jiken no gaiyo » (Sommaire de l'affaire de Tahu et de Chunan), *Taiwan keisatsu jiho* (Journal de la police de Taiwan), août 1934, p. 14.

36. Kuo Ch'ang, originaire de Miaoli, participa à l'Association culturelle en 1925, et fut élu responsable de la section de Miaoli de l'Association à la fin de 1927. En janvier 1931, au cours du 4e congrès de l'Association culturelle, il fut élu membre du comité central. Cf. « Taiko Chikunan jiken no gaiyo », *ibid.*, p. 143.

37. *Ibid.*, pp. 141-142.

38. *Ibid.*, p. 143.

39. *Enkakushi*, pp. 807-808.

40. « Taiko Chikunan jiken no gaiyo », pp. 143-144.

41. *Enkakushi*, pp. 805-810.

42. « Taiko Chikunan jiken no gaiyo », pp. 148-150.

43. La liste des condamnations se trouve in *Enkakushi*, pp. 812-813.

44. E. WICKBERG, « The Taiwan Peasant Movement... », p. 567.

45. « Shinchiku-shu bodo keikaku ni kansuru Ishigaki keimukyokucho seimei » (Déclaration d'Ishigaki, chef du Bureau des affaires policières, concernant le programme de révolte dans la province de Hsinchu), *Annexe d'Enkakushi*, pp. 628-683.

46. WU Cho-liu, « T'ai-wan lien-ch'iao » (Forsythia de Taiwan), *T'ai-wan wen-i* (Littérature de Taiwan), 10 (40), juillet 1973, pp. 84-85.

47. Cf. *K'ang-jih p'ien*, chap. 3, pp. 54-57, où ces trois cas sont décrits en détail.

48. « Taiko Chikunan jiken no gaiyo », p. 152.

49. *Enkakushi*, pp. 52-53.

50. *Ibid.*, pp. 814, 851-852.

51. *Ibid.*, pp. 858-860, 868, 871.

52. Cf. extraits de *Shanghai ni okeru Nihonjin oyobi Taiwanjin kyosanshugi undoshi* (Histoire du mouvement communiste japonais et taiwanais à Shanghai), compilé par la police du Bureau administratif de la concession internationale de Shanghai, cité in *Enkakushi*, pp. 853-8540.

53. Taiwan hsinminpao (352), 21 février 1931, p. 3.

54. HUANG Huang-hsiung. *T'ai-wan te hsien-chih hsien-chüeh che...*, p. 170.

55. YEH Jung-chung et al., p. 491. SHENG Ch'ing-i et al., p. 693.

## CHAPITRE 7

1. Pierre BROUÉ (éd.), *La question chinoise dans l'Internationale communiste* (1926-1927), 2e éd. revue et augmentée. Paris, Etudes et documentation internationales, 1976, p. 2.

2. Staline avait rappelé que l'Orient ne devait pas être oublié, car il constituerait une réserve révolutionnaire inépuisable et formerait une arrière-garde la plus sûre face à l'impérialisme mondial. Il avait souligné que la tâche du communisme consistait à réveiller les peuples opprimés de l'Orient, et à leur donner un esprit de libération révolutionnaire. Cf. Stalin, «Do not forget the East» (Document 23), in EUDIN et NORTH, pp. 156-157.

3. COLLOTTI PISCHEL et ROBERTAZZI, p. 16.

4. Cf. «Theses on Japan adopted in the Session of the Presidium of the Executive Committee of the Comintern on July 15, 1927» in BECKMANN et OKUBO, p. 308.

5. Cf. *Appendice I* : «Thèses politiques».

6. Au début des Thèses politiques du PCT, on trouve une histoire du «développement de la nation taiwanaise» : les premiers habitants étaient des aborigènes. Cette île peuplée de primitifs fut occupée dans la première moitié du XVIe siècle par des pays occidentaux avancés... C'est alors que commence l'histoire coloniale de Taiwan... Les aborigènes furent bientôt obligés de se réfugier dans les montagnes et leurs terres furent réparties entre les grands propriétaires... A partir de ce moment le nombre de Hans (Chinois) venu du sud de la Chine augmenta et c'est ainsi que se forma la nation taiwanaise (cf. *Appendice I*).

7. «III. Situation du mouvement d'indépendance nationale» des *«Thèses politiques»* (cf. *Appendice I*).

8. WAKABAYASHI Masahiro, pp. 139-1400

9. *Ibid.*

10. DEGRAS (éd.), *The Communist International 1919-1943*, documents, réimpression (1re éd. 1960), Plymouth/London, Franck Cass, 1971, t. 2, p. 424. Cf. aussi : DEGRAS, « United Front Tactics in the Komintern 1921-1928 », in FOOTMAN (éd.), International Communisme, London : Chatto & Windus, 1960, p. 9.

11. Cf. CARRÈRE D'ENCAUSSE et SCHRAM, p. 87-88. Cf. aussi : « Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies », in Internationale communiste, *Thèses et résolutions du VIe congrès de l'Internationale communiste*, réimpression (1re éd. Paris, Bureau d'Editions, 1928), Milan, Feltrinelli, 1967, pp. 159-204.

12. Dans les « Thèses politiques » de 1928, les classes de Taiwan étaient divisées en neuf catégories, dont trois formaient la bourgeoisie progressiste et six les propriétaires fonciers moyens, qui conservaient alors encore des « tendances révolutionnaires » (cf. *Appendice I* ; cf. aussi : *Enkakushi*, p. 629).

13. *Appendice I*, « Thèses politiques ».

14. DEGRAS (éd.), t. 2, p. 526.

15. « Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies », in Internationale communiste, *Thèses et résolutions du VIe congrès...*, p. 188.

16. *Ibid.*

17. J. LACOUTURE, *Hô Chi Minh*, Paris, éd. du Seuil, 1967, pp. 44-48.

18. Cf. décision du XIe plénum du comité exécutif (26 mars-11 avril 1931) in Internationale communiste, XIth Plenum of the Executive Committee of the Communist International, *Thesis, Resolutions and Decisions*, réimpression (1re éd. London : Modern Books, 1931), Milan, Feltrinelli, 1967, p. 28.

19. WAKABAYSHI Masahiro, p. 143.

20. « Thèses politiques du PCT » en 1931, in *Enkakushi*, pp. 721-723.

21. Internationale communiste, *Thèses et résolutions du VIe Congrès...*, p. 198.

22. DEGRAS (éd.), t. 2, pp. 526-527.

23. Edward I-te CHEN, « Formosa Political Movements... », p. 477.

24. YANAIHARA Tadao, p. 86.

25. Oakley TOTTEM, III, *The Social Democratic Movement in Prewar Japan*, New Haven/London, Yale University Press, pp. 277-278.

26. « The Japanese Communist Party Platform, 1922 », in EUDIN et NORTH, p. 330-333. Cf. aussi : « Draft Platform of the Japanese Communist Party, November 1922 », in BECKMANN et OKUBO, pp. 279-282.

27. SANO Manabu, « Taiwan gikai ni setchi o tasukeyo ! » (Nous aiderons à l'établissement du Parlement de Taiwan), *T'ai-wan* 4(2), mars 1923, pp. 37-40.

Mais en 1933, lorsque Sano fut arrêté, il changea dramatiquement de position, et dénonça le mouvement communiste ; il déclara que les concepts d'indépendance des colonies et d'autodétermination des nations étaient des idées bourgeoises et dépassées ; que les nations faibles telles que la Mandchourie, Taiwan et la Corée devaient rester, dans sa conception plutôt nationaliste que socialiste, sous un même gouvernement populaire japonais, avec les mêmes intérêts économiques et les mêmes droits. Cf. BECKMANN et OKUBO, p. 247.

28. «Theses on the Japan Adopted in the Session of the Presidium of the Executive Committee of the Komintern on July 15, 1927», in BECKMANN et OKUBO.

29. CARRÈRE D'ENCAUSSE et SCHRAM, p. 267.

30. O Iku-toku, pp. 126-127.

31. Cette approbation ne fut cependant reconnue officiellement qu'au cours du VI[e] congrès du Komintern en 1928. Cf. Dac-Sook SUH (éd.), p. 228.

32. Cf. le commentaire de Yamabe Kentaro, in *Taiwan II*, p. XIX.

33. «Thèses d'organisation», in *Enkakushi*, p. 595 ; *Taiwan II*, p. 256.

34. «Manifeste de la conférence inaugurale du PCT», in *Taiwan II*, p. 254.

35. WAKABAYASHI Masahiro, p. 139.

36. *Appendice I*, «Thèses politiques».

37. «Huitième interrogatoire du jugement préliminaire de Sano Manabu», in YAMABE Kentaro (éd.), *Shakaishugi undo III*, p. 235. Il fallait remplir les 21 «conditions» pour pouvoir être accepté comme une section du Komintern. Cf. «Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste», in Internationale communiste, *Thèses, manifestes et résolutions adoptées par le I[er], II[e], III[e], IV[e] Congrès de l'Internationale communiste (1919-1923)*, réimpression (1[re] éd. 1934), Paris, éd. F. Maspero, 1969, pp. 39-41.

38. «Taiwan no tososhiki katsudo hoshin oyobi sono soshiki jotai», in *Taiwan II*, p. 273.

39. Huitième interrogatoire de Sano Manabu, in YAMABE Kentaro (éd.) Shakaishungi undo III, p. 236.

40. Le rapport que Ch'en Lai-wang avait rédigé et transmis au comité central du PCJ fut découvert chez Ishikawa Masaichi, un des dirigeants du PCJ, lorsqu'il fut arrêté en 1929, lors des arrestations du 16 mars. Cf. *Taiwan II*, p. 271.

41. Ces documents furent saisis par la police après la destruction de la section spéciale, et répertoriés. La liste est reproduite dans *Taiwan II*, pp. 93-95.

42. *Enkakushi*, pp. 740-741.

43. Cf. la déposition de Hsieh A-nü à la cour d'instruction, in *Enkakushi*, p. 682.

44. *Ibid.*

45. SCALAPINO, 43.

46. Le PCJ se contentait de payer le voyage des rapporteurs du PCT, par exemple, Lin Tsan-chou, envoyé de Hsieh A-nü, reçut 40 yens pour retourner à Taiwan, Cf. *Enkakushi*, p. 741.

47. Cf. la déposition de Hsieh A-nü à la cour d'instruction, *ibid.*, p. 684.

48. «Chugoku kyosanto chuo ni itaseru shin», *ibid.*, p. 661.

49. H.F. SNOW, Book II, p. 325.

50. «Taiwan no toshoshiki katsudo oyobi sono soshiki jotai», in *Taiwan II*, p. 273. Cf. aussi : *Détails de l'arrestation*, in *Taiwan II*, pp. 90, 164-165.

51. KUO Ch'ien-hui, p. 43. En ce qui concerne Lo Ming, cf. Donald W. KLEIN et Anne B. CLARK, *Biographic Dictionary of Chinese Press*, 1971, t. 2, pp. 650-651.

52. H.F. SNOW, Book II, p. 325. E. SNOW, p. 103. Cf. aussi : Ts'ai Hsiao-ch'ien, *Chiang-hsi su-ch'ü...* pp. 1-2.

53. KUO Ch'ien-hui, pp. 43-44.

54. Ainsi, le groupe de la Jeunesse révolutionnaire de Taiwan, organisé en 1927 à Canton, préconisait l'indépendance de Taiwan, reconnaissant les liens qui rapprochaient la révolution chinoise et la libération de Taiwan. Mais, la Chine n'étant pas alors en mesure de recouvrer Taiwan, il fallait donc tout d'abord que Taiwan obtienne son indépendance vis-à-vis du Japon. Cf. CHANG Shen-ch'ien. *Kuang-tung T'ai-wan tu-li...*, p. 16.

55. KO Se-kai, p. 330. Cf. aussi : O Iku-toku, p. 127.

56. Le commentaire de YAMABE Kentaro, in *Taiwan II*, p. XXVI.

57. CHANG Yü, *Wo-men te T'ai-wan* (Notre Taiwan), Shanghai, Hsin chih-shih ch'u-pan-she, 1955, p. 85. Réimpression in *T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi* (Collection des documents et matériaux importants concernant le problème de Taiwan), Tokyo, Ryukei shosha, 1971, t. 2.

58. Franck S.T. HSIAO et Lawrence R. SULLIVAN, «The Chinese Communist Party and the Status of Taiwan, 1928-1943», *Pacific Affairs* 52 (3), automne 1979, p. 446.

59. Le caractère d'indépendance reconnu à la libération nationale de Taiwan est le plus clair entre 1937 et 1941, lorsque Mao Tse-tung mit l'accent sur le caractère «international» de la révolution chinoise». Des décisions officielles et des déclarations personnelles de membres du PCC ont montré que Taiwan

occupait un statut politique indépendant dans la lutte anti-japonaise. Cf. Steven M. GOLDSTEIN, « The Chinese Revolution and the Colonial Areas : The View from Yenan, 1937-41 », *China Quarterly* (75), sept. 1978, pp. 594-622.

60. E. SNOW, *Etoile rouge sur la Chine*, traduction de l'anglais (Red Star over China) (éd. définitive revue et corrigée par l'auteur 1963) par Jacques Reclus, Paris, éd. Stock, 1973, p. 88.

61. La conférence du Caire réunit en novembre 1943 au Caire les chefs du gouvernement de la Chine, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, dans l'espoir de la victoire prochaine sur le Japon. Cf. « Document 12 : The Cairo Declaration, November 26, 1943 », in Hungdah CHIU (éd.), *China and the Question of Taiwan*, Documents and Analysis, New York/Washington/London, Praeger Publishers, 1973, p. 207.

62. Pour les raisons du changement de politique du PCC, cf. HSIAO et SUKKIVAN, pp. 465-466. D'après Moriyama Akio, le PCC avait changé sa politique dans les années 1940, en ce qui concernait la future formation de l'Etat, qui ne serait plus une « fédération d'Etats », mais une nation Etat unifiée ; ainsi le droit à l'autodétermination des minorités était refusé. Cf. MORIYAMA Akio « A Study on the Chinese Communists' Attitude toward Formosa from 'Independence of Formosa' », Mitaka, Tokyo, International Christian University, *Journal of Social Science* (12), mai 1974, pp. 133-136.

63. P'EI K'e-ch'uan, « T'ai-kung chih p'an-luan yü fu-wang » (Révolte et destruction du PCT), Chung-yang Jih-pao (Central Daily News), 10 mai 1980, p. 11 ; 17 mai 1980, p. 11. Cf. aussi : KUO Ch'ien-hui, chap. 4. En ce qui concerne l'incident du 28 février, traité dans une autre optique, cf. George K. KERR, *Formosa Betrayed*, London, Eyre et Spottiswoode, 1966, part III, « Crisis and Aftermath ».

64. Cf. TS'AI Wen-chin, « Wei Hsieh Hsüeh-hung t'ung-chih fu-ch'ou ! » (Vengeance pour la camarade Hsieh Hsüeh-hung !), *Chang wang* (Look) (1), avril 1958, pp. 26-27. Cf. aussi : SHIH Min, « Hsieh Hsüeh-hung, chung-kung, yü t'ai-tu : p'ing-shu chung-kung tui t'ai-tu te hsin ts'e-lüeh » (Hsieh A-nü, la Chine communiste et le mouvement pour l'indépendance de Taiwan : Commentaire sur la nouvelle tactique de la Chine communiste vis-à-vis du mouvement pour l'indépendance de Taiwan), *Chung-yang jih-pao*, kuo-chi hang-k'ung pan (édition internationale aérienne), 8 sept. 1980, p. 3. Dix ans après sa mort, Hsieh est réhabilitée. Cf. *Jen-min jih-pao* (Quotidien du peuple), 7 août 1980, p. 2.

## CHAPITRE 8

1. SHA Shun-boku, *Taiwanjin no yokyu...*, p. 18

2. *Ibid.*, p. 70.

3. « Tai-wan she-hui yün-tung t'uan-t'i tiao-ch'a » (Enquête sur les organisations du mouvements social de Taiwan) (1), *Taiwan minpao* (189), 1[er] janvier 1928, p. 9.

4. *Appendice I*, « Thèses politiques ».

5. K'ang jih p'ien, p. 67 (recto et verso).

6. YEH Jung-chung et al., p. 351.

7. *Taiwan minpao* (234), 10 nov. 1928, p. 3.

8. SHO Yu-san, *Taiwan kaiho undo no kaiko* (Rétrospective du mouvement de libération de Taiwan), Taipei, San-min shu-chü, 1946, p. 28. Réimpression in T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi, t. 3.

9. *Enkakushi*, p. 245.

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*, pp. 260-261.

12. Parmi ces éléments communistes figuraient, entre autres, des membre permanent : Wu Kung-chao, des membres du comité central : Chang Keng-shen, Wu Ting-yen, Chao Tao-fu, Kuo Ch'ang, des membres suppléants du comité central : Chuang Shou, Li Ming-te, Wang Wan-te (d'après *Enkakushi*, pp. 247-248, 737-739, 796-799, 812-813).

13. Dans ce groupe se trouvaient Ts'ai Hsiao-ch'ien, Weng Tse-sheng, Hung Ch'ao-tsung, ainsi que d'autres membres, en dehors des étudiants de Shanghai.

14. YEH Jung-chung et al., pp. 351-352.

15. « Mesures appropriées au problème agraire », in *Enkakushi*, pp. 104-108 ; et *Taiwan II*, pp. 161-164.

16. *Taiwan minpao* (286), 10 nov. 1929, p. 2. Cf. aussi : YEH Jung-chung, et al., p. 352.

17. Mais l'idée de fonder un parti de masse légal en dehors du parti communiste fut condamné par le VI[e] congrès du Komintern en août 1928 et cela provoqua une polémique à propos de la dissolution du Parti ouvrier et paysan (Rodo nominto) au Japon. Cf. BECKMANN et OKUBO, pp. 169-170.

18. *Enkakushi*, pp. 262-263.

19. SHO Yu-san p. 33. YEH Jung-chung et al., p. 352.

20. YEH Jung-chung et al., p. 353. *Taiwan hsinminpao* (375), 1[er] août 1931, p. 2. Pour les détails de cette polémique, les deux articles suivants sont intéressants à consulter : (1) Sei Teki, « Bun-kyo kaisho mondai ni tsuite » (Du problème de la dissolution de l'Association culturelle), Hsin T'ai-wan ta-chung shih-pao (Nouveau journal des masses de Taiwan), Tokyo, avril 1931, trad. du chinois, in

*Enkakushi*, pp. 265-267. (2) «Taiwan bunka kyokai ni tsuite» (De l'Association culturelle de Taiwan), *Sangyo rodo jiho* (Journal du travail industriel), Tokyo, juillet 1932. Réimpression in Taiwan I, p. 10, xliv-l.

21. YEH Jung-chung et al., p. 353. SHO Yu-san, p. 34.

22. *Enkakushi*, p. 271.

23.*Enkakushi*, pp. 271-272. Cf. aussi : YEH Jung-chung et al., *op. cit.*

24. ASADA Kyoji, *Nihon teikokushgika no minzoku kakumei undo : Taiwan, Chosen, «Manshu» ni okeru konichi nomin undo no tenkai katei* (Mouvements révolutionnaires nationalistes sous la domination de l'impérialisme japonais : développement des mouvements paysans anti-japonais à Taiwan, en Corée et en «Mandchourie»). Tokyo, Miraisha, 1973, p. 67.

25. CHOU Hsien-wen, t. 1, pp. 21-24.

26. ASADA kyoji, p. 51.

27. HUANG Huang-hsiung, *Pei-ya-p'o te : t'ai-pao k'ang jih shih hua* (Propos historiques anti-japonais des compatriotes taiwanais : les opprimés), Taipei, 1977, p. 121.

28. CHIN Ho-gen, *Taiwan keizai to nogyo mondai* (Economie de Taiwan et problème agricole), Taipei, Man suppansha, 1944, p. 38.

29. «T'ai-wan she-hui yüun-tung t'uan-t'i tiao-ch'a» (Enquête sur les organisations du mouvement social de Taiwan) (1), *Taiwan minpao* (189), 1^er^ janvier 1928, p. 9. Cf. aussi : KOH Shi-kin, «Taiwan nominkumiai undo shoshi» (Petite histoire du mouvement du Syndicat paysan de Taiwn), Taiwan hsinminpao (390), 14 nov. 1931, p. 13.

30. *Enkakushi*, p. 1090. *Taiwan II*, p. 157.

31. Cf. «Nomin mondai juysosei» (Importance du problème agraire), in *Enkakushi*, p. 623. Le même statut est attribué à la paysannerie chinoise par le PCC lors de son VI^e^ congrès en septembre 1928. Cf. «Resolution of the Sixth National Congress on te Peasant Movement» in C. BRAND, B. SCHWARTZ, et John K. FAIRBANK, A Documentary History of Chinese Communism, London G. Allen & Unwin, 1952, pp. 156-165.

32. *Enkakushi*, pp. 632-633.

33. *Ibid.*, pp. 1081-1082.

34. HUANG Huang-hsiung, *Pei ya-p'o te...*, pp. 122-123.

35. *Enkakushi*, pp. 1091, 1093. Cf. aussi : *Taiwan II*, pp. 158, 160.

36. Cf. «Taiwan nomin kumiai dainiji zento taikai sengen» (Manifeste du IIe congrès du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1099-1101 et «Kumiai surogan» (Slogans du Syndicat), *ibid.*, pp. 1101-1102.

37. *Taiwan minpao* (242), 8 janvier 1929, p. 3. *Enkakushi*, pp. 1084-1085.

38. *Enkakushi*, p. 1102.

39. Entre 1927 et 1929, 536 incidents éclatèrent au cours desquels 1 340 personnes furent arrêtées (cf. *Enkakushi*, pp. 1021-1022). Pour les incidents du Chungli, cf. YEH Jung-chung et al., pp. 532-533.

40. *Enkakushi*, pp. 1104, 1121.

41. *Ibid.*, p. 670.

42. «T'ai-wan she-hui yün-tung t'uan-t'i» (Organisations du mouvement social de Taiwan), *Taiwan minpao* (294), 1er janvier 1930. p. 8.

43. «Taiwan nomin kumiai kodo loryoan» (Projet du programme d'action du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1109-1112.

44. «T'ai-wan chieh-fang yün-tung ke t'uan-t'i te hsin shih» (Situation actuelle de chaque organisation du mouvement de la libération de Taiwan), Taiwan hsinminpao (345), 1er janvier 1931, p. 3. Cf. aussi le tableau ci-dessus «Les conflits du fermage».

45. Cf. «Taiwan nomin kumiai temen no ninmu» (Thèses immédiates du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1146-1155.

46. *Enkakushi*, pp. 1157-1158. Cf. aussi : HUANG Huang-hsiung, Pei ya-p'o te..., p. 123.

47. «Taiwan nomin kumiai tomen no undo hoshin» (Direction immédiate du mouvement du Syndicat paysan de Taiwan), in *Enkakushi*, pp. 1185-1190.

48. YEH Jung-chung et al., p. 376.

49. Samuel P.S. HO, «The Economic Development of Colonial Taiwan...», p. 421. Avant 1907, la production industrielle représentait moins de 15 % de l'économie de Taiwan. A partir de 1907, sous les encouragements du Gouvernement général, l'industrie sucrière se développa, si bien que le pourcentage de la production industrielle s'éleva. Mais avant l'incident de Mandchourie en 1931, elle ne dépassait pas 40 %. Cf. CHANG Han-yü, «Jih-chü shih-tai T'ai-wan», p. 95.

50. De 1914 à 1925, le nombre d'usines passa de 1 309 à 3 983, et le nombre ouvriers, de 21 859 à 48 464. Cf. CHOU Hsien-wen, t. 1, pp. 63, 67.

51. Ce chiffre comprend 83 351 employés d'usines, 19 562 mineurs, 48 863 employés dans les transports, et 421 976 journaliers. Cf. Les statistiques in *Enkakushi*, pp. 1192-1193, 1199.

52. K'ang-jih p'ien, p. 73 (verso).

53. D'après l'enquête réalisée par le Bureau des affaires de police du Gouvernement général à la fin de 1929, le salaire moyen journalier des Japonais était de 2,10 yens tandis que celui des Taiwanais n'était que de 1,06 yen. Cf. *Enkakushi*, pp. 1205, 1216.

54. Taiwan sotokufu shokusankyoku shokoka (Service commercial et industriel du Bureau d'accroissement de la production du Gouvernement général de Taiwan), *Taiwan no kogyo* (Industrie de Taiwan), Taipei, 1940, p. 28.

55. « Li-ming ch'i T'ai-wan lao-tung yün-tung », *Taiwan minpao* (152), 10 avril 1927, p. 2. *Enkakushi*, p. 222.

56. MIYAKAWA Jiro, *Taiwan no shakai undo*, pp. 273-287.

57. HUANG Shih-ch'iao, « Jih-chü shih-tai T'ai-wan kung-jen yün-tung shih » (Histoire du mouvement ouvrier de Taiwan sous l'occupation japonaise) (2), Hsai Ch'ao (Marée chinoise) 2 (6), Taipei, juin 1977, p. 8.

58. « Principe » (kang-ling) et « Politiques » (cheng-ts'e) du Parti populaire, adoptés lors de sa conférence inaugurale, in *Taiwan minpao* (166), 22 juil. 1927, p. 5.

59.*Taiwan minpao* (197), 26 février 1928, p. 3.

60. « Aperçu des mesures appropriées au mouvement ouvrier » du PCT, in *Enkakushi*, p. 614.

61. « Sommaire des arrestations », in *Taiwan II*, p. 253.

62. *Enkakushi*, pp. 1269-1270. Cf. aussi : Rin Sen-retsu (Lin Mu-shun), « Taiwan ni okeru rodo kumiai toitsu undo to sayoku tomen no ninmu » (Mouvement d'unification des syndicats ouvriers à Taiwan et tâches immédiates de la gauche), publié dans le numéro de mars 1929 de Marukusu shugi (Marxisme) et réimprimé in *Enkakushi*, pp. 1184-1185.

63. *Enkakushi*, pp. 1270-1271.

64. RIN Sen-retsu, *ibid. Enkakushi*, p. 1270.

65. « Rodo kaiyu no kaikyuteki kessei to to no (tomen) ninmu » (Formation de la classe ouvrière et tâche (immédiate) du parti), in *Taiwan II*, pp. 166-168. Cf. aussi : *Enkakushi*, pp. 1280-1282.

66. *Enkakushi*, pp. 1290-1291.

67. *Ibid.*, pp. 672-673, 1292-1293.

68. T'ai-kung mi-shih, pp. 60-62. Cf. aussi *Enkakushi*.

69. *Enkakushi*, pp. 673, 1294-1295.

70. *Ibid.*, p. 1295.

71. *Ibid.*, pp. 678-679.

72. T'ai-kung mi-shih, p. 18. « Taiwan kyosanto jiken », *Taiwan nichinichi shimpo gogai*, 24 juil. 1933, p. 1.

73. Edward I-te CHEN, « Formosa Political Movement... », p. 493.

74. *Taiwan hsinminpao* (352), 21 février 1931, p. 3.

75. K'ang-jih p'ien, p. 75 (recto et verso). *Enkakushi*, p. 1255.

APPENDICE 1

1. NDT. Ces thèses que nous traduisons du japonais sont issues de deux sources différentes : le premier document est paru en annexe dans le Sommaire des arrestations sous le titre « Seiji taiko soan » (Projet de thèses politiques) et fut réimprimé dans *Taiwan II*, pp. 261-271 ; le second document est paru dans *Enkakushi* sous le titre « Seiji taiko » (Thèses politiques), pp. 601-613. Mais il s'agit en réalité de deux documents pratiquement identiques puisqu'ils émanent d'un même texte écrit en langue chinoise qui fut saisi par les autorités japonaises au cours de l'affaire de l'Association d'études de Taiwan à Shanghai en 1928.

2. NDT. Il est écrit « ces intellectuels révolutionnaires avancés » dans la traduction de *Enkakushi*. Mais d'après le Sommaire des arrestations in *Taiwan II*, les mots utilisés sont « ces éléments avancés », termes qui ont été adoptés par la conférence inaugurale du PCT.

APPENDICE 2

1. NDT. Cette lettre que nous traduisons du japonais est parue dans *Enkakushi*, pp. 694-701, sous le titre « Taiwan kyosanshugisha ni itasu no sho ». Ce texte est en fait une traduction japonaise du texte chinois saisi par les autorités japonaises au cours des opérations contre les communistes taiwanais qui eurent lieu dès 1931.

# BIBLIOGRAPHIE

## I. Ouvrages et articles en langues occidentales (en français et en anglais).

### (A) Ouvrages


BARCLAY, George W. *Colonial Development and Population in Taiwan.* Princeton N.J. Princeton University Press, 1954. 186 pp.

BECKMANN, G. M. et OKUBO, Genji. *The Japanese Communist Party 1922-1945.* Stanford, Cal. Stanford University Press, 1969. 453 p.

BIANCO, Lucien. *Les origines de la révolution chinoise.* Paris, Gallimard, 1967. 384 p.

BRANDT, Conrad, SCHWARTZ, B. et FAIRBANK, John K. *A Documentary History of Chinese Communism.* London, G. Allen & Unwin, 1952. 552 p.

BROUÉ, Pierre (éd. avec une introduction). *La question chinoise dans l'Internationale communiste (1926-1927).* 2[e] édition revue et augmentée Paris. Etudes et Documentation Internationales, 1976, 539 p.

BROUÉ, Pierre (éd.) *Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste.* Paris. Etudes et Documentation Internationales, 1979. 510 p.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène et SCHRAM, Stuart. *Le Marxisme et l'Asie, 1853-1964.* Paris, A. Colin, 1965. 495 p.

CHEN, Jérôme. *Mao Tse-tung and the Chinese Revolution.* London, Oxford University Press, 1965. 419 p.

CHEN, Lung-chu et LASSWELL, Harold D. *Formosa, China and the United Nations.* New York, St. Martin's Press, 1967. 428 p.

CHESNEAUX, Jean. *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927.* Paris, Mouton, 1962. 650 p.

CHESNEAUX, Jean. *L'Asie orientale au XIXe et XXe siècles.* Paris, Presses Universitaires de France, 1973. 383 p.

CHESNEAUX, Jean. *Le mouvement paysan chinois, 1840-1949.* Trad. de l'anglais (*Peasant Revolt in China, 1840-1949*). Paris, Ed. du Seuil, 1976. 189 p.

CHIU, Hungdah (éd.). *China and the Question of Taiwan, Documents and Analysis.* New York/Washington/London, Preaeger Publishers, 1973. 395 p.

COGNIOT, Georges. *L'Internationale communiste.* Paris, Ed. Sociales, 1969. 156 p.

COLLOTTI PISCHEL, Enrica et ROBERTAZZI, Chiara. *L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux 1919-1935.* Paris/La Haye, Mouton, 1968. 584 p.

DEGRAS, Jane (éd.). *The Communist International 1919-1943.* Documents. Réimpression (1re éd. 1956-1965). Plymouth/London, Frank Cass, 1971, 3 vol., 463 p., 584 p., 494 p.

DEMEER, Y. et GAMBLIN, A. *Taiwan (Formose) République de Chine.* Paris, Presses Universitaires de France (coll. Que Sais-je ?), 1979. 128p.

DESANTI, Dominique. *L'Internationale communiste.* Paris, Payot, 1970. 394 p.

EUDIN, Xenia J. et NORTH, Robert C. *Soviet Russia and the East 1920-1927.* Stanford, Cal., Stanford University Press, 1957. 478 p.

FOOTMAN, David (éd.). *International Communism.* London, Chatto & Windus, 1960. 151 p.

FRANK, Pierre. *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943).* Paris, Ed. La Brèche. 1979. 2 vol., 949 p.

GERNET, Jacques. *Le monde chinois.* Paris, A. Colin, 1972. 765 p.

GORDON, Leonard H.D. (éd.). *Taiwan, Studies in Chinese Local History.* New York/London, Columbia University Press, 1970. 124 p.

GUILLERMAZ, Jacques. *Histoire du Parti communiste chinois. t. 1, Des origines à la République soviétique chinoise (1921-1934).* Nouvelle éd. re. et augm. Paris, Payot (coll. Petite Bibliothèque Payot), 1975. 268 p.

GUILLERMAZ, Jacques. *Histoire du Parti communiste chinois. t. 2, De Yenan à la conquête du pouvoir (1935-1949).*Nouvelle édition revue et augmentée Paris, Payot (coll. Petite Bibliothèque Payot), 1975. 207 p.

GUILLERMAZ, Jacques. *Parti communiste chinois au pouvoir, t. 1, De l'avènement du régime au mouvement d'éducation socialiste 1949-1962.* Nouvelle édition revue et augmentée Paris, Payot (coll. Petite Bibliothèque Payot), 1979. 409 p.

GUILLERMAZ, Jacques. *Parti communiste chinois au pouvoir, t. 2, De l'avènement du régime au movement d'éducation socialiste à la révolution culturelle et à l'ère Hua Kuo-feng 1962-1979.* Nouvelle édition revue et augmentée Paris, Payot (coll. Petite Bibliothèque Payot), 1979. 378 p.

HAUPT, Georges. *La Deuxième Internationale 1889-1914.* Paris/La Haye, Mouton, 1964. 393 p.

HO, Samuel P.S. *Economic Development of Taiwan, 1860-1970.* New Haven, Yale University Press, 1978. 461 p.

HO, Yhi-min. *Agriculture Development of Taiwan.* Nashville, Tenn., Vanderbilt University Press, 1966. 172 p.

HSIAO, Tso-liang (comp.). *Power Relations within the Chinese Communist Mouvement, 1930-1934*, t. 1, *The Chinese Documents*, Seattle/London, University of Washington Press, 1967. 803 p.

IMBAULT-HUART, C. *L'île Formose, histoire et description.* Réimpression (1re éd. Paris, E. Leroux, 1893). Taipei, Ch'eng-wen ch'u-pan she, 1968. 323 p.

Institute of International Relations, Republic of China. *Chinese Communist Who's Who.* Taipei, 1970-1971. 2 vol., 454 p., 630 p.

Internationale communiste. *Le premier congrès des peuples de l'Orient, compte-rendu sténographique.* Réimpression (1re éd. 1921). Milano, Feltrinelli, 1967. 229 p.

Internationale communiste. *Thèses, manifestes et rèsolutions adoptées par les Ier, IIe, IIIe, IVe congrès de l'Internationale communiste (1919-1923). Réimpression (1re éd. 1934).* Paris, Ed. F. Maspéro, 1969. 216 p.

Internationale communiste. *Ve congrès de l'Internationale communiste, compte-rendu analytique.* Réimpression (1e éd. Paris, Librairie de l'Humanité, 1924). Milano, Feltrinelli, 1967. 480 p.

Internationale communiste. *Thèses et résolutions du VIe congrès de l' Internationale communiste.* Réimpression (1re éd. Paris, Bureau d'Editions, 1928), Milano, Feltrinelli, 1967. 232 p.

Internationale communiste, *XIth Plenum of the Executive Committee of the Communist International. Theses, Resolutions and Decisions.* Réimpression (1re éd. London, Modern Books, 1931). Milano, Feltrinelli, 1967. 30 p.

JOHNSTONE, William C. Jr. *The Shanghai Problem.* Stanford, Cal., Stanford University Press, 1937. 326 p.

KERR, Georges H. *Formosa Betrayed.* London, Eyre & Spottiswoode, 1966. 514 p.

KERR, Georges H. *Formosa, Licensed Revolution and the Home Rule Movement 1895-1945.* Honolulu, Hawaii, University of Hawaii Press, 1974. 265 p.

KLEIN, Donald W. et CLARK, Anne B. *Biography Dictionary of Chinese Communism 1921-1965.* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1971. 2 vol., 1194 p.

KRIEGEL, Annie. *Le pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes.* Paris, Presses Universitaires de France (coll. Hier), 1968. 257 p.

KRIEGEL, Annie. *Communismes au miroir français.* Paris, Gallimard, (coll. Bibliothèque des Histoires), 1974. 253 p.

KRIEGEL, Annie. *Les Internationales ouvrières (1864-1943).* 4e éd. Paris, Presses Universitaires de France (coll. Que sais-je ?). 1975. 128 p.

KUO, Warren. *Analytical History of the Chinese Communist Party.* Taipei, Institute of International Relations, 1968-1969. 4 vol., 528 p., 706 p., 653 p., 784 p.

LACOUTURE, Jean. *Hô Chi Minh.* Paris, Ed. du Seuil, 1967. 256 p.

LAZITCH, Branko et DRACHKOVITCH, Milorad M. *Biographical Dictionary of the Comintern. Stanford, Cal.* The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University Press, 1973. 458 p.

LOCKWOOD, William W. *The Economic Development of Japan.* Ed. augm. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1968. 686 p.

McVEY, Ruth T. *The Rise of Indonesian Communism.* Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1965. 510 p.

MAO Tse-tung. *Oeuvres choisies.* Pékin, Ed. en langues étrangères, 1966-1977. 5 vol., 392 p., 512 p., 313 p., 488 p., 568 p.

MENDEL, Douglas. *The Politics of Formosan Nationalism.* Berkeley et Los Angeles, Cal., University of California Press, 1970. 315 p.

MORIYAMA, Akio. *The Issue of Formosa and the Chinese Communist Party, Process of Attitude Change from « Independence of Formosa » to « Liberation of Formosa ».* Mitaka, Tokyo, Social Science Research Institute, International Christian University, 1975. 57 p.

NORTH, Robert C. *Moscow and Chinese Communists.* 2e éd. Stanford, Cal., Stanford University Press, 1963. 30 p.

NORTH, Robert C. et EUDIN, Xenia J. *M.N. Roy's Mission to China : The Communist-Kuomintang Split of 1927.* Berkeley et Los Angeles, Cal., University of California Press, 1963. 399 p.

O'NEILL, P.G. *Japanese Names : A Comprehensive Index by Characters and Readings.* New York/Tokyo, John Weatherhill, 1972. 360 p.

RUE, John E. *Mao Tse-tung in Opposition, 1927-1935.* Stanford, Cal., The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University Press, 1966. 388 p.

SCALAPINO, Robert A. *The Japanese Communist Movement, 1920-1966.* Berkeley et Los Angeles, Cal., University of California Press, 1967. 409p.

SCALAPINO, Robert A. (éd.). *The Communist Revolution in Asia: Tactics, Goals, and Achievements.* 2e éd. Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1969. 424 p.

SCALAPINO, Robert A. et MASUMI, Junnosuke. *Parties and Politics in Contemporary Japan.* Berkeley/Los Angeles/London, California University Press, 1971. 190 p.

SCALAPINO, Robert A. et YU, George T. *The Chinese Anarchist Movement. Berkeley, Cal.*, Center of Chinese Studies, Institute of International Studies, University of California Press, 1961. 81 p.

SHENG, Yueh (Sheng Chung-liang). *Sun Yat-sen University in Moscow and the Chinese Revolution, A personal Account.* Kansas, Center for Ease Asian Studies, University for Kansas, 1971. 270 p.

SHIEH, Milton J.T. *The Kuomintang : Selected Historical Documents 1894-1969.* New York, St. John's University Press, 1970. 43 p.

SIH, Paul K.T. (éd. avec une introduction). *Taiwan in Modern Times.* New York, St. John's University Press, 1973. 521 p.

SNOW, Edgar. *Etoile rouge sur la Chine.* Trad. de l'angais (Red Star over China) (éd. définitive revue et corrigée par l'auteur 1963) par RECLUS, Jacques. Paris, Ed. Stock, 1973. 439 p.

SNOW, Edgar. *Random Notes on Red China, 1963-1945.* Cambridge, Mass., Harvard University Press 1957. 148 p.

SNOW, Helen Foster (pseud. WALES, Nym). *The Chinese Communists : Sketches and Autobiographies of the Old Guard.* Westport, Conn., Greenwood Publishing, 1972. 401 p.

SUH Dae-sook (trad. et éd.). *Documents of Korean Communism, 1918-1948.* Prineton, N.J., Princeton University Press, 1970. 570 p.

SWEARINGEN, Rodger et LANGER, Paul. *Red Flag in Japan : International Communism in action 1919-1951.* New York, Greenwood Press, 1968. 276 p.

SWORAKOWSKI, Witold S. *The Communist International and its Front organizations.* Stanford, Cal., The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1965. 493 p.

THORNTON, Richard C. *The Comintern and the Chinese Communists, 1928-1931.* Seattle (Wash.)/London, University of Washington Press,196. 246 p.

THORNTON, Richard C. *Chin, the Struggle for Power, 1917-1972.* Bloomington/ London, Indiana University Press, 1973. 403 p.

TOTTEN, George Oakley III. *The Social Democratic Movement in Prewar Japan.* New Haven/London, Yale University Press, 1966. 455 p.

TSURUMI, E. Patricia. *Japanese Colonial Education in Taiwan, 1895-1945.* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1977. 334 p.

Union Research Institute. *Who's Who in Communist China.* Hong Kong, 1969-1970. 2 vol., 897 p.

YEN, Sophia Su-fei. *Taiwan in China's Foreign Relations, 1836-1874.* Hamden Conn., The Shoe String Press, 1965. 404 p.

## (B) Articles

BIANCO, Lucien. « Les paysans et la Révolution : Chine, 1919-1949 », *Politique étrangère* (2), 1968, pp. 117-141.

BIANCO, Lucien. « Peasant and Revolution : The Case of China », *Journal of Peasant Studies* 2 (3), avril 1975, pp. 313-335.

CHANG, Han-yu et MYERS, Ramon H. « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906 : A Case of Bureaucratic Entrepreneurship », *Journal of Asian Studies* 22 (4), août 1963, pp. 433-449.

CHEN, Ching-chih. « The Police and Hoko Systems in Taiwan under Japanese Administration (1895-1945) », Harvard East Asian Research Center, *Papers on Japan* (4), 1967, pp. 147-203.

CHEN, Ching-chih. « The Japanese Adptation of the Pao-chia System in Taiwan, 1895-1945 », *Journal of Asian Studies* 34 (2), février 1975, pp. 391-416.

CHEN, Edward I-e. « Formosa Political Movements under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *Journal of Asian Studies* 31 (3), mai 1972, pp. 477-497.

CHEN, Edward I-e. « Japanese Colonialism in Korea and Formosa : a Comparison of the System of Political Control », *Harvard Journal of Asiatic Studies* (30), 1970, pp. 126-158.

DEGRAS, Jane. « United Front Tacics in the COMINTERN 1921-1928 », pp. 9-22. in FOTMA, David (éd.). *Internatinal Communism.* London, Chatto & Windus, 1960. 151p.

GOLDSTEIN, Steven M. « The Chinese Revolution and the Colonial Areas : The View from Yenan, 1937-41 », *China Quarterly* (75), septembre 1978, pp. 594-622.

GUILLERMAZ, Jacques. « La politique agraire du Parti communiste chinois », *Revue miltare d'information* (318), juillet 1960, pp. 5-24.

HO, Samuel P.S. »The Economic Dvelopment of Colonial Taiwan : Evidence and Interpretation », *Journal of Asian Studies* 34 (2), février 197, p. 417-439.

HSIAO, Frank S.T. et SULLIVAN, Lawrence R. « The Chinese Communist Party and the Status of Taiwan, 1928-1943 », *Pacific Affairs* 52 (3), automne 1979, pp. 46-467.

KUBLIN, Hyman. « The Evolution of Japanese Colonialism », *Comparative Studies in Society and History* 2 (1), octobre 195, pp. 67-84.

KUBLIN, Hyman. « Taiwan's Japanese Interlude, 1895-1945 », pp. 317-357, in SIH, Paul K.T. (éd. avec une introduction). *Taiwan in Modern Times.* New York, St. John's University Press, 1973. 521 p.

LAMLEY, Harry J. « The 1895 Taiwan Republic : A Significant Episode in Modern Chinese History », *Journal of Asian Studies* 27 (4), août 1968, pp. 739-762.

LAMLEY, Harry J. « The 1895 Taiwan War of Resistance : Local Chinese Efforts against a Foreign Power », pp. 23-77, in GORDON, Leonard H.D. (éd.) *Taiwan : Studies in Chinese Local History.* New York/London, Columbia University Press, 1970. 124 p.

LAMLEY, Harry J. « A Short-lived Republic and War, 1895 : Taiwan Resistence against Japan », pp. 241-316, in SIH, Paul K.T. (éd. avec une introduction). *Taiwan in Modern Times.* New York, St. John's University Press, 1973. 521 p.

MESKILL, Johanna M. «The Lins of Wufeng : The Rise of a Taiwanese Gentry Family», pp. 6-22, in, GORDON, Leonard H.D. (éd.). *Taiwan : Studies in Chinese Local History.* New York/London, Columbia University Press, 1970. 124 p.

MORIYAMA, Akio. «A Study on the Chinese Communists' Attitude toward Formosa : from Independence of Formosa to Libeation of Formosa», Tokyo, International Christian University, *Journal of Social Science* (12), mai 1974, pp. 125-136.

MYERS, Ramon H. «The Economic Development of Taiwan», pp. 28-73, in CHIU, Hungdah (éd.). *China and the Question of Taiwan, Documents and Analysis.* New York/Washington/London, Praeger Publishers, 1973. 395 p.

MYERS, Ramon H. «Taiwan as an Imperial Colony of Japan : 1895-1945», The Chinese University of Hong Kong, *Journal of the Institute of Chinese Studies* 6 (2), décembre 1973, 99. 425-451.

MYERS, Ramon H. et CHING, Adrienne. «Agricultural Development in Taiwan under Japanese Colonial Rule», *Journal of Asian Studies* 23 (4) août 1964, pp. 555-570.

SCALAPINO, Robert A. et SCHIFFRIN, Harold. «Early Socialist Currents in the Chinese Revolutionary Movement, Sun Yat-sen versus Liang Ch'i-ch'ao», *Journal of Asian Studies* 18 (3), mai 1959, 99. 321-342.

WICKBERG, Edgar. «Late Nineteenth Century Land Tenure in North Taiwan», pp. 78-92, in GORDON, Leonard H.D. (éd.). *Taiwan : Studies in Chinese Local History.* New York/London, Columbia University Press, 1970.124 p.

WICKBERG, Edgar. «The Taiwan Peasant Movement, 1923-1932 ; Chinese Rural Radicalism Under Japanese Development Program», *Pacific Affairs* 48 (4), juin 195, p. 558-582.

WOODSIDE, A.B.«T'ang Ching-sung and the Taiwan Republic», Harvard East Asian Research Center, *Papers on China* (17), décembre 1963, pp. 160-191.

## II. Ouvrages et articles en langue japonaise

### (A) Ouvrages

ASADA, Kyoji 淺田喬二. *Nihon teikokushugika no minsoku kakumei undo : Taiwan, Chosen, « Manshu » ni okeu konichi nomin undo no tenkai katei* 日本帝国主義下の民族革命運動：台湾、朝鮮 « 滿州 » における抗日農民運動の展開過程。(Mouvements révolutionnaires nationalistes sous la domination de l'impérialisme japonais : développement des mouvements paysans anti-japonais à Taiwan, en Corée et en « Mandchourie »). Tokyo : Miraisha, 1973. 490 p.

AZUMA, Kasei 東嘉生. *Taiwan keizaishi kenkyu* 台湾經濟史研究 (Etude sur l'histoire économique de Taiwan). Taipei : Toto shoseki kasha, Taihoku shisha, 1944. 374 p.

CHIN, Ho-gen 陳逢源. *Taiwan keizai to nogyo mondai* 台湾經濟と農業問題 (Economie de Taiwan et problème agricole). Taipei : Man shuppansha, 1944.

CHIN, Kon-ju 陳崑樹. *Taiwan tochi mondai* 台湾統治問題 (Problèmes du gouvernement de Taiwan). Taipei : Hobundo shoten, 1931. 206 p.

Gaimusho joyakukyoku hokika (日本) 外務省條約局法規課 (Service des lois du Bureau des traités du Ministère des affaires étrangères du Japon) : *Nihon Toshika gojunen no Taiwan* 日本統治下五十年の台湾 (Taiwan pendant les cinquante ans de la domination japonaise). Tokyo : 1964. 469 p.

INO, Yoshinri 伊能嘉矩. *Taiwan bunkashi* 台湾文化志 (Histoire culturelle de Taiwan). Tokyo : Toko shoin, 1965. 3 vol., 1032 p., 1008 p., 1052 p.

INOUE, Kiyoshi 井上 清. *Nihon teikokushugi no keisei* 日本帝国主義の形成 (Formation de l'impérialisme japonais). Tokyo : Iwanami shoten, 1968. 407 p.

IZUMI, Furo 泉風浪. *Taiwan no minzoku undo* 台湾民族運動 (Mouvements nationalistes de Taiwan). Taichung : Taiwan tosho insatsu goshi kaisha, 1928. 354 p.

KO, Hei-kon 江丙坤. *Taiwan chiso kaisei no kenkyu* 台湾地租改正の研究 (Etude de la revision d'impôt foncier de Taiwan). Tokyo : Tokyo daigaku shuppankai, 1974. 274 p.

KO, Se-kai 許世楷. *Nihon tochika no Taiwan : teiko to dan'atsu* 日本統治下の台湾：抵抗と弾圧 (Taiwan sous le gouvernement japonais : résistance et oppression). Tokyo : Tokyo daigaku shuppankai 1972. 443 p.

MIYAKAWA, Jiro 宮川次郎. *Taiwan no nomin undo* 台湾の農民運動 (Mouvements paysans de Taiwan). Taipei : Takushoku tsushinsha shisha, 1927. 324 p.

MIYAKAWA, Jiro 宮川次郎. *Taiwan no shakai undo* 台湾の會社運動 (Mouvements sociaux de Taiwan). Taipei : Taiwan jitsugyokaisha, 1929. 545 p.

MIYAKAWA, Jiro 宮川次郎. *Taiwan no seiji undo* 台湾の政治運動 (Mouvements politiques de Taiwan). Taipei : jitsugyokaisha, 1931. 334 p.

NG, Yujin chiaotong 黃昭堂. *Taiwan minshukoku no kenkyu* 台湾民主国の研究 (Etude de la République de Taiwan). Tokyo : Tokyo daigaku shuppankai;1970. 280 p.

Naimusho keihokyoku hoana (Japan) (日本) 內務省警保局保安課 (Service de la sécurité du Bureau de la police du Ministère d l'lntérieur) (comp.). *Taiwan kyosanto enkyo no gaiyo* 台湾共產党検挙の概要 (Sommaire des arrestations des communistes taiwanais). Réimpression(1ère éd. 1928), pp. 236-273, in : YAMABE Kentro 山邊健太郎 (éd.) *Gendaishi Shiryo* 現代史資料 (Matériaux d'histoire contemporaine), t. 22, *Taiwan* 台湾 II. Tokyo : Misuzu shobo, 1971. 742 p.

Nihon kokusai mondai kenkyujo chugoku bukai 日本国际問題研究所中国部會 (Section de Chine, Institut Japonais des problèmes internationaux) (comp.). *Chugoku kyosantoshi shiryoshu* 中国共產党史資料集 (Collection des matériaux de l'histoire du Parti communiste chinois). Tokyo : Keiso shobo, 1970-1975. 12 vol.

O, Iku-toku 王育德. *Taiwan : kumon-suru sono rekishi* 台湾：苦悶するその歴史 (Taiwan : Histoire de son angoisse). Tokyo : Kobundo, 1964. 249 p.

OZAKI, Hotsuki 尾崎秀樹. *Kyu shokuminchi bungaku no kenkyu* 旧殖民地文學の研究 (Etude sur la littérature des anciennes colonies). Tokyo : Keiso shobo, 1971. 349 p.

PAK, Kyong-sik 朴慶植. *Nihon teikokushugi no Chosen shihai*日本帝国主義の朝鮮支配 (La domination de l'impérialisme japonais sur la Corée). Tokyo : Aoki shoten, 1973. 2 vol., 347 p., 342 p.

SAI, Bai-ka 蔡培火. *Nihon hongokumin ni atau* 日本本国民に與ふ (Aux citoyens japonais). Tokyo : Taiwan mondai kenkyukai, 1928. 188 p.

SHA, Shun-boku 謝春木. *Taiwanjin wa kaku miru* 台湾人は斯く觀る (Ainsi voient les Taiwanais). Taipei : Taiwan minposha, 1930. 390 p.

SHA, Shun-boku 謝春木. *Taiwanjin no yokyu : Minshuto no hatten katei o tsujite* 台湾人の要求：民眾党の發展過程を通じて (Revendications des Taiwanais : à travers le développement du Parti populaire). Taipei : Taiwan shimminposha, 1931. 312 p.

SHI, Min 史明. *Taiwan yonhyakunen shi* 台湾人四百年史 (Histoire de quatre cents ans des Taiwanais). Ed. rev. et augm. Tokyo : Shinsensha, 1974. 182 p.

SHO, Yu-san 蕭友山. *Taiwan kaiho undo no kaiko* 台湾解放運動の回顧 (Rétrospective du mouvement de la libération taiwanaise). Taipei : San-min shu-chü, 1946. 84 p. Réimpression *in* : *T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tesu-liao chi* 台湾問題重要文獻資料集 (Collection des documents et matériaux importants concernant le problème de Taiwan). Tokyo : Ryukei shosha, 1971. t.3.

TACHIBANA, Takashi 立 花隆. *Nihon kyosanto no kenkyu* 日本共產党の研究 (Etudes sur le Parti communiste du Japon). Tokyo : Kodansha, 1978. 2 vol., 483 p., 610 p.

Taiwan kenpeitai 台湾憲兵隊 (Gendarmerie de Taiwan) (comp.) *Taiwan kenpeitai shi* 台湾憲兵隊史 (Histoire de la gendarmerie de Taiwan). Réimpression (1ère éd. Taipei : 1932). Tokyo : Ryukei shosha, 1978. 489 p.

Taiwan sotokufu 台湾總督府 (Gouvernement général de Taiwan). *Taiwan tochi gaiyo* 台湾統治概要 (Sommaire du gouvernement de Taiwan). Réimpression (1ère éd. 1945). Tokyo : Hara shobo, 1973. 506 p.

Taiwan sotoku kanbo bunshoka 台湾總督官房文書課 (Service des archives de l'office du gouverneur général de Taiwan). *Taiwan tochi soran* 台湾統治綜覽 (Vue générale du gouvernement de Taiwan). Tokyo : 1908. 534 p.

Taiwan sotoku kanbo bunshoka 台湾總督官房文書課 *Yokoku, kuntatsu ruisan* 諭告、訓達類纂 (Classement d'avis et d'instructions). Taipei : 1944. 546 p.

Taiwan sotoku kanbo chosaka 台湾總督府官房調査課 (Service d'enquête de l'Office du gouverneur général de Taiwan). *Shisei yonjunen no Taiwan* 施政四十年の台湾 (Taiwan après quarante ans de gouvernement). Taipei : 1935. 290 p.

Taiwan sotokufu keimukyoku 台湾總督府警務局 (Bureau des affaires de police du Gouvernement général de Taiwan) (comp. et éd. actuellement par WASHIZU 鷲巣敦哉). *Taiwan sotokufu keisatsu enkakushi* 台湾總督府警察沿革誌 (Histoire de la police du Gouvernement général de Taiwan). Taipei : 1933-1942. En trois parties, plus un annexe, en 6 vol.

1ère partie, *Keisatsu kikan no kosei* 警察機関の構成 (Composition de l'organisme de police). Taipei : 1933. 999 p.

IIème partie, t. 1. *Ryotai igo no chian jokyo* 領台以後の治安狀況 (Situation de l'ordre public après l'annexion de Taiwan). Taipei : 1938. 835 p. Réimpression par Taiwan shiryo hozonkai 台湾史料保存會 (Association pour la conservation des matériaux historiques de Taiwan), sous le nouveau titre de : *Nihon tochika no minzoku undo* 日本統治下の民族運動 (Mouvements nationalistes de Taiwan sous le gouvernement japonais), t. 1. *Buryoku teiko-hen* 武力抵抗篇 (Histoire des résistances armées). Tokyo : Furin shobo, 1969.

IIème partie t. 2. *Ryotai igo no chian jokyo : Taiwan shakai undoshi* 領台以後の治安狀況：台湾社會運動史 (Situation de l'ordre public après l'annexion de Taiwan : Histoire des mouvements sociaux de Taiwan). Taipei : 1939. 1381 p. Réimpression par Taiwan shiryo hozonkai 台湾史料保存會 sous le nouveau titre de : *Nihon tochika no minzoku undo* 日本統治下の民族運動 t. 2. *Seiji undo-*

*hen* 政治運動篇 (Histoire des mouvements politiques). Tokyo : Furin shobo, 1969. Une deuxième réimpression fut publiée en 1973 à Tokyo par Ryukei shosha, que nous utilisons dans nos recherches.

IIème partie, t. 3. *Ryotai igo no chian jokyo : shibo keisatsu oyobi hanzai sokketsu no hensenshi. Keiji keisatsu seido no hankaku* 領台以後の治安狀況：司法警察及犯罪即決の変遷史，刑事警察制度の変革 (Situation de l'ordre public après l'annexion de Taiwan : Histoire de l'évolution de la police judiciaire et des jugements sommaires des crimes. Evolution du système de la police criminelle). Taipei : 1942. 946 p.

IIIème partie, *Keimu jiseki hen* 警務事績編 (Exploits des affaires policières). Taipei : 1934. 1256 p.

Annexe, *Shochoku, reishi, yukoku, kuntatsu ruisan* 詔敕、令旨、諭告、訓達、類纂 (Classement de proclamations impériales, d'ordonnances, d'avis, et d'instructions). Taipei : 1941. 916 p.

Taiwan sotokufu shokusankyoku 台湾總督府殖產局 (Bureau d'accroissement de la production du Gouvernement général de Taiwan). *Taiwan nominkuniai ni kansuru gaikyo* 台湾農民組合ニ関スル概況 (Situation générale concernant le Syndicat paysan de Taiwan). Taipei : 1927. 52 p.

Taiwan sotokufu shokusankyoku 台湾總督府殖產局. *Taiwan ni okeru kosaku mondai ni kansuru shiryo* 台湾ニ於ケル小作問題ニ関スル資料 (Matériaux concernant le problème du fermage à Taiwan). Taipei : 1930. 316 p.

Taiwan sotokufu shokusankyoku shokoka 台湾總督府殖產局商工課 (Service commercial et industriel du Bureau d'accroissement de la production du Gouvernement général de Taiwan). *Taiwan no kogyo* 台湾の工業 (Industrie de Taiwan). Taipei : 1940.

TAKEGOSHI, Yosaburo 竹越與三郎. *Taiwan tochishi* 台湾統治志 (Histoire du gouvernement de Taiwan). Tokyo : Hakubunkan, 1905. 508 p.

THE, Tehn-chiau 戴天昭. *Taiwan kokusai seijishi kenkyu* 台湾国際政治史研究 (Etude sur l'histoire de Taiwan dans la politique internationale). Tokyo : Hoserdaigaku shuppankyoku, 1971. 656 p.

TO, Sho-en 涂照彥. *Nihon teikokushugika no Taiwan* 日本帝國主義下の台湾 (Taiwan sous la domination de l'impérialisme japonais). Tokyo : Tokyo daigaku shuppankai, 1975. 502 p.

TOGO, Minoru et SATO, Shiro 東鄉實，佐藤四郎. *Taiwan shokumin hattatsu shi* 台湾殖民發達史 (Histoire du développement colonial de Taiwan). Taipei : Kobunkan, 1916. 488 p.

Tokyo keishicho tokubetsu kotoka naisen kotokakari 東京警視庁特別高等課内鮮高等係 (Service de Métropole et de Corée de la sécurité spéciale de la Préfecture de police de Tokyo) (comp.) *Nihon kyosanto Taiwan minzoku shibu Tokyo tokubetsu shibuin kenkyo temmatsu* 日本共產党台灣民族支部東京特別支部員検挙顛末 (Détails de l'arrestation des membres de la section de la nation taiwanaise du Parti communiste japonais). Réimpression (1ère éd. 1929), pp. 83-235, in : YAMABE Kentaro 山辺健太郎 (éd.). Gendaishi shiryo 現代史資料 (matériaux d'histoire contemporaine), t. 22, Taiwan 台湾 II. Tokyo : Misuzu shobo, 1971. 742 p.

WASHIZU, Atsuya 鷲巣敦哉 *Taiwan keisatsu yonjunen shiwa* 台湾警察四十年史話 (Histoire quarantenaire de la police de Taiwan). Taipei : 1938. 472 p.

YAMABE Kentaro 山辺健太郎 (éd. avec un commentaire). *Gendaishi shiryo* 現代史資料 (Matériaux d'histoire contemporaine), t. 20, *Shakaishugi undo* 社會主義運動 (Mouvements socialistes) VII. Tokyo : Misuzu shobo, 1968.

YAMABE Kentaro 山辺健太郎 (éd. avec un commentaire). *Gendaishi shiryo* 現代史資料 (Matériaux d'histoire contemporaine), t. 21, *Taiwan* 台湾 I. Tokyo : Misuzu shobo, 1971. 523 p.

YAMABE Kentaro 山辺健太郎 (éd. avec un commentaire). *Gendaishi shiryo* 現代史資料 (Matériaux d'histoire contemporaine), t. 22, *Taiwan* 台湾 II. Tokyo : Misuzu shobo, 1971. 742 p.

**(B) Articles**

Ko, Shi-kin 江賜金. "Taiwan nomin-kumiai undo shoshi" 台湾農民組合運動小史 (Petite histoire du mouvement du Syndicat paysan de Taiwan), *Taiwan hsin-minpao* (390), 14 nov. 1931, p. 13 ; (391), 21 nov. 1931, p. 15 (supprimé) ; (392), 28

nov. 1931, p. 15 ; (393), 5 déc. 1931, p. 15 ; (394), 12 déc. 1931, p. 15 ; (395), 10 déc. 1931, p. 15 ; (397), 9 janv. 1932, p. 14 ; (399), 23 janv. 1932, p. 15.

MUKOYAMA, Hiroo 向山寛夫. "Taiwan minzoku kaiho undoshi : Nihon tochika ni okeru" 台湾民族解放運動史：日本統治下における (Histoire du mouvement de la libération nationaliste sous la domination japonaise), *Rekishi hyoron* (26), nov. 1950, pp. 59-64 ; (27), janv. 1951, pp. 49-54.

OZAKI, Hotsuki 尾崎秀樹. "Kessenka no Taiwan Bungaku" 決戦下の台湾文學 (Littérature de Taiwan pendant la bataille décisive), pp. 154-219, *in* : OZAKI, Hotsuki 尾崎秀樹. *Kyu shokuminchi bungaku no kenkyu* 旧殖民地文學の研究 (Etude sur la littérature des anciennes colonies). Tokyo : Keiso shobo, 1971. 349 p.

P'ENG, Hua-ying 彭華英. "Shakaishugi no gaisetsu" 社會主義の概說 (Introduction au socialisme) (I), 2 (4), mai 1921, pp. 50-57.

SANO, Manabu 佐野學. "Taiwan gikai no setchi o tasukeyo !" 台湾議會の設置を助けよ! (Nous aiderons à l'établissement du parlement de Taiwan), *T'ai-wan* 4 (2), mars 1923, pp. 37, pp. 37-40.

"*Sano Manabu yoshin jimmon chosho, daikakkai*" 佐野學予審訊問調書，第八回 (Huitième interrogatoire du jugement préliminaire de Sano Manabu), pp. 233-247, in : YANABE Kentaro山辺健太郎 (éd.). *Gendaishi shiryo* 現代史資料 (matériaux d'histoire contemporaine), t. 20, *Shakaisugi undo* 社會主義運動 VII. Tokyo : Musuzu shobo, 1968.

TAI, Kuo-ui 戴國煇. "Musha hoki to chugoku kakumei : kanzokukei Chugokujin no uchinaru shosuminzoku mondai" 霧社蜂起と中国革命：漢族系中国人の內なる少數民族問題 (L'insurrection de Wushe et la révolution chinoise : le problème de la minorité pour les Chinois), *Shiso* (596), fév. 1974, pp. 66-77 ; (597), mars 1974, pp. 93-107.

TAI, Kuo-ui 戴國煇. "Taiwan ko-nichi saha shidosha Ren On-kyo to sono kobon" 台湾抗日左派指導者連溫 郷とその稿本 (Lien Wen-ch'ing : dirigeant de gauche anti-japonais de Taiwan et son manuscrit), *Shien* 35 (2) Tokyo : Rikkyo University, Mars 1975, pp. 57-60.

"Taiko, Chikunan jiken no gaiyo" 大湖、竹南事件の概要 (Sommaire de l'affaire de Tahu et de Chunan), *Taiwan keisatsu jiho* août 1934, pp. 141-152.

"Taiwan kyosanto jiken no zenbo" 台湾共産党事件の全貌 (Tous les aspects de l'affaire du Parti communiste de Taiwan), *Taiwan nichi-nichi shimpo gogai*, 24 juil 1933, 2 p.

WAKABAYASHI, Masahiro 若林正丈. "Taiwan kakumei to kominterun : Taiwan kyosanto no kessei to saisoshiki o megutte" "台湾革命" とコミンテル：台湾共産党の結成と再組織をめぐって (Révolution taiwanaise et Komintern : A propos de l'organisation et la reconstitution du Parti communiste de Taiwan), Shiso (610), avr. 1975, pp. 131-152.

YAMAKAWA, Hitochi 山川均. "Shokumin seisakuka no Taiwan" 殖民政策下の台湾 (Taiwan sous la politique coloniale), pp. 258-291, in : YAMAKAWA, Hitochi 山川均全集. *YAMAKAWA Hitochi zenshu* (Ouvrage complet de YAMAKAWA, Hitochi) Tokyo : Keiso shobo, 1966. t. 7.

## III. Ouvrages, revues et articles en langue chinoise

### (A) Ouvrages


CHANG, Kuo-t'ao 張國燾. *Wo-te hui-i* 我的回憶 (Mes souvenirs). Hong Kong : Min-pao yüeh-k'an she, 1971-1974. 3 vol., 1351 p.

CHANG, Shen-ch'ieh 張深切. *Kuang-tung T'ai-wan tu-like-ming yün-tung shih-lü: tsai Kuang-tung fa-tung te T'ai-wan ke-ming yün-tung shih-lüeh* 廣東台灣獨立革命運動史略：在廣東發動的台灣革命運動史略 (Histoire abrégée du movement révolutionnaire pour l'indépendance de Taiwan développé à partir de Canton). Taichung : Chung-yang shu-chü, 1947. 186 p.

CHANG, Shen-ch'ieh 張深切. *Li-ch'eng-pei : hei-se te t'ai-yang* 里程碑：黑色的太陽 (Bornes : soleil noir). Taichung : Sheng-kung ch'u-pan she, 1961. 4 vol., 608 p.

CHANG, Shen-ch'ieh 張深切. *Wo yü wo-te shih-hsiang* 我與我的思想 (Ma vie et ma pensée). Taichung : Chung-yang shu-chü, 1965. 229 p.

CHANG, Yü 張禹. *Wo-men-te T'ai-wan* 我們的台灣 (Notre Taiwan). Shanghai : Hsin chih-shih ch'u-pan she, 1955. 85 p. Réimpression *in* : *T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi* 台灣問題重要文獻資料集 (Collection des documents et matériaux importants concernant le problème de Taiwan). Tokyo : Ryukei shosha, 1971. t. 2.

CH'EN, Cheng-hsiang 陳正祥. *T'ai-wan t'i-ming tz'u-tien* 台灣地名辭典 (Gazetteer of Taiwan Place Names). Taipei : Fu-min Geographical Institute of Economic Development.

CH'EN, Cheng-hsiang 陳正祥. et TUAN, Chi-hsien 段紀憲. *T'ai-wan chih jen-k'ou* 台灣之人口 (Population de Taiwan). Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1951. 142 p.

CH'EN, Shao-hsin 陳紹馨. *T'ai-wan te jen-k'ou pien-ch'ien yü she-hui pien-ch'ien* 台灣的人口變遷與社會變遷 (Evolution de la population et changement social de Taiwan). Taipei : Lien-ching ch'u-pan shih-yeh kung-szu, 1979. 578 p.

CHENG, Hsüeh-chia 鄭學稼. *Ti-san kuo-chi shih* 第三國際史 (Histoire de la

IIIème Internationale). Taipei : T'ai-wan shang-wu yin-shu-kuan, 1977. 3 vol., 1644 p.

Chiang hsien-lien i-chi k'an-hsing wei-yüan hui 蔣先烈遺集刊行委員會 (Commission pour la publication des oeuvres posthumes du martyr Chiang Wei-shui) (comp. et èd. actuellement par PAI Ch'eng-chih 白成枝). *Chiang Wei-shui i-chi* 蔣渭水遺集 (Oeuvres posthumes de Chiang Wei-shui). Taipei : 1950. 101 p.

CHIEN, Chiung-jen 簡炯仁. *T'ai-wan min-chung-tang chih yen-chiu* 台灣民眾黨之研究 (Etude dur le Parti populaire de Taiwan). Mémoire de maîtrise, Institut des sciences politiques, Université Nationale de Taiwan, 1977. 158 p.

CHOU, Hsien-wen 周憲文. *Jih-chü shih-t'ai T'ai-wan ching-chi shih* 日據時代台灣經濟史 (Histoire économique de Taiwan sous l'occupation japonaise). Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1958. 2 vol., 163 p., 205 p.

CHUANG, Chia-nung 莊嘉農. *Fen-nu te T'ai-wan* 憤怒的台灣 (Taiwan en colère). Hong Kong : chih-yüan shu-chü, 1949. 98 p. Réimpression *in* : *T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi* 台灣問題重要文獻資料集 Tokyo : Ryukei sho-sha, 1971. t. 3.

CHUANG, Chin-te 莊金德 et HE, Szu-chang 賀嗣章 (trad. et comp. du japonais). *Lo Fu-hsing k'ang-jih ke-ming an ch'üan-tang* 羅福星抗日革命案全檔 (Dossier complet de l'affaire révolutionnaire anti-japonaise de Lo Fu-hsing). Taichung : T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1965. 437 p.

CHUNG, Chao-cheng 鍾肇政 et YEH shih-tiao 葉石濤 (éd. avec une introduction). *Kuang-fu ch'ien T'ai-wan wen-hsüeh ch'üan chi* 光復前台灣文學全集 (Collection complète de la littérature de Taiwan avant la reconquête). Taipei : Yüan-ching ch'u-pan she, 1979. 8 vol., 353 p., 422 p., 365 p., 407 p., 330 p., 425 p., 376 p., 340 p.

DAVIDSON, James D. *T'ai-wan chih kuo-ch'ü yü hsien-tsai* 台灣之過去與現在 Trad. de l'anglais (The Island of Formosa, Past and Present) (1ère éd. New York : McMillan, 1903) par TS'AI, Ch'i-heng 蔡啟恆. Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1971. 2 vol., 487 p.

FANG, Hao 方豪. *T'ai-wan min chu yün-tung Hsiao shih* 台灣民族運動小史 (Histoire concise des mouvements nationalists de Taiwan). Taipei : Cheng-chung shu-chü, 1951. 54 p.

HAN, Jen (Huang Yü-chai) 漢人 (黃玉齋). *T'ai-wan ke-ming shih* 台灣革命史 (Histoire révolutionnaire de Taiwan). 2ème éd. Shanghai : T'ai-tung t'u-shu chü 1927. 169 p. Réimpression *in* : *T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi* 台灣問題重要文獻資料集 Tokyo : Ryukei shosha, 1971. t. 3.

HUANG, Ching-chia 黃靜嘉. *Jih-chü shih-ch'i chih T'ai-wan chih-min-ti fa-chih yü chih-min t'ung-chih* 日據時代之台灣殖民法制與殖民統治 (Système légal et gouvernement coloniaux de Taiwan sous l'occupation japonaise). Taipei : 1960. 270 p.

HUANG, Huang-hsiung 黃煌雄. *T'ai-wan te hsien-chih hsien-chüeh che : Chiang Wei-shui hsien-sheng* 台灣的先知先覺者：蔣渭水先生 (Chiang Wei-shui, prophète et homme éclairé de Taiwan). Taipei : 1976. 300 p.

HUANG, Huang-hsiung 黃煌雄. *Pei ya-p'o te : T'ai pao k'ang-jih shih-hua* 被壓迫的：台胞抗日史話 (Propos historiques anti-japonais des compatriots taiwanais : les opprimés). Taipei : 1977. 202 p.

HUANG, Shih-ch'iao 黃師樵. *T'ai-wan kung-ch'an-tang mi-shih* 台灣共產黨祕史 (Histoire secrète du Parti communiste de Taiwan). Taoyüan, Taiwan : 1933. 70 p.

IDE, Kiwata 井出季和太. *Jin-chü hsia chih T'ai cheng* 日據下之台政 Trad. adaptée du japonais : *Taiwan chiseki shi* 台灣治績志 (Histoire du gouvernement de Taiwan) par KUO, Hui 郭輝. Taipei : T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1956. 3 vol., 1371 p.

KAO, Hsien-chih 高賢治. *T'ai-wan san-pai nien shih* 台灣三百年史 (Trois cents ans d'histoire de Taiwan). Taipei : Chung-wen t'u-shu kung-szu, 1978. 468 p.

KUO, Ch'ien-hui (KUO, Hua-lun) 郭乾輝 (郭華倫). *T'ai-kung p'an-luan shih* 台共叛亂史 (Histoire de la rébellion du PCT). Taipei : Nei-cheng pu t'iao-ch'a chü, 1955. 94 p.

KUO, T'ing-i 郭廷以. *T'ai-wan shih shih kai shuo* 台灣史事概說 (Histoire sommaire de Taiwan). 6ème éd. (1ère éd. 1954). Taipei : Cheng-chung shu-chü, 1975. 246 p.

Li, Chih-fu 李稚甫. *T'ai-wan jen-min ke-ming tou-cheng chien-chih* 台灣人民革命鬥爭簡史 (Histoire concise des lutes révolutionnaires du peuple de Taiwan). Canton : Hua-nan jen-min ch'u-pan she, 1955. 196 p.

LI, Nan-heng 李南衡 (éd.). *Jih-chü hsia T'ai-wan hsin wen-hsüeh* 日據下台灣新文學 (La nouvelle littérature de Taiwan sous l'occupation japonaise), Min-chi 明集 (collection Ming), t. 5, *Wen-hsien tsu-liao hsüan chi* 文獻資料選集 (Sélection de documents et matériaux). Taipei : Min-t'an ch'u-pan she, 1979. 504 p.

LIEN, Heng (LIEN, Ya-t'ang) 連橫 (連雅堂). *T'ai-wan t'ung-shih* 台灣通史 (Histoire générale de Taiwan). Réimpression (1ère éd. en 3 vol., 1920-1921) en un volume. Taipei : Ku-t'ing shu-wu, 1973. 1154 p.

LIN, Fan 林梵. *Yang K'uei hua-hsiang* 楊逵畫像 (Portrait de Yang K'uei). Taipei : Pi-chia-shan ch'u-pan she, 1978. 295 p.

Lin Hsien-t'ang hsien-sheng chi-nien chi pien-ts'uan wei-yüan hui 林獻堂先生紀念集編纂委員會 (Commission de rédaction de la collection commémorative de Lin Hsien-t'ang) (comp. éd. actuellement par YEH, Jung-chung 葉榮鐘).*Lin Hsien-t'ang hsien-sheng chi-nien chi* 林獻堂先生紀念集 (Collection commémorative de Lin Hsien-t'ang). Taipei, 1960. 3 vol.

t. 1, YEH, Jung-chung 葉榮鐘 (éd.). *Lin Hsien-t'ang hsien-sheng nien-p'u* 林獻堂先生年譜 (Biographie chronologique de Lin Hsien-t'ang). 87 p.
t. 2, *Lin-Hsien-t'ang hsien-sheng i-chu* 林獻堂先生遺著 (Oeuvres posthumes de Lin Hsien-t'ang). 50 p et 94 p.
t. 3, *Lin Hsien-t'ang hsien-sheng chui-shi lu* 林獻堂先生追思錄 (Souvenirs commémoratifs de Lin Hsien-t'ang). 111 p.

LIN, Hsiung-hsiang 林熊祥 *et al. T'ai-wan wen-hua lun chi* 台灣文化論集 (Articles concernant la culture de Taiwan). Taipei : Chung-hua wen-hua ch'u-pan shih-yeh wei-yüan hui, 1954. 3 vol., 492 p.

LIN, Li 林立. *T'ai-wan shih-hua* 台灣史話 (Propos historiques de Taiwan). Hong Kong : Ch'i-shih nien-tai tsa-chih she, 1976. 257 p.

LIU, Hui-hsiang 劉匯湘. *Jih-chü shih-ch'i T'ai-wan ching-ch'a chih yen-chiu* 日據時代台灣警察之研究 (Etude de la police de Taiwan sous l'occupation japonaise). Taipei : T'ai-wan sheng ching-wu ts'u, 1952. 42 p.

LIU, Ta-nien 劉大年, TING, Ming-nan 丁名楠, et YU, Sheng-wu 余繩武. *T'ai-wan li-shih kai-yao* 台灣歷史概述 (Histoire sommaire de Taiwan). Pékin : Shen-huo, tu-shu, Hsin-chih san lien shu-t'ien, 1956. 79 p. Réimpression in : *T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi* 台灣問題重要文獻資料集 Tokyo : Ryukei shosha. 1971. t. 2.

LÜ, Hsiu-lien 呂秀蓮. *T'ai-wan te kuo-ch'ü yü wei-lai* 台灣的過去與未來 (Passé et futur de Taiwan). Taipei : T'o-huang-che ch'u-pan she, 1978. 244 p.

MAO, I-po 毛一波. *T'ai-wan wen-hua yüan-liu* 台灣文化源流 (Origines de la culture de Taiwan). Taichung : T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1973. 77p.

SHEN, Ch'ing-i 盛清沂, WANG, Shih-lang 王詩琅 et KAO, Shu-fan 高樹藩. *T'ai-wan shih* 台灣史 (Histoire de Taiwan). Taichung : T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1977. 1034 p.

SHIH, Ming 史明德. *T'ai-wan-jen szu-pai nien shih* 台灣人四百年史 (Quatre cents ans d'histoire des Taiwanais). Trad. en langue chinoise d'ouvrage japonais, rev. et augm. San Jose, Cal. : Paradise Culture Associates, 1980. 1540 p.

SZU-MA, Lu (Smarlo Ma) 司馬璐. *Chü ch'iu-pai chuan* 瞿秋白傳 (Biographie de Chü ch'iu-pai). Hong Kong : Tzu-lien ch'u-pan she, 1962. 161 p.

T'ai-wan min-chung-tang hsüan-ch'uan pu 台灣民眾黨宣傳部 (Section de propagande du Parti populaire de Taiwan) (comp.). *T'ai-wan min-chung-tang t'e-k'an* 台灣民眾黨特刊 (Edition spéciale du Parti populaire de Taiwan), n° 1. Taipei : 1930. 162 p.

T'ai-wan shen hsing-cheng chang-kuan kung-shu t'ung-chi shih 台灣省行政長官公署統計室 (Bureau des statistiques de l'office du gouverneur de la Province de Taiwan) (comp.). *T'ai-wan sheng wu-shih-i nien lai t'ung-chi t'i-yao* 台灣省五十

年來統計提要 (Sommaire des statistiques de ces 51 dernières années de la Province de Taiwan). Taipei : 1946. 1384 p.

T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui 台灣省文獻委員會 (Commission de documentation historique de la Province de Taiwan) (comp.). *T'ai-wan-sheng t'ung-chih* 台灣省通志 (Histoire générale de la Province de Taiwan). Taipei : 1968-1973. 10 vol., en 28 han (函).

*T'ai-wan wen-t'i chung-yao wen-hsien tsu-liao chi* 台灣問題重要文獻資料集 (Collection des documents et matériaux importants concernant le problème de Taiwan). Réimpression. Tokyo : Ryukei shosha, 1971. 3 vol.

T'ai-wan yin-hang ching-chi yen-chiu shih 臺灣銀行經濟研究室 (Bureau des recherches économiques de la Banque de Taiwan). *T'ai-wan ching-chi shih* 台灣經濟史 (Collection de documents sur l'histoire économique de Taiwan). Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1954-1974. n° 1, 1954, 147 p. ; n° 2. 1955, 145 p. ; n° 3, 1956, 127 p. ; n° 4, 1956, 188 p. ; n° 5, 1957, 131 p. ; n° 6, 1957, 132 p., n° 7, 1959, 144 p. ; n° 8, 1959, 181 p. ; n° 9, 1963, 175 p. ; n° 10, 1966, 179 p. ; n° 11, 1974, 183 p.

TS'AI, Hsiao-ch'ien 蔡孝乾. *Chiang-hsi su-ch'ü, hung-chün his-ts'uan-chi hui-i* 江西蘇區，紅軍西竄記回憶 (Souvenirs des Soviets du Kiangsi et la fuite vers l'ouest de l'Armée rouge). Taipei : Chung-kung yen-chiu tsa-chih she, 1970. 414 p.

WANG, Chien-min 王健民. *Chung-kuo kung-ch'an-tang shih-kao* 中國共產黨史稿 (Histoire du Parti communiste chinois). Ed. rev. et augm. Hong Kong : Chung-wen t'u-shu kung-ying she, 1974-1975. 3 vol., 591., 752 p., 740 p.

WANG, Shih-lang 王詩琅. *Jih-pen chih-min-ti t'i-chih hsia te T'ai-wan* 日本殖民地體制下的台灣 (Taiwan sous le régime colonial japonais). Taipei : T'ai-wan feng-wu tsa-chih she, 1978. 211 p.

WANG, Shih-lang 王詩琅. et WU, Chia-hsien 吳家憲 (trad. et comp. du japonais). *Yü Ch'ing-fang k'ang-jih ke-ming an ch'üan-tang* 余清芳抗日革命案全檔 (Dossier complet de l'affaire révolutionnaire anti-japonaise de Yü Ch'ing-fang). Taichung : T'ai-wan : T'ai-wan sheng wen-hsien wei-yüan hui, 1974. 2 vol., 452 et 867 p.

YANAIHARA, Tadao 矢內原忠雄. *Jih-pen ti-kuo-chu-i hsia chih T'ai-wan* 日本帝國主義下之台灣 (Taiwan sous la domination de l'impérialisme japonais). Trad. du japonais : *Teikoshugika no Taiwan* 帝国主義下の台湾 (Taiwan sous la domination de l'impérialisme) (1ère éd. 1929) par CHOU, Hsien-wen 周憲文 Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1956. 134 p.

YANG, Chao-chia 楊肇嘉. *Yang chao-chia hui-i lu* 楊肇嘉回憶錄 (Mémoires de Yang Chao-chia). 3ème éd. Taipei : San-min shu-chü, 1970. 2 vol., 440 p.

YANG, Tzu-lieh 楊子烈. *Chang Kuo-t'ao fu-jen hui-i lu* 張國濤夫人回憶錄 (Mémoires de Madame Chang Kuo-t'ao. Hong Kong : Jih-lieh ch'u-pan she, 1970. 359 p.

YEH, Jung-chung 葉榮鐘. *Hsiao-wu ta-ch'e chi* 小屋大車集 (Recueil de petite maison et grande voiture). Taichung : Chung-yang shu-chü, 1967. 226 p.

YEH, Jung-chung 葉榮鐘, TS'AI, P'ei-huo 蔡培火, LIN, Po-shou 林柏壽, CH'EN, Feng-yüan 陳逢源 et WU, San-lien 吳三連 *T'ai-wan min-tsu yün-tung shih* 台灣民族運動史 (Histoire des mouvements nationalistes de Taiwan). Taipei : Tzu-li wan-pao ts'ung-shu pien-chi wei-yüan hui, 1971. 576 p.

## (B) Revues

*T'ai-wan ch'ing-nien* 台灣青年 (Jeunesse de Taiwan) 1 (1) à 4 (2) (juil. 1920 à mars 1922).

*T'ai-wan* 台灣 (*The Formosa*), 3ème année, 1er numéro à 5ème année, 2ème numéro (avr. 1922 à avril 1924).

*T'ai-wan min-pao* 台灣民報 (Journal du peuple de Taiwan), (1) à (305) (15 avr. 1923 à 22 mars 1930).

*T'ai-wan hsin min-pao*台灣新民報 (Nouveau journal du peuple de Taiwan), (306) à (410) (29 mars 1930 à 9 avr. 1932). (Réimpression. Taipei : Tung-fang wen-hua shu-chü, 1973-1974).

## (C) Articles

CHANG, Ch'i-yün 張其昀. « Hung-yang T'ai-wan li-shih wen-hua » 弘揚台灣歷史文化 (Promouvoir la tradition historique culturelle de Taiwan), *Chung-yang jih-pao*, 26 déc. 1973, p. 4 ; 27 déc. 1973, p. 4.

CHANG, Han-yü 張漢裕. « Jih-chü shih-tai T'ai-wan ching-chi chih yen-pien » 日據時代台灣經濟之演變 (Evolution économique de Taiwan sous l'occupation japonaise), pp. 74-128, *in* : T'ai-wan yin-hang ching-chi yen-chiu shih 臺灣銀行經濟研究室 (comp.). *T'ai-wan ching-chih shih* 台灣經濟史. n° 2. Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1955. 145 p.

CHANG, Yüeh-ch'eng 張月澄. « Fu-nü yün-tung te jen-shih » 婦女運動的認識 (Connaissance du movement féminin), *Taiwan minpao* (145), 20 févr. 1972, pp. 9-11.

CH'EN, Feng-yüan (Fang- yüan) 陳逢源 (芳園). « Tsui ch'in chih kan-hsiang (2) : wo-te chung-kuo kai-tsao-lun » 最近之感想：我的中國改造論 (Impressions récentes (2) : ma thèse sur la reconstruction de la Chine), *Taiwan minpao* (120), 29 août 1926, pp. 8-10.

CH'EN, Feng-yüan陳逢源. « Ta Hsü Nai-ch'ang shih te po chung-kuo kai-tsao-lun » 答許乃昌氏的 "駁中國改造論" (Réponse à la réplique à la thèse sur la reconstruction de la Chine), *Taiwan minpao* (130), 7 nov. 1926, pp. 11-12 ; (131), 14 nov. 1926, pp. 11-14 ; (135), 12 déc. 1926, pp. 11-12 ; (136), 19 déc. 1926, p. 11 ; (137), 26 déc. 1926, pp. 11-12 ; (139), 9 janv. 1927, pp. 12-13.

CHANG T'an 張菼. « T'ai-wan fan-ch'ing min-pien te pu-t'ung hsing-chih chi ch'i fen-lei » 台灣反清民變的不同性質暨其分類 (Différentes caractéristiques des révoltes anti-Ch'ing de Taiwan et leur classification), *T'aiwan yin-hang chi kan* 27 (3), sept. 1976, pp. 304-331.

CHIANG, Wei-shui 蔣渭水. « Chin-nien chih k'ou-hao : t'ung pao hsü t'uan-chieh, t'uan-chieh ch'eng yu-li » 今年之口號：同胞須團結，團結真有力 (Les slogans de cette année : les compatriotes doivent s'unir ; l'union fait la force), *T'aiwan minpao* (138), 2 janv. 1927, pp. 11-12.

CHIANG, Wei-shui 蔣渭水. « Li-ming ch'i T'ai-wan lao-tung yün-tung » 黎明期台灣勞動運動 (Aube du mouvement ouvrier de Taiwan), *T'aiwan minpao* (152), 10 avr. 1927, p. 2.

CHIANG, Wei-shui 蔣渭水. « T'ai-wan min-chuang-tang te chih-tao yüan-li yü kung-tso » 台灣民眾黨的指導原理與工作 (Principes directeurs et activités du parti populaire de Taiwan), *T'aiwan minpao* (225), 9 sept. 1928, p. 8 ; (226), 16 sept. 1928, p. 8.

CHü, Ch'iu-pai 瞿秋白. « To-yü te hua » 多餘的話 (Paroles superflues) 99. 125-161, in : SZU-MA Lu (Smarlo Ma) 司馬璐 *Chü Ch'iu-pai chuan*瞿秋白傳 (Biographie de Chü Ch'iu-pai), Hong Kong : Tzu-lien ch'u-pan she, 1962. 161 p.

HSü, Nai-ch'ang 許乃昌. « Po Ch'en Feng-yüan shih te chung-kuo kai-tsao-lun » 駁陳逢源氏的中國改造論 (Réplique à la thèse sur la reconstruction de la Chine de Ch'en Fen-yüan), *Taiwan minpao* (126), 10 oct. 1926, pp. 10-13 ; (127), 17 oct. 1926, pp. 10-12 ; (128), 24 oct. 1926, pp. 9-13 ; (129) 31 oct. 1926, pp. 9-11.

HSü, Nai-ch'ang 許乃昌. « Kei Ch'en Feng-yüan shih te kung-kai-chuang » 給陳逢源氏的公開狀 (Lettre ouverte à Ch'en Feng-yüan), *Taiwan minpao* (142), 30 janv. 1927, pp. 11-12 ; (143). 6 fév. 1927, pp. 11-14.

HUANG, Huang-hsiung 黃煌雄. « Wen-hua hsieh-hui te fen-lieh chi ch'i ying-hsiang » 文化協會的分裂及其影響 (Scission de l'Association culturelle et son influence), pp. 68-84, in : CHANG, Chün-hung 張俊宏 (éd.). *Ch'ung feng ts'ung-shu* 春風叢書 (collection du Chun-feng), n° 1. Taipei : Ch'un-feng ch'u-pan she, 1978. 94 p.

HUANG, Shih-ch'iao 黃師樵. « Chiang Wei-shui chi ch'i cheng-chih yün-tung » 蔣渭水及其政治運動 (Chiang Wei-shui et son movement politique), *T'ai-pei wen-wu* 3 (1), mai 1954, pp. 79-90.

HUANG, Shih-ch'iao 黃師樵. « T'ai-wan nung-min yün-tung shih » 台灣農民運動史 (Histoire du mouvement paysan de Taiwan), *Hsia Ch'ao* 1 (9), déc. 1976, pp. 10-14 ; 2 (1), janv. 1977, pp. 16-20 ; 2 (2), févr. 1977, pp. 13-17 ; 2 (3), mars 1977, pp. 11-15.

HUANG, Shih-ch'iao 黃師樵. « Jih-chü shih-tai T'ai-wan kung-jen yün-tung shih » 日據時代台灣工人運動史 (Histoire du mouvement ouvrier de Taiwan sous l'occupation japonaise), Taipei, *Hsia-Ch'ao* 2 (5), mai 1977, pp. 15-19 ; 3 (2), août 1977, pp. 70-72.

HUANG, Te-shih 黃得時. « T'ai-wan hsin wen-hsüeh yün-tung kai kuan » 台灣新文學運動概觀 (Vue générale sur le mouvement de la nouvelle littérature de Taiwan), *T'ai-pei wen-wu* 3 (2), août 1954, pp. 13-25 ; 3 (3), déc. 1954, pp. 26-33 ; 4 (2), août 1955, pp. 104-170.

HUANG, Te-shih 黃得時. « Liang Jen-kung yu t'ai k'ao » 梁任公遊台考 (Etude sur le voyage de LIANG Ch'i-ch'ao à Taiwan), *T'ai-wan wen-hsien* 16 (3), sept. 1965, pp. 1-68.

HUNG, Wen-hsiung 黃文雄. « T'ai-pei ch'ing-nien-hui, tu-shu-hui, t'i-yü-hui » 台北青年會、讀書會、體育會 (Association de la jeunesse de Taipei, association d'études, association des sports), *T'ai-pei wen-wu* 3 (2) août 1954, pp. 137-139.

KAO, Jih-wen 高日文. « T'ai-wan i-hui she-chih ch'ing-yüan yün-tung te shih-tai pei-ching » 台灣議會設置請願運動的時代背景 (Contexte du mouvement de pétitions pour l'établissement du parlement de Taiwan), *T'ai-wan wen-hsien* 15 (2), juin 1964, pp. 24-26.

KAO, Jih-wen 高日文. « T'ai-wan i-hui she-chih ch'ing-yüan yün-tung shih mo » 台灣議會設置請願運動始末 (Détails du mouvement de pétitions pour l'établissement du parlement de Taiwan), *T'ai-wan wen-hsien* 16 (2), juin 1965, pp. 60-96.

KAO, Jih-wen 高日文. « Chih-an ching-ch'a-fa wei-fan shih-chien chih fa-t'ing pien-lun ching-kuo » 治安警察法違反事件之法庭辯論經過 (Démarche du débat au tribunal de l'affaire de la violation de la loi de l'ordre policier), *T'ai-wan wen-hsien* 17 (1), mars 1966, pp. 81-108, et 18 (1) mars 1967, pp. 156-176.

« Kuo-chü chi hsien-tsai te T'ai-wan cheng-chih yün-tung » 過去及現在的台灣政治運動 (Les mouvements politiques taiwanais d'hier et d'aujourd'hui), *Taiwan minpao* (138), 2 janv. 1927, pp. 2-4.

KUO, Shui-t'an 郭水潭. « T'ai-wan t'ung-hua yün-tung shih-hua » 台灣同化運動史話 (Histoire du mouvement d'assimilation à Taiwan), *T'ai-pei wen-wu 4* (1), mai 1955, pp. 105-109.

LIEN, Wen-ch'ing 連溫卿. « Kuo-ch'ü T'ai-wan chih she-hui yün-tung » 過去台灣之社會運動 (Les mouvements sociaux taiwanais d'hier), *Taiwan minpao* (138), 2 janv. 1927, pp. 12-13.

LIEN, Wen-ch'ing 連溫卿. « T'ai-wan wen-hua te t'e-tzu » 台灣文化的特質 (Caractéristiques de la culture de Taiwan) *T'ai-pei wen-wu* 3 (2), août 1954, pp. 118-130.

LIEN, Wen-ch'ing 連溫卿. « Tsai chiu T'ai-wan wen-hua te t'e-tzu erh yen »再就台灣文化的特質而言 (Pour reparler des caractéristiques de la culture de Taiwan), *T'ai-pei wen-wu* 3 (3), déc. 1954, pp. 97-106.

LIN, Tz'u-chou (LIN, Ch'eng-lu) 林慈舟 (林呈祿). « Liu-san wen-t'i chih yün-ming »六三問題之運命 (Destin du problème de la Loi n° 63), *T'ai-wan ch'ing-nien* 1 (5), 15 déc. 1920, éd. chinoise, pp. 16-29.

LO, Yu-kuei 羅有桂. « T'ai-wan min-tsu ying-hsiung jen-wu : Ts'ai Hui-ju »台灣民族英雄人物：蔡惠如 (Ts'ai Hui-ju : Personnage héroïque nationaliste de Taiwan), *Ta-hsüeh tsa-chih* (100), sept. 1976, pp. 25-30, 79.

LU, Hsiu-yi 盧修一. «Lien Ya-t'ang min-tsu shih-hsiang chih yen-chiu » 連雅堂民族思想之研究 (Etude des idées nationalistes de Lien Ya-t'ang), *T'ai-wan wen-hsien* 18 (4), déc. 1967, pp. 57-100.

MAO, I-po 毛一波. « T'ai-wan she-hui te fa-chan » 台灣社會的發展 (Evolution de la société taiwanaise), *T'ai-pei wen-wu* 9 (1), mars 1960, pp. 69-72.

P'EI, K'e-ch'uan 裴可權. « T'ai-kung chih p'an-luan yü fu-wang » 台共之叛亂與覆亡 (Révolution et destruction du PCT), *Chung-yang jih-pao*, 10 mai 1980, p. 11 ; 17 mai 1980, p. 11.

SHIH, K'e-ch'eng 史可乘. « Jen-lei chih chia : T'ai-wan ESP hsüeh-hui » 人類之家、台灣ESP學會 (L'Association d'ESP de Taiwan, foyer d'hommes), *T'ai-pei wen-wu 3* (1) mai 1954, pp. 91-93.

SHIH, K'e-ch'eng 史可乘. « Jih-chü shih-ch'i T'ai-wan ESP yün-tung » 日據時代台灣時期ESP運動 (Mouvement d'Esperanto à Taiwan pendant l'ocupation japonaise), *T'ai-wan feng-wu* 17 (4), août 1967, pp. 53-58.

SHIH, Min 思民. « Hsieh Hsüeh-hung, chung-kung, yü t'ai-tu ; p'ing shu chung-kung tui t'ai-tu te hsin ts'e-lüeh » 謝雪紅、中共與台獨：評述中共對台獨的新策略 (Hsieh Hsüeh-hung, la Chine communiste et le mouvement indépendantiste de Taiwan : commentaire sur la nouvelle tactique de la Chine communiste vis-à-vis du mouvement indépendantiste de Taiwan), *Chung-yang jih-pao*, kuo-chi hang-k'ung pan, 8 sept. 1980, p. 3.

SHIOMI, Shunji 塩見俊二. «Jih-chü shih-tai T'ai-wan ching-ch'a yü ching-chi » 日據時代台灣警察與經濟 (Police et économie de Taiwan sous l'occupation japonaise), trad. du japonais par CHOU, Hsien-wen, pp. 127-147 in : T'ai-wan yin-hang ching-chi yen-chiu shih. 臺灣銀行經濟研究室 (comp.). *T'ai-wan ching-chi shih* 台灣經濟史, n° 1. Taipei : T'ai-wan yin-hang, 1954. 147 p.

SHUI, Tsao 水藻. « Wo-men te i-ke t'i-i : ch'ing he-li tsu-chih wei T'ai-wan hsi-sheng te jen-men chih chiu-chi chi-kuan » 我們的一個提議：請合力組隻為台灣犧牲的人們之救濟機構 (Notre proposition d'organisation de secours pour les gens qui se sont sacrifiés pour Taiwan), *T'aiwan minpo*, (116), 1 août 1926, pp. 12-13.

« T'ai-wan chieh-fang yün-tung ke t'uan-ti te hsien-shih » 台灣解放運動各團體的現勢 (Situation actuelle de chaque organisation du mouvement de libération de Taiwan), *T'aiwan hsinminpao* (345), 1 janv. 1931, p. 3.

« T'ai-wan fu-nü chieh-fang yün-tung te hsien-sheng» 台灣婦女解放運動的先聲 (Le première voie du mouvement de libération des femmes de Taiwan), *Taiwan minpao* (117), 8 août 1926, p. 1.

« T'ai-wan she-hui yün-tung t'uan-t'i » 台灣社會運動團體 (Organisation des mouvements sociaux de Taiwan), *T'aiwan minpao* (294), 1 janv. 1930, p. 8.

« T'ai-wan she-hui yün-tung t'uan-ti tiao-ch'a » 台灣社會運動團體調查 (Enquête sur les organisations des mouvements sociaux de Taiwan), *T'aiwan minpao* (189), 1 janv. 1928, p. 9 ; (190). 8 janv. 1928, p. 4 ; (191), 15 janv. 1928, p. 7 ; (192), 22 janv. 1928, p. 5 ; (193), 29 janv. p. 8 ; (194), 5 févr. 1928, p. 8.

TS'AI, Hsiao-ch'ien 蔡孝乾. « Po Fang Yüan chün te chung-kuo kai-tsao-lun »涑駁芳園君的« 中國改造論 » (Réplique à la thèse sur la reconstruction de la Chine de Fang Yüan-chün), *T'aiwan minpao* (134), 5 déc. 1926, pp. 10-13.

TS'AI, Hsiao-ch'ien 蔡孝乾. « Chuan-huan ch'i te wen-hua yün-tung » 轉換時期的文化運動 (Mouvements culturels en période de transition), *T'aiwan minpao* (142), 30 janv. 1927, pp. 10-11.

TS'AI P'ei-huo 蔡培火. « Wo tsai wen-hua yün-tung so tien tem u-piao » 我在文化運動所定的目標 (Le but que j'ai choisi pour le mouvement culturel), *T'aiwan minpao* (138), 2 janv. 1927, pp. 8-11.

TS'AI P'ei-huo 蔡培火. « Jih-chü shih-ch'i T'ai-wan min-tsu yün-tung » 日據時代台灣民族運動 (Mouvement nationaliste de Taiwan sous l'occupation japonaise), *T'ai-wan wen-hsien* 16 (2), juin 1965, pp. 171-186.

TS'AI, Wen-chin, 蔡文金. « Wei Hsieh Hsüeh-hung t'ung-chih fu-ch'ou » 為謝雪紅同志復仇 (Vengeance pour la camarade Hsieh Hsüeh-hung), *Chan-wang* (1) avr. 1958, pp. 26-27, 24.

TS'AO, Chieh-i 曹介逸. « Jih-chü shih-ch'i te T'ai-pei wen-i tsa-chih » 日據時代的台北文藝雜誌 (Les magazines littéraires de Taipei sous l'occupation japonaise), *T'ai-pei wen-wu 3* (2), août 1954, pp. 38-47.

WANG, I-kang, pseudonyme (WANG Shih-lang) 王一剛 (王詩琅) « Szu-hsiang ting-li shih-ch'i te tsa-chih » 思想鼎立時期的雜誌 (Les magazines de la période de confrontation des idées), *T'ai-pei wen-wu 2* (2), déc. 1954, pp. 131-133.

WANG, I-t'ao 王益滔. « Kuang-fu ch'ien T'ai-wan chi t'u-ti chih tu yü t'u-ti cheng-ts'e » 光復前台灣之土地制度與土地政策 (Le système de propriété foncière et la politique agraire de Taiwan avant la reconquête), pp. 52-86, *in* : T'ai-wan yin-hang ching-chi yen-chiu shih 臺灣銀行經濟研究室 (comp.). *T'ai-wan ching-chi shih* 台灣經濟史. n° 10. T'ai-wan yin-hang, 1966, 179 p.

WANG, Shih-ch'ing 王世慶. « Chieh-shao jih-chü shih-ch'i T'ai-wan tsung-tu-fu tang-an » 介紹日據時期台灣總督府檔案 (Présentation des dossiers du Gouvernement général de Taiwan), *T'ai-wan wen-hsien* 17 (4), déc. 1966, pp. 157-192.

WANG, Shih-lang 王詩琅. « Pei-shih shu-fang tsui-huo shu-tzu » 北市書房最後數字 (Derniers chiffres des écoles primaires de Taipei), p. 186, réimpression (1ère parution ; T'ai-pei wen-wu 5 (4), juin 1957 in : WANG Shih-lang. *Jih-pen chih min-ti t'i-chih hsia te T'ai-wan* (Taiwan sous l'occupation japonaise). Taipei : T'ai-wan feng-wu tsa-chih she, 1978, 211 p.

WU, Cho-liu 吳濁流. « T'ai-wan lien-ch'iao » 台灣連翹 (Forsythia de Taiwan), *T'ai-wan wen-i* 10 (39), avr. 1973, pp. 69-80 ; 10 (40), juil. 1973, pp. 82-87 ; 10 (41), oct. 1973, pp. 85-90 ; 10 (42), janv. 1974, pp. 62-69 ; 10 (43), avr. 1974, pp. 65-72 ; 10 (44), juil. 1974, pp. 61-67 ; 10 (45), oct. 1974, pp. 56-62.

WU, Ying-t'ao 吳瀛濤. « Jih-chü shih-chi ch'u-pan chieh kai-luan » 日據時期出版界概觀 (Vue générale de la presse de Taiwan sous l'occupation japonaise). *T'ai-pei wen-wu* 8 (4), févr. 1960, pp. 43-48.

YAMABE Kentaro 山辺健太郎. « Jti-kuo chu-i yü chih-min-ti : Tsai jih-pen chih-min-ti t'ung-chih hsia te T'ai-wan yü ch'ao-hsien chih pi-chiao » 日本帝國主義與殖民地：在日本殖民地統治下的台灣與朝鮮之比較 (L'impérialisme japonais et les colonies : une comparaison entre Taiwan et la Corée sous la domination coloniale japonaise), trad. du japonais par CHENG, Ch'in-jen 鄭欽仁 *Shih-huo yüeh-k'an* 2 (2), avr. 1972, pp. 30-56.

YANG, Chao-chia 楊肇嘉. « T'ai-wan hsin-min-pao hsiao shih » 台灣新民報小史 (Petite histoire du Nouveau journal du peuple de Taiwan), t. 2. pp. 407-440 , in : YANG, Chao-chia 楊肇嘉. *Yang Chao-chia hui-i lu* 楊肇嘉回憶錄. 3ème éd. Taipei : San-min shu-chü, 1970, 2 vol., 440 p.

YEH, Jung-chung 葉榮鐘. « Jih-chü shih-tai T'ai-wan te jih-pen ching-ch'a » 日據時代台灣的日本警察 (Police japonaise à Taiwan pendant l'occupation japonaise), pp. 167-175, in ; YEH, Jung-chung 葉榮鐘. *Hsiao-wu ta-ch'e chi* 小屋大車集. Taichung : Chung-yang shu-chü, 1967. 226 p.

YU chuan 玉鵑. «Fu-nü yün-tung te ts'u-chin yü fu-nü pute she li » 婦女運動的促進與婦女部的設立 (L'accélération du mouvement féminin et l'établissement de la section féminine), *T'aiwan minpao* (138), 2 janv. 1927, pp. 15-17.

# PLAN DE L'OUVRAGE

Deuxième partie

L'évolution du Parti communiste de Taiwan et sa destruction (1928-1932)

Troisième partie

Les rapports du Parti communiste de Taiwan avec le Komintern, les Partis communistes japonais et chinois, et les mouvements politiques et sociaux de Taiwan

Photographies
&
documents universitaires

En 1991, le Dr Lu Hsiu-yi (1941-1998) et le Pr Jacques Guillermaz (1911-1998)

Lu Hsiu-yi à Paris en 1978







SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

SERVICE DES DOCTORATS
54, Bd Raspail 75006 PARIS
Tél. : 544.39.79 (p. 321 et 397)

ANNÉE SCOLAIRE 1979 - 1980

ETUDIANT PREPARANT LE DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE

## CERTIFICATION D'INSCRIPTION

### CURRICULUM VITAE

NOM (M., Mme, Mlle) : LU
(EN LETTRES CAPITALES)

Prénoms : Hsiu-yi

Nom de jeune fille :

Né(e) le 22/5/1941 à Taipei, Taiwan (Formose)

Nationalité : chinoise

Département ou pays d'origine : ~~Taiwan~~

Adresse durant l'année scolaire : ~~c/o Mme. C.M. Jenin, Appt. 2101, 3, Ave. de Choisy, Paris 13ème~~

Adresse permanente où l'étudiant peut être joint : No 2, Lane 5, Ching-tien St. ~~Taipei, Taiwan~~

Profession de l'étudiant : Associate professeur de Taiwan

N° d'immatriculation à la S.S. ou N° I.N.S.E.E.

### SCOLARITE ANTERIEURE :

Année de votre première inscription en 3e cycle : 1973-1974

Directeur de thèse : ~~Mr. Jacques Guillermaz~~

S'agissait-il d'une entrée directe en 2e année ? : OUI – NON non

Sinon, date de passage en 2e année ou d'obtention du D.E.A. : le 20/6/74

Inscription au titre de l'année scolaire 1979-1980 (année en cours)

– Directeur de thèse : M. Jacques Guillermaz

– Sujet de thèse : « ~~L'Histoire du Parti communiste de Taiwan sous la colonisation Japonaise 1928-1931~~ »

– S'agit-il d'un redoublement de l'année de préparation au D.E.A. ? : OUI – NON \

Fait à PARIS, le 06/06 1979

LE PRESIDENT

Seul le cachet de l'École valide le présent certificat.

MINISTERE DES UNIVERSITÉS

**ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES**

SERVICE DES DOCTORATS
54, Bd Raspail 75006 PARIS
Tél. : 544.39.79 (p. 321 et 397)

ANNÉE SCOLAIRE 19.80 19.81

**ETUDIANT PREPARANT LE DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE**

## CERTIFICATION D'INSCRIPTION

**CURRICULUM VITAE**

NOM (M., Mme, Mlle) : LU
(EN LETTRES CAPITALES)

Prénoms : Hsiu-yi

Nom de jeune fille :

Né(e) le 22/5/1941 à Taipei, Taiwan

Nationalité : Chinoise

Département ou pays d'origine : Taiwan

Adresse durant l'année scolaire : 12, passage st. Pierre Amelot
75011 Paris

Adresse permanente où l'étudiant peut être joint : N° 2, Lane 5, Chingtien ST.
Taipei, Taiwan

Profession de l'étudiant : Associate professeur de Taiwan

N° d'immatriculation à la S.S. ou N° I.N.S.E.E. |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

**SCOLARITE ANTERIEURE :**

Année de votre première inscription en 3e cycle : 19.73 19.74

Directeur de thèse : M. Jaques Guillermas

S'agissait-il d'une entrée directe en 2e année ? : OUI — NON non

Sinon, date de passage en 2e année ou d'obtention du D.E.A. : 20/6/1974

**Inscription au titre de l'année scolaire 19.80 19.81** (année en cours)

— Directeur de thèse : M. Jaques Guillermas

— Sujet de thèse : « L'Histoire du Parti communiste de Taiwan sous la colonisation japonaise 1928-1932 ».

— S'agit-il d'un redoublement de l'année de préparation au D.E.A. ? : OUI — NON non

Fait à Paris, le 19/9 1980

LE PRESIDENT

Seul le cachet de l'Ecole valide le présent certificat.

UNIVERSITE DE PARIS X

200, Avenue de la République - 92001 NANTERRE

# DOCTORAT DE 3è CYCLE

Le Secrétaire général de l'Université de Paris-X, soussigné, certifie que :

M onsieur LU HSIU-YI

né le 22 mai 1941 à TAIPEY Taiwan

a été jugé le 8 décembre 1980

digne du titre de **DOCTEUR** dans la spécialité :

ETUDES POLITIQUES

Mention : Très-Bien

après soutenance d'une thèse intitulée :

"Histoire du Parti Communiste de TAIWAN sous la colonisation japonaise (1928-1932.)"

Nanterre, le 8 décembre 19 80

Le Secrétaire Général

G. LAURENT

Cette attestation, pour être valable, ne doit être ni surchargée ni grattée. L'Université ne la délivre qu'une fois. Les maires et les commissaires de police français, les agents diplomatiques ou consulaires de la France à l'étranger peuvent en délivrer des copies certifiées conformes.